

SECRETARIAT

COPY

A/CN.4/92

COMMENTAIRE
SUR
LE PROJET DE CONVENTION
SUR LA PROCÉDURE ARBITRALE
ADOPTÉ
PAR LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
A SA CINQUIÈME SESSION

Préparé par le Secrétariat



NEW-YORK

1955

COMMENTAIRE
SUR
LE PROJET DE CONVENTION
SUR LA PROCÉDURE ARBITRALE
ADOPTÉ
PAR LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
A SA CINQUIÈME SESSION

Préparé par le Secrétariat



NATIONS UNIES
Commission du droit international
New-York, 1955

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

A/CN.4/92
Avril 1955

PUBLICATION DES NATIONS UNIES
Numéro de vente : 1955. V. 1

Prix : 2 dollars (U.S.A.); 15 sh. (stg); 8 fr. suisses
(ou l'équivalent en monnaie du pays)

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
NOTE DU SECRÉTARIAT	1
LISTE DES ABRÉVIATIONS	2
NOTE INTRODUCTIVE	7
 CHAPITRE PREMIER. — L'ENGAGEMENT D'ARBITRAGE :	
Article premier	9
Article 2	13
 CHAPITRE II. — LA CONSTITUTION DU TRIBUNAL :	
Article 3	17
Article 4	22
Article 5	25
Article 6	26
Article 7	27
Article 8	31
 CHAPITRE III. — LE COMPROMIS :	
Article 9	34
Article 10	42
 CHAPITRE IV. — LES POUVOIRS DU TRIBUNAL :	
Article 11	46
Article 12	48
Article 13	53
Article 14	56
Article 15	57
Article 16	66
Article 17	73
Article 18	76
Article 19	78
Article 20	79
Article 21	81
Article 22	84

CHAPITRE V. — LA SENTENCE :

Article 23	86
Article 24	87
Article 25	91
Article 26	93
Article 27	94
Article 28	96

CHAPITRE VI. — LA REVISION :

Article 29	100
----------------------	-----

CHAPITRE VII. — LA NULLITÉ :

Article 30	106
Article 31	111
Article 32	116

ANNEXE

Recueil de règles détaillées de procédure arbitrale

NOTE LIMINAIRE	119
--------------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE DES TEXTES	121
------------------------------------	-----

CHAPITRE PREMIER. — ARBITRE, COMMISSION D'ARBITRAGE,
TRIBUNAL ARBITRAL, COUR D'ARBITRAGE :

Section 1. — Siège	127
Section 2. — Membres :	
a. Durée du mandat	127
b. Déclaration	128
Section 3. — Présidence	129
Section 4. — Sessions, séances :	
a. Sessions	129
b. Date, heure et lieu des séances	130
c. Assistance, quorum	131
Section 5. — Demandes à des tierces puissances	132

CHAPITRE II. — BUREAU, SECRÉTARIAT, GREFFE :

Section 1. — Généralités	133
Section 2. — Personnel :	
a. Secrétaire, greffier, greffier adjoint	134
b. Déclaration du secrétaire, du greffier et du greffier adjoint	135

	<i>Pages</i>
c. Autres fonctionnaires	136
d. Déclaration des autres fonctionnaires	136
e. Substitut du greffier	137
Section 3. — Organisation	137
Section 4. — Directives, instructions	137
Section 5. — Dossiers et registres	138
Section 6. — Attributions :	
a. Fonctions administratives, communications	141
b. Archives, comptes	145
c. Publications	146
d. Autres fonctions	146

CHAPITRE III. — PROCÉDURE DEVANT L'ARBITRE, LA COMMISSION, LE TRIBUNAL, LA COUR :

Section 1. — Ouverture de l'instance :	
a. Délai	147
b. Dépôt de la requête	148
c. Désignation de l'agent	151
d. Election de domicile	152
e. Communication au défendeur	152
f. Communication à des tiers	153
g. Avance des frais	153
Section 2. — Représentation des parties	154
Section 3. — Consultation avec les parties sur la procédure	158
Section 4. — Procédure écrite :	
a. Pièces : Nombre d'exemplaires, ordre, délai, lieu de dépôt	158
b. Langue, traduction	166
c. Date	168
d. Signature	168
e. Impression	169
f. Original et copies	170
g. Rectifications	172
h. Contenu des pièces :	
aa. Mémoire	172
bb. Contre-mémoire	175
cc. Réplique	176
dd. Duplique	177
i. Modifications	178
j. Communication à la partie adverse	179

	<i>Pages</i>
k. Disjonction de causes	180
l. Jonction de causes	180
m. Clôture de l'instruction	181
Section 5. — Audience préliminaire	181
Section 6. — Enquête	184
Section 7. — Procédure orale :	
a. Mise en état, conclusions, ordre d'examen des affaires .	187
b. Date et lieu	190
c. Renvoi	191
d. Consultation du dossier	191
e. Langue, traduction	192
f. Conseil	193
g. Débats	194
h. Preuves	197
i. Procès-verbaux	197
j. Comptes rendus sténographiques	198
k. Publicité des audiences	198
l. Clôture des débats	199
Section 8. — Preuves :	
a. Généralités	200
b. Documents :	
aa. Généralités	200
bb. Mode de présentation	201
cc. Obligation de communiquer	203
dd. Original et copies	204
ee. Langue, traduction	207
ff. Documents volumineux	207
gg. Documents publiés	208
c. Témoins :	
aa. Généralités	209
bb. Demande d'audition de témoins émanant des parties	210
cc. Demande émanant de l'arbitre, etc.	211
dd. Date et lieu	212
ee. Citation	212
ff. Récusation	212
gg. Serment, déclaration	213
hh. Langue, traduction	214
ii. Interrogatoire	214
jj. Transcription au procès-verbal	215

	<i>Pages</i>
kk. Frais	216
ll. Faux témoignage	216
mm. Refus de témoigner	216
nn. Non-comparution	216
oo. Renonciation	217
pp. Commission rogatoire	217
d. Experts :	
aa. Généralités	218
bb. Demande d'audition d'experts émanant des parties	218
cc. Experts commis par l'arbitre, etc.	219
dd. Citation	220
ee. Récusation	220
ff. Serment, déclaration	220
gg. Langue, traduction	220
hh. Déposition	221
ii. Rapport, transcription au procès-verbal	221
jj. Frais	222
kk. Refus de répondre	222
ll. Renonciation	222
e. Demandeur, partie intéressée	222
f. Organisations internationales	223
g. Descente sur les lieux	223
h. Requête d'une partie tendant à la divulgation d'un fait ou à la production d'un document	224
i. Demande d'un complément de preuve émanant de l'arbitre, etc.	224
Section 9. — Clôture et réouverture des débats	225
Section 10. — Exceptions et fins de non-recevoir	226
Section 11. — Demandes reconventionnelles	229
Section 12. — Intervention :	
a. Intérêt d'ordre juridique :	
aa. Délai	229
bb. Requête	229
cc. Communication aux parties	230
dd. Communication à des tiers	231
ee. Observations écrites des parties	231
ff. Audience	231
gg. Décision	231
hh. Remise d'une copie des actes de procédure à la partie intervenante	232
ii. Mémoire de la partie intervenante, contre-mémoires, etc.	232

b. Interprétation d'une convention multilatérale :	
aa. Déclaration	232
bb. Communication aux parties	233
cc. Communication à des tiers	233
dd. Décision	233
ee. Observations écrites d'une partie intervenante, procédure orale	233
Section 13. — Evocation en garantie	233
Section 14. — Appel en cause	234
Section 15. — Mesures conservatoire	234
Section 16. — Décision provisoire	235
Section 17. — Suspension	236
Section 18. — Transaction	236
Section 19. — Désistement	237
Section 20. — Défaut	238
CHAPITRE IV. — SENTENCE :	
Section 1. — Délai	240
Section 2. — Siège	241
Section 3. — Délibérations, vote	241
Section 4. — Forme et contenu :	
a. Sentence écrite	243
b. Langue	243
c. Motifs, mentions, date et signature	243
Section 5. — Frais	245
Section 6. — Décision d'un surarbitre, commission plénière	246
Section 7. — Opinions individuelles	247
Section 8. — Prononcé, communication originale, copies, enregistrement	247
Section 9. — Cause jugée	249
Section 10. — Exécution	250
Section 11. — Complètement, rectification, clarification, inter- prétation, revision	253
CHAPITRE V. — QUESTIONS DIVERSES :	
Section 1. — Calcul des délais	257
Section 2. — Amendement, interprétation et silence du règlement	257
Section 3. — Renvoi aux Conventions de La Haye	258
Section 4. — Publication des décisions, des documents et des procès-verbaux	258

NOTE DU SECRÉTARIAT

A sa quatrième session, la Commission du droit international a rédigé un « projet sur la procédure arbitrale » qui, conformément au statut de la Commission, a été communiqué aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour observations ¹. La Commission a également chargé le Secrétariat de lui soumettre, à la session suivante, un commentaire détaillé du projet ².

A la lumière des observations formulées par les gouvernements, la Commission, à sa cinquième session, a examiné à nouveau le projet et a adopté un « projet de convention sur la procédure arbitrale » qu'elle a présenté à l'Assemblée générale ³. La Commission a déclaré dans son rapport que le commentaire détaillé (A/CN.4/L.40), préparé sur sa demande par le Secrétariat, l'avait beaucoup aidée dans sa tâche et elle a demandé que ce commentaire soit publié après avoir été dûment révisé et complété par le Secrétariat ⁴.

Le Secrétariat a donc révisé et complété le commentaire compte tenu des décisions prises par la Commission à sa cinquième session. Ce commentaire révisé est publié dans le présent volume.

Dans son rapport, la Commission déclarait aussi qu'il serait souhaitable d'inclure dans le commentaire un recueil de règles de procédure plus détaillées et techniques que celles qui figurent dans le projet de convention ⁵. Un recueil systématique de ces règles, choisies parmi celles que les tribunaux internationaux et arbitraux ont adoptées, a donc été joint en annexe au commentaire.

Bien qu'il ait été amené à consulter le professeur Georges Scelle, rapporteur spécial de la Commission pour la procédure arbitrale, et qu'il ait bénéficié de ses conseils, le Secrétariat assume l'entière responsabilité du présent ouvrage.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 9, chap. II.

² Ibid., par. 15.

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 9, chap. II.

⁴ Ibid., par. 13.

⁵ Ibid., par. 14.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Acte général révisé	Acte général révisé pour le règlement pacifique des différends internationaux, 28 avril 1949, <i>Nations Unies, Recueil des Traités</i> , t. 71, p. 103.
A.J.I.L.	<i>American Journal of International Law</i> .
A.J.I.L. <i>Suppl.</i>	<i>American Journal of International Law, Supplément</i> .
Carlston	K. S. Carlston, <i>The Process of International Arbitration</i> (New-York, 1946).
C.I.J., <i>Recueil</i>	<i>Cour internationale de Justice, Recueil des arrêtés, avis consultatifs et ordonnances</i> .
C.I.J., <i>sér. D</i>	<i>Cour internationale de Justice, série D, Actes et documents concernant l'organisation de la Cour</i> , No 1 (2ème éd., mai 1947).
Clunet	<i>Journal du droit international</i> , fondé en 1874 par Edouard Clunet.
Code de la paix mexicain	Code de la paix mexicain approuvé le 23 septembre 1933 par la septième Conférence internationale américaine, publié dans le volume intitulé <i>Septième Conférence internationale américaine, Montevideo, Uruguay, du 3 au 26 décembre 1933, Acte final (avec les conventions approuvées au cours de la Conférence)</i> (Montevideo, 1934), p. 63.
Convention de La Haye de 1899 (1907)	Convention de La Haye de 1899 (1907) pour le règlement pacifique des conflits internationaux, publiée dans le volume intitulé <i>Rapports faits aux conférences de La Haye de 1899 et 1907</i> , avec une introduction de J. B. Scott (Oxford, 1920), p. 32 (292).
C.P.J.I., <i>sér. A, A/B, B, C, D</i>	<i>Publications de la Cour permanente de Justice internationale, séries A, A/B, B, C, D</i> .
Feller	A. H. Feller, <i>The Mexican Claims Commissions, 1923-1934</i> (New-York, 1935).
Hudson, <i>International Tribunals</i>	M. O. Hudson, <i>International Tribunals, Past and Future</i> (Washington, 1944).
Hudson, <i>Permanent Court</i>	M. O. Hudson, <i>The Permanent Court of International Justice, 1920-1942</i> (New-York, 1943).
La Fontaine	H. La Fontaine, <i>Pasicrisie internationale, Histoire documentaire des arbitrages internationaux</i> (Berne, 1902).

Lapradelle-Politis	A. de Lapradelle et W. Politis, <i>Recueil des arbitrages internationaux</i> , t. I (Paris, 1905) et II (2ème éd., Paris, 1932).
Martens (de), <i>Recueil</i>	De Martens, <i>Recueil des principaux traités</i> (Göttingue, 1791-1801).
Martens (de), <i>Nouveau Recueil</i>	De Martens, <i>Nouveau Recueil des traités</i> (Göttingue, 1817-1842).
Martens (de), <i>Nouveau Recueil général</i>	De Martens, <i>Nouveau Recueil général des traités</i> (Göttingue, 1843-1897; Leipzig, 1898-1939).
Mérignhac	A. Mérignhac, <i>Traité théorique et pratique de l'arbitrage international</i> (Paris, 1895).
Moore	J. B. Moore, <i>History and Digest of the International Arbitrations to which the United States has been a Party</i> (Washington, 1898), t. 1-6.
Pacte de Bogota, 30 avril 1948	Traité américain de règlement pacifique, Pacte de Bogota, 30 avril 1948, publié dans le volume intitulé <i>Union panaméricaine, série sur le droit et les traités</i> , No 6, p. 43.
Projet de 1875	Projet de règlement pour la procédure arbitrale internationale, <i>Annuaire de l'Institut de droit international</i> (1877), t. I, p. 126.
Ralston	J. H. Ralston, <i>The Law and Procedure of International Tribunals</i> , éd. rev. (Stanford, 1926).
Ralston, <i>Supp.</i>	J. H. Ralston, <i>Supplément au précédent</i> (Stanford, 1936).
R.D.I.L.C.	<i>Revue de droit international et de législation comparée</i> .
Rec. A.D.I.	Académie de droit international, <i>Recueil des cours</i> (Paris, 1925).
Rec. C.C. franco-italienne	<i>Recueil des décisions de la Commission de conciliation franco-italienne instituée en exécution de l'article 83 du Traité de paix avec l'Italie</i> , t. 1-3.
Rec. T.A.M.	<i>Recueil des décisions des Tribunaux arbitraux mixtes</i> (Paris, 1922-1928), t. 1-10.
Rec. des sentences arbitrales	Nations Unies, <i>Recueil des sentences arbitrales</i> .
Stuyt	A. M. Stuyt, <i>Survey of International Arbitrations 1794-1938</i> (La Haye, 1939).
Systematic Survey	Nations Unies, <i>Systematic Survey of Treaties for the Pacific Settlement of International Disputes, 1928-1948</i> .
Witenberg	J. C. Witenberg, <i>L'organisation judiciaire, la procédure et la sentence internationales</i> (Paris, 1937).

COMMENTAIRE
SUR
LE PROJET DE CONVENTION
SUR LA PROCÉDURE ARBITRALE

NOTE INTRODUCTIVE

Le but du projet de convention sur la procédure arbitrale, préparé par la Commission du droit international, est de formuler les règles essentielles qui régissent la procédure arbitrale entre Etats, de sa phase initiale jusqu'à sa conclusion. Comme elle l'explique dans ses commentaires sur le projet, la Commission « n'a pas estimé nécessaire de formuler des règles de procédure détaillées, du genre de celles qui figurent, par exemple, dans le règlement de la Cour internationale de Justice », car ces règles détaillées sont sujettes « à varier suivant les circonstances dans chaque cas d'arbitrage »¹. Le projet traite donc de la procédure arbitrale dans l'acception la plus large de l'expression, c'est-à-dire « des dispositions qui visent à assurer l'efficacité de l'engagement d'arbitrage assumé par les parties, ainsi que des clauses relatives à la constitution et aux pouvoirs du tribunal, aux règles générales en matière de preuve et de procédure et à la sentence arbitrale »². D'autre part, le projet ne traite que de la procédure. Comme l'a fait remarquer le Président de la Commission du droit international devant la Sixième Commission de l'Assemblée générale, ce n'est pas un projet de convention sur l'arbitrage³. Les dispositions du projet de convention présupposent l'existence d'un engagement de recourir à l'arbitrage⁴. Le projet ne tend pas à créer des obligations nouvelles de soumettre des différends à l'arbitrage, mais de prévoir « certaines garanties de procédure tendant à assurer, conformément à l'intention commune et initiale des parties, l'efficacité de l'engagement d'arbitrage »⁵.

Le projet est fondé sur la conception traditionnelle de l'arbitrage, considéré comme étant « une procédure ayant pour objet le règlement des différends entre Etats au moyen d'une sentence ayant force obligatoire, rendue sur la base du droit et à la suite d'un engagement volontairement accepté »⁶. Il suit, dans les grandes lignes, les tentatives antérieures de codification de la procédure arbitrale internationale, telles que le projet de règlement pour la procédure arbitrale internationale

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 9*, par. 14.

² *Ibid.*

³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Sixième Commission, 383ème séance*, par. 2.

⁴ *Ibid.*, 387ème séance, par. 23.

⁵ Voir le rapport de la Commission, *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 9*, par. 18 et 29.

⁶ *Ibid.*, par. 16.

adopté par l'Institut de droit international en 1875 et les Conventions de La Haye de 1899 et 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Mais le projet va au-delà des codifications antérieures en ce qu'il souligne l'obligation d'exécuter l'engagement arbitral (art. 1er, par. 3) en plus de l'obligation d'exécuter la sentence (art. 26). L'intérêt principal du projet réside dans les divers moyens qu'il prévoit pour empêcher que l'obligation de mettre en exécution l'engagement arbitral ne soit, à aucun moment, éludée par la carence de l'une des parties. A cet effet, il est prévu, pour chaque phase critique de la procédure arbitrale, des mesures qui assurent l'indépendance du tribunal et lui permettent d'aller de l'avant malgré l'obstruction de l'une des parties.

Il en résulte que le projet dispose que les différends relatifs à l'étendue et à l'application d'un engagement arbitral seront réglés, le cas échéant, par la Cour internationale de Justice (art. 2), que le tribunal sera constitué même si l'une des parties ne participe pas à la nomination des membres (art. 3), que le remplacement d'un membre du tribunal ne sera permis que dans certains cas déterminés (art. 5), que, en cas de déport d'un arbitre sans assentiment du tribunal, il sera pourvu à la vacance sur la demande du tribunal (art. 7), que le refus de l'une des parties de coopérer à la conclusion définitive du compromis n'empêchera point le tribunal de dresser lui-même le compromis (art. 10), que la non-comparution de l'une des parties n'empêchera point le tribunal de rendre sa sentence (art. 20) et que le tribunal ne pourra « prononcer le *non liquet* sous prétexte du silence ou d'obscurité du droit international ou du compromis » (art. 12, par. 2).

CHAPITRE PREMIER

L'ENGAGEMENT D'ARBITRAGE

Article premier

1. L'engagement d'avoir recours à l'arbitrage peut viser des contestations déjà nées ou des contestations éventuelles.

2. L'engagement doit résulter d'un document écrit, quelle que soit la forme du document.

3. L'engagement constitue une obligation juridique qui doit être exécutée de bonne foi.

Commentaires

Le chapitre premier traite de l'engagement d'arbitrage, dont l'existence est une condition préalable de l'application de la convention.

L'article premier formule le principe fondamental du droit international selon lequel l'obligation arbitrale (par. 3) découle du consentement des parties¹.

En s'engageant à l'arbitrage, l'on envisage une décision, c'est-à-dire le règlement définitif d'une contestation. L'une des caractéristiques de la procédure d'arbitrage c'est que « *mediation recommends, arbitration decides* »².

Aux termes du paragraphe premier, la contestation peut être ou bien une contestation « déjà née » ou bien une contestation « éventuelle ». Il est indispensable cependant, aux termes du présent projet, que le différend soit un différend entre Etats. Ceci est à rapprocher de l'article 37 de la Convention de La Haye de 1907 qui dispose notamment ce qui suit :

« L'arbitrage international a pour objet le règlement de litiges entre les Etats par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit. »

On remarquera que le projet ne fait pas de distinction entre les différends juridiques et non juridiques. A ce sujet, le Président de la Commission du droit international a déclaré devant la Sixième Commission de l'Assemblée générale que « l'introduction de cette distinction

¹ Voir le rapport de la Commission, *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 9*, par. 17. Cf. C.P.J.I., avis consultatif du 23 juillet 1923 (*Carélie orientale*), sér. B, No 5, p. 27.

² J. B. Moore, *Digest of International Law* (Washington, 1906), sect. 1069.

dans le projet aurait hautement affecté l'utilité pratique de la Convention, sans aucune nécessité et sans aucune utilité ». Il a ajouté que « quand il s'agit de questions de procédure, les problèmes se posent, dans les deux cas, de la même manière »³.

Selon la Cour internationale de Justice, « l'existence d'un différend demande à être établie objectivement. Le simple fait que l'existence d'un différend est contestée ne prouve pas que ce différend n'existe pas »⁴. Un différend est défini comme « un désaccord sur un point de droit ou de fait, une contradiction, une opposition de thèses juridiques ou d'intérêts entre deux personnes »⁵. Un différend se manifeste, en règle générale, par des négociations diplomatiques. Parfois, comme condition du recours à l'arbitrage ou à la justice, il est nécessaire que des négociations diplomatiques préalables aient eu lieu⁶. Cette condition ne s'impose pas toutefois dans toutes circonstances, l'existence d'un différend ou d'une « différence de vues » pouvant parfois être établie de façon moins formelle⁷. Faute de preuves d'une « divergence de vues entre parties sur des points définis », un différend sera censé ne pas exister⁸.

Le paragraphe 1 de l'article premier présente une grande analogie avec le paragraphe 1 de l'article 39 de la Convention de La Haye de 1907 aux termes duquel :

« La convention d'arbitrage est conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations éventuelles. »

Dans les temps modernes, l'arbitrage international était connu d'abord sous forme d'une procédure pour le règlement de contestations déjà nées entre les Etats. Selon une opinion généralement admise, l'histoire moderne de l'arbitrage commence par le Traité Jay conclu le 19 novembre 1794 entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique et concernant un différend déjà né entre ces Etats sur la frontière nord-est des Etats-Unis⁹. Le nombre des engagements d'arbi-

³ Nations Unies, A/C.6/L.320, par. 14. Voir également à ce sujet les commentaires sur l'article 12 ci-après.

⁴ *Avis consultatif concernant l'interprétation des Traités de paix*, C.I.J., Recueil, 1950, p. 74.

⁵ *Affaire des concessions Mavrommatis en Palestine*, arrêt du 30 août 1924, C.P.J.I., sér. A, No 2, p. 11.

⁶ Voir l'*Affaire des concessions Mavrommatis en Palestine* citée ci-dessus ainsi que l'arrêt de la C.P.J.I. du 4 avril 1939 dans l'*Affaire de la Compagnie d'électricité de Sofia et de Bulgarie, exception préliminaire*, sér. A/B, No 77.

⁷ Arrêt de la C.P.J.I. du 16 décembre 1927 dans l'*Affaire de l'interprétation des arrêts Nos 7 et 8 — usine de Chorzów*, sér. A, No 13, p. 10-11; voir également l'arrêt de la C.P.J.I. du 25 août 1925 dans l'*Affaire relative à certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise*, sér. A, No 6, p. 13-14.

⁸ *Demande d'interprétation de l'arrêt du 20 novembre 1950 dans l'affaire du droit d'asile*, arrêt de la C.I.J. du 27 novembre 1950, Recueil, 1950, p. 403.

⁹ De Martens, *Recueil*, vol. 5, p. 650-652.

trage concernant des différends déjà nés a depuis lors constamment augmenté. Il a fallu longtemps toutefois avant que la soumission à l'arbitrage de différends éventuels ne devînt une pratique courante. L'article 16 du Traité d'union, d'association et de confédération perpétuelles, conclu en 1826 entre la Colombie, l'Amérique centrale, le Pérou et les Etats-Unis du Mexique obligeait les parties à soumettre à l'arbitrage toutes leurs « différences » éventuelles¹⁰. Le Traité n'est jamais entré en vigueur, les parties autres que la Colombie ne l'ayant pas ratifié. Le règlement arbitral de différends éventuels a été prévu dans un certain nombre de traités conclus ultérieurement entre les Etats de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud¹¹. Les Pays-Bas et le Portugal furent parmi les premiers des Etats européens à conclure et à ratifier un traité prévoyant le règlement arbitral de tout différend qui pourrait surgir entre eux, à l'exception des différends concernant leur indépendance et leur autonomie¹². Les Conventions de La Haye de 1899 et de 1907 n'apportaient aucune obligation arbitrale ni par rapport aux différends déjà nés, ni par rapport aux différends éventuels. Cela n'a pourtant pas empêché une augmentation considérable du nombre des engagements arbitraux au cours du XXème siècle¹³.

Il est à noter ici que le 14 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution dans laquelle il est, entre autres, déclaré que l'Assemblée :

« 2. *Attire l'attention* des Etats Membres sur l'utilité qu'il y a à insérer dans les traités et conventions des clauses compromissoires prévoyant, sans préjudice de l'Article 95 de la Charte, le recours, de préférence et autant que possible, à la Cour internationale de Justice, pour les différends auxquels donnerait lieu l'interprétation ou l'application desdits traités et conventions¹⁴. »

Etant donné le caractère sérieux de l'engagement arbitral et la procédure détaillée prévue dans le projet de convention pour son exécution, le paragraphe 2 de l'article premier exige que l'engagement « résulte d'un document écrit, quelle que soit la forme du document ». Abstraction faite de la question théorique de la force obligatoire d'un engage-

¹⁰ *International American Conference, Reports of Committees and Discussions thereon* (Washington, 1890), vol. 4, *Historical Appendix*, p. 187.

¹¹ Voir par exemple l'article 7 du Traité du 12 juillet 1832 entre le Pérou et l'Equateur; De Martens, *Nouveau Recueil*, vol. 13, p. 25.

¹² De Martens, *Nouveau Recueil général*, 2ème sér., vol. 22, p. 591-592.

¹³ Voir H. Lammasch, *Die Lehre von der Schiedsgerichtsbarkeit in ihrem ganzen Umfange* (Stuttgart, 1914), p. 50 et 55; H. M. Cory, *Compulsory Arbitration of International Disputes* (New-York, 1932); J. P. A. François, *Handboek van het volkenrecht*, vol. 2, (2ème éd., Zwolle, 1950), p. 135-203; L. Oppenheim, *International Law*, vol. 2, (7ème éd., Londres, 1952), p. 3-4, 32-35.

¹⁴ Résolution 171 (II), *Nations Unies, Documents officiels de la deuxième session de l'Assemblée générale, Résolutions*, 16 septembre-29 novembre 1947, p. 104.

ment arbitral oral¹⁵, il semble que dans les temps modernes, tous les arbitrages internationaux ont leur origine dans « un document écrit » quelconque. C'est ainsi que l'on peut dire que ce paragraphe 2 de l'article premier trouve sa base dans la pratique. L'énumération suivante d'actes ou de pièces autres que des traités (traités bilatéraux ou multilatéraux, traités généraux d'arbitrage ou clauses compromissaires) portant preuve d'un accord, énumération qui est empruntée à l'ouvrage de A. M. Stuyt intitulé *Survey of International Arbitrations 1794-1938*, montre clairement les diverses significations que l'on peut donner au terme « document écrit » :

Echange de notes, lettres ou télégrammes (Nos 70, 97, 103, 132, 136, 295, 321, 356, 374, 380, 381, 390, 396a, 408),
 Note verbale (No 72),
 Texte législatif (Nos 30, 206, 224, 382, 402),
 Déclaration (Nos 38, 44, 163, 183, 194),
 Arrangement (Nos 36, 146, 166, 187),
 Mémoire (Nos 50, 67, 178, 227),
 Décret (Nos 66, 122, 126, 305, 316),
 Contrat (Nos 211, 212, 250, 370),
 Protocole de conférence (Nos 77, 85, 89),
 Proposition et acceptation (No 90),
 Instructions à un Commissaire (Nos 175, 246),
 Lettre et décision législative (Nos 177),
 Arrangement verbal (Nos 3, 137),
 Avis public (Nos 35, 36),
 Résolution du Conseil de la Société des Nations (No 358),
 Engagement (No 62),
 Note ou lettre collective (Nos 88, 138).

Le terme « document écrit » n'est même pas réservé à un document auquel, d'une manière ou d'une autre, la signature des parties a été apposée. Il suffirait, par exemple, que les parties acceptent une résolution du Conseil de sécurité qui leur recommande d'avoir recours à l'arbitrage pour le règlement d'un différend déterminé. En pareil cas, les procès-verbaux officiels des Nations Unies seraient le texte authentique de l'engagement.

Si les projets antérieurs de codification des règles concernant la procédure arbitrale internationale, tout comme le présent projet de convention (art. 26) ont, sans exception, affirmé l'obligation d'*exécuter la sentence*, le dernier projet s'en distingue en ce qu'il met spécialement en relief l'obligation d'*exécuter l'engagement arbitral*. Jusqu'à présent, on pouvait dire qu'il n'y a que la « règle qu'un Etat doit respecter les traités

¹⁵ Cf. l'arrêt de la C.P.J.I. du 5 avril 1933 concernant le *Statut juridique du Groenland oriental*, sér. A/B, No 53, p. 71, selon lequel une déclaration orale faite par le Ministre norvégien des affaires étrangères au nom de son gouvernement et dans une question qui était de son ressort liait ce gouvernement.

conclus par lui, que ces traités concernent l'arbitrage ou non »¹⁶. La disposition du paragraphe 3 de l'article premier constitue, avec les différentes procédures prévues dans le projet de convention et tendant à rendre effective l'obligation arbitrale malgré la mauvaise foi de l'une des parties, l'aspect le plus important du projet du point de vue du développement du droit international. Ainsi le but que le projet se propose d'atteindre est de renforcer le caractère *judiciaire* de l'arbitrage isolé sous sa forme connue actuellement afin que d'assurer l'indépendance du tribunal en tant qu'organe judiciaire. Ce faisant, le projet répond à un besoin senti depuis longtemps, formulé par divers juristes et éprouvé dans la pratique¹⁷.

Article 2

1. Si, avant toute constitution d'un tribunal arbitral, les parties liées par un engagement d'arbitrage sont en désaccord sur l'existence d'un différend ou sur le fait de savoir si un différend actuel entre dans le cadre de l'obligation de recourir à l'arbitrage, cette question préalable peut, en l'absence d'accord des parties sur une autre procédure, être portée, à la requête de l'une ou l'autre des parties, devant la Cour internationale de Justice. La décision de la Cour est définitive.

2. Dans sa décision, la Cour peut prescrire les mesures provisoires que les parties devront prendre pour la protection de leurs intérêts respectifs, en attendant la constitution du tribunal arbitral.

Commentaires

De lege ferenda, cet article est peut-être le plus important du projet de convention. Il vise à combler une lacune dans les règles existantes du droit international. Cette lacune est la suivante : si le tribunal n'est pas encore constitué, il n'existe aucune autorité pour décider si un différend est né ou, si les parties sont d'accord sur l'existence d'un différend, pour décider si le différend rentre dans le cadre de l'obligation de recourir à l'arbitrage. L'article a pour but d'assurer que l'engagement arbitral soit effectif. Par hypothèse, lorsque le tribunal a déjà été constitué, il s'ensuit soit que les parties sont d'accord pour reconnaître qu'un différend existe et qu'il rentre dans le cadre de l'obligation de recourir à l'arbitrage, soit que le tribunal lui-même tranche la question. Mais des difficultés se sont élevées lorsque les parties se sont trouvées en désaccord sur un de ces points avant la constitution du tribunal arbitral. L'article a pour but de traiter de situations comme celle qui s'est présentée dans l'affaire de l'interprétation des *Traités de paix avec la*

¹⁶ H. M. Cory, *op. cit.*, p. xi.

¹⁷ L. Renault, Préface à Lapradelle-Politis, vol. 1, p. x; N. Politis, *La Justice internationale* (Paris, 1924), p. 127-128; C. van Vollenhoven, *International Arbitration, Past and Present* dans *Verspreide Geschriften*, vol. 2 (Harlem, 1934), p. 635.

*Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie*¹⁸. Dans cette affaire, quelques puissances alliées et associées, signataires des Traités de paix avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, alléguèrent que les gouvernements de ces derniers pays avaient, sur certains points, violé les traités de paix. Les traités de paix prévoyaient une procédure pour la création d'une commission en vue d'interpréter ces traités. Les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie refusèrent de nommer leurs représentants à cette commission et soutinrent qu'aucun différend n'existait au sujet de l'interprétation des traités de paix. Le 22 octobre 1949, l'Assemblée générale des Nations Unies adopta la résolution 294 (IV) demandant à la Cour internationale de Justice un avis consultatif, notamment sur la question de savoir si la correspondance diplomatique échangée entre la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, d'une part, et certaines puissances alliées et associées, d'autre part, au sujet de l'entrée en vigueur de certaines dispositions des traités de paix, faisait ressortir qu'il existait des différends soumis aux dispositions de règlement pacifique prévues par les traités. On notera que la Cour fut saisie de la question par une demande d'avis consultatif, les traités de paix ne contenant aucune disposition obligeant les parties à soumettre cette question préliminaire à la Cour. Le présent article du projet de convention écarte la nécessité d'obtenir un avis consultatif, dans les cas de ce genre, par le truchement des Nations Unies, et permet à une des parties de porter la question, par voie de requête, devant la Cour internationale de Justice.

Les éléments constitutifs d'un différend sont discutés plus à fond dans les commentaires sur l'article premier du projet.

Cependant, en ce qui concerne le présent article, le point le plus important n'est pas la définition d'un différend, mais la disposition selon laquelle, même avant toute constitution du tribunal, un désaccord sur l'existence d'un différend, ou sur le fait de savoir si un différend actuel rentre dans le cadre de l'obligation de recourir à l'arbitrage, peut être tranché par la Cour internationale de Justice et ce sans appel.

On notera que les dispositions qui précèdent ne valent qu'en l'absence d'accord entre les parties sur une autre procédure. Celle-ci peut être prévue, soit dans le compromis, en cas d'engagement spécial de recourir à l'arbitrage, soit dans le traité général, en cas d'engagement général de régler par voie arbitrale les différends éventuels. Si aucun de ces accords ne contient de dispositions à cet effet, on peut concevoir que les parties s'engagent en dehors des dispositions de l'article 2 et concluent un arrangement *ad hoc*.

On trouve des exemples types d'« autre procédure » dans les Traités Knox d'arbitrage général de 1911, passés entre les Etats-Unis d'Amérique et la France et aussi avec la Grande-Bretagne, prévoyant des hautes commissions mixtes d'enquête pour décider, en cas de désaccord entre

¹⁸ Voir avis consultatif de la C.I.J., *Recueil*, 1950, p. 64.

les parties, « sur la question de savoir si un différend est ou non susceptible d'arbitrage ». Il était en outre prévu que « si tous les membres de la commission, ou tous moins un » étaient d'accord pour déclarer que le différend relevait de l'arbitrage, ce différend devait être soumis à l'arbitrage¹⁹. Principalement par suite de certaines modifications proposées par le Sénat des Etats-Unis, ces traités ne furent jamais ratifiés²⁰.

En vertu du paragraphe 2 du présent article, la Cour peut prescrire des mesures provisoires. Le mot « prescrire » est employé afin d'éviter une controverse comme celle qui fut soulevée par l'interprétation de l'Article 41 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. Cette disposition (reprise dans l'Article 41 du Statut de la Cour internationale de Justice) se lit en partie comme suit :

« La Cour a le pouvoir d'indiquer... quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire. »

Certains pensaient que le mot « indiquer » impliquait que les mesures provisoires n'étaient pas obligatoires. Un autre point de vue fut exprimé de la façon suivante :

« Le pouvoir conféré à la Cour par l'Article 41 est d'indiquer les mesures qui doivent être prises. Le mot « indiquer » est emprunté aux traités conclus par les Etats-Unis avec la Chine et la France, le 15 septembre 1914, et avec la Suède, le 13 octobre 1914, et possède une saveur diplomatique qui menace « la susceptibilité des Etats ». Il se peut qu'il soit le fruit de la timidité des rédacteurs. Cependant, il n'est pas moins précis que le mot « ordonne » et il semble avoir autant d'effet. L'emploi du mot n'atténue pas l'obligation d'une partie qui en a le pouvoir de prendre les mesures « qui doivent être prises ». Une indication par la Cour en vertu de l'Article 41 équivaut à une déclaration d'obligation contenue dans un jugement et doit être considérée comme ayant la même force et le même effet²¹. »

Il n'est pas nécessaire d'exprimer une opinion sur l'exactitude des diverses interprétations du Statut. On pense cependant que le mot « prescrire » suffira à éviter toute controverse sur le sens de cette disposition du projet de convention.

Les règles énoncées dans le Statut et le Règlement de la Cour internationale de Justice au sujet des mesures provisoires s'appliquent à toute mesure de procédure prise en application du paragraphe 2. Les commentaires de l'article 17 ci-dessous décrivent en détail ces règles,

¹⁹ Voir l'article III du Traité général d'arbitrage entre les Etats-Unis d'Amérique et la République française, du 3 août 1911, et l'article III du Traité entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, de la même date (*A.J.I.L. Supplement*, 1911, t. V, p. 251 et 255).

²⁰ H. M. Cory, *op cit.*, p. 82-86; L. Oppenheim, *International Law*, vol. 2 (7ème éd., Londres, 1952), p. 31; W. C. Dennis, *The Arbitration Treaties and Senate Amendments* dans *A.J.I.L.* (1912), vol. 6, p. 614-620.

²¹ Hudson, *Permanent Court*, p. 425-426.

avec des références à la pratique concernant les mesures provisoires, en général, et la doctrine.

On notera également que les mesures provisoires prescrites par la Cour internationale de Justice restent en vigueur en attendant la constitution du tribunal arbitral. Ces mesures cessent donc de produire tout effet lorsque le tribunal est constitué. A ce stade, le tribunal arbitral lui-même a le pouvoir de prescrire des mesures provisoires s'il considère que les circonstances l'exigent ²².

²² Voir art. 17 ci-dessous.

CHAPITRE II

LA CONSTITUTION DU TRIBUNAL

Article 3

1. Dans les trois mois qui suivent la demande de soumission du différend à l'arbitrage ou la décision de la Cour internationale de Justice prise en application du paragraphe 1 de l'article 2, les parties liées par un engagement d'arbitrage doivent procéder à la constitution d'un tribunal arbitral en nommant un arbitre unique ou plusieurs arbitres conformément au compromis prévu dans l'article 9 ou à tout autre instrument contenant l'engagement d'arbitrage.

2. Si, dans un délai de trois mois, l'une des parties ne procède pas aux nominations nécessaires aux termes du paragraphe précédent, les nominations sont faites par le Président de la Cour internationale de Justice à la requête de l'autre partie. Si le Président est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations sont faites par le Vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations sont faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est le ressortissant d'aucune des parties.

3. Les nominations visées au paragraphe 2 sont faites conformément aux dispositions du compromis ou de tout autre instrument contenant l'engagement d'arbitrage. A défaut de telles dispositions, la composition du tribunal est fixée, après consultation des parties, par le Président de la Cour internationale de Justice ou par le juge qui le supplée.

4. Dans les cas où le choix d'un président du tribunal par les autres arbitres est prévu, le tribunal est réputé constitué lorsque son président a été désigné. Si le président n'est pas désigné dans les deux mois qui suivent la nomination des autres arbitres, il sera nommé selon le mode prévu au paragraphe 2.

Commentaires

La nomination des arbitres, ainsi que l'établissement du compromis, dépendent, en principe, de certains actes des parties. Les parties peuvent elles-mêmes, directement, nommer les arbitres et préparer le compromis. Elles peuvent également déléguer cette tâche à autrui. La délégation

peut avoir un caractère conditionnel, la condition visant habituellement le cas où les parties n'auraient pas elles-mêmes accompli cette tâche. Cependant, en cas de délégation conditionnelle, des difficultés peuvent surgir quant à la nomination du président, du surarbitre ou de l'arbitre neutre. Mais on s'attend généralement moins à ce qu'une partie ne nomme pas son ou ses propres arbitres. C'est ainsi que si les traités d'arbitrage prévoient souvent un mode de désignation d'un tiers arbitre en cas de désaccord entre les parties, ils ne prévoient pas un mode subsidiaire de désignation d'un arbitre en cas de carence de la partie qui est tenue par les termes du traité de le désigner¹. Le fait de ne pas avoir prévu de mode subsidiaire de désignation pour aucun membre du tribunal, et notamment pas pour les arbitres dont la désignation appartient aux parties, a eu des répercussions sensibles sur l'application des traités de paix conclus après la deuxième guerre mondiale avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie. Les gouvernements de ces pays, en refusant de désigner leurs représentants respectifs aux commissions d'arbitrage prévues par les traités de paix, en ont empêché la constitution². Au cas même où le compromis désigne expressément les noms des arbitres qui auront à décider du litige³, il convient de prévoir la nomination d'arbitres suppléants pour les cas de décès, d'incapacité ou de déport d'un arbitre. Dans la mesure où la désignation d'un membre du tribunal dépend d'un acte quelconque d'une partie, le compromis devrait, en règle générale, prescrire un mode subsidiaire de désignation de cet arbitre, auquel on pourrait avoir recours au cas où la partie n'accomplirait cet acte.

Sur ce point, la Convention de La Haye de 1907 n'était pas satisfaisante, car aux termes de cette convention, il appartient nécessairement aux parties de nommer tous les arbitres composant le tribunal. L'article 45 de la Convention prévoyait ce qui suit :

« Lorsque les puissances contractantes veulent s'adresser à la Cour permanente pour le règlement d'un différend survenu entre elles, le choix des arbitres appelés à former le tribunal compétent pour statuer sur ce différend doit être fait dans la liste générale des membres de la Cour.

» A défaut de constitution du tribunal arbitral par l'accord des parties, il est procédé de la manière suivante :

» Chaque partie nomme deux arbitres, dont un seulement peut être son national ou choisi parmi ceux qui ont été désignés par elle comme membres de la Cour permanente. Ces arbitres choisissent ensemble un surarbitre.

¹ Voir les textes de traités rassemblés dans *Systematic Survey*, p. 101-102.

² Voir les avis consultatifs de la C.I.J. du 30 mars 1950 et du 18 juillet 1950, *Interprétation des Traités de paix avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie*, C.I.J., *Recueil*, 1950, p. 65, 221.

³ Ce fut le cas, par exemple, de l'article 2 du compromis du 31 juillet 1913 relatif à l'*Affaire des propriétés religieuses au Portugal*, *Rec. des sentences arbitrales*, t. I, p. 9.

» En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une puissance tierce, désignée d'un commun accord par les parties.

» Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désigne une puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les puissances ainsi désignées.

» Si, dans un délai de deux mois, les deux puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présente deux candidats pris sur la liste des membres de la Cour permanente, en dehors des membres désignés par les parties et n'étant les nationaux d'aucune d'elles. Le sort détermine lequel des candidats ainsi présentés sera le surarbitre. »

Le Code de la paix mexicain ne prévoyait de mode subsidiaire de désignation que pour le cinquième membre du Tribunal. L'article 27 du Code dispose ce qui suit :

« En cas de désaccord sur le cinquième arbitre, ce sera le Bureau de direction de l'Union panaméricaine qui le désignera à la majorité des deux tiers de ses membres. »

Aux carences mentionnées ci-dessus, il a été remédié par l'article 23 de l'Acte général révisé qui stipule :

« 1. Si la nomination des membres du tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre de constituer un tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce puissance choisie d'un commun accord par les parties.

» 2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une puissance différente et les nominations seront faites de concert par les puissances ainsi choisies.

» 3. Si, dans un délai de trois mois, les puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, les nominations nécessaires seront faites par le Président de la Cour internationale de Justice. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le Vice-Président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour, qui n'est ressortissant d'aucune des parties. »

Une certaine analogie entre cet article et l'article 3 du projet de convention est évidente. Toutefois, la procédure prévue par ce dernier article a été simplifiée par la suppression du recours à des tierces puissances pour la constitution du tribunal. D'autre part, la procédure prévue a été complétée par une disposition relative à la composition du tribunal — c'est-à-dire au nombre des arbitres — lorsque les parties ne se sont pas mises d'accord sur ce point. Enfin, un mode subsidiaire de

choix d'un président du tribunal a été prévu, pour le cas où les autres arbitres, chargés de le choisir, ne le font pas ⁴.

Une procédure beaucoup plus détaillée pour la désignation des arbitres est prévue par le Pacte de Bogota du 30 avril 1948. Aux termes de l'article XL de ce pacte, chaque partie désigne un arbitre dont elle communique le nom au Conseil de l'Organisation des Etats américains. En même temps, chaque partie présente au Conseil une liste de dix juristes choisis parmi ceux qui composent la liste générale des membres de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Les personnes dont les noms sont reproduits trois fois sur les listes présentées par les parties composent, avec les deux membres désignés directement par les parties, le tribunal d'arbitrage. Au cas où plus de trois personnes se trouveraient dans cette situation, une procédure propre à chaque cas particulier est prévue pour la composition du tribunal. L'article XLV prévoit un mode subsidiaire au cas où une partie ne se conformerait pas à l'article XL. Les articles XL et XLV disposent :

« Article XL. 1) Dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de la Cour, dans le cas prévu à l'article XXXV, chacune des parties désignera un arbitre d'une compétence reconnue en matière de droit international et jouissant d'une haute réputation morale, et elle fera part de son choix au Conseil de l'Organisation. En temps voulu, elle présentera à ce même Conseil une liste de dix juristes choisis parmi ceux qui composent la liste générale des membres de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, n'appartenant pas à son groupe national et disposés à accepter ces fonctions.

» 2) Dans le mois suivant la présentation des listes, le Conseil de l'Organisation procédera à la formation du tribunal d'arbitrage de la façon suivante :

» a) Les personnes dont les noms sont reproduits trois fois sur les listes présentées par les parties composeront, avec les deux membres désignés directement par les parties, le tribunal d'arbitrage;

» b) Au cas où plus de trois personnes se trouveraient dans la situation visée au paragraphe précédent, les trois arbitres qui doivent compléter le tribunal seront choisis par tirage au sort;

» c) Dans les cas prévus aux deux paragraphes précédents, les cinq arbitres désignés choisiront entre eux leur président;

» d) Si deux noms seulement se trouvaient dans le cas envisagé par le paragraphe a du présent article, les candidats auxquels il s'applique et les deux arbitres choisis directement par les parties éliront d'un commun accord le cinquième arbitre qui présidera le tribunal. Le choix devra se faire parmi les juristes de la même liste générale de la

⁴ Voir le rapport de la Commission, *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 9*, par. 31.

Cour permanente d'arbitrage de La Haye et porter sur un arbitre qui n'était pas désigné dans les listes préparées par les parties;

» e) Si les listes ne présentent qu'un seul nom commun, cette personne fera partie du tribunal et un autre arbitre sera choisi au moyen d'un tirage au sort parmi les dix-huit juristes restants des listes mentionnées. Le président sera élu conformément à la procédure établie au paragraphe précédent;

» f) Au cas où aucune concordance n'existerait entre les listes, deux arbitres seront tirés de chacune d'elles au moyen d'un tirage au sort; le cinquième arbitre sera élu de la manière indiquée précédemment et il exercera les fonctions de président;

» g) Si les quatre arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur le choix d'un cinquième arbitre dans un délai d'un mois à partir de la date à laquelle le Conseil de l'Organisation leur a fait part de leur nomination, chacun d'eux établira séparément, et en disposant les noms par ordre de préférence, la liste des juristes et, après comparaison des listes ainsi formées, sera déclaré élu celui qui réunit le plus grand nombre de votes.

» ...

» Article XLV. Au cas où, dans le délai prévu à l'article XL, l'une des parties ne désignerait pas son arbitre et ne présenterait pas sa liste de candidats, l'autre partie aurait le droit de demander au Conseil de l'Organisation de constituer le tribunal d'arbitrage. Le Conseil invitera immédiatement la partie défaillante à remplir les obligations précitées dans un délai additionnel de quinze jours à l'échéance duquel le même Conseil procédera à l'établissement du tribunal de la façon suivante :

» a) Il tirera au sort un nom parmi ceux contenus dans la liste présentée par la partie requérante;

» b) Il choisira, de la liste générale de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye et à la majorité absolue des voix, deux juristes dont aucun ne devra appartenir au groupe national de l'une des parties;

» c) Les trois personnes ainsi désignées, avec celles choisies directement par la partie requérante, éliront, conformément aux dispositions de l'article XL, le cinquième arbitre qui exercera les fonctions de président;

» d) Le tribunal ainsi installé, la procédure fixée à l'article XLIII sera suivie. »

On trouvera un sommaire des clauses de traités relatives à la nomination des arbitres, en même temps que le texte de ces clauses, dans *Systematic Survey*, p. 89-107.

Article 4

1. Les parties ayant recours à l'arbitrage constituent un tribunal lequel peut être formé d'un arbitre unique ou de plusieurs arbitres.

2. Réserve faite des circonstances de l'affaire, les arbitres doivent être choisis parmi des personnes possédant une compétence notoire en matière de droit international.

Commentaires

Reconnaissant qu'une certaine souplesse est indispensable dans la constitution de tribunaux internationaux *ad hoc* d'arbitrage, le présent article n'impose aux parties aucun nombre fixe d'arbitres⁵.

Jusqu'au XIX^{ème} siècle, il était de coutume de soumettre les différends à un souverain, à une personnalité ecclésiastique ou à un organisme préexistant⁶. Dans la plupart des cas, cela revenait à faire appel à un « arbitre unique ». Après le Traité Jay de 1794, on a constaté une tendance à s'en remettre à l'arbitrage d'un petit nombre de personnes, ayant plus ou moins des connaissances particulières et parmi lesquelles figuraient souvent des ressortissants d'un Etat tiers non partie au différend.

Tout groupe de deux, ou tout autre nombre pair de membres, dans lequel un nombre égal de membres agissent en tant que représentants de parties adverses et possèdent le même nombre de voix, est connu sous le nom de « commission mixte »⁷. Il en fut ainsi, par exemple, de la commission qui enquêta et présenta un rapport dans l'affaire de l'*It'm Alone*⁸. Des tribunaux de deux membres paraissent rares en pratique. En pareils cas, on prévoit généralement une procédure pour la nomination, si les deux arbitres ne peuvent parvenir à un accord, d'un tiers arbitre⁹ ou de trois arbitres additionnels¹⁰, ce qui rend possible une décision prise à la majorité. Les commissions composées d'un nombre égal de représentants choisis par chacune des parties et d'un ou plusieurs ressortissants d'un Etat qui n'est pas partie au différend sont généralement connues sous le nom de « commissions arbitrales mixtes ».

⁵ *Acte général révisé*, art. 22, 23; Pacte de Bogota du 30 avril 1948, art. XL, XLV; commentaires sur l'article 3 *supra*.

⁶ On en trouve de nombreux exemples dans Lapradelle et Politis, vol. 1, p. XXIX et XLIV, et dans Witenberg, p. 11-12.

⁷ C. C. Hyde, *International Law Chiefly as Interpreted and Applied by the United States* (2^{ème} éd., Boston, 1945), t. 2, p. 1644.

⁸ *Rec. des sentences arbitrales*, t. 3, p. 1611-1612.

⁹ *Systematic Survey*, par. 18-19, p. 95-96.

¹⁰ *Ibid.*, par. 20, p. 96.

Les parties peuvent nommer les arbitres dans le compromis¹¹, mais il est plus fréquent, en pratique, d'attendre, pour le choix des arbitres, que le compromis soit signé. C'est ainsi que le compromis indique très souvent la procédure à suivre pour la nomination ultérieure des arbitres. Dans certains cas, les parties peuvent adopter une procédure de désignation établie ailleurs, en y faisant une simple référence dans le compromis¹², mais plus souvent le compromis indique lui-même une procédure à suivre pour la nomination des arbitres.

La méthode la plus courante est peut-être celle où un nombre égal d'arbitres sont nommés par chacune des parties, avec un membre additionnel neutre choisi d'un commun accord¹³. Diverses procédures subsidiaires ont été adoptées pour pallier l'éventualité d'un désaccord entre les parties sur la nomination du membre neutre. Dans de tels cas, on laisse quelquefois aux arbitres désignés par les parties le choix de ce membre neutre¹⁴. Quelquefois, le membre neutre est choisi par tirage au sort¹⁵; ou par une ou plusieurs tierces puissances¹⁶; ou par une personne désignée, comme le Président de la Confédération suisse¹⁷ ou le Président de la Cour permanente de Justice internationale¹⁸.

Il est intéressant, à cet égard, d'examiner la procédure prévue par le contrat de concession du 30 avril 1925 en vertu duquel eut lieu l'arbitrage dans l'affaire de la *Lena Goldfields Company*. Le paragraphe 90 de ce contrat prévoyait un tribunal arbitral composé de trois membres, un choisi par le Gouvernement soviétique, un par la *Lena Goldfields Company* et le troisième, le surarbitre, choisi d'un commun accord. Faute d'un commun accord, on prévoyait que le surarbitre serait choisi sur une liste de six professeurs de l'Académie des mines de Freiberg ou de l'Institut royal des hautes études techniques de Stockholm¹⁹.

Respectant le principe de la souplesse, le paragraphe 2 du présent article ne contient aucune limitation quant à la nationalité des arbitres et même l'exigence que « les arbitres doivent être choisis parmi les personnes possédant une compétence notoire en matière de droit international » n'est appliquée que « réserve faite des circonstances de

¹¹ Par exemple, *Affaire des propriétés religieuses au Portugal*, compromis du 31 juillet 1913, art. 2, *Rec. des sentences arbitrales*, t. I, p. 9.

¹² Par exemple, *Systematic Survey*, par. 3-7, p. 92-93.

¹³ *Ibid.*, par. 18, 19, 23, 24 et 28, p. 95-98.

¹⁴ *Ibid.*, par. 34, p. 99; cf. Convention de réclamations entre le Pérou et les Etats-Unis d'Amérique, 12 janvier 1863, art. 2, *Stuyt* No 71.

¹⁵ Pacte de Bogota, 30 avril 1948, art. 40.

¹⁶ *Systematic Survey*, par. 39, 49, p. 100 et 102; Convention de La Haye de 1907, art. 45; Acte général révisé, art. 23.

¹⁷ *Systematic Survey*, par. 40, 51-52, p. 100, 103.

¹⁸ *Ibid.*, par. 41-46 et 50, p. 100-102.

¹⁹ *Central Concessions Committee of the USSR, Documents Concerning the Competence of the Arbitration Court Set Up in Connection with the Questions Outstanding between the Lena Goldfields Company Limited and the USSR* (Moscou, 1930), p. 44-46.

l'affaire ». On doit toutefois veiller à ce que l'exception ne soit appliquée de façon à détruire la règle. Autrement dit, la règle selon laquelle l'arbitre doit être une personne de « compétence notoire en droit international » sera la règle générale applicable dans chaque affaire, sauf lorsque les circonstances spéciales d'une certaine affaire justifieraient une exception.

Le compromis laisse, en général, une grande latitude en ce qui concerne la nomination des arbitres. La condition que l'on rencontre peut-être le plus souvent a trait à la nationalité. Le tribunal classique de trois membres permet d'ordinaire à chaque partie de nommer un de ses ressortissants. On trouve ainsi quelque vingt-cinq traités qui adoptent la formule suivante : « Les parties nommeront chacune un membre qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs ²⁰. » L'article 22 de l'Acte général révisé dispose que « les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs », le troisième étant de nationalité différente.

On s'est souvent plaint de la pratique qui consiste à nommer des nationaux comme arbitres. On fait valoir que de tels arbitres ne possèdent pas la largeur de vues nécessaire au juge. On prétend, en outre, que leur nomination au tribunal n'est pas nécessaire, puisque chaque partie a son propre agent et conseil pour représenter et protéger ses intérêts devant le tribunal. On fait observer que le résultat de cette pratique est de rendre une décision plus difficile à atteindre. C'est la conclusion de A. H. Feller, dans son étude sur la pratique suivie par les Commissions mexicaines de réclamations :

« On commet une grave erreur en constituant un tribunal composé de deux membres nationaux et d'un membre neutre. Peu de personnes sont capables de maintenir un juste équilibre entre deux commissaires nationaux en présence. Si les gouvernements intéressés acceptent que la décision résulte d'un compromis plutôt que d'un jugement, ils devraient prévoir une commission composée de deux commissaires nationaux et d'un surarbitre pour les départager en cas de désaccord. Sinon, ils devraient prévoir un, ou mieux trois, commissaires neutres ²¹. »

En 1920, au Comité de juristes qui prépara le projet de Cour permanente de justice internationale, M. Loder s'opposa à la participation de juges nationaux, car dans ce cas « on se trouve en pleine procédure d'arbitrage ». Cependant, le rapport du Comité accorda aux juges nationaux le droit de participer aux travaux de la Cour. Le Comité reconnut dans ce rapport que sa proposition faisait ressembler la Cour à une cour d'arbitrage, mais répliqua que « les Etats tiennent à faire monter, quand ils viennent devant la justice, pour les raisons déjà données, un des leurs sur le siège ²² ».

²⁰ *Systematic Survey*, par. 25, p. 97.

²¹ Feller, p. 317.

²² *Procès-verbaux des séances du Comité* (La Haye, 1920), p. 531 et 722, cités par Hudson, *Permanent Court*, p. 182.

En ce qui concerne la pratique de la Cour permanente de Justice internationale en matière de juges nationaux, Hudson dit ce qui suit :

« Ce qui précède ne permet pas de conclure que les juges nationaux ont simplement entériné et sanctionné les vues de leurs propres gouvernements. S'il est vrai qu'en règle générale ils ont soutenu les prétentions de leurs gouvernements, ce n'est que dans des cas relativement peu nombreux que le juge national était le seul à le faire et il y a des cas frappants dans lesquels les juges nationaux s'opposèrent aux prétentions de leurs gouvernements. On peut dire qu'en dépit de la règle générale, les juges nationaux se sont montrés utiles en familiarisant les autres juges avec les particularités de leurs législations nationales et parfois, avec l'incidence de l'affaire sur leur psychologie nationale²³. »

La formule « personnes possédant une compétence notoire en matière de droit international », adoptée dans le texte, apparaît en des termes à peu près identiques dans d'autres documents internationaux importants. L'article 2 du Statut de la Cour internationale de Justice exige que les juges soient élus « parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs des plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des jurisconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international ». Dans son article 44, la Convention de La Haye de 1907 stipule que les membres de la Cour seront, entre autres, des personnes « d'une compétence reconnue dans les questions de droit international ». Le Pacte de Bogota du 30 avril 1948 dispose entre autres, dans son article 40, 1, que « chacune des parties désignera un arbitre d'une compétence reconnue en matière de droit international et jouissant d'une haute réputation morale ». La condition, qui apparaît dans les textes précédents, selon laquelle le juge doit jouir « de la plus haute considération morale », est omise dans le présent article comme superflue, car il est très peu probable qu'une nomination soit faite à l'encontre de ce principe.

Article 5

1. Le tribunal une fois constitué, sa composition doit rester la même jusques et y compris le prononcé du jugement.

2. Chaque partie a cependant la faculté de remplacer un arbitre nommé par elle à la condition que la procédure ne soit pas encore commencée devant le tribunal. Un fois la procédure commencée, le remplacement d'un arbitre ne peut avoir lieu que d'un commun accord entre les parties.

3. La procédure est réputée commencée lorsque le président du tribunal ou l'arbitre unique a rendu sa première ordonnance au sujet de la procédure écrite ou orale.

²³ *Permanent Court*, p. 359.

L'un des objectifs fondamentaux du projet de convention est de faire en sorte que, lorsque les parties auront convenu d'avoir recours à l'arbitrage pour le règlement d'un différend, l'obstruction de l'une d'elles, ou le fait de ne pas avoir prévu de mesures pour parer à des éventualités prévisibles, n'empêche pas l'arbitrage d'avoir lieu. On a vu que, dans ce but, l'article 3 s'efforce de prévoir une procédure qui permette de constituer le tribunal arbitral même si l'une des parties refuse de collaborer à cette constitution. Dans le même esprit, les articles 5 à 8 ont pour objet d'empêcher que, une fois constitué, le tribunal ne soit mis dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche par des changements arbitraires dans sa composition.

Le paragraphe 1 de l'article 5 pose en principe que « le tribunal une fois constitué, sa composition doit rester la même jusques et y compris le prononcé du jugement ». Il s'agit d'une innovation dans le droit de la procédure arbitrale. Les traités d'arbitrage se bornent généralement à stipuler que la procédure prévue pour les nominations originaires sera utilisée pour pourvoir aux vacances survenues par suite de décès, de démission ou de « quelque autre empêchement »²⁴.

Le principe de l'immutabilité du tribunal arbitral n'est toutefois pas absolu. Le paragraphe 1 du présent article doit être considéré conjointement avec les paragraphes 2 et 3, comme avec les articles 6, 7 et 8, qui autorisent certaines exceptions à ce principe et énoncent les moyens de pourvoir aux vacances, que celles-ci se soient ou non produites conformément aux dispositions pertinentes du projet.

Le paragraphe 2 du présent article formule deux exceptions à la règle de l'immutabilité : a) une partie à la faculté de remplacer un arbitre nommé par elle à la condition que la procédure ne soit pas encore commencée; b) une fois la procédure commencée, le remplacement d'un arbitre peut avoir lieu d'un commun accord entre les parties. Il convient de noter que le paragraphe vise le *remplacement* d'un arbitre et que, en aucun passage du projet, il n'est fait mention d'un droit, pour une partie, de retirer purement et simplement un arbitre sans lui désigner de remplaçant. En ce qui concerne le droit pour un arbitre de se déporter, voir l'article 7 ci-dessous.

Le paragraphe 3 du présent article formule une règle claire et explicite destinée à éviter toute incertitude quant au moment où la procédure sera réputée commencée.

Article 6

En cas de vacance survenant par suite du décès ou de l'incapacité d'un arbitre ou, avant le commencement de la procédure, du fait de la démission d'un arbitre, il est pourvu à la vacance selon le mode prévu pour les nominations originaires.

²⁴ Voir *Systematic Survey*, par. 61-62, p. 106.

Ainsi qu'on le verra par la suite, des dispositions analogues à cet article se retrouvent dans des codes de procédure arbitrale internationale et dans des traités d'arbitrage :

Projet de 1875, article 7 : « Si un arbitre refuse l'office arbitral, ou s'il se déporte après l'avoir accepté, ou s'il meurt, ou s'il tombe en état de démence, ou s'il est valablement récusé pour cause d'incapacité aux termes de l'article 14 il y a lieu à l'application des dispositions de l'article 5. »

Convention de La Haye de 1907, article 59 : « En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination. »

Convention relative à la création d'un tribunal international de l'Amérique centrale, 7 février 1923, article 15 : « Si, après la constitution du tribunal, un des arbitres fait défaut par suite de décès, de démission ou quelque autre cause, son successeur sera nommé de la même manière que celle prévue par cette convention ²⁵. »

Acte général révisé du 28 avril 1908, article 24 : « Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations ²⁶. »

Code de la paix mexicain, article 29 : « En cas de décès, démission ou incapacité d'un ou plusieurs arbitres, la vacance sera pourvue de la même façon qu'à la première désignation. »

Il existe cependant une différence sensible entre les dispositions reproduites ci-dessus et l'article 6 du projet de convention pour ce qui est de la façon de pourvoir aux vacances résultant de la démission d'un arbitre. Tandis que les premières traitent de toutes les vacances résultant d'une démission, l'article 6 ne s'applique qu'aux cas où la démission survient avant le commencement de la procédure. Si un arbitre venait à démissionner une fois la procédure entamée, c'est l'article 7 du projet qui s'appliquerait. La démission ne serait alors régulière qu'avec l'assentiment du tribunal, et ce n'est qu'à cette condition qu'il serait pourvu à la vacance selon le mode prévu pour les nominations originaires, comme dans le cas de l'article 6. Voir plus loin les commentaires sur l'article 7.

Article 7

1. Une fois la procédure commencée devant le tribunal, un arbitre ne peut se déporter qu'avec l'assentiment du tribunal. Il est pourvu à la vacance qui en résultera selon le mode prévu pour les nominations originaires.

²⁵ *A.J.I.L. Supplement* (1923), vol. 17, p. 89.

²⁶ La même clause se retrouve dans de nombreux traités bilatéraux; voir *Systematic Survey*, par. 61, p. 106.

2. Au cas où le déport interviendrait sans l'assentiment du tribunal, il est pourvu, sur la demande du tribunal, à la vacance qui en résultera selon le mode prévu au paragraphe 2 de l'article 3.

Commentaires

Des difficultés ont parfois surgi dans le passé lorsqu'un membre se déportait soit de sa propre initiative, soit sur instructions de son gouvernement. C'est ainsi que, dans le cas de la Commission créée en application de l'article 6 du Traité Jay, les commissaires américains se retirèrent le 19 juillet 1799 et la Commission dut laisser inachevée la majeure partie de sa tâche ²⁷.

On peut mentionner encore l'affaire dans laquelle la République de Colombie et la Compagnie Cauca, société américaine, acceptèrent de soumettre certains litiges à une commission spéciale composée de trois membres, l'un nommé par la Colombie, le deuxième par la société et un troisième désigné d'un commun accord entre le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis et le ministre de Colombie à Washington. A la fin de la procédure, juste avant la signature de la sentence, le membre colombien démissionna. Les deux autres membres rendirent une sentence. Au cours de débats ultérieurs devant la Cour suprême des Etats-Unis, le Gouvernement colombien tenta de faire déclarer nulle cette sentence. Il fut débouté, la Cour ayant déclaré : « Nous considérons comme suffisante et valable une sentence rendue par la majorité ²⁸. »

On peut également citer, à ce sujet, le cas des *optants hongrois*. Une disposition du Traité de Trianon du 4 juin 1920 prévoit la constitution de tribunaux arbitraux mixtes composés chacun de trois membres; chacun des gouvernements intéressés désigne un de ces membres et le président est choisi à la suite d'un accord entre ces gouvernements. En plus des dispositions traitant de la nomination du président en cas de désaccord des parties, le Traité prévoit (art. 239) la désignation d'arbitres suppléants en cas de vacance non pourvue en temps voulu par le gouvernement intéressé. Le tribunal ayant été amené à se prononcer sur la question de sa compétence pour connaître certaines affaires, il rendit une décision que le Gouvernement roumain ne jugea pas satisfaisante. Ce gouvernement déclara que la Roumanie retirait son arbitre. La Hongrie adressa par la suite au Conseil de la Société des Nations une requête par laquelle elle lui demandait de désigner un arbitre suppléant pour pourvoir au siège devenu vacant ²⁹. Le Conseil

²⁷ Lapradelle et Politis, t. 1, p. 21.

²⁸ *Colombia v. Cauca Company*, 190 U.S. 524 (1903).

²⁹ Requête du Gouvernement hongrois au Conseil de la Société des Nations du 21 mai 1927, publiée dans l'ouvrage de Deak, *The Hungarian-Roumanian Land Dispute* (New-York, 1928), p. 204 et suiv.

finit par recommander une solution comportant la reconstitution du tribunal arbitral mixte roumano-hongrois³⁰.

Au cours de l'arbitrage franco-mexicain institué en vertu de la Convention du 25 septembre 1924, prorogée par la Convention du 12 mars 1927, le Gouvernement du Mexique demanda l'ajournement des séances du tribunal, invoquant comme motif l'impossibilité pour le Commissaire mexicain d'y assister. Dans sa décision No 22 du 3 juin 1929³¹, le tribunal soutint que l'absence du Commissaire mexicain n'empêchait pas les autres membres, constituant la majorité, de décider des cas discutés préalablement en présence des trois commissaires. Par la suite, le tribunal rendit vingt-trois décisions sans la participation du Commissaire mexicain. Cependant, ces décisions furent, plus tard, soumises à l'examen d'une nouvelle commission instituée en vertu de la convention du 2 août 1930³².

Enfin, on peut signaler que le membre allemand de la Commission mixte germano-américaine des réclamations, établie pour connaître, entre autres, des affaires dites de *sabotage*, se retira le 10 juin 1939 à la suite d'une décision de la Commission. Par cette décision, en effet, la Commission se déclarait disposée à examiner la recevabilité d'une requête en revision de l'une de ses décisions antérieures dans l'affaire de la *Lehigh Valley Railroad Co.*, requête basée sur un prétendu dol commis à son égard. En outre, par une note adressée le jour même de ce retrait, le Chargé d'affaires allemand fit savoir au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique que la Commission était considérée comme incompétente. Cependant, les commissaires restants poursuivirent la procédure et des sentences furent rendues le 30 octobre 1939³³.

On constate que la pratique concernant les effets du retrait est incertaine. La doctrine sur ce point n'est également pas unanime. Witenberg affirme :

« Dans ces diverses hypothèses, il semble que le tribunal arbitral puisse continuer ses travaux malgré l'absence irrégulière du ou des juges nationaux³⁴. »

D'autre part, Calvo³⁵ ainsi que Balasko³⁶ déclarent que l'absence d'un des membres du tribunal paralyse toute la procédure. Hudson se contente de signaler que la présence de tous les membres a été jugée

³⁰ *Société des Nations, Journal officiel*, 1928, p. 446.

³¹ *Rec. des sentences arbitrales*, vol. 5, p. 512.

³² Voir Feller, p. 69-76.

³³ Mixed Claims Commission, United States and Germany, *Administrative Decisions and Opinions of a General Nature* (1926-1932), p. 967, 995, 1004; *ibid.* (1933-1939), p. 1034, 1086, 1097, 1115, 1173, 1175; Mixed Claims Commission, United States and Germany, *Opinions and Decisions in the Sabotage cases handed down 15 June 1939, and 30 October 1939*.

³⁴ Witenberg, p. 49.

³⁵ Le droit international (5ème éd., 1896), p. 481-482.

³⁶ *Causes de nullité de la sentence arbitrale en droit international* (Paris, 1928), p. 117 et 124.

nécessaire pour la constitution du tribunal ³⁷ et que, dans certains cas où un ou plusieurs membres ont été absents, les autres membres s'en sont trouvés empêchés de voter ³⁸. Mérignhac, en revanche, nie que l'absence d'un arbitre, résultant de mauvaise foi, puisse paralyser l'action du tribunal ³⁹. Hyde dit qu'un membre ne peut, par son retrait, après une participation prolongée aux travaux du tribunal, empêcher ce dernier de poursuivre la procédure ⁴⁰. Phillimore est d'avis que l'absence mal intentionnée d'un arbitre aux délibérations ne met pas nécessairement fin aux travaux du tribunal, mais que le décès d'un arbitre dissout ce dernier ⁴¹.

Le présent projet de convention s'efforce de remédier aux difficultés mentionnées plus haut en réglementant le droit d'un arbitre de se déporter et en établissant une procédure aussi rapide que possible pour la désignation d'un remplaçant, que le déport soit ou non régulier aux termes de la convention. Avant le commencement de la procédure, en vertu de l'article 6 du projet, un arbitre peut toujours donner sa démission. Une fois la procédure commencée, un arbitre peut se déporter, aux termes de l'article 7, avec l'assentiment du tribunal. Dans les deux cas, il sera pourvu à la vacance selon le mode prévu pour la nomination originaire. Au cas où le déport interviendrait sans l'assentiment du tribunal, après le commencement de la procédure, un successeur serait désigné, à la demande du tribunal, par le Président de la Cour internationale de Justice ou par un juge de la Cour, selon le mode prévu au paragraphe 2 de l'article 3 ⁴².

Le projet précédent, adopté par la Commission du droit international à sa quatrième session ⁴³, disposait, au paragraphe 3 de son article 7 que, en cas de déport d'un arbitre, « les membres restant pourront, à la requête de l'une des parties, poursuivre la procédure et rendre la sentence ». Cette disposition a disparu du présent projet. La Commission l'a jugée trop sévère et même inutile, car, si le déport d'un arbitre peut retarder l'examen de l'affaire, il ne saurait paralyser définitivement la procédure puisque le projet de convention comporte des dispositions relatives à la désignation d'un remplaçant ⁴⁴. Dans le rapport de la Commission sur le projet de convention, on lit à ce sujet :

« Il est déjà arrivé, certes, que le tribunal poursuive ses travaux et rende une sentence après le déport d'un arbitre national. Cette solution

³⁷ *International Tribunals*, p. 115.

³⁸ *Loc. cit.*

³⁹ Mérignhac, p. 276-277.

⁴⁰ *International Law* (2ème éd., 1945), t. II, p. 1629.

⁴¹ *Commentaries upon International Law* (1857), t. III, p. 4.

⁴² Cf. le rapport de la Commission, *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 9*, par. 32.

⁴³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 9*, chap. II.

⁴⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 9*, par. 32.

était sans doute inévitable, parce qu'il n'y avait alors aucun moyen de pourvoir à la vacance résultant du déport irrégulier d'un arbitre. Si ce moyen est prévu, comme c'est le cas dans le présent projet, il n'y a plus de raison pour qu'un tribunal incomplet poursuive le règlement de l'affaire ⁴⁵. »

Article 8

1. Une partie ne peut proposer la récusation de l'un des arbitres que pour une cause survenue depuis la constitution du tribunal. Elle ne peut le faire pour une cause survenue antérieurement, à moins qu'elle ne puisse prouver que la nomination est intervenue dans l'ignorance de ce fait ou par suite d'un dol. Dans l'un et l'autre cas, la décision est prise par les autres membres du tribunal.

2. S'il s'agit d'un arbitre unique, la Cour internationale de Justice se prononcera sur la récusation à la requête de l'une des parties.

3. Il est pourvu aux vacances sur la demande du tribunal selon le mode prévu au paragraphe 2 de l'article 3.

Commentaires

Un des auteurs les plus connus en matière d'arbitrage international a fait les commentaires suivants : « dans les protocoles, en général, et dans les Conventions de La Haye... il n'existe aucune disposition visant à récuser les arbitres ou les surarbitres pour incapacité, pour partialité, ou parce que leurs intérêts sont liés à l'objet du litige, ou pour d'autres raisons » ⁴⁶. La pratique arbitrale internationale n'a pas souffert de cette carence pour la raison, entre autres, que les personnes désignées comme arbitres possédaient généralement un sens élevé de leurs responsabilités et se sont abstenues d'accepter un tel poste en cas de doute. Ainsi, lorsque le président Taft fut proposé comme arbitre des réclamations contre Cuba, présentées au nom de leurs nationaux par certains pays européens, il refusa cette nomination, parce qu'il existait, en faveur de citoyens américains, des réclamations similaires à celles des Européens en question, ce qui l'empêchait de remplir sa fonction ⁴⁷. L'expérience fournie par l'arbitrage entre les Etats-Unis et le Venezuela, institué en vertu de la convention du 25 avril 1866, et où les sentences furent attaquées, entre autres, pour le motif que la Commission de réclamations avait été irrégulièrement constituée, prouve qu'il faut une disposition permettant de récuser les arbitres ⁴⁸.

⁴⁵ *Ibid.*, par. 33.

⁴⁶ Ralston, p. 35.

⁴⁷ G. H. Hackworth, *Digest of International Law* (Washington, 1943), t. VI, p. 83.

⁴⁸ Moore, *International Arbitrations*, t. II, p. 1660-1676.

La récusation doit intervenir aussitôt que possible. En outre, il est nécessaire de faire une distinction entre, d'une part, les motifs qui auraient pu entraîner la récusation d'un arbitre et qui étaient connus ou devaient être réputés connus des parties au moment de la nomination, et auxquels celles-ci ont donc apparemment renoncé et, d'autre part, les circonstances survenues par la suite, auxquelles les parties ne peuvent être censées avoir renoncé. L'article 14 du projet de 1875 dispose :

« Les objections fondées sur l'incapacité des arbitres doivent être soulevées avant toutes les autres. En cas de silence des parties, aucune objection ne sera permise ultérieurement, sauf en cas d'incapacité survenant après le début de la procédure. »

Acremant a fait les commentaires suivants :

« Lorsque cette cause d'incapacité ou de récusation existait déjà, à la connaissance de tous, au moment de la rédaction du compromis, il y a présomption que les parties n'ont voulu en tenir aucun compte et ont passé outre.

» Lorsque cette cause est survenue depuis le compromis et qu'elle est reconnue réelle, les parties devront se réunir une seconde fois pour procéder au choix d'un nouvel arbitre ou plutôt le nouvel arbitre sera élu suivant le mode employé dans le choix primitif⁴⁹. »

Le paragraphe premier du présent article procède de l'idée que la récusation d'un arbitre ne doit être normalement proposée par une des parties qu'en raison d'un fait survenu après la constitution du tribunal. Une partie récusant un arbitre ne peut invoquer un fait antérieur à la constitution du tribunal que si elle peut démontrer qu'elle ignorait le fait lors de la nomination ou que celle-ci est le résultat d'un dol.

La décision de récuser un membre du tribunal est, dans l'un et l'autre cas, laissée aux autres membres, qui possèdent ce pouvoir même s'il ne leur est pas expressément donné par le compromis.

On a fait remarquer que les arbitres statuant sur l'exception de récusation devraient être plus nombreux que ceux contre lesquels l'exception est soulevée. Selon Mérignhac :

« La cause d'incapacité ou de récusation est déférée au tribunal arbitral, dans lequel ne siègent pas les arbitres prétendus incapables ou récusés. Le tribunal arbitral a compétence pour statuer sur l'exception, pourvu que les arbitres qui prendront part au jugement soient plus nombreux que ceux contre lesquels elle est soulevée⁵⁰. »

On n'a pas jugé souhaitable d'inclure une telle règle dans le présent article. Cependant, le paragraphe 2 stipule que les cas concernant la

⁴⁹ *La procédure dans les arbitrages internationaux* (Paris, 1905), p. 119.

⁵⁰ Mérignhac, p. 253.

récusation d'un arbitre unique doivent, à la requête de l'une des parties, être renvoyés à la Cour internationale de Justice pour décision.

L'article 20 de la Convention du 7 février 1923 pour l'établissement d'un tribunal international pour l'Amérique centrale indique quelques raisons pour lesquelles un membre du tribunal ne pourra exercer ses fonctions :

« Les membres du tribunal ne pourront exercer leurs fonctions que pour toutes les affaires dans lesquelles ils n'auront pas d'intérêts matériels, ou relativement auxquelles ils n'auront comparu, à aucun titre, soit devant un tribunal national, d'arbitrage ou autre, soit devant une commission d'enquête. Le fait que lesdits membres rempliront les fonctions de conseil ou de mandataire de l'une quelconque des parties relativement aux susdites affaires, ou qu'ils auront donné, à leur sujet, une opinion professionnelle, constituera également un cas d'incapacité ⁵¹. »

Le paragraphe 3 du présent article prévoit le mode selon lequel il sera pourvu à la vacance résultant de la récusation d'un arbitre.

⁵¹ *Dictionnaire diplomatique* (Paris, s.a.), t. I, p. 133; texte anglais fourni par le Département d'Etat des Etats-Unis et publié dans *A.J.I.L. Supplement* (1923), t. XVII, p. 91.

CHAPITRE III

LE COMPROMIS

Article 9

A moins qu'il n'existe des stipulations antérieures suffisantes, les parties qui recourent à l'arbitrage concluent un compromis qui doit spécifier :

- a) L'objet du différend;
- b) Le mode de constitution du tribunal et le nombre des arbitres;
- c) Le siège du tribunal.

En dehors de toutes autres dispositions que les parties jugeraient souhaitable d'y faire figurer, le compromis peut aussi spécifier :

- 1) Le droit que doit appliquer le tribunal et, s'il y a lieu, le pouvoir de *jurer ex aequo et bono*;
- 2) Le pouvoir éventuellement reconnu au tribunal de faire des recommandations aux parties;
- 3) La procédure à suivre par le tribunal;
- 4) Le nombre des membres constituant le quorum pour les audiences;
- 5) La majorité requise pour la sentence;
- 6) Les délais dans lesquels la sentence doit être rendue;
- 7) Le droit reconnu aux membres du tribunal de joindre à la sentence leurs opinions dissidentes;
- 8) La nomination des agents et conseils;
- 9) Les langues à employer au cours des débats;
- 10) Le mode de répartition des frais et dépens.

Commentaires

Une procédure arbitrale est une procédure créée pour un ou plusieurs cas particuliers. On doit constituer le tribunal, définir le ou les différends à résoudre, déterminer l'endroit où le tribunal siégera et prendre toutes les autres dispositions nécessaires à l'accomplissement des travaux du tribunal. En général, ces points, ou du moins un certain nombre d'entre eux, sont réglés dans un seul document écrit qui, ordinairement, est

appelé « le compromis ». Le compromis d'arbitrage a été défini par Ralston comme

« Une forme de traité référant l'objet d'un différend déterminé à des arbitres spécialement désignés ou dont la désignation a été réglée, et qui décrit et limite le pouvoir de ces arbitres, indique en général dans ses grandes lignes la teneur de leurs sentences éventuelles et contient des dispositions pour leur exécution ¹. »

Selon une définition moins précise donnée par Witenberg, le compromis d'arbitrage est :

« Un traité aux termes duquel un ou plusieurs Etats conviennent de confier à un arbitre ou à un organisme judiciaire préconstitué la solution d'un ou plusieurs litiges déjà nés ². »

Il est de la plus haute importance que le compromis soit rédigé soigneusement. Feller a fait les observations suivantes à ce sujet :

« Il est à peine besoin de dire que la convention relative à des réclamations devrait être rédigée avec le maximum de clarté. Ceux qui ont participé à la rédaction de traités ou de textes législatifs savent qu'on est souvent tenté de laisser volontairement ambigus certains points délicats ou controversés. On ne devrait jamais céder à cette tentation dans la rédaction d'une convention relative à des réclamations. L'ambiguïté provoque des conflits et des retards et peut souvent détruire toute la structure d'un règlement ³. »

Dans son premier paragraphe, le présent article énonce les éléments qui constituent obligatoirement le compromis. Dans le deuxième, il traite de plusieurs points complémentaires dont l'insertion tendra à compléter l'instrument.

Paragraphe a. — Là où les questions à trancher par le tribunal doivent être indiquées aussi clairement et précisément que possible. Dans l'arbitrage entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis relatif au *détroit de San-Juan* qui sert de frontière entre les Etats-Unis et le Canada, le Traité de Washington du 8 mai 1871, dans son article 34, déterminait les thèses soutenues par chacune des parties et demanda aux arbitres de « décider... laquelle de ces thèses est la plus en harmonie avec l'interprétation exacte du Traité du 15 juin 1846 ». A la Chambre des communes, on a critiqué le Gouvernement britannique pour avoir accepté pareille formule, qui empêchait l'arbitre de choisir une ligne située entre les frontières réclamées par chacune des parties. L'indication claire et explicite de la question à résoudre a pourtant conduit à une sentence qui a été immédiatement et entièrement acceptée par les parties ⁴.

¹ Ralston, p. 5.

² Witenberg, p. 6.

³ Feller, p. 318.

⁴ Moore, t. I, p. 231.

D'un autre côté, la Convention du 24 juin 1910 entre les Etats-Unis et le Mexique demandait à une commission de dire « seulement et exclusivement si, selon le droit international, la zone de Chamizal appartient aux Etats-Unis d'Amérique ou au Mexique »⁵. La Commission a cependant, par une décision prise à la majorité de ses membres, partagé la zone en deux, en attribuant une partie aux Etats-Unis et l'autre au Mexique⁶. On notera que les Etats-Unis ont refusé d'accepter la sentence comme valable, entre autres parce que la Commission, en partageant la zone, aurait tranché une question qui ne lui avait pas été soumise par les parties⁷.

Paragraphe b. — Voir ci-dessus les commentaires relatifs aux articles 3 et 4.

Paragraphe c. — Le lieu de réunion du tribunal est une question de convenance. C'est pourquoi le présent paragraphe en laisse la détermination aux parties. Bien que l'article 60 de la Convention de La Haye de 1907 prescrivît que la Cour permanente d'arbitrage se réunirait à La Haye, les parties étaient libres de déroger à cette disposition. Les parties peuvent déléguer au tribunal le choix du lieu de réunion⁸. Lorsque le compromis ne contient aucune disposition concernant le lieu de réunion, le tribunal a le pouvoir inhérent de le fixer lui-même⁹.

Paragraphe 1. — L'une des questions à trancher par les parties lors de la rédaction du compromis est celle de la détermination des règles ou principes selon lesquels le tribunal devra statuer. Le compromis, en indiquant ces règles, peut se servir des formules les plus diverses. Il peut demander au tribunal de statuer, par exemple, « selon les règles (principes) du droit international », « selon les règles de fond énumérées dans l'Article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice », « selon les principes du droit (justice) et de l'équité », « selon des considérations basées sur l'équité », ou « *ex aequo et bono* »¹⁰.

Les parties peuvent aussi convenir que le tribunal appliquera des règles spéciales de droit, comme ce fut le cas dans l'arbitrage *Alabama Claims*¹¹ et dans plusieurs des arbitrages *Mexican Claims*.

Ce paragraphe laisse de côté la question de la signification à attribuer à ces formules. Il se borne à constater que le tribunal ne peut « juger

⁵ *Treaties, Conventions, International Acts, Protocols and Agreements between the United States and Other Powers, 1910-1923, Supplement to Malloy* (Washington, 1923), t. III, p. 2730.

⁶ *Papers relating to the Foreign Relations of the United States, 1911* (Washington, 1918), p. 586-587.

⁷ *Ibid.*, p. 598-600, 604-605; voir aussi les commentaires à l'article 30, par. a, *infra*.

⁸ Voir par exemple l'article 2 de la Convention conclue le 8 septembre 1923 entre les Etats-Unis d'Amérique et le Mexique, *Recueil des sentences arbitrales*, t. IV, p. 12.

⁹ Projet de 1875, art. 8.

¹⁰ Voir *Systematic Survey*, p. 116-122.

¹¹ Traité de Washington du 8 mai 1871, art. 6, Moore, t. I, p. 549-550.

ex aequo et bono » qu'après y avoir été expressément autorisé¹². Il peut être utile, cependant, de signaler l'opinion selon laquelle les principes de l'équité font partie du droit international. Selon Hudson, « le fait que l'équité a longtemps et constamment été mise en rapport avec le droit à appliquer par les tribunaux internationaux semble justifier la conclusion que l'équité est un élément du droit international »¹³. Mérignhac écrit qu'« on applique le droit international avec équité »¹⁴. En revanche, dans une décision rendue en 1923, le Tribunal arbitral de réclamations anglo-américain, institué en vertu de la Convention du 10 août 1910 et autorisé à décider conformément « aux droits conférés par les traités et aux principes du droit international et de l'équité », a adopté le point de vue qu'il ne lui était pas permis de déroger à un traité ou à une règle catégorique de droit international pour des motifs empruntés à l'équité¹⁵. Néanmoins, dans une affaire décidée trois ans plus tard, le même tribunal a énoncé l'opinion que dans certains cas présentant des anomalies juridiques, sa décision devait être fondée sur « des considérations générales de justice, d'équité et d'honnêteté tenant compte de situations juridiquement analogues, ainsi que de l'esprit et des principes reconnus du droit international »¹⁶.

Il est à noter que, en matière de décisions internationales, le terme « équité » est employé au sens d'un facteur mitigeant les règles catégoriques du droit et dont le but est d'éviter l'injustice ou l'iniquité dans un cas particulier, et non au sens spécial anglo-saxon d'un corps de règles distinct du « *common law* »¹⁷. Ainsi, le tribunal, dans l'*Affaire des réclamations norvégienne contre les Etats-Unis d'Amérique*, a considéré que les mots « loi et équité » employés dans le compromis de 1921 « ne peuvent être compris dans le sens traditionnel dans lequel ils sont employés dans la jurisprudence anglo-saxonne ».

« La majorité des auteurs en droit international paraît d'accord que ces mots doivent être compris dans le sens de principes généraux de justice, à distinguer de tout système particulier de jurisprudence ou de droit national d'un Etat¹⁸. »

¹² Voir par exemple l'article 3 de la Convention du 10 septembre 1923, conclue entre les Etats-Unis d'Amérique et le Mexique, *Recueil des sentences arbitrales*, t. IV, p. 780.

¹³ Hudson, *Permanent Court*, p. 617; voir également son opinion individuelle dans l'*Affaire des prises d'eau à la Meuse*, C.P.J.I., sér. A/B, No 70, p. 76.

¹⁴ Mérignhac, p. 295.

¹⁵ *Eastern Extension, Australasia and China Telegraph Co. (Grande-Bretagne) c. Etats-Unis d'Amérique* (1923), *Rapport de Fred K. Nielsen* (Washington, 1926), p. 79.

¹⁶ *Cayuga Indians (Grande-Bretagne) c. Etats-Unis d'Amérique* (1926), *ibid.*, p. 314-315.

¹⁷ P. E. Corbett, *Law and Society in the Relations of States* (New-York, 1951), p. 109, et note 32, p. 310.

¹⁸ Texte français dans *Analyses des sentences rendues par les tribunaux d'arbitrage constitués conformément aux stipulations des Conventions de La Haye de 1899 et 1907 (etc.)*, 1899-1934, La Haye, 1934, p. 80-81.

Le pouvoir de juger *ex aequo et bono* ne confère pas au juge une complète liberté d'action. Il ne l'autorise pas à agir arbitrairement et sur la base de considérations purement subjectives¹⁹. Dans l'arbitrage concernant la frontière entre le Guatemala et le Honduras, le tribunal avait reçu des pouvoirs assez larges de décision. Il pouvait notamment décider « comme il lui semblerait bon » ou « comme il lui semblerait juste », bien que cette autorisation fût limitée par certaines conditions explicatives. Le tribunal remarqua :

« Le Traité ne peut être interprété comme s'il donnait au tribunal le pouvoir d'établir une frontière définitive de caractère uniquement idéaliste qui ne ferait pas entrer en ligne de compte les facteurs démographiques ni les droits créés par l'activité des parties respectives²⁰. »

Ainsi, une décision *ex aequo et bono* doit se baser sur des considérations objectives et être en harmonie avec la structure générale ou le système du droit. Le rôle d'une telle décision est de suppléer au droit et de combler ses lacunes²¹.

Lorsque le compromis garde le silence au sujet du droit à appliquer par le tribunal, les dispositions de l'article 12 *infra* s'appliquent.

Paragraphe 2. — L'exemple le plus frappant, peut-être, d'une demande des parties au tribunal de leur faire des recommandations au sujet d'un différend existant entre elles, nous est fourni par l'*Affaire des pêcheries de la côte septentrionale de l'Atlantique*, traitée par la Cour permanente d'arbitrage. Selon l'article 4 du compromis conclu le 7 septembre 1910,

« le tribunal recommandera à l'examen des hautes parties contractantes des règles et une procédure selon lesquelles toutes les questions qui pourront surgir à l'avenir au sujet de l'exercice des libertés ci-dessus mentionnées pourront être réglées conformément aux principes posés dans la sentence. »

Le tribunal, dans sa sentence, a donné suite à cette demande et a ainsi exercé une influence considérable sur le développement du droit international²².

La Commission paritaire dans l'affaire du navire *P'm Alone* était chargée de faire des recommandations qui « seront exécutées », comme le disait l'article 4 du compromis²³.

¹⁹ H. Lauterpacht, *The Function of Law in the International Community* (Oxford, 1933), p. 315; Hudson, *Permanent Court*, p. 620.

²⁰ *Opinion and Award of the Special Boundary Tribunal between Guatemala and Honduras* (Washington, 1933), p. 69-70.

²¹ E. Borel dans l'*Annuaire de l'Institut de droit international* (1934), p. 224-225; cf. M. Habicht, *The Power of the International Judge to Give a Decision "ex aequo et bono"* (Londres, 1935), p. 69, et K. Strupp, *Le droit du juge international de statuer selon l'équité*, *Rec. A.D.I.* (1930), t. XXXIII, p. 462-463.

²² J. B. Scott, *Les travaux de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye* (New-York, 1921), p. 157-158.

²³ *Rec. des sentences arbitrales*, t. III, p. 1612.

De temps à autre, des commissions de réclamations ont recommandé que des paiements *ex gratia* soient faits aux demandeurs, sans y avoir été spécialement autorisés par le compromis ²⁴.

Paragraphe 3. — L'expérience des tribunaux internationaux montre qu'un résultat positif dépend souvent de la procédure suivie. Eu égard au fait que tout arbitrage a son caractère propre, le projet renonce à toute tentative pour formuler des règles détaillées de procédure. Il appartient aux parties de formuler telles règles dans le compromis ou d'autoriser le tribunal à les formuler lui-même ²⁵.

Paragraphe 4. — Ce paragraphe a trait au quorum requis pour que le tribunal puisse s'occuper de l'affaire qui lui a été soumise.

Jusqu'à présent, des dispositions concernant le quorum ont été l'exception dans les compromis instituant un tribunal *ad hoc* d'arbitrage, par opposition à un tribunal permanent établi à l'avance en application d'un accord international général. Dans ce dernier cas, on prévoit généralement des règles concernant le quorum. L'article VI de la Convention pour l'établissement d'une Cour de justice de l'Amérique centrale prévoit que « la présence des cinq juges composant le tribunal est indispensable pour former le quorum légal nécessaire aux décisions de la Cour » ²⁶. Ni la Convention de La Haye de 1899 ni celle de 1907, ni encore le projet d'une convention de 1907 relative à l'établissement d'une Cour de justice arbitrale, ne prévoient un quorum. Pour ce qui est de la Cour internationale de Justice, il est prévu à l'Article 25 de son Statut que le quorum de neuf est suffisant pour constituer la Cour. On peut citer, comme exemple d'un tribunal dans lequel le quorum n'a pas été obtenu, la Cour de justice de l'Amérique centrale, dans laquelle l'absence du juge Navas (Nicaragua) paralysa l'action de la Cour pendant un mois, dans l'affaire *Costa-Rica c. Nicaragua* ²⁷.

La disposition ci-dessus tend à encourager l'adoption d'une pratique définitive sur ce point.

Paragraphe 5. — Selon l'opinion générale, c'est le devoir de chacun des membres d'un tribunal arbitral d'assister à toutes ses réunions ²⁸. L'obligation qui incombe à tous les membres d'assister plus spécialement aux délibérations du tribunal est codifiée dans l'article 19 *infra*.

²⁴ Voir, par exemple, le tribunal arbitral institué en vertu de la Convention du 18 août 1910, décisions rendues dans les *Affaires de la Home Missionary Society, William Hardman, Cadenhead et David J. Adams*, publiées dans le rapport de Fred K. Nielsen (Washington, 1926), p. 421, 495, 505 et 524; voir aussi l'*Affaire de la Eastern Extension, Australasia and China Telegraph Company, Ltd.*, même rapport, p. 79, Ralston. No 68, et Ralston, supp. No 68a, et Hudson, *International Tribunals*, p. 124-125.

²⁵ Voir également les commentaires relatifs à l'article 13, par. 2.

²⁶ A.J.I.L. *Supplement* (1908), t. II, p. 235.

²⁷ Hudson, *The Central American Court of Justice*, A.J.I.L. (1932), t. XXVI, p. 774.

²⁸ Sur la présence de tous les membres du tribunal, voir les observations de Witenberg, p. 269-270, et de Hudson, *International Tribunals*, p. 53.

En revanche, on rencontre souvent des dispositions selon lesquelles les *décisions* du tribunal peuvent être prises à la *majorité*. Cette pratique est codifiée dans l'article 13 du projet, qui prévoit que toutes les décisions sont prises à la majorité des membres du tribunal.

Le compromis doit définir le terme « majorité » utilisé tant dans le présent paragraphe que dans le paragraphe 1 de l'article 13.

On notera que, même en cas de silence du compromis à ce sujet, le paragraphe 2 de l'article 13 autorise le tribunal à formuler ses règles de procédure, notamment celles *qui ont trait à la présence* de tous les membres à toutes les réunions et à la majorité requise pour que les décisions soient prises valablement. La Commission spéciale établie en vue de trancher l'affaire *Colombie c. Cauca Co.*²⁹ est un exemple de commission qui, faisant application du pouvoir qui lui avait été conféré de formuler ses règles de procédure, a décidé que toutes les décisions seraient prises à la majorité³⁰.

Paragraphe 6. — Tantôt les compromis indiquent le délai dans lequel un tribunal devra rendre sa sentence et terminer ses travaux, tantôt ils ne l'indiquent pas. Le délai, lorsqu'il est prévu, peut courir à partir d'un jour déterminé, par exemple la date d'échange des ratifications du compromis, celle de la constitution du tribunal, celle de sa première réunion, ou une autre date donnée³¹.

Au cas où un délai est prévu, mais où le tribunal n'achève pas sa tâche en temps voulu, une période supplémentaire doit lui être accordée. Il est arrivé souvent que les commissions de réclamations n'aient pas été en mesure de trancher dans le délai prévu les affaires dont elles étaient saisies, de sorte que des conventions additionnelles ont dû être conclues pour prolonger leur existence³². Parfois, cependant, le traité d'arbitrage stipule que, malgré l'expiration du traité, toute instance arbitrale pendante devant le tribunal sera poursuivie jusqu'à son achèvement³³.

Dans le projet de convention, la question de la prolongation de la période fixée dans le compromis est réglementée par l'article 23.

Paragraphe 7. — Voir, à l'article 25, les commentaires sur la question des opinions dissidentes.

Paragraphe 8. — Dans son article 62, la Convention de La Haye de 1907 a défini en ces termes la tâche des agents et des conseils :

²⁹ Voir les commentaires à l'article 7 *supra*.

³⁰ Voir, également, à ce sujet, les commentaires consacrés au paragraphe 2 de l'article 13.

³¹ Voir les exemples réunis par Witenberg, p. 285-286.

³² Voir par exemple la Commission générale et la Commission spéciale de réclamations, Etats-Unis-Mexique, instituées en vertu des conventions des 8 et 10 septembre 1923 respectivement, *Recueil des sentences arbitrales*, t. IV, p. 3 et 773.

³³ Voir *Systematic Survey*, p. 304-308.

« Les parties ont le droit de nommer auprès du tribunal des agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre elles et le tribunal.

» Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le tribunal, des conseils ou avocats nommés par elles à cet effet. »

L'article 13 du projet de 1875 autorise chacune des parties à désigner un ou plusieurs représentants devant le tribunal arbitral.

Aux termes de l'Article 42, paragraphes 1 et 2, du Statut de la Cour internationale de Justice, « les parties sont représentées par des agents » et « elles peuvent se faire assister devant la Cour par des conseils ou des avocats ».

Les règlements de procédure des tribunaux arbitraux mixtes institués après la première guerre mondiale se bornaient à autoriser les parties à se faire représenter³⁴. En revanche, l'article 5 des règlements de procédure de la Commission de conciliation franco-italienne, instituée en vertu de l'article 83 du Traité de paix avec l'Italie conclu le 10 février 1947 (qui n'est pas, en fait, une commission de conciliation, mais un tribunal arbitral)³⁵, impose aux parties l'obligation de se faire représenter par un agent³⁶. On peut expliquer cette différence par le fait que seuls les deux gouvernements intéressés pouvaient être parties devant la Commission de conciliation, tandis que les particuliers pouvaient se porter demandeurs devant les tribunaux arbitraux mixtes.

L'agent est le « représentant officiel et définitif » de son gouvernement devant le tribunal³⁷. Hudson constate que l'agent a « la faculté d'accepter des obligations au nom de son gouvernement et relatives à la procédure »³⁸.

Ralston écrit que « le pouvoir de conseils devant un tribunal international est, dans ses traits généraux, le même que celui de conseils dans un procès entre personnes privées devant un tribunal national. L'activité des conseils est, cependant, soumise au contrôle de l'agent »³⁹. Selon Feller, « leur tâche principale est de plaider l'affaire devant le

³⁴ Voir par exemple l'article 8 des règlements du tribunal germano-belge, l'article 83 des règlements des tribunaux franco-allemand et franco-bulgare, l'article 81 des règlements du tribunal gréco-allemand et l'article 3, g, des règlements du tribunal anglo-allemand, dans le *Rec. T.A.M.*

³⁵ Voir J. P. A. François, *Handboek van het volkenrecht*, vol. 2 (2ème éd., Zwolle, 1950), p. 201, et M. Bos, *The Franco-Italian Conciliation Commission*, *Nordisk Tidsskrift for international Ret* (1952), vol. 22, p. 135.

³⁶ *Rec. C.C. franco-italienne*, vol. 1, p. 25.

³⁷ Ralston, p. 194. Voir dans le même sens la décision rendue le 19 octobre 1928 par la Commission de réclamations franco-mexicaine dans l'affaire *Georges Pinson (France) c. Etats-Unis du Mexique*, *Rec. des sentences arbitrales*, t. V., p. 327.

³⁸ Hudson, *International Tribunals*, p. 88.

³⁹ Ralston, p. 194.

tribunal. Ils ne peuvent pas prendre de décisions concernant des questions de procédure qui lient leur gouvernement »⁴⁰. Witenberg fait observer que, « dans l'exercice de ses fonctions, l'agent peut être assisté ou se faire assister, d'avocats ou conseils nommés par son gouvernement ou par lui-même »⁴¹.

Aux termes de l'article 62 de la Convention de La Haye de 1907, « les membres de la Cour permanente (d'arbitrage) ne peuvent exercer les fonctions d'agents, conseils ou avocats, qu'en faveur de la puissance qui les a nommés membres de la Cour ».

Dans l'arbitrage relatif à certaines réclamations entre les Etats-Unis et la Russie, institué en vertu du Protocole du 26 août 1900⁴², il n'était pas prévu d'agents. Le Gouvernement russe soutenait que ses mémoires devraient être envoyés au Gouvernement américain par l'entremise de l'Ambassadeur de Russie à Washington. Aussi, les Etats-Unis ont demandé l'intervention de l'arbitre pour trancher la question du statut d'un agent. L'arbitre a décidé, entre autres, que « la partie défenderesse est tenue de reconnaître l'agent et conseil nommé par la partie demanderesse pour la représenter dans l'arbitrage » et qu'elle « doit accepter comme officielles les communications émanant de l'agent et conseil de la partie demanderesse »⁴³.

Paragraphe 9. — Bien qu'on puisse laisser au tribunal le soin de déterminer les langues de travail⁴⁴, l'expérience a montré qu'il est préférable de régler cette question d'avance⁴⁵.

Paragraphe 10. — En ce qui concerne la répartition des frais de l'arbitrage, les parties adoptent en règle générale la formule de l'article 85 de la Convention de La Haye de 1907, dont voici les termes : « Chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des frais du tribunal. » Des renseignements concernant les frais de procédure devant les tribunaux internationaux et la pratique suivie à cet égard sont fournis par Hudson, *International Tribunals*, p. 59-66, et *Permanent Court*, p. 9, note 44, et par Feller, p. 52-55.

Article 10

1. Lorsque l'engagement d'arbitrage contient des dispositions qui semblent suffisantes pour tenir lieu de compromis et que le tribunal est constitué, l'une des parties peut saisir le tribunal par voie de

⁴⁰ Feller, p. 284.

⁴¹ Witenberg, p. 72.

⁴² Stuyt, No 236.

⁴³ Décision citée par Ralston, p. 196.

⁴⁴ Voir l'article 9 du projet de 1875 et l'article 61 de la Convention de La Haye de 1907.

⁴⁵ *American and Panamanian General Claims Arbitration, Report of Bert L. Hunt*, Department of State, *Arbitration Series No 6* (Washington, 1934), p. 24.

citation directe. Si l'autre partie refuse de répondre à la demande pour le motif que les dispositions visées ci-dessus sont insuffisantes, le tribunal est juge de savoir s'il existe déjà entre les parties un accord suffisant sur les éléments essentiels du compromis indiqués à l'article 9 et lui permettant d'entreprendre l'examen du litige. Dans l'affirmative, le tribunal ordonne les mesures nécessaires pour la continuation de l'instance. Au cas contraire, le tribunal prescrit aux parties de conclure un compromis dans les délais qu'il juge raisonnables.

2. Si les parties ne parviennent pas à conclure un compromis dans les délais fixés conformément au paragraphe précédent, le tribunal dresse le compromis.

3. Si ni l'une ni l'autre des parties ne prétendent que les dispositions de l'engagement d'arbitrage sont suffisantes pour tenir lieu de compromis et si elles ne parviennent pas à conclure un compromis dans les trois mois à compter de la date à laquelle l'une des parties a notifié à l'autre qu'elle était disposée à conclure le compromis, le tribunal dresse le compromis à la requête de ladite partie.

Commentaires

Dès qu'un engagement d'arbitrage concernant des contestations éventuelles quitte le domaine des éventualités pour rentrer dans celui des contestations déjà nées, l'expérience a souvent montré que la rédaction du compromis donnait lieu à des difficultés et que l'on aboutissait à une impasse. La première tentative faite pour résoudre ces difficultés apparaît dans la Convention de La Haye de 1907, aux termes de laquelle la Cour permanente d'arbitrage devait établir elle-même le compromis. Voici le texte de l'article 53 de cette convention :

« La Cour permanente est compétente pour l'établissement du compromis, si les parties sont d'accord pour s'en remettre à elle.

» Elle est également compétente, même si la demande est faite seulement par l'une des parties, après qu'un accord par la voie diplomatique a été vainement essayé, quand il s'agit :

» 1) D'un différend rentrant dans un traité d'arbitrage général conclu ou renouvelé après la mise en vigueur de cette convention, qui prévoit pour chaque différend un compromis et n'exclut pour l'établissement de ce dernier ni explicitement ni implicitement la compétence de la Cour. Toutefois, le recours à la Cour n'a pas lieu si l'autre partie déclare qu'à son avis le différend n'appartient pas à la catégorie des différends à soumettre à un arbitrage obligatoire, à moins que le traité d'arbitrage ne confère au tribunal arbitral le pouvoir de décider cette question préalable.

» 2) D'un différend provenant de dettes contractuelles réclamées à une puissance par une autre puissance comme dues à ses nationaux,

et pour la solution duquel l'offre d'arbitrage a été acceptée. Cette disposition n'est pas applicable si l'acceptation a été subordonnée à la condition que le compromis soit établi selon un autre mode. »

L'article 54 dispose :

« Dans les cas prévus par l'article précédent, le compromis sera établi par une commission composée de cinq membres désigné de la manière prévue à l'article 45, alinéas 3 à 6.

» Le cinquième membre est de droit Président de la Commission. »

L'Acte général révisé envisage l'instauration d'une procédure arbitrale en deux phases, dont la première sera celle de la constitution du tribunal et la seconde celle de la rédaction du compromis. L'article 23 de cet acte prévoit la constitution du tribunal au cas où les parties n'ont pu arriver à procéder aux nominations nécessaires. Aux termes de l'article 27 de l'Acte général révisé, le différend peut être soumis au tribunal par voie de requête directe de la part de l'une ou de l'autre des parties lorsque celles-ci ne tombent pas d'accord sur le compromis :

« Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des parties. »

Bien que cette procédure, par sa simplicité et sa rapidité, soit meilleure que celle prévue par la Convention de La Haye de 1907, elle passe sous silence des questions de procédure qu'il serait désirable de régler d'avance.

En général, la tendance de la pratique a été de suivre l'une ou l'autre de ces deux procédures, c'est-à-dire ou bien d'instituer un tribunal spécial pour dresser le compromis nécessaire⁴⁶ ou bien de soumettre le différend au tribunal arbitral par voie de requête de l'une ou l'autre partie⁴⁷. On trouve aussi des cas où chacune des parties est autorisée à porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête, dès que le compromis n'est pas rédigé dans un certain délai⁴⁸. Une autre méthode est prévue par l'article 43 du Pacte de Bogota du 30 avril 1948, aux termes duquel :

« Les parties établiront dans chaque cas le compromis qui devra définir clairement le point spécifique qui fait l'objet du différend, désigner le siège du tribunal, fixer les règles à observer au cours de la procédure, déterminer le délai dans lequel le jugement doit être prononcé et les autres conditions dont elles conviennent entre elles.

» Au cas où un accord ne serait pas obtenu, relativement au compromis, dans un délai de trois mois à compter de la date de l'instal-

⁴⁶ *Systematic Survey*, p. 81-82.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 83-84.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 84-87.

lation du tribunal, la Cour internationale de Justice formulera un compromis obligatoire pour les parties, au moyen de la procédure sommaire. »

Le paragraphe 1 du présent article s'inspire de l'idée que, bien qu'il soit généralement nécessaire de dresser un compromis précisant l'objet du différend et fixant d'autres éléments essentiels de la procédure d'arbitrage, il se peut qu'un engagement général d'arbitrage contienne déjà des stipulations suffisantes à cet effet. Dans ce cas, la conclusion d'un compromis spécial n'est pas nécessaire et le tribunal arbitral peut être saisi des différends par voie de requête fondée sur engagement général. Si les parties ne sont pas d'accord sur la question de savoir si l'engagement d'arbitrage suffit pour tenir lieu de compromis, le tribunal en décidera. S'il estime l'engagement insuffisant, il prescrira aux parties de conclure un compromis, ou si elles n'y parviennent pas, il dressera lui-même le compromis en application du paragraphe 2. Si ni l'une ni l'autre des parties ne prétendent que les dispositions de l'engagement général d'arbitrage sont suffisantes, le paragraphe 3 dispose que le compromis nécessaire sera dressé par les parties ou, si elles ne peuvent y parvenir, par le tribunal.

L'article 3 du projet prévoit la constitution du tribunal d'arbitrage même en l'absence d'accord entre les parties. Il se trouvera donc toujours un tribunal qui sera en mesure de préparer le compromis.

CHAPITRE IV

LES POUVOIRS DU TRIBUNAL

Article 11

Le tribunal arbitral, maître de sa compétence, dispose des pouvoirs les plus larges pour interpréter le compromis.

Commentaires

Dans l'affaire du *Betsey*, soumise à la Commission mixte instituée en vertu de l'article 7 du Traité Jay conclu le 19 novembre 1794 entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, le Commissaire américain Gore exprima l'opinion, à la suite d'une exception soulevée quant à la compétence de la Commission, que celle-ci avait à la fois le pouvoir et le devoir de statuer sur sa compétence¹. Depuis lors, le pouvoir du tribunal de déterminer sa compétence est un principe acquis de droit international. Ce principe fut reconnu par l'article 14 du projet de 1875 qui dispose, entre autres, que :

« Les arbitres doivent se prononcer sur les exceptions tirées de l'incompétence du tribunal arbitral... »

» Dans le cas où le doute sur la compétence dépend de l'interprétation d'une clause du compromis, les parties sont censées avoir donné aux arbitres la faculté de trancher la question, sauf clause contraire. »

L'article 73 de la Convention de La Haye de 1907 dispose² :

« Le tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis... »

L'Article 36, paragraphe 6, du Statut de la Cour internationale de Justice stipule : « en cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide ». Ce principe est également reconnu par les règlements de procédure de plusieurs tribunaux arbitraux mixtes institués après la première guerre mondiale³. Dans son avis du

¹ Lapradelle-Politis, t. I, p. 63 et suiv.

² Voir l'article 48 de la Convention correspondante de 1899.

³ Par exemple, article 3 des règlements de procédure des tribunaux arbitraux mixtes germano-belge, austro-belge et bulgario-belge, *Rec. T.A.M.*, t. I, p. 33, 171 et 231; l'article 87 des règlements de procédure des tribunaux arbitraux mixtes franco-allemand, franco-bulgare et franco-autrichien, *Rec. T.A.M.*, t. I, p. 44, 121 et 242; et l'article 84 du règlement de procédure du tribunal arbitral mixte gréco-allemand, *Rec. T.A.M.*, t. I, p. 61.

28 août 1928⁴, la Cour permanente de Justice internationale se référerait au « principe suivant lequel, en règle générale, tout organe possédant des pouvoirs juridictionnels a le droit de se prononcer en premier lieu lui-même sur l'étendue de ses attributions ». Après la deuxième guerre mondiale, la règle a été adoptée par la Commission de conciliation franco-italienne instituée en vertu de l'article 83 du Traité de paix conclu avec l'Italie le 10 février 1947⁵.

En ce qui concerne la question de l'interprétation restrictive ou extensive des clauses de compétence, différentes opinions ont été émises. D'après certains auteurs, le compromis doit être interprété restrictivement⁶. Il convient de noter qu'au cours des débats concernant l'affaire des *optants hongrois* entre la Roumanie et la Hongrie, affaire ayant pour origine une décision prise en 1927 par le tribunal arbitral mixte roumano-hongrois dans l'affaire *Emeric Kulín (Hongrie) c. Etat roumain*⁷, on exprima l'opinion que, dès que la compétence du tribunal est mise en doute, celui-ci devrait se déclarer incompétent⁸.

G. Scelle a vigoureusement critiqué cette opinion en ces termes :

« Mais refuser de juger sous prétexte qu'une compétence est contestée, ce serait commettre un déni de justice⁹. »

Balasko se prononce pour l'interprétation restrictive dans les cas où l'exception d'incompétence tend au dessaisissement complet du tribunal. Il se prononce pour l'interprétation extensive lorsque l'exception d'incompétence ne tend qu'à son dessaisissement partiel¹⁰. Il est encore d'autres auteurs qui nient l'existence de toute règle d'interprétation restrictive, mettant en relief la règle de l'interprétation extensive pratiquée par la Cour permanente de Justice internationale¹¹.

Hudson résume en ces termes les principes de droit applicables :

« Dans chaque cas particulier, la compétence d'un tribunal doit également être établie quant à l'objet du litige, conformément aux

⁴ *Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1er décembre 1926, Protocole final, article IV, sér. B, No 16, p. 20.*

⁵ Voir l'article 2, par. 2, de son règlement de procédure, *Rec. C.C. franco-italienne*, t. I, p. 25.

⁶ P. Guggenheim, *Lehrbuch des völkerrechts* (Bâle, 1948), t. I, p. 128; C. Rousseau, *Principes généraux du droit international public* (Paris, 1944), t. 1, p. 688.

⁷ *Rec. T.A.M.*, t. VII, p. 138.

⁸ J. Basdevant, G. Jèze et M. Politis, *Les principes juridiques sur la compétence des juridictions internationales et, en particulier, des T.A.M. organisés par les Traités de paix de Versailles, Saint-Germain, Trianon*, dans *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (1927), t. XLIV, p. 45 et suiv.

⁹ G. Scelle, *Le litige roumano-hongrois devant le Conseil de la Société des Nations*, dans *La réforme agraire roumaine en Transylvanie devant la justice internationale et le Conseil de la Société des Nations* (Paris, 1928), p. 309.

¹⁰ A. Balasko, *Causes de nullité de la sentence arbitrale en droit international public* (Paris, 1938), p. 137-138.

¹¹ H. Lauterpacht, *De l'interprétation des traités*, dans *Annuaire de l'Institut de droit international* (1950), t. I, p. 408 et suiv.

dispositions de l'instrument qui est à la base de l'existence ou des activités du tribunal. On peut dire que certaines limitations quant à l'objet du litige résultent du caractère du tribunal, lui-même, ainsi que du pouvoir qu'il possède et du fait qu'il doit statuer sur la base du droit applicable; mais, s'il en est ainsi, il est à peine possible de préciser ces limitations pour autant que cela ne peut se faire par la voie de l'interprétation des règles pertinentes dans un instrument de base.

»...

» Il ne serait pas non plus nécessaire de donner une interprétation restrictive des dispositions conférant ou limitant la compétence ¹². »

La Cour permanente de Justice internationale, dans son arrêt du 26 juillet 1927 ¹³, dit :

« Il a été allégué à plusieurs reprises, dans la présente procédure, que la Cour devrait dans le doute décliner sa compétence. Il est vrai que la juridiction de la Cour est toujours une juridiction limitée, n'existant que dans la mesure où les Etats l'ont admise; par conséquent, la Cour ne l'affirmera en cas de contestation — ou lorsqu'elle doit l'examiner d'office — qu'à la condition que la force des raisons militent en faveur de la compétence soit prépondérante. Le fait que des arguments sérieux peuvent être invoqués pour soutenir la thèse que la compétence n'existe pas ne saurait déjà créer un doute qui serait de nature à faire échec à la compétence. C'est toujours l'existence d'une volonté des parties de conférer juridiction à la Cour qui fait l'objet de l'examen de la question de savoir s'il y a compétence ou non. Le doute destructif de la compétence n'entre pas en ligne de compte lorsque cette volonté — comme dans le cas actuel — peut être établie d'une manière qui satisfait la conviction de la Cour. »

Il n'est pas inutile de signaler que le présent article confère au tribunal les « pouvoirs *les plus larges* pour interpréter le compromis ». En fait, le rapport de la Commission va encore plus loin et déclare que le tribunal « a également le droit de compléter le compromis toutes les fois que cela est nécessaire pour que l'arbitrage puisse aboutir à la solution intégrale du litige ¹⁴ ».

En ce qui concerne la question de l'excès de pouvoirs, voir plus loin le chapitre VII (art. 30-32) consacré à la nullité de la sentence.

Article 12

1. A défaut d'accord entre les parties sur le droit à appliquer, le tribunal s'inspire du paragraphe 1 de l'Article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice.

¹² Hudson, *International Tribunals*, p. 71.

¹³ *Affaire de l'usine de Chorzów — Demande en indemnité — Compétence, C.P.J.I., sér. A, No 9, p. 32.*

¹⁴ *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 9, par. 42.*

2. Le tribunal ne peut prononcer le *non liquet* sous prétexte du silence ou de l'obscurité du droit international ou du compromis.

Commentaires

Le paragraphe 1 de cet article s'applique lorsque les parties n'ont pas spécifié le droit que doit appliquer le tribunal¹⁵. Jusqu'à l'adoption de l'article 38, paragraphe 1, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale (et de la Cour internationale de Justice), lorsque, dans un cas donné, les parties restaient silencieuses quant au droit à appliquer, la seule solution raisonnable, et compatible avec le caractère judiciaire de l'arbitrage, était fournie par la formule générale selon laquelle le tribunal décide selon les règles du droit international. Ainsi, l'article 18 du projet de 1875 dispose :

« Le tribunal arbitral juge selon les principes du droit international, à moins que le compromis ne lui impose des règles différentes ou ne remette la décision à la libre appréciation des arbitres. »

Une opinion semblable est soutenue par Mérignhac :

« L'arbitre, dans ce cas, ne demeure-t-il soumis à aucune règle, et est-il libre de se prononcer d'après ce qu'il croit être l'équité ? Il semble que, puisque le compromis est muet, l'arbitre soit investi d'un pouvoir absolu d'appréciation ; mais cette idée, qui serait extrêmement dangereuse, n'a jamais triomphé dans la matière de l'arbitrage... L'arbitre international devra de même s'inspirer du droit qui régit les nations dans leurs rapports mutuels, et procéder comme si l'application lui en avait été expressément ordonnée. Ce principe, d'après lequel, dans le silence du compromis, l'arbitre prend le droit des gens pour guide, a été accepté par la pratique arbitrale¹⁶. »

Selon Ralston :

« En l'absence de directives particulières dans le compromis, il est entendu que le droit international doit toujours être considéré comme s'imposant à la commission. En règle générale, cependant, les compromis indiquent de façon spécifique, soit dans le serment exigé des arbitres ou dans d'autres clauses, qu'ils auront le pouvoir de statuer selon les règles du droit international ou « de façon équitable et juste », ou *ex aequo et bono*, ou encore conformément aux décisions d'autres tribunaux du même ordre. On a établi dans certains cas des règles spéciales s'imposant au tribunal et on a fréquemment estimé que ces règles reflètent fidèlement le droit international¹⁷. »

¹⁵ Cf. art. 9, par. 1, *supra*.

¹⁶ Mérignhac, p. 295-296.

¹⁷ Ralston, p. 53-54.

Depuis qu'on a introduit dans la juridiction internationale les dispositions de l'Article 38, paragraphe 1, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, on a eu tendance à adopter ces dispositions comme règles de fond à appliquer par les tribunaux arbitraux. Dans son article 18, l'Acte général révisé dispose :

« Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'Article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice ¹⁸. »

Des dispositions similaires ont été insérées dans de nombreux traités d'arbitrage ¹⁹. Le paragraphe ci-dessus reflète donc la pratique internationale courante.

Le problème du *non liquet*, traité dans le paragraphe 2, se pose lorsque le tribunal refuse de juger parce qu'il n'est pas suffisamment éclairé sur les faits ou sur le droit à appliquer. Le cas peut-être le plus connu d'une telle action de la part d'un arbitre se produisit à l'occasion du différend des *frontières du nord-est* entre les Etats-Unis d'Amérique et le Canada. Le Roi des Pays-Bas, siégeant comme arbitre, s'abstint de rendre une décision en raison du manque de preuves et de l'impossibilité « d'adjuger l'une ou l'autre de ces lignes à l'une desdites parties, sans blesser les principes du droit et de l'équité envers l'autre » ²⁰.

Lorsqu'un tribunal arbitral, en vue d'arriver à une décision, doit suivre les règles posées par les parties, et qu'il considère soit que ces règles sont insuffisantes pour fournir une base juridique au jugement, soit que des lacunes existent dans le droit à appliquer, on a soutenu qu'il a théoriquement le choix entre trois possibilités. Il peut demander aux parties de préciser ou de modifier lesdites règles, ou statuer sans faire cette requête, ou enfin prononcer le *non liquet*. On remarquera que le paragraphe 2 du présent article n'empêche pas le tribunal d'avoir recours aux deux premières procédures, mais qu'il l'empêche de recourir à la troisième.

D'ordinaire, le problème du *non liquet* se présente lorsque le tribunal considère qu'il y a des lacunes dans les règles que lui imposent les parties. On peut signaler quatre catégories principales de règles que les parties peuvent charger le tribunal d'appliquer. D'abord, le tribunal peut être chargé de décider selon les règles du droit international. En second lieu, le tribunal peut être chargé de décider selon les dispositions de l'Article 38, paragraphe 1, du Statut de la Cour internationale de Justice. En troisième lieu, le tribunal peut être autorisé à décider en

¹⁸ Voir également l'article 28 de cet Acte.

¹⁹ *Systematic Survey*, p. 117-118.

²⁰ Moore, t. 1, p. 133.

équité ou *ex aequo et bono*. Enfin, les parties peuvent établir pour le tribunal des règles particulières de droit ²¹.

En ce qui concerne les première et quatrième méthodes, une partie importante de la doctrine affirme que, lorsqu'un tribunal manque de bases suffisantes, qu'il s'agisse des faits ou du droit, pour fonder sa décision, son devoir est de prononcer le *non liquet*. Ainsi, A. de Lapradelle et N. Politis, dans une note concernant l'arbitrage dans l'affaire de l'*Alabama*, écrivent :

« A moins de tenir du compromis le pouvoir de juger en équité, les arbitres doivent statuer d'après les règles de droit international qu'ils reconnaissent applicables à l'espèce. Il se peut cependant qu'il n'y ait pas de règles de droit ou que les parties ne soient pas d'accord sur leur portée. Dans ce cas, le devoir des arbitres est de refuser de se prononcer. Autrement, leur sentence serait entachée d'excès de pouvoir et risquerait de rester inexécutée ²². »

T. M. C. Asser, dans une note de doctrine sur le même arbitrage, exprime une opinion semblable :

« Les tribunaux d'arbitrage peuvent prononcer le *non liquet* parce que les Etats, qui ont institué l'arbitrage, ne se doivent que l'exécution du compromis. Nommé, mais limité par le compromis, l'arbitre n'a qu'à l'appliquer; quand, dans les conditions où le compromis le place, il lui est impossible de rendre un jugement équitable ou simplement concordant, il n'a qu'à le dire ²³. »

Politis écrit :

« ...Institué accidentellement par certains Etats pour juger un conflit déterminé, il n'est tenu qu'à l'exécution du compromis. Si les éléments de fait ou de droit qu'on lui fournit ne sont pas suffisants pour lui permettre de statuer, non seulement il peut, mais il doit s'y refuser. La pratique est fixée dans ce sens et les compromis parfois la confirment ²⁴. »

Cependant, de nombreux auteurs contestent la possibilité de prononcer un *non liquet*. L'article 19 du projet de 1875 stipule que :

« Le tribunal arbitral ne peut refuser de prononcer sous le prétexte qu'il n'est pas suffisamment éclairé soit sur les faits, soit sur les principes juridiques qu'il doit appliquer. »

²¹ Voir les formules utilisées et les sources dans les commentaires sur l'article 9, par. 1, *supra*, d'où il ressort que la première et la troisième méthode ont été combinées dans la pratique.

²² Lapradelle-Politis, t. II, p. 913.

²³ *Ibid.*, t. I, p. 398.

²⁴ N. Politis, *La justice internationale* (Paris, 1924), p. 84. Dans le même sens, voir H. Lammasch, *Die Lehre von Schiedsgerichtsbarkeit in ihrem ganzen Umfange* (Stuttgart, 1914), p. 184.

Mérignhac écrit :

« Le tribunal ne peut se dispenser de statuer sous prétexte qu'il n'est pas suffisamment éclairé, soit sur les points de fait, soit sur les principes juridiques à appliquer à l'espèce (art. 19, par. 1, du règlement de l'Institut). Il ne saurait donc, comme le juge romain, en jurant *sibi non liquere*, se décharger de l'obligation de rendre sa sentence. En refusant de juger, il deviendrait moralement responsable, notamment de la guerre qui pourrait éclater. On doit dès lors admettre que l'arbitre qui a accepté sa mission est tenu de la remplir jusqu'au bout, comme un juge ordinaire... »²⁵ »

Witenberg écrit :

« Dès l'instant où les parties ont posé une question à l'arbitre, celle-ci doit être tenue comme comportant une solution. Permettre au juge de ne pas se prononcer sous prétexte d'une impossibilité de le faire, c'est écarter cette présomption sans raison véritablement déterminante »²⁶. »

Lauterpacht affirme que le droit international « est suffisamment complet pour résoudre n'importe quel différend devant un tribunal international », qu'il ne présente pas de lacunes du point de vue « du but social du droit et du principe de l'unité inhérente du droit » et qu'en conséquence, « c'est un axiome de dire que le juge est tenu de rendre une décision sur le litige qui lui est soumis »²⁷.

En ce qui concerne la deuxième méthode mentionnée ci-dessus, c'est-à-dire les affaires dans lesquelles on demande au tribunal de décider conformément aux règles établies par l'Article 38, paragraphe 1, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale et de la Cour internationale de Justice, quelques auteurs pensent que l'inclusion du troisième alinéa, savoir « les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées », élimine la possibilité du *non liquet*. Lauterpacht écrit que cet alinéa :

« ... supprime définitivement toute possibilité de lacunes au sens d'une impasse sur la voie du règlement d'un différend. L'aversion des juristes internationaux pour les *redites* ne devrait pas les empêcher d'insister sur le fait que les termes de l'Article 38 du Statut, et en particulier de son troisième alinéa, sont suffisamment larges pour fournir une réponse juridique à chaque différend. L'interdiction du *non liquet* est un des principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées »²⁸.

²⁵ Mérignhac, p. 283-284.

²⁶ Witenberg, p. 314-315.

²⁷ H. Lauterpacht, *The Function of Law in the International Community* (Oxford, 1933), p. 134-135; voir aussi p. 127-133.

²⁸ *Op. cit.*, p. 67.

Habicht écrit :

« Le chiffre 3 de l'Article 38 du Statut a pour effet que la Cour permanente de Justice internationale n'agira pas autrement dans un cas de lacune du droit positif que le juge national dans tous les systèmes de droit. S'il se présente une lacune, la Cour la comblera en « découvrant » ou en « créant » la règle nécessaire ²⁹. »

En ce qui concerne la troisième catégorie, à savoir les affaires dans lesquelles le tribunal est chargé de décider conformément à l'équité ou *ex aequo et bono*, il semble clair que le problème des lacunes du droit puisse difficilement être soulevé. Ici, le danger est plutôt que, alors qu'il déclare fonder sa décision sur un raisonnement juridique et raisonnement par analogie comme le ferait un juge ³⁰, le tribunal pourrait, sous le manteau de la décision *ex aequo et bono*, parvenir en fait à sa décision de façon arbitraire et en se fondant sur des vues personnelles ³¹.

Le paragraphe 2 du présent article exclut la possibilité d'un *non liquet* et doit être compris comme rédigé en termes obligatoires. Il déclare catégoriquement que, sous prétexte de « silence ou d'obscurité du droit international ou du compromis », le tribunal n'est pas fondé à « prononcer le *non liquet* ».

Comme on l'a signalé dans les commentaires sur l'article premier, le présent projet de convention ne fait pas de distinction entre différends juridiques et différends non juridiques. L'article 12 s'applique donc aux deux catégories de différends. Si des parties à la convention prenaient l'engagement de soumettre à l'arbitrage des différends qu'elles ne voudraient pas voir régler selon les règles de droit international dont fait mention l'Article 38, paragraphe 1, du Statut de la Cour internationale de Justice, ces parties auraient donc à préciser quels sont les autres principes ou règles qu'elles désirent voir appliquer par le tribunal arbitral. Cette méthode semble conforme à la pratique existante ³².

Article 13

1. Toutes les décisions sont prises à la majorité des membres du tribunal.

2. A défaut d'accord entre les parties sur la procédure du tribunal, le tribunal est compétent pour formuler ses règles de procédure.

²⁹ M. Habicht, *Le pouvoir du juge international de statuer « ex aequo et bono »*, *Rec. A.D.I.* (1934), t. III, p. 292.

³⁰ Voir le commentaire à l'article 9, par. 1, *supra*.

³¹ Witenberg, p. 314.

³² Cf. la déclaration faite par le Président de la Commission du droit international à la 387ème séance de la Sixième Commission de l'Assemblée générale, A/C.6/L.320, par. 15.

La règle de la majorité a été généralement admise dans les arbitrages internationaux et inscrite dans les compromis. Des doutes s'élèvent quelquefois dans le silence des compromis à cet égard. Conformément à l'article 5 du Traité Jay de 1794 entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis³³, la détermination du cours véritable de la rivière Sainte-Croix (affaire dite de la *frontière du nord-est*) a été référée à trois commissaires, un nommé par chaque gouvernement et un troisième à choisir par les deux commissaires nationaux. Quand les Commissaires américain et britannique se réunirent, ils constatèrent que la rédaction de leurs mandats ne concordait point, le Commissaire américain étant autorisé à prendre une décision « avec les autres commissaires » alors que le mandat du Commissaire britannique était d'arriver à une décision « avec les deux autres commissaires » ou par « la majorité des trois en question ». L'*Attorney-General* des Etats-Unis informa le Secrétaire d'Etat que les voix concurrentes des trois commissaires étaient nécessaires pour arriver à une décision. Toutefois, ni le Gouvernement de la Grande-Bretagne, ni celui des Etats-Unis ne voulurent accepter ce point de vue. Dans ses instructions au Commissaire américain, le Secrétaire d'Etat (après avoir souligné que l'objet de l'arbitrage était de vider le litige d'une manière définitive) déclarait :

« La nature de telles transactions entre parties litigantes confirme la justesse de cette opinion, à savoir que la décision a force obligatoire si deux des trois sont d'accord; car lorsque chacune en a choisi un, ou un nombre égal, un autre est nommé en vue d'assurer une majorité d'un côté ou de l'autre : l'un des objectifs les plus importants, dans l'examen d'un point litigieux, étant de mettre fin au litige³⁴. »

Une discussion s'éleva aussi au sujet de ce qu'on a appelé la sentence Halifax, prononcée par la Commission réunie à Halifax, Nouvelle-Ecosse (Canada), et établie en vertu du Traité de Washington conclu le 8 mai 1871 entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique. Ce traité, outre des dispositions concernant les obligations d'un Etat neutre, contenait des stipulations relatives à des sujets variés qui avaient fait l'objet de controverses entre les deux pays. Parmi eux, figurait le différend relatif à la compensation à verser à la Grande-Bretagne en contrepartie de certains privilèges de pêche accordés aux citoyens américains en vertu de l'article 18 du traité. Quatre commissions arbitrales avaient été constituées par le traité pour se prononcer sur différentes questions. Pour trois d'entre elles, il était expressément prévu qu'une décision à la majorité suffirait (art. 2, 10 et 13). Cette stipulation n'existait pas dans le cas de la Commission de Halifax (art. 22-25). C'est pourquoi les Etats-Unis alléguèrent que l'on devait en déduire que

³³ De Martens, *Recueil*, t. V, p. 650-652.

³⁴ Moore, *A Digest of International Law*, t. VII, p. 36.

« l'on n'avait pas eu l'intention d'investir une majorité de la commission du pouvoir de rendre une sentence »³⁵.

Le Gouvernement britannique, répondant à cette allégation, cita Halleck, Bluntschli et Calvo, pour établir que la décision de la majorité des membres lie la minorité, à moins de dispositions contraires. Lord Salisbury fit observer « ... qu'il avait la conviction que le Gouvernement des Etats-Unis ne voudrait pas, après réflexion, voir dans le point de vue qu'il avait fait valoir, des raisons suffisantes pour considérer comme entachée de nullité la décision adoptée par la majorité de la Commission »³⁶. Finalement, bien qu'en protestant, le Gouvernement des Etats-Unis paya la moitié de la somme allouée³⁷.

Dans ses commentaires sur cette affaire, Moore déclare :

« Si dans la pratique internationale générale, fondée sur l'autorité du droit international, les voix de la majorité d'une commission arbitrale suffisent pour une décision, on peut en déduire naturellement que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, dans leurs rapports entre eux ou avec d'autres puissances en tant que nations indépendantes, entendaient observer cette pratique, à moins qu'ils n'aient expressément été d'accord pour y renoncer »³⁸. »

Comme on le voit, la règle générale de la pratique internationale est celle énoncée au paragraphe 2 de l'article ci-dessus, malgré les doutes qui se sont parfois élevés à ce sujet. Elle est confirmée par l'article 78 de la Convention de La Haye de 1907, l'article 27 du projet de convention pour une Cour de justice arbitrale³⁹ et l'article 55 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale et de la Cour internationale de Justice. On remarquera cependant que, alors que le texte anglais du Statut de la Cour permanente prévoyait que « *all questions shall be decided by a majority of the judges present at the hearing* », les mots « *at the hearing* » ont été omis dans l'Article 55 du Statut de la Cour internationale de Justice. On a fait remarquer que « les changements apportés à la version anglaise de cet article correspondent à la version française qui, rédigée en 1920, a été maintenue »⁴⁰.

Lorsqu'un membre d'un tribunal arbitral s'abstient de voter, l'opinion des auteurs semble être que l'abstention doit être considérée comme un vote négatif⁴¹. Hudson déclare que « l'abstention d'un membre présent doit être constatée et est, quelquefois, comptée comme un vote

³⁵ Moore, t. I, p. 750.

³⁶ *Ibid.*, p. 751.

³⁷ *Ibid.*, p. 753.

³⁸ Moore, *Digest of International Law* (1906), t. VII, p. 37-23.

³⁹ Scott, *The Reports of the Hague Conferences of 1899 and 1907* (Oxford, 1917), p. 230.

⁴⁰ Hudson, *The Twenty-Fourth Year of the World Court, A.J.I.L.* (1946), t. XL, p. 40.

⁴¹ Voir Witenberg, p. 281; Lammasch, *Die Rechtskraft Internationaler Schiedssprüche* (Christiana, 1913), p. 88.

négalif »⁴². Voir aussi l'article 51 de la Convention de La Haye de 1899 qui prévoit que toute abstention doit être constatée dans les procès-verbaux du tribunal.

Le paragraphe 2 du présent article complète les dispositions de l'article 9, paragraphe 3, et prévoit le cas où le compromis est silencieux en ce qui concerne les règles de procédure et où les parties ne se sont pas autrement mises d'accord à ce sujet. Le paragraphe est déclaratoire quant au pouvoir inhérent aux tribunaux arbitraux de formuler leurs propres règles de procédure, même en l'absence, dans le compromis, d'une autorisation expresse. Ce pouvoir est reconnu par quelques codes antérieurs de procédure arbitrale⁴³ et par certains juristes⁴⁴. Il est essentiel que les différentes phases de l'instance — présentation des mémoires, plaidoiries, activités du tribunal — soient réglées par les parties ou par le tribunal. Sans une procédure bien réglée, il ne peut y avoir de procès judiciaire.

Article 14

Les parties sont égales dans toute procédure devant le tribunal.

Commentaires

Cet article énonce un principe fondamental de procédure dont l'observation est essentielle pour le bon fonctionnement du tribunal. Il est implicite dans cet article que, pendant la marche d'une affaire devant le tribunal, les parties doivent être traitées avec une entière impartialité. Cependant, en plus de la notion de l'impartialité, l'article met en jeu certains principes fondamentaux de procédure qui constituent pour le tribunal des conditions indispensables à l'exercice de son pouvoir. Ainsi, un Etat doit, dans tout arbitrage international, pouvoir se prévaloir de certains droits fondamentaux de procédure, dont aucun Etat ne consentirait à être privé. Ces droits de procédure doivent, cependant, être fondamentaux en ce sens qu'ils doivent influencer directement sur les intérêts des parties, au point d'avoir un effet décisif sur la sentence. C'est ainsi que l'adage *audire alteram partem* est une règle élémentaire pour la bonne administration de la justice. A ce sujet, on peut se référer à Bluntschli, qui dit :

« Les arbitres, étant revêtus de fonctions quasi judiciaires, doivent respecter les principes fondamentaux de la procédure. Leur décision ne peut être attaquée pour de simples vices de forme, mais elle sera nulle s'ils ont violé d'une manière directe et évidente les principes généraux de la procédure; s'ils ont, par exemple, interdit aux parties

⁴² Hudson, *International Tribunals*, p. 115.

⁴³ Convention de La Haye de 1907, art. 74; projet de 1875, art. 12 et 15; Code de la paix mexicain, art. 44.

⁴⁴ Ralston, p. 204; D. V. Sandifer, *Evidence before International Tribunals* (Chicago, 1939), p. 28-29.

de formuler leur demande ou de réfuter les prétentions de leur adversaire, celles-ci ne seront pas tenues de se soumettre à une décision aussi arbitraire ⁴⁵. »

De même, Fauchille écrit :

« Est-ce à dire que la sentence de l'arbitre sera, toujours et dans tous les cas, forcément obligatoire ? Non, assurément : faut-il encore que la sentence soit valable en elle-même et régulièrement rendue. Les auteurs [voir dans Mérignhac, *Traité de l'arbitrage international* (1893), p. 306 et suiv., les opinions d'un certain nombre d'auteurs] sont généralement d'accord pour reconnaître que la sentence arbitrale n'est point obligatoire :

» 1. ...

» 2. Si l'une des parties n'a pas été entendue et mise à même de faire valoir ses moyens et ses preuves ⁴⁶. »

Le principe du présent article peut être illustré par les *Umpire cases* qui se sont présentés devant la Commission colombo-américaine. Cette commission fut établie en vertu d'une Convention du 10 février 1864 pour décider de certaines réclamations, y compris certaines décisions de surarbitres d'une commission antérieure, dont la validité était contestée par la Colombie. La Colombie alléguait que ces décisions avaient été rendues avant que le commissaire colombien ait eu l'occasion d'examiner leur bien-fondé. Elle soutint, par conséquent, qu'elles étaient nulles et non avenues, et cela en vertu du traité, et du principe universel de justice suivant lequel aucune partie ne peut être condamnée avant d'avoir présenté sa défense. Cette thèse paraît avoir été acceptée par le sur-arbitre à la Commission de 1864; quatre des cinq affaires en question furent revisées, et les demandes formellement rejetées ⁴⁷.

Les conséquences de l'inobservation du principe consacré par l'article ci-dessus sont mentionnées à l'article 30, c ⁴⁸.

Article 15

1. Le tribunal est maître de l'admissibilité des preuves présentées et juge de leur valeur probatoire.

2. Les parties doivent collaborer avec le tribunal à l'administration des preuves et obtempérer aux mesures ordonnées à cette fin. Le tribunal prend acte du refus de l'une des parties de se conformer aux prescriptions du présent paragraphe.

3. Le tribunal a le pouvoir, à toutes les phases de la procédure, de se faire présenter les preuves qu'il juge éventuellement nécessaires.

⁴⁵ Bluntschli, *Le droit international codifié* (Paris, 1886), p. 289.

⁴⁶ Fauchille, *Traité de droit international public* (Paris, 1926), t. I, part. 3, p. 552. •

⁴⁷ Moore, t. II, p. 1396-1409.

⁴⁸ Voir les commentaires sur cet article *infra*.

4. A la requête de l'une des parties, le tribunal peut décider une descente sur les lieux, pourvu que la partie requérante offre d'en faire les frais.

Commentaires

Paragraphe 1. — La règle posée par le paragraphe 1, selon laquelle le tribunal est maître de l'admissibilité des preuves et juge de leur valeur probatoire, a de nombreux précédents⁴⁹. Un tribunal international n'est pas tenu de suivre les règles de droit interne régissant la preuve, et il ne serait pas souhaitable qu'il inclinât en faveur d'un système juridique particulier⁵⁰. Ainsi, dans l'affaire *William Parker*, la Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique a déclaré :

« Pour la gouverne des agents respectifs, la Commission déclare que, tout appropriées que puissent être les règles techniques de la preuve dans le système juridique des Etats-Unis ou du Mexique telles qu'elles s'appliquent à la procédure devant leurs tribunaux nationaux, elles sont inutiles pour juger de l'admissibilité et de la valeur probatoire de la preuve devant les tribunaux internationaux. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles de telles règles techniques ne sont pas applicables ici; c'est ainsi, entre autres, que la Commission n'a pas le pouvoir que possèdent leurs tribunaux nationaux de citer des témoins à comparaître, ni d'envoyer des sommations, afin d'entendre des dépositions. La Commission décide de façon expresse qu'on ne peut introduire et appliquer ici des règles nationales restrictives de procédure ou d'administration de la preuve, en les qualifiant « principes universels du droit » ou « théorie générale du droit », et ainsi de suite. Au contraire, la plus grande libéralité doit régner en ce qui concerne l'admission des preuves devant cette commission, dont la tâche est de découvrir l'entière vérité au sujet de toute réclamation qui lui est soumise⁵¹. »

Des déclarations similaires furent faites par d'autres Commissions mexicaines de réclamations⁵².

Dans l'affaire *Pelletier*, tranchée par la Commission Etats-Unis-Haïti instituée en vertu du Protocole du 26 mai 1876, différents documents furent présentés comme preuves. L'admissibilité de certains de ces documents fut contestée. L'arbitre déclara qu'il accepterait « tous documents présentés régulièrement dans l'affaire mais ne leur accorderait que la valeur probatoire qu'ils sembleraient mériter ». Il ajouta « qu'il ne

⁴⁹ Convention de La Haye de 1907, art. 74 et 75; règlement de la Commission de réclamations Etats-Unis-Panama, établie en vertu des Conventions du 28 juillet 1926 et du 17 décembre 1932, art. 23; Statut de la Cour internationale de Justice, Art. 49; on trouvera, *infra*, des exemples d'affaires qui ont porté sur cette question.

⁵⁰ Voir D. V. Sandifer, *Evidence before International Tribunals* (Chicago, 1939), p. 21.

⁵¹ *Rec. des sentences arbitrales*, t. IV, p. 39.

⁵² Feller, p. 258.

pensait pas que les règles techniques du *common law* concernant l'administration de la preuve étaient adaptées aux circonstances de l'affaire. Il était disposé à baser sa décision sur n'importe quelle preuve satisfaisante concernant les faits »⁵³.

Dans une décision rendue le 24 juillet 1930, dans l'affaire *Shufeldt*, par un tribunal constitué en vertu de l'échange de notes du 2 novembre 1929 entre les Etats-Unis et le Guatemala, l'arbitre déclara :

« Quant à la question de la preuve, dont on discuta quelque peu, je peux signaler, en examinant les précédents cités par les deux parties, qu'il est clair que les tribunaux internationaux, qui ne sont pas du tout aussi stricts que les tribunaux nationaux, ne peuvent être liés par les règles nationales de la présentation et de l'admissibilité de la preuve. Il appartient en toutes circonstances au tribunal international de décider de la valeur de toute preuve fournie »⁵⁴.

Dans l'affaire *Oscar Chinn*, tranchée le 12 décembre 1934 par la Cour permanente de Justice internationale, le juge Van Eysinga fit observer que : « la Cour n'est liée par aucun système de preuve » et que « sa tâche est de collaborer à l'établissement de la vérité objective »⁵⁵.

De même, dans sa décision d'arbitrage sur la question des frontières entre la Guyane française et le Brésil, le Conseil fédéral suisse déclara, à propos de l'affirmation de la France selon laquelle on devait exclure une preuve nouvelle présentée par le Brésil dans son contre-mémoire et ne répondant pas spécifiquement aux allégations contenues dans le mémoire :

« L'arbitre estime qu'il n'est pas réduit à s'en tenir aux allégations des parties et aux moyens de preuve qu'elles invoquent. Il ne s'agit pas, pour lui, de trancher un différend de droit civil, selon les voies de procédure civile, mais d'établir un fait historique; il doit rechercher la vérité par tous les moyens qui sont à sa disposition »⁵⁶.

On peut distinguer deux questions dans le paragraphe 1 : 1) l'admissibilité de la preuve et 2) la valeur probatoire de la preuve admise.

Sur la première question, celle de l'admissibilité, la pratique des tribunaux internationaux est conforme au paragraphe 1 : les tribunaux ont complète liberté pour décider si une preuve particulière doit être admise ou non. La pratique internationale de l'admission de la preuve a tendu à suivre le droit romain dans sa liberté vis-à-vis des règles techniques et restrictives, car on a considéré que les membres des tribunaux étaient qualifiés pour juger de la valeur probatoire de toute preuve présentée. Comme la plupart des règles du droit anglo-saxon concer-

⁵³ Moore, t. II, p. 1752-1753, voir aussi Mérignhac, p. 269.

⁵⁴ Department of State, *Arbitration Series* (Washington, 1932), No 3, p. 852.

⁵⁵ C.P.J.I., sér. A/B, No 63, p. 146.

⁵⁶ Sentence du Conseil fédéral suisse dans la question des frontières de la Guyane française et du Brésil, 1900, La Fontaine, p. 570.

nant l'admissibilité, la pertinence et la force probatoire des preuves ont été établies à partir du système du jury, ces règles sont inutiles dans le cas des tribunaux internationaux, où le jury est inconnu.

En d'autres termes, le régime des preuves qui existe en droit anglo-saxon, à la fois dans les affaires criminelles et civiles, trouve sa raison d'être dans une pratique qui, depuis des siècles, laisse l'appréciation des faits à un jury de non-juristes. Ces derniers ne sont pas accoutumés à déterminer la valeur probatoire de la preuve présentée. En conséquence, on a établi un ensemble de règles techniques de preuve pour empêcher le jury d'attribuer une valeur trop grande à certains types de preuves, ou quelque valeur que ce soit à certains autres types, comme la preuve par ouï-dire, etc. Cependant, comme on demande fréquemment aux tribunaux internationaux de trancher des questions non seulement de droit, mais aussi de fait, et que ces tribunaux sont composés de juristes qualifiés pour juger de la valeur d'une preuve, la nécessité de règles techniques pour traiter le problème de la preuve n'existe pas. Les Etats s'en sont remis aux arbitres du soin d'apprécier toutes preuves que les parties jugent bon de soumettre. En outre, on doit tenir compte d'un autre facteur : il est souvent difficile de fournir au tribunal des preuves répondant aux normes plus strictes qu'exige la majorité des systèmes juridiques nationaux. Par exemple, le principe de la souveraineté territoriale des Etats, fait qu'il est impossible à un Etat de pénétrer sur le territoire d'un autre Etat en vue de recueillir des preuves pour défendre sa cause devant le tribunal international, du moins sans le consentement de cet autre Etat ⁵⁷. La Cour internationale de Justice a déclaré :

« Le contrôle territorial exclusif exercé par l'Etat dans les limites de ses frontières n'est pas sans influence sur le choix des modes de preuve propres à démontrer cette connaissance. Du fait de ce contrôle exclusif, l'Etat victime d'une violation du droit international se trouve souvent dans l'impossibilité de faire la preuve directe des faits d'où découlerait la responsabilité. Il doit lui être permis de recourir plus largement aux présomptions de fait, aux indices ou preuves circonstanciels (*circumstantial evidence*) ⁵⁸. »

La deuxième question est celle de l'appréciation de la preuve. On peut dire qu'en ce qui concerne l'appréciation de la preuve, les tribunaux internationaux possèdent une liberté aussi complète qu'en matière d'admissibilité. Le projet de 1875 stipule qu'en l'absence de toute disposition contraire dans le compromis, le tribunal devrait avoir le pouvoir :

« ...de statuer, selon sa libre appréciation, sur l'interprétation des documents produits et généralement sur le mérite des moyens de preuve présentés par les parties. »

⁵⁷ Voir à ce sujet l'affaire du *détroit de Corfou* (fond), C.I.J. Recueil, 1949, p. 34.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 18.

La Cour permanente de Justice internationale appliqua le même principe, quoiqu'il n'apparût ni dans son Statut, ni dans son règlement. Dans ses propositions du 31 décembre 1925 relatives à l'amendement de certains articles du règlement de la Cour, le juge Huber déclarait que les parties « peuvent présenter toutes preuves qu'elles jugent utiles, et la Cour est entièrement libre d'en tenir compte dans la mesure où elle juge ces preuves pertinentes »⁵⁹. Dans l'*Affaire relative à certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise* (fond), la Cour elle-même déclara, dans son jugement du 25 mai 1926, qu'elle avait « toute liberté d'apprécier les allégations faites par les parties »⁶⁰.

Une entière liberté en matière d'appréciation des preuves présentées a été également reconnue aux tribunaux arbitraux mixtes⁶¹, et à la Commission de conciliation franco-italienne en vertu de l'article 14, paragraphe 1, de ses règles de procédure⁶².

Sous la règle de droit anglo-saxon connue sous le nom de règle de la « meilleure preuve » (*best evidence*) on insiste d'ordinaire sur la production de documents originaux. Cependant devant un tribunal international, la pratique courante est d'accepter une copie certifiée conforme comme preuve suffisante du contenu de l'original. Voir, par exemple, la disposition suivante du protocole du 24 avril 1934 entre les Etats-Unis et le Mexique, relatif aux réclamations présentées à la Commission générale des réclamations créée par la Convention du 8 septembre 1923 :

« Il n'est pas nécessaire de produire des documents originaux, mais ils doivent tous être certifiés conformes à l'original lorsque tel est le cas. Lorsqu'il est déposé un document qui n'est pas conforme à l'original, on doit l'indiquer dans le certificat⁶³. »

Le facteur déterminant, dans l'évaluation de la preuve, doit être nécessairement le bon sens juridique du tribunal lui-même. Comme le déclarait le commissaire Nielsen, dans son opinion sur l'affaire *Mallen*, qui fut jugée en 1926 par la Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, le tribunal :

« ... peut et doit appliquer les principes reconnus qui étaient les règles de la preuve et, bien entendu, doit raisonner selon le bon sens

⁵⁹ C.P.J.I., sér. D, No 2 (add.), p. 249-250.

⁶⁰ C.P.J.I., sér. A, No 7, p. 73.

⁶¹ Voir l'article 88 des règlements de procédure du tribunal arbitral mixte franco-allemand, *Rec. T.A.M.*, t. I, p. 36.

⁶² *Rec. C.C. franco-italienne*, t. I, p. 28.

⁶³ Malloy, *Treaties, Conventions, International Acts, etc., between the United States and other Powers*, t. IV (1923-1937), p. 4494; voir aussi Commission mixte des réclamations Etats-Unis-Grande-Bretagne de 1871, règlement de procédure, art. 9, *Hale's Report*, 1874, p. 171-179; Commission de réclamations Etats-Unis-Venezuela de 1903, règlement de procédure, art. VIII, *Ralston's Report* (1904), p. 7; Commission mixte de réclamations Etats-Unis-Chili de 1892, règlement de procédure, art. XVI, *Minutes of Proceedings* (1894), p. 24; Commission mixte de réclamations Allemagne-Etats-Unis de 1922, règlement de procédure, art. V, a, *Bonyng's Report* (1934), p. 261; Commission tripartite de réclamations Etats-Unis-Autriche et Hongrie, 12 décembre 1925, règlement de procédure, art. VIII, c, *Bonyng's Report* (1930), p. 47, 52.

commun en considérant la force probatoire des choses qui lui sont soumises comme preuves ⁶⁴. »

Paragraphe 2. — Le principe établi par le paragraphe 2 du présent article était clairement reconnu par l'article 75 de la Convention de La Haye de 1907, qui stipulait ce qui suit :

« Les parties s'engagent à fournir au tribunal, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible, tous les moyens nécessaires pour la décision du litige. »

On doit, pour comprendre ce principe, se rappeler que, les parties étant des Etats souverains, les tribunaux internationaux n'ont pas, en général, le pouvoir d'obliger les témoins à comparaître ou d'ordonner la production de preuves par écrit. C'est pourquoi l'Article 49 du Statut de la Cour internationale de Justice permet simplement à la Cour de « demander » de produire tous documents, etc. Le texte de l'article est le suivant :

« La Cour peut, même avant tout débat, demander aux agents de produire tout document et de fournir toutes explications. En cas de refus, elle en prend acte. »

Aussi, les tribunaux internationaux dépendent singulièrement de la diligence et de la correction des parties pour obtenir les preuves nécessaires à la solution des problèmes qui leur sont posés. C'est pourquoi les Etats parties à un litige international se doivent, plus encore que les parties à des litiges devant les tribunaux nationaux, de produire les preuves qu'ils possèdent.

Dans l'affaire *Kalklosch* (réclamation pour mauvais traitements), tranchée en 1928 par la Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, il a été décidé que, la preuve contenue dans le mémoire n'étant pas réfutée, elle devait être admise. La thèse du Gouvernement mexicain était que certains documents officiels, si on pouvait les obtenir, permettraient de réfuter la réclamation, mais que ces documents avaient été détruits lors de troubles révolutionnaires; la Commission a considéré que cette allégation n'était « pas une explication satisfaisante du manque de preuve de cette sorte » ⁶⁵.

La même Commission a décidé aussi que, dans un cas où un gouvernement demandeur avait présenté une requête qui, à première vue, était bien fondée, la non-présentation de preuves par le gouvernement défendeur ne devait pas porter préjudice au gouvernement demandeur ⁶⁶.

Le principe de la coopération en matière de preuve a été également reconnu dans plusieurs clauses de traités; par exemple, dans la clause

⁶⁴ *Rec. des sentences arbitrales*, t. IV, p. 182; voir également Lalive, *Quelques remarques sur la preuve devant la Cour permanente et la Cour internationale de Justice* dans l'*Annuaire suisse de droit international*, t. VII, 1950, p. 77-103.

⁶⁵ *Rec. des sentences arbitrales*, t. IV, p. 414.

⁶⁶ Voir *Pomeroy's El Paso Transfer Co.*, *op. cit.*, p. 555, et *Lillie S. Kling, op. cit.*, p. 582.

suivante de l'article 4, paragraphe 3, du Traité du 8 mai 1871, soumettant à l'arbitrage les réclamations de l'*Alabama* :

« Si, dans l'affaire soumise aux arbitres, l'une ou l'autre des parties cite un rapport ou document en sa possession exclusive, ou y fait allusion, sans joindre la copie, elle sera tenue, si l'autre partie le juge bon, de lui fournir cette copie; et chacune des parties peut, par l'intermédiaire des arbitres, demander à l'autre de fournir les originaux ou les copies certifiées conformes de tout document produit comme preuve, en lui donnant dans chaque cas le délai jugé raisonnable par les arbitres ⁶⁷. »

On trouve des clauses énonçant ce même principe dans l'article 7 de l'Accord d'arbitrage du 7 septembre 1910 dans l'*Affaire des pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique* ⁶⁸ et dans l'article 25 du règlement de procédure de la Commission générale de réclamations Etats-Unis-Panama ⁶⁹.

Dans son arrêt du 12 juillet 1929, en l'*Affaire relative au paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens émis en France*, la Cour permanente de Justice internationale a parlé de la collaboration des parties à la détermination des principes nationaux de droit. La Cour a déclaré :

« Tout en étant tenue d'appliquer le droit interne lorsque les circonstances l'exigent, la Cour, qui est une juridiction de droit international, et qui, en cette qualité, est censée connaître elle-même ce droit, n'est pas obligée de connaître également les lois nationales des différents pays. Tout ce qu'on peut admettre à cet égard, c'est qu'elle pourrait être éventuellement obligée de se procurer la connaissance du droit interne qu'il y a lieu d'appliquer; et cela, soit à l'aide des preuves que lui fournissent les parties, soit à l'aide de toutes recherches, auxquelles la Cour jugerait convenable de procéder ou de faire procéder ⁷⁰. »

La dernière phrase du paragraphe 2 du présent article, aux termes de laquelle le tribunal « prend acte du refus de l'une des parties de se conformer aux prescriptions du présent paragraphe », est à rapprocher de l'Article 49 du Statut de la Cour internationale de Justice qui dispose, dans sa dernière phrase : « En cas de refus, elle en prend acte. » Cette expression se retrouvait également dans l'Article 49 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. Son origine est dans l'article 69 de la Convention de La Haye de 1907, qui dispose :

« Le tribunal peut, en outre, requérir des agents des parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus, le tribunal en prend acte. »

⁶⁷ Moore, t. I, p. 549.

⁶⁸ J. B. Scott, *The Hague Court Reports*, p. 152.

⁶⁹ *American and Panamanian General Claims Arbitrations under Convention of 28 July 1926 and 17 December 1932, Report of Bert L. Hunt*, p. 849.

⁷⁰ C.P.J.I., sér. A, No 21, p. 124.

Il n'existe guère d'exemples de refus de produire des documents. La Cour permanente de Justice internationale n'eut jamais à exercer son pouvoir de prendre acte de ce refus. Toutefois, dans l'affaire du *détroit de Corfou (fond)*, la Cour internationale de Justice, se référant à l'Article 49, déclara ce qui suit :

« Conformément à l'article 49 du Statut de la Cour et à l'article 54 de son règlement, la Cour a demandé à l'agent du Royaume-Uni de produire les documents intitulés XCU pour l'usage de la Cour. Ces documents ne furent pas produits, l'agent arguant du secret naval, et les témoins s'abstinrent de répondre aux questions relatives à ces documents. Il n'est par conséquent pas possible de connaître la portée réelle de ces ordres militaires. La Cour ne peut toutefois tirer du refus de communication de l'ordre en question des conclusions différentes de celles que l'on peut tirer des faits tels qu'ils se sont effectivement déroulés. L'agent du Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré que les instructions contenues dans cet ordre concernaient exclusivement l'éventualité d'un tir de la côte, éventualité qui ne s'est pas produite ⁷¹. »

Paragraphe 3. — Le pouvoir conféré au tribunal, par le paragraphe 3 du présent article, de se faire présenter les preuves a comme précédent l'article 39 du Code de la paix mexicain, qui est le suivant :

« Le tribunal peut, en outre, requérir des parties la présentation de toutes sortes de faits et demander toutes les explications nécessaires. En cas de refus, le tribunal le fera constater. »

Voir également l'Article 49 du Statut de la Cour internationale de Justice, cité ci-dessus dans les commentaires sur le paragraphe 2.

L'exercice de ce pouvoir par les tribunaux arbitraux mixtes se retrouve dans les exemples suivants : dans l'affaire *Henry c. Etat allemand*, jugée le 22 septembre 1922 par le tribunal arbitral mixte franco-allemand, le tribunal ordonna une enquête pour obtenir des témoins la preuve de certains faits contestés ⁷². Dans l'affaire *Mme Victor Geormaneanu c. Etat allemand*, jugée le 11 janvier 1929 par le tribunal arbitral mixte germano-roumain, le tribunal soutint qu'il ne pouvait juger l'affaire simplement sur la base de la procédure écrite et posa de nombreuses questions à la demanderesse afin d'établir certains faits décisifs ⁷³. Le règlement intérieur des tribunaux arbitraux mixtes contenait une disposition leur permettant d'ordonner de telles enquêtes et de désigner des experts ⁷⁴.

On trouve des dispositions dans le même sens dans les articles 11, paragraphe 3, et 14, paragraphes 3 et 4, du règlement de procédure de

⁷¹ C.I.J., *Recueil* (1949), p. 32.

⁷² *Rec. T.A.M.*, t. III, p. 67.

⁷³ *Rec. T.A.M.*, t. VIII, p. 914.

⁷⁴ Voir par exemple l'article 56 du règlement de procédure du tribunal arbitral mixte germano-belge, *Recueil T.A.M.*, t. I, p. 40.

la Commission de conciliation franco-italienne⁷⁵. A plusieurs reprises, la Commission, agissant en vertu de l'article 11, paragraphe 3, a ordonné à l'une des parties de produire certains documents. Par exemple, dans la décision qu'elle a rendue le 18 novembre 1948 dans l'affaire *Dervillé c. Figaia*, la Commission a ordonné la production du dossier relatif à une instance antérieure introduite par Mlle Dervillé devant un tribunal italien⁷⁶. Dans la même affaire, par la décision qu'elle a rendue le 15 janvier 1949, la Commission a ordonné la production d'un dossier du Ministère italien de l'intérieur⁷⁷.

L'Article 48 du Statut de la Cour internationale de Justice autorise la Cour à prendre toutes les mesures que comporte l'administration des preuves. Ainsi, dans l'affaire du *détroit de Corfou*, la Cour désigna des experts qui effectuèrent une « enquête sur les lieux »⁷⁸.

Paragraphe 4. — Le paragraphe 4 du présent article, relatif à la descente sur les lieux, a plusieurs précédents. Par exemple, dans l'arbitrage du *Meerauge* entre l'Autriche et la Hongrie, sur le tracé que la frontière devait suivre entre la Galicie et la Hongrie près du lac de Meerauge, le tribunal effectua un long voyage sur le lac et dans les environs⁷⁹. Citons aussi le voyage effectué, dans la région contestée, par le tribunal norvégéo-suédois de la Cour permanente d'arbitrage, constitué en vue de définir la frontière maritime entre la Norvège et la Suède⁸⁰. De même, dans l'arbitrage entre la Grande-Bretagne et la Belgique dans l'affaire *Ben Tillet*, l'arbitre se rendit à Anvers et à la prison où Tillet était détenu, en vue de mieux connaître les faits⁸¹.

Le Statut et le règlement de la Cour internationale de Justice ne mentionnent pas expressément la descente sur les lieux. L'Article 44, paragraphe 2, parle cependant de « faire procéder sur place à l'établissement de tous moyens de preuve ». La Cour permanente de Justice internationale a eu recours à cette méthode d'établissement de la preuve. Dans l'*Affaire des prises d'eau à la Meuse*, après que l'agent des Pays-Bas eut terminé son premier exposé oral, l'agent belge suggéra que la Cour fit une descente sur les lieux afin de permettre aux juges de voir les canaux, les voies fluviales et les installations en question. L'agent des

⁷⁵ *Rec. C.C. franco-italienne*, t. I, p. 27 et 28.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 41.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 46.

⁷⁸ Affaire du *détroit de Corfou*, ordonnance du 17 décembre 1948, *C.I.J., Recueil*, 1948, p. 124; décision de la Cour du 17 janvier 1949, *C.I.J. Recueil*, 1949, p. 151; *Documents de l'affaire du détroit de Corfou*, t. VI, sixième partie (correspondance), p. 257-274.

⁷⁹ La sentence fut rendue le 13 septembre 1902; voir De Martens, *Nouveau Recueil général*, 3ème sér., t. III, p. 71.

⁸⁰ La sentence fut rendue le 23 octobre 1909, voir De Martens, *ibid.*, p. 85.

⁸¹ Grande-Bretagne-Belgique, tribunal arbitral, 1898, *British Parliamentary Papers*, C. 7235, 1899.

Pays-Bas ne fit pas d'objection et, à la demande de la Cour, les deux agents proposèrent un itinéraire qui fut suivi les 14 et 15 mai 1937⁸².

En ce qui concerne les tribunaux arbitraux mixtes, le règlement de procédure du tribunal arbitral mixte franco-allemand, par exemple, autorisait la descente sur les lieux⁸³.

Aux termes de l'article 14, paragraphe 4, de son règlement de procédure, la Commission de conciliation franco-italienne peut décider de procéder à une descente sur les lieux visés dans le différend⁸⁴.

Voir également M. O. Hudson, *Visits by International Tribunals to Places concerned in Proceedings*, A.J.I.L., (1949) t. XXXI, p. 696.

Article 16

Le tribunal statue sur toutes demandes incidentes, additionnelles ou reconventionnelles, qu'il estime en connexité directe avec l'objet du litige.

Commentaires

Dans certains systèmes de procédure civile, on trouve les expressions techniques « demande additionnelle » et « demande incidente ». Le *Nouveau répertoire de droit* de Dalloz, Paris, 1948, t. II, p. 778-779, consacre une rubrique à l'*Incident* (appelé également à la page 778 *Demande additionnelle*). Voir aussi *ibid.*, p. 17-19, et Dalloz, *Nouveau répertoire de droit, mise à jour 1952*, Paris, 1952, p. 140, la rubrique *Demande nouvelle* consacrée aux demandes additionnelles. Pour ce qui est des demandes incidentes, voir les articles 337 et 338 du Code français de procédure civile et, pour les demandes additionnelles, les articles 464 et 465.

Bien qu'en général les systèmes de procédure anglo-saxons ne connaissent pas d'expression technique telle que demande « additionnelle » ou « incidente », une pratique similaire, mais pas tout à fait identique, y existe sous le nom de « *amending the pleadings* ». Dans le passage suivant, H. Feller assimile la pratique suivie dans les systèmes de droit issus du droit romain à celle du *common law*, sous le titre général de « *amendment of conclusions* » (l'équivalent sans doute le plus proche de « demandes nouvelles »).

« On a vu qu'il n'existe, dans le Statut et le règlement [de la C.P.J.I.] aucune disposition relative à l'amendement, et il semble difficile de prétendre qu'une telle omission impose des limites strictes en la

⁸² Voir C.P.J.I., *ser. C*, No 81, p. 553-554; *ibid.*, p. 222-223.

⁸³ Art. 61 du règlement de procédure, *Rec. T.A.M.*, t. I, p. 52.

⁸⁴ *Rec. C.C. franco-italienne*, t. I, p. 28.

matière. Au cours de la préparation du règlement, le juge Altamira présenta un projet qui contenait la disposition suivante :

« Les moyens de fait et droit produits dans la requête, de même que les conclusions initiales, peuvent être modifiés dans la réplique. »

« Selon l'auteur de cette disposition, elle était fondée sur le système espagnol qui accorde le droit de modifier les moyens sur lesquels sont fondées la réponse et la réplique.

» La pratique des tribunaux internationaux n'est pas d'un grand secours. Un certain nombre de commissions de réclamations ont adopté des règlements de procédure permettant de modifier les mémoires, généralement à n'importe quel moment avant la mise en état de l'affaire, à condition que la commission y consente. On trouve une disposition particulièrement libérale dans le règlement de procédure du tribunal arbitral mixte anglo-allemand (art. 45, *Rec. T.A.M.*, t. I, p. 118). Mérignhac déclare que les demandes additionnelles ne peuvent être admises devant un tribunal arbitral sans le consentement des deux parties et du tribunal, à moins qu'un rapport existe entre ces demandes et la demande originaire. Cette dernière distinction est peu courante dans la pratique internationale, bien que certaines commissions de réclamations aient adopté des règlements de procédure interdisant des modifications changeant l'objet du litige⁸⁵. »

Feller conclut en disant⁸⁶ :

« Les conclusions contenues dans la requête peuvent de droit être modifiées. Toutes autres modifications supposent l'autorisation de la Cour. »

La dernière phrase semble impliquer l'existence d'un principe excluant des réclamations entièrement nouvelles qui prendraient par surprise le défendeur. Un autre auteur écrit :

« Une modification ne peut pas remplacer, ni changer l'objet du litige; elle peut, toutefois, le remanier. La question a été débattue devant la Commission de réclamations instituée en vertu du Traité de 1901 avec l'Espagne, à l'occasion d'une affaire dans laquelle la modification avait simplement pour but d'augmenter le montant des dommages réclamés⁸⁷. »

Malgré une certaine similitude entre l'idée d'*amendments* et celle de demandes additionnelles, il faut reconnaître que la procédure anglo-saxonne ne connaît pas l'équivalent des demandes additionnelles; en fait,

⁸⁵ Feller, *Conclusions of the Parties in the Procedure of the Permanent Court of International Justice*, A.J.I.L. (1931), t. XXV, p. 501, et voir en général, p. 500-502; voir également Feller, *The Mexican Claims Commissions 1923-1934* (1935), p. 238-241.

⁸⁶ *Ibid.*, A.J.I.L., t. XXV, p. 502.

⁸⁷ C. M. Bishop, *International Arbitral Procedure* (1930), p. 187, avec plusieurs exemples intéressants dans ce sens aux pages 187-191.

le droit anglo-saxon semble, sous ce rapport, être moins technique que le droit civil français. Ainsi le règlement de procédure de la *Supreme Court of Judicature* d'Angleterre prévoit que :

« La Cour ou le juge peuvent, à n'importe quelle phase de l'instance, autoriser l'une ou l'autre des parties à modifier en tant que de besoin l'exposé contenu dans la pièce introductive d'instance ou dans ses mémoires; ils peuvent autoriser toutes les modifications nécessaires pour déterminer le véritable objet du différend ⁸⁸. »

Witenberg, cependant, écrit :

« Quant à la forme, la demande additionnelle est présentée par voie de conclusions [l'auteur parle de l'affaire *Kunkel*; *Rec. T.A.M.*, t. VI, p. 974], ou de modifications aux écritures. À ce point de vue, les demandes additionnelles se présentent comme un cas d'application des modifications (*amendments to pleadings*) ⁸⁹. »

Les explications ci-dessus ont paru nécessaires pour la compréhension du texte anglais, mais il est clair que, dépouillée de ce détail technique, la notion de demandes additionnelles existe dans tous les principaux systèmes de droit.

Le droit international offre les exemples ci-après de demandes additionnelles. Alors que les règlements de procédure de plusieurs tribunaux arbitraux mixtes interdisent expressément les demandes additionnelles, d'autres les autorisent ⁹⁰.

Les règlements des tribunaux arbitraux mixtes institués entre l'Italie, d'une part, et l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie, d'autre part, prévoient à ce sujet un droit limité ⁹¹.

Le Statut et le règlement de la Cour permanente de Justice internationale et de la Cour internationale de Justice sont muets sur ce point ⁹². Dans la pratique, la Cour permanente de Justice internationale a autorisé la présentation de demandes additionnelles. Par exemple, dans l'affaire

⁸⁸ Règlement de procédure de la *Supreme Court of Judicature*, ordonnance 28, *Annual Practice* (1952), p. 453; voir aussi *Federal Equity Rule 19* des États-Unis, ainsi que *Zivilprozessordnung* (Allemagne), art. 264, qui dispose : « Quand, au cours de l'instance, une modification des mémoires est demandée, elle ne peut être autorisée que si la partie adverse est d'accord ou si la Cour estime que la cause de la justice serait ainsi servie »; comp. *Zivilprozessordnung, Kommentar von Hans Meyer und Richard Zöller* (1948), p. 211.

⁸⁹ Witenberg, p. 192; voir toutefois, la page 188 du même ouvrage, d'où il ressort bien qu'il n'y a pas d'équivalence absolue.

⁹⁰ On peut citer, parmi les premiers, les tribunaux arbitraux mixtes franco-allemand, gréco-allemand, franco-bulgare, germano-siamois, gréco-bulgare, franco-autrichien, gréco-autrichien, franco-hongrois, gréco-hongrois, roumano-hongrois, hongaro-tchécoslovaque, franco-turc, et belgo-turc et, parmi les seconds, les tribunaux arbitraux mixtes germano-belge, austro-belge, bulgare-belge, germano-tchécoslovaque, hongaro-yougoslave, germano-yougoslave, bulgare-yougoslave, gréco-turc, roumano-turc, anglo-allemand, anglo-autrichien, anglo-bulgare et anglo-hongrois. Tous les textes pertinents sont publiés dans le *Rec. T.A.M.*

⁹¹ Publiés également dans le *Rec. T.A.M.*

⁹² Voir Feller, cité *supra*.

du S.S. « Wimbledon » les Etats demandeurs, dans leur réplique, ont formulé une demande additionnelle tendant à ce que la somme réclamée soit versée par le Gouvernement de l'Empire allemand au Gouvernement de la République française dans le délai d'un mois à compter de la date du prononcé de l'arrêt et que, faute de ce faire, le Gouvernement allemand soit condamné à payer des intérêts sur la somme due après l'expiration de ce délai d'un mois ⁹³. Voir également les demandes additionnelles formulées par le Gouvernement tchécoslovaque dans son *Appel d'un jugement du tribunal arbitral mixte hongaro-tchécoslovaque — Université Peter Pázmány c. Etat tchécoslovaque* ⁹⁴. Dans l'*Affaire relative au paiement de certains emprunts serbes émis en France*, la Cour a pris acte du fait que ni le Gouvernement français, ni le Gouvernement serbo-croato-slovène n'avaient fait usage du droit, que leur reconnaissait le compromis, de formuler des demandes additionnelles ⁹⁵.

Voir aussi, sur cette question, Mérignhac, p. 263, et Witenberg, p. 191-192.

La question des demandes reconventionnelles se pose rarement devant les tribunaux internationaux. On trouve cependant plusieurs exemples de demandes reconventionnelles autorisées par accord entre les parties, par exemple dans les affaires *Marion A. Cheek*, entre les Etats-Unis et le Siam ⁹⁶, et *Bezault*, entre la France et le Guatemala ⁹⁷. De même, par un échange de notes et de télégrammes, la Commission de réclamations vénézuélo-mexicaine, siégeant à Caracas en 1903, a été habilitée à connaître non seulement de toute demande présentée par le Mexique, mais également de toute demande reconventionnelle introduite par le Venezuela ⁹⁸. La pratique des tribunaux arbitraux mixtes n'a pas été uniforme. Aux termes du règlement de procédure du tribunal arbitral mixte germano-belge, les demandes reconventionnelles n'étaient pas admises, et toute demande contre la partie demanderesse devait être formée par une requête introductive d'instance ⁹⁹. Il en était de même au tribunal arbitral mixte anglo-allemand ¹⁰⁰ et au tribunal mixte germano-polonais ¹⁰¹. En revanche, les demandes reconventionnelles étaient admises devant le tribunal arbitral mixte franco-allemand ¹⁰².

⁹³ C.P.J.I., sér. A., No 1, p. 17.

⁹⁴ C.P.J.I., sér. A/B, No 61, p. 211.

⁹⁵ C.P.J.I., sér. A., No 20, p. 9-10.

⁹⁶ La Fontaine, p. 579.

⁹⁷ De Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. XXII, p. 556, art. 3 (2) du Protocole d'arbitrage.

⁹⁸ Ralston, p. 211.

⁹⁹ Voir l'article 29 de ce règlement, *Rec. T.A.M.*, t. I, p. 36.

¹⁰⁰ Article 13 du règlement, *ibid.*, p. 111.

¹⁰¹ Article 28 du règlement, *ibid.*, p. 691.

¹⁰² Witenberg, p. 194.

Les demandes reconventionnelles n'étaient prévues ni dans les Conventions de La Haye de 1899 et 1907, ni dans le Statut de la Cour permanente de Justice internationale, ni dans la Convention de 1907 portant création d'une Cour de justice de l'Amérique centrale¹⁰³, ni dans la Convention du 7 février 1923 relative à la création d'un tribunal international pour l'Amérique centrale¹⁰⁴. Toutefois, malgré le silence du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, l'article 63 du règlement de la Cour (1936) prévoyait expressément les demandes reconventionnelles¹⁰⁵. De même, l'article 63 du règlement de la Cour internationale de Justice dispose :

« Lorsqu'une instance a été introduite par requête, une demande reconventionnelle peut être présentée dans les conclusions du contre-mémoire, pourvu que cette demande soit en connexité directe avec l'objet de la requête et qu'elle rentre dans la compétence de la Cour. Si le rapport de connexité entre la demande présentée comme demande reconventionnelle et l'objet de la requête n'est pas apparent, la Cour, après examen, décide s'il y a lieu ou non de joindre cette demande à l'instance primitive. »

Il semble cependant, d'après la rédaction de cet article, que les demandes reconventionnelles ne peuvent être présentées à la Cour que si l'instance a été introduite par voie de requête. Il n'est pas certain que cet article s'applique aux affaires introduites par compromis. Dans son rapport du 14 mars 1946, le troisième Comité de la Cour permanente (Comité constitué parmi les juges en vue du réexamen du règlement de la Cour), déclare que l'étude détaillée de la question des demandes reconventionnelles l'avait conduit à conclure qu'il était préférable de laisser la jurisprudence de la Cour développer la procédure reconventionnelle¹⁰⁶. Quant à l'attitude de la Cour elle-même, les juges ont discuté ce sujet en détail le 28 mai 1934¹⁰⁷. La question de l'interprétation exacte de l'article 63 du règlement de la Cour doit être considérée comme controversée¹⁰⁸.

Dans une des affaires jugées par la Cour permanente — *Affaire de l'usine de Chorzów — demande en indemnité (fond)*, arrêt du 13 septembre 1928 — la Cour a déclaré :

« La Cour constate, en outre, que la demande reconventionnelle est basée sur l'article 256 du Traité de Versailles, qui constitue le fondement de l'exception soulevée par la partie défenderesse et que,

¹⁰³ Voir *A.J.I.L. Sup.* (1908), t. II, p. 238.

¹⁰⁴ *A.J.I.L. Sup.* (1923), t. XVII, p. 83.

¹⁰⁵ *C.P.J.I., sér. D*, No 1, 4ème éd., p. 53.

¹⁰⁶ *Préparation du règlement de la Cour, C.P.J.I., sér. D*, No 2, 3ème add., p. 781, et *ibid.*, p. 848 et 871.

¹⁰⁷ *C.P.J.I., sér. D*, No 2, 4ème add., p. 261-268.

¹⁰⁸ Voir Hambro, *Rec. A.D.I.* (1950), t. I, p. 151; voir aussi Hudson, *Permanent Court*, p. 430.

partant, elle se trouve en rapport de connexité juridique avec la demande principale.

» D'autre part, l'article 40 du règlement de la Cour [il s'agit ici des textes de 1922 et 1926; voir Hudson, *Permanent Court*, p. 722], que le Gouvernement allemand a invoqué, stipule, entre autres, que les contre-mémoires comprennent :

» 4. Des conclusions fondées sur les faits énoncés. Ces conclusions peuvent comprendre les demandes reconventionnelles, pour autant que ces dernières rentrent dans la compétence de la Cour. »

« La demande ayant été formulée dans le contre-mémoire, les conditions de forme exigées par le règlement pour les demandes reconventionnelles se trouvent donc réalisées en l'espèce aussi bien que les conditions de fond.

» En ce qui concerne les rapports qui existent entre les demandes allemandes et la conclusion polonaise dont il s'agit, la Cour croit utile d'ajouter ce qui suit : bien qu'étant formellement une demande reconventionnelle, car elle tend à condamner la partie demanderesse à une prestation envers la défenderesse — en réalité, si l'on tient compte des motifs sur lesquels elle se fonde, la conclusion contient un moyen opposé à la demande de l'Allemagne tendant à obtenir de la Pologne une indemnité dont le montant serait calculé, entre autres, sur la base du dommage subi par l'*Oberschlesische*. Il s'agit, en effet, d'éliminer du montant de cette indemnité ce qui correspondrait à la valeur des droits et intérêts que le Reich possédait dans l'entreprise en vertu du contrat du 24 décembre 1919, valeur qui, selon le Gouvernement polonais, ne constitue pas une perte pour l'*Oberschlesische*, parce que ces droits et intérêts appartiendraient au Gouvernement polonais lui-même en vertu de l'article 256 du Traité de Versailles. La Cour ayant, par son arrêt No 8, admis sa compétence en vertu de l'article 23 de la Convention de Genève, pour connaître de la réparation due du chef du dommage causé aux deux sociétés par l'attitude du Gouvernement polonais envers elles, elle ne saurait se soustraire à l'examen des objections qui ont pour but de démontrer soit qu'un tel dommage n'existe pas, soit qu'il n'a pas l'étendue que prétend la partie demanderesse. Cela étant, il semble naturel de reconnaître aussi, en vertu du même titre, la compétence pour statuer sur les moyens allégués par le Gouvernement polonais, afin d'obtenir que l'indemnité soit limitée au montant correspondant aux dommages effectivement subis ¹⁰⁹. »

Dans ses commentaires sur l'arrêt, Anzilotti écrit :

« De ces observations de la Cour, apparaît clairement la notion d'une connexité entre les deux demandes, de telle nature qu'il n'aurait été

¹⁰⁹ C.P.J.I., sér. A, No 17, p. 38.

ni opportun ni équitable de statuer sur la demande de l'Allemagne sans statuer en même temps sur celle de la Pologne ¹¹⁰. »

On peut constater que beaucoup d'entre les exemples cités ci-dessus ont trait, sous une forme ou une autre, à des affaires dans lesquelles les parties, soit expressément, soit tacitement, étaient tombées d'accord pour admettre les demandes reconventionnelles. On s'est demandé si, en l'absence de tels accords, les demandes reconventionnelles doivent être admises en droit international. Les opinions sont, à cet égard, partagées ¹¹¹. Hudson, dans son ouvrage sur la Cour permanente de Justice internationale, constate :

« Le Statut ne mentionne pas les demandes reconventionnelles, mais il semble que lorsque la Cour est compétente à raison de l'objet d'un litige dont elle est saisie, elle devrait aussi pouvoir connaître d'une demande reconventionnelle en rapport direct avec cet objet ¹¹². »

Une autre question se pose, celle de la définition de la demande reconventionnelle. Comme on le verra, l'article 63 du règlement de la Cour internationale de Justice n'en donne pas. Anzilotti ¹¹³ a toutefois remarqué que, dans les législations qui admettent les demandes reconventionnelles, on trouve un élément commun quant à la notion de demande reconventionnelle, même lorsque les règles concrètes à ce sujet diffèrent. L'élément commun est le suivant : dans toute demande reconventionnelle, le défendeur vise à obtenir, au cours de la même instance que celle introduite par le demandeur, quelque chose de plus qu'un simple rejet de la réclamation du demandeur et qu'un exposé des raisons juridiques sur lesquelles ce rejet serait fondé.

Dans l'article 1 du projet de convention de Harvard sur « la compétence du juge national vis-à-vis des Etats étrangers », les définitions suivantes sont données :

« Une demande reconventionnelle est une demande formée par le défendeur contre le demandeur. Une demande reconventionnelle directe est une demande fondée sur les mêmes faits ou actes que celle du demandeur ¹¹⁴. »

Dans les commentaires sur l'article 5 du projet de Harvard, il est dit :

« Les demandes reconventionnelles peuvent se justifier par l'idée qu'un défendeur créancier du demandeur ne devrait pas être obligé de payer le demandeur avant compensation de dettes. Une autre

¹¹⁰ Anzilotti, *La demande reconventionnelle en procédure internationale*, *Clunet* (1930), p. 872; voir aussi l'arrêt rendu le 28 juin 1937 dans l'*Affaire des prises d'eau à la Meuse*, C.P.J.I., sér. A/B, No 70, p. 28, et celui rendu le 28 février 1939 dans l'*Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis*, C.P.J.I., sér. A/B, No 76, p. 7-9.

¹¹¹ Mérignhac, p. 265-266, l'affirme; *contra* : projet de 1875, art. 17.

¹¹² Hudson, *Permanent Court*, p. 430.

¹¹³ *Clunet*, (1930), p. 867.

¹¹⁴ *A.J.I.L. Supplement* (1932), t. XXVI, p. 490.

justification possible est qu'elles constituent, en réalité, une défense contre l'action du demandeur. Une troisième théorie veut les admettre en vue de prévenir la multiplicité des procès. La seconde de ces théories semble être la plus indiquée lorsque le réclamant est un Etat ¹¹⁵. »

En ce qui concerne la connexité entre la demande primitive et la demande reconventionnelle, voir aussi les commentaires de la Commission du droit international sur le présent article du projet ¹¹⁶.

Article 17

Le tribunal et, en cas d'urgence, son président, sous réserve de confirmation par le tribunal, ont le pouvoir de prescrire, sur la demande de l'une des parties et si les circonstances l'exigent, toutes les mesures provisoires à prendre pour sauvegarder les droits des parties.

Commentaires

Cet article est essentiellement le même que l'Article 41 du Statut de la Cour internationale de Justice et que l'article correspondant du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. L'historique des mesures provisoires est relativement court; on trouve un exemple de ces mesures dans l'article XVIII de la Convention de 1907 pour l'établissement d'une cour de justice de l'Amérique centrale, article qui dispose :

« Dès qu'une instance est engagée contre un ou plusieurs gouvernements et jusqu'à la décision définitive de la Cour, celle-ci peut, sur la demande de l'une des parties, fixer la situation de fait que les parties litigantes devront respecter afin que les difficultés existantes ne s'aggravent pas et que les choses demeurent en l'état jusqu'à la décision définitive de la Cour ¹¹⁷. »

L'idée du respect du *statu quo* a été reprise par le Comité des juristes qui, en 1920, rédigea le Statut de la Cour permanente de Justice internationale. Le Comité introduisit dans ce Statut un Article 41, maintenu dans le Statut de la Cour internationale de Justice et qui stipule, entre autres :

« La Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire. »

L'article 19 de la Convention d'arbitrage entre l'Allemagne et la France, paraphée à Locarno le 16 octobre 1925 et signée à Londres le 1er décembre 1925, comporte une disposition similaire ¹¹⁸.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 509.

¹¹⁶ *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 9 (A/2456)*, par. 36.

¹¹⁷ *A.J.I.L. Supp.* (1908), t. II, p. 238.

¹¹⁸ *Recueil des Traités de la Société des Nations*, t. LIV, p. 305.

L'article 33 de l'Acte général de 1928 et l'article 33 de l'Acte général révisé de 1949 contiennent une disposition relative aux mesures provisoires, qui s'applique à la fois à la Cour et aux tribunaux arbitraux¹¹⁹.

La pratique des mesures conservatoires peut être illustrée par les exemples suivants :

Par une requête introductive d'instance adressée à la Cour permanente de Justice internationale le 25 novembre 1926, la Belgique, en demandant à la Cour de dire que la Chine n'avait pas le droit de dénoncer unilatéralement un traité concernant la juridiction extra-territoriale, conclu entre ces deux pays le 2 novembre 1865, la pria en outre d'« indiquer, en attendant qu'il soit statué, toutes mesures conservatoires à prendre pour la sauvegarde des droits qui seraient éventuellement reconnus à la Belgique ou à ses ressortissants ». Le 8 janvier 1927, le Président de la Cour rendit une ordonnance indiquant, à titre provisoire et en attendant l'arrêt définitif de la Cour, les droits dont jouissait la Belgique « en ce qui concerne les ressortissants... en ce qui concerne la propriété et les navires... en ce qui concerne les garanties judiciaires »¹²⁰. Plus tard, l'agent belge demanda la radiation de l'affaire du rôle de la Cour, ce qui fut fait¹²¹.

D'un autre côté, dans l'*Affaire relative au statut juridique du territoire du sud-est du Groenland*, la Norvège demanda à la Cour de « décider d'ordonner immédiatement au Gouvernement danois, comme mesure conservatoire provisoire, de s'abstenir, sur ledit territoire, de toute mesure de contrainte vis-à-vis des ressortissants norvégiens ». Par une ordonnance datée du 3 août 1932, la Cour, rejetant la demande de la Norvège, a soutenu que « les droits norvégiens, dont la sauvegarde exigerait l'indication de telles mesures, ne sont pas en cause »¹²².

Voir également *Ellerman c. Etat polonais*, 29 juillet 1924¹²³; *Affaire relative à l'usine de Chorzów*, 21 novembre 1927¹²⁴; *Affaire relative à l'administration du prince von Pless*, 11 mai 1933¹²⁵; et *Affaire Compagnie d'électricité de Sofia et de Bulgarie*, 5 décembre 1939¹²⁶.

Dans l'*Affaire de l'Anglo-Iranian Oil Company*, le Gouvernement du Royaume-Uni saisit la Cour internationale de Justice, le 22 juin 1951, d'une demande en indication de mesures conservatoires. Dans cette

¹¹⁹ *Recueil des Traités de la Société des Nations*, t. XCIII, p. 345, et *Recueil des Traités des Nations Unies*, t. 71, p. 119.

¹²⁰ *Dénonciation du traité conclu le 2 novembre 1865 entre la Chine et la Belgique*, C.P.J.I., sér. A, No 8, p. 7-8.

¹²¹ Même affaire, C.P.J.I., sér. A, No 18, p. 5-8; cf. les commentaires sur l'article 21, *infra*.

¹²² C.P.J.I., sér. A/B, No 48, p. 285.

¹²³ *Rec. T.A.M.*, vol. 5, p. 457.

¹²⁴ C.P.J.I., sér. A, No 12, p. 9-11.

¹²⁵ C.P.J.I., sér. A/B, No 54, p. 150.

¹²⁶ C.P.J.I., sér. A/B, No 79, p. 199.

demande, le Royaume-Uni se référait à sa requête introductive d'instance du 26 mai 1951, par laquelle il avait prié la Cour de déclarer que le Gouvernement iranien était tenu de soumettre à l'arbitrage le différend survenu avec l'Anglo-Iranian Oil Company. Il faisait valoir que, si des mesures conservatoires n'étaient pas prises, il y avait de bonnes raisons pour croire que, au cas où la Cour déciderait en faveur des réclamations du Royaume-Uni, sa décision ne pourrait pas être exécutée par suite de certaines actions du Gouvernement iranien. Il affirmait que, parmi ces actions, il y avait des mesures que le Gouvernement iranien était en train de prendre et qui entraînaient, ou menaçaient d'entraîner, la perte de personnel qualifié, l'intervention dans la direction, ou la dislocation de l'entreprise exploitée par la compagnie; il se référait encore à d'autres actions, dont certains discours qu'il disait provocateurs, des émissions radiophoniques et des articles du même ordre. Le Gouvernement iranien prit position contre les mesures conservatoires, motif pris principalement de ce que le Royaume-Uni n'avait pas qualité pour saisir la Cour du différend surgi entre le Gouvernement iranien et la compagnie, et de ce que le différend relevait de la compétence nationale de l'Iran. Dans son ordonnance du 5 juillet 1951, la Cour décida qu'elle ne pouvait pas admettre qu'une demande fondée sur une prétendue violation du droit international et sur un déni de justice échappât à sa compétence. Elle se jugeait donc autorisée à examiner la demande en indication de mesures provisoires, et déclara qu'il y avait des raisons suffisantes pour retenir cette demande. Elle fit remarquer que l'objet de telles mesures était de sauvegarder, en attendant la décision de la Cour, les droits respectifs des parties, et que l'état de choses existant justifiait une ordonnance à cet effet. Par la suite, elle indiqua certaines mesures conservatoires, enjoignant entre autres aux deux gouvernements de veiller à empêcher tout acte qui risquât d'aggraver ou d'étendre le différend. En attendant, l'exploitation de la compagnie devait rester confiée au personnel directeur existant, placé sous le contrôle d'une commission de surveillance composée de deux membres désignés par chacun des deux gouvernements, et d'un cinquième membre désigné d'un commun accord par ces gouvernements ¹²⁷.

Le Gouvernement iranien ayant de nouveau contesté la compétence de la Cour, celle-ci, dans son arrêt du 22 juillet 1952, se prononça sur la question de sa compétence à l'égard du différend. La Cour déclara :

« Dans l'ordonnance du 5 juillet 1951 dont il a été fait mention plus haut, la Cour a déclaré que les mesures conservatoires étaient indiquées en attendant l'arrêt définitif dans l'affaire introduite le 26 mai 1951 par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord contre le Gouvernement impérial de l'Iran. Il s'ensuit que cette ordonnance cesse de produire ses effets

¹²⁷ Voir *L'affaire de la Société Anglo-Iranian Oil Company*, ordonnance du 5 juillet 1951, C.I.J., Recueils, 1951, p. 89.

dès le prononcé du présent arrêt et que les mesures conservatoires sont en même temps frappées de caducité ¹²⁸. »

Pour des études sur ce sujet, voir Dumbauld, *Interim Measures of Protection in International Controversies* (La Haye, 1932), surtout du point de vue de la législation nationale comparée. Voir également P. Guggenheim, *Les mesures conservatoires de procédure internationale et leur influence sur le développement du droit des gens* (Paris, 1931); et Guggenheim, *Les mesures conservatoires dans la procédure arbitrale et judiciaire*, dans *Rec. A.D.I.* (1932), t. XL, p. 649-761. Pour des extraits des arrêts de la Cour permanente de Justice internationale et de la Cour internationale de Justice ayant trait au sujet, voir Hambro, *The Case Law of the International Court* (Leyde, 1952), p. 347-355.

Article 18

Lorsque, sous le contrôle du tribunal, les agents et conseils font valoir les moyens qu'ils jugent utiles, la clôture des débats est prononcée.

Commentaires

Le présent article est fondé sur l'Article 54, paragraphe 1, du Statut de la Cour internationale de Justice et sur l'article 77 de la Convention de La Haye de 1907. L'Article 54, paragraphe 1, du Statut de la C.I.J. est ainsi conçu :

« Quand les agents, conseils et avocats ont fait valoir, sous le contrôle de la Cour, tous les moyens qu'ils jugent utiles, le Président prononce la clôture des débats. »

Le texte de l'article 77 de la Convention de La Haye dispose :

« Les agents et les conseils des parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le Président prononce la clôture des débats. »

Aux termes de l'article X, paragraphe 6, du règlement de procédure de la Commission générale de réclamations Etats-Unis-Mexique,

« Une affaire ayant été plaidée conformément aux dispositions précédentes, les débats seront considérés clos, à moins que la Commission n'en décide autrement ¹²⁹. »

L'article 43 du règlement de procédure de la Commission de réclamations anglo-mexicaine contient une disposition similaire ¹³⁰.

Il arrive qu'un tribunal soit saisi, avant le prononcé de la sentence, d'une requête ayant pour but la réouverture des débats en raison, par

¹²⁸ *Affaire de l'Anglo-Iranian Oil Company* (compétence), arrêt du 22 juillet 1952, *C.I.J.*, *Recueil*, 1952, p. 93.

¹²⁹ Feller, p. 381.

¹³⁰ Feller, p. 497.

exemple, de moyens de preuves nouvellement découverts, etc. Pareils cas sont rares, car en général on a toute occasion de découvrir et de produire des preuves non seulement avant, mais également au cours du procès, et les tribunaux accordent libéralement des délais supplémentaires pour la production de preuves. On a pourtant observer que

« L'on est fondé à conclure qu'en l'absence d'une disposition nettement contraire, un tribunal a le pouvoir de rouvrir les débats, à tout instant avant sa propre dissolution, en raison de moyens de preuve nouvellement découverts et de nature à exercer une influence décisive sur son jugement ¹³¹. »

Il convient de rappeler ici quelques-unes des décisions concernant la question de la réouverture des débats. Celle du 22 janvier 1932, rendue par la Commission de réclamations anglo-mexicaine dans l'affaire des *Santa Isabel Claims*, peut, grâce à sa brièveté, être entièrement citée :

« 1. L'agent mexicain se réfère à la question posée par le Président de la Commission lors de sa réunion du 3 août 1931 ; celui-ci a demandé s'il existait des lettres, notes ou télégrammes quelconques échangés peu de temps après les événements et contenant une déclaration du Gouvernement mexicain d'où il ressortirait que les autorités du Chihuahua avaient déconseillé à M. Watson d'entrer dans la région où l'attaque eut lieu.

» L'agent mexicain déclare qu'il n'a pas trouvé pareille déclaration, mais que MM. Rafael Calderon, jr, et Gonzalo N. Santos sont en mesure de déposer à ce sujet, ainsi que sur d'autres points connexes, et de comparaître devant la Commission.

» L'agent demande à la Commission de rouvrir les débats de sorte que MM. Calderon et Santos puissent faire leur déposition.

» 2. La Commission est d'avis qu'en vertu des articles 28, 41 et 43 de son règlement de procédure, elle n'a plus le droit d'entendre de nouveaux témoins depuis la clôture des débats (3 août), et qu'elle ne peut rouvrir les débats que pour entendre à nouveau les agents sur tout point qu'elle jugerait nécessaire.

» La Commission ne se refusera pas à prendre connaissance d'un nouveau document à produire par l'agent mexicain et qui contiendrait le procès-verbal des dépositions faites par MM. Calderon et Santos par-devant une autorité mexicaine. Elle ne s'opposera pas non plus à ce que ce nouveau document soit discuté devant elle, pour autant qu'il se rapporte à la question posée par le Président à la réunion du 3 août 1931.

» 3. La Commission décide de rouvrir les débats pour permettre aux agents de présenter des observations orales, qui devront être

¹³¹ Sandifer, *Evidence before International Tribunals* (Chicago, 1939), p. 299.

strictement limitées au document défini plus haut (2) et à la question posée par le Président à la réunion du 3 août 1931 ¹³². »

Les articles 28 et 41 du règlement de procédure concernaient respectivement les témoins et les délais de procédure. L'article 43 était conçu dans les termes suivants :

« Une affaire ayant été plaidée conformément aux dispositions précédentes, les débats dans cette affaire seront considérés clos. Malgré cette décision, la Commission peut à nouveau entendre les agents sur tout point qu'elle juge nécessaire ¹³³. »

Dans une autre affaire portée devant la même Commission, l'affaire *Vera Cruz Telephone Construction Syndicate (Grande-Bretagne) c. Etats-Unis du Mexique*, il a été fait droit à une demande en réouverture des débats, étant entendu que les observations orales des agents se limiteraient aux éléments de preuve supplémentaires mis à la disposition de la Commission ¹³⁴. Dans l'affaire *Mexican Tramways Company (Grande-Bretagne) c. Etats-Unis du Mexique*, l'un des agents a demandé la réouverture des débats pour pouvoir plaider l'incompétence de la Commission en se fondant sur deux motifs, dont l'un avait déjà été débattu entre les deux agents. La Commission a retenu la demande en partie, c'est-à-dire qu'elle a permis des débats sur le motif nouveau ¹³⁵.

Article 19

Le délibéré, auquel tous les membres du tribunal doivent assister, reste secret.

Commentaires

Le principe du secret du délibéré est généralement reconnu dans les systèmes judiciaires de tous les pays et n'appelle pas de longs commentaires. Comme précédents, voir l'Article 54, paragraphe 3, du Statut de la Cour internationale de Justice, l'article 30, paragraphe 2, de son règlement; l'article 78 de la Convention de La Haye de 1907; l'article 48 du Code de la paix mexicain. Voir aussi l'ordonnance rendue le 19 août 1929 par la Cour permanente de Justice internationale dans l'affaire des *zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex* ¹³⁶.

La règle selon laquelle tous les membres du tribunal doivent être présents au délibéré est posée dans l'article 10 du projet de 1875, qui prévoit, entre autres, que « le tribunal arbitral délibère, tous membres présents ». C'est là une règle de saine pratique judiciaire. Son inobservation peut non seulement affecter la valeur de la sentence ¹³⁷, mais aussi

¹³² *Rec. des sentences arbitrales*, t. V, p. 302-303.

¹³³ Feller, p. 497.

¹³⁴ *Rec. des sentences arbitrales*, t. V, p. 303.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 304.

¹³⁶ C.P.J.I., sér. A, No 22, p. 12.

¹³⁷ Voir Mérignhac, p. 276; Witenberg, p. 269.

provoquer une opinion dissidente qui, autrement, n'aurait pas été donnée. C'est ainsi que dans l'affaire *Santa Isabel*, tranchée par la Commission spéciale de réclamations Etats-Unis-Mexique, le Commissaire américain déclara dans son opinion dissidente :

« Pour raison de santé ou autre, le Commissaire président ne s'est pas réuni avec ses collègues. A cause de son état de santé, il se rendit à Cuba où il rédigea sa décision finale, l'un des commissaires étant chez lui et l'autre aux Etats-Unis. Si nous avions pu nous réunir ne serait-ce qu'une fois, si nous avions eu ne serait-ce qu'une occasion de poser une question et d'y avoir une réponse, peut-être n'aurais-je pas eu à rédiger cette opinion dissidente ¹³⁸. »

En ce qui concerne l'absence ou le déport d'un arbitre, voir les articles 6 et 7 ci-dessus et les commentaires y relatifs. Voir également les commentaires sur l'article 9, par. 5.

Article 20

1. Lorsque l'une des parties ne se présente pas devant le tribunal ou s'abstient de faire valoir ses moyens, l'autre partie peut demander au tribunal de lui adjuger ses conclusions.

2. En pareil cas, le tribunal peut rendre la sentence s'il s'est assuré qu'il est compétent et que les conclusions sont fondées en fait et en droit.

Commentaires

La disposition de cet article, visant la procédure par défaut, s'appuie sur plusieurs précédents. Dans l'affaire *Croft* entre la Grande-Bretagne et le Portugal, une disposition du compromis du 14 mai 1855 autorisait le Sénat de Hambourg à rendre une décision par défaut si l'une des parties s'abstenait de faire valoir ses moyens ¹³⁹. Une disposition analogue figurait dans l'accord d'arbitrage de 1861 conclu par les mêmes Etats dans l'affaire *Yuille Shortridge and Co.* ¹⁴⁰, ainsi que dans l'accord de 1858 (affaire du *Macedonian*) entre le Chili et les Etats-Unis ¹⁴¹. L'article 15 de la Convention du 20 décembre 1907 pour l'établissement d'une cour de justice de l'Amérique centrale prévoyait que si la réponse n'était pas déposée dans le délai déterminé, la partie demanderesse pourrait fournir ses preuves et le tribunal pourrait statuer en se fondant sur ces dernières ¹⁴². L'article 40 de la Convention de La Haye de 1907 relative à la création d'une Cour internationale de prises contenait une

¹³⁸ *Rec. des sentences arbitrales*, t. IV, p. 796.

¹³⁹ La Fontaine, p. 372.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 378.

¹⁴¹ *Treaties and Conventions between the United States and Other Powers* (Washington, 1899), p. 143.

¹⁴² *A.J.I.L. Supplement* (1908), t. II, p. 237.

disposition similaire. L'Article 53 du Statut de la Cour internationale de Justice, sur lequel se fonde le présent article, dispose :

« 1. Lorsqu'une des parties ne se présente pas ou s'abstient de faire valoir ses moyens, l'autre partie peut demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions.

» 2. La Cour, avant d'y faire droit, doit s'assurer non seulement qu'elle a compétence aux termes des Articles 36 et 37, mais que les conclusions sont fondées en fait et en droit. »

D'une manière ou d'une autre, les règlements de procédure de la plupart des tribunaux arbitraux mixtes conféraient au tribunal le pouvoir de statuer par défaut. C'est ainsi que l'article 58 du règlement de procédure du tribunal arbitral italo-allemand stipulait :

« Le manquement d'une partie à se présenter à une audience n'interrompt pas la procédure. Le tribunal peut ajourner les séances ou rendre un jugement sur la base des documents de l'instance ¹⁴³. »

Comme exemples de cas où le jugement fut rendu par défaut, voir les décisions suivantes du tribunal arbitral mixte franco-allemand : *Peffer c. Grands Magasins du Printemps*, *Beck c. Guyot*, *Schreider c. Metenett* ¹⁴⁴.

Dans l'affaire qu'opposa la Lena Goldfields Company au Gouvernement soviétique, ce dernier, ayant été d'accord sur la date de la première séance du tribunal arbitral, s'abstint de faire valoir ses moyens, alléguant que la compagnie ayant cessé de financer l'entreprise, l'arbitrage était « annulé ». Le tribunal décida cependant que sa compétence n'était pas affectée. Il cita le paragraphe 12 du contrat de concession entre le gouvernement et la compagnie, qui prévoyait que chacune des parties s'engageait :

« à présenter au tribunal, dans la forme et les délais prescrits par ce dernier, tous les renseignements nécessaires concernant l'objet du litige, qu'elle serait en mesure de produire, compte tenu d'éventuelles raisons d'Etat. »

Commentant ce paragraphe, le tribunal fit observer ce qui suit :

« Etant donné les circonstances, le tribunal n'a pu obtenir ces renseignements directement du gouvernement, et, pour faire la lumière sur la question dont il était saisi, il a dû accepter les meilleurs éléments de preuve mis à sa disposition au sujet de divers faits et documents sur lesquels la compagnie ne pouvait produire de preuves directes, les documents ou les témoins étant en Russie, donc non disponibles ¹⁴⁵. »

¹⁴³ *Rec. T.A.M.*, t. I, p. 807.

¹⁴⁴ *Rec. T.A.M.*, t. II, p. 332-336.

¹⁴⁵ *Annual Digest of Public International Law Cases* (1929-1930), affaire No 258.

Dans l'affaire *Felipe Molina Larios c. Honduras*, la Cour de justice de l'Amérique centrale paraît avoir statué sans que le Honduras ait été représenté devant elle. De même, elle rendit une décision dans l'affaire *Costa-Rica c. Nicaragua* sans que le Nicaragua ait été représenté ¹⁴⁶.

Dans l'affaire *du détroit de Corfou (réparations)*, le Gouvernement albanais (défendeur) s'abstint de comparaître devant la Cour pour plaider sa cause dans la question du montant des réparations dues par l'Albanie pour les dommages et pertes de vies humaines causés par des mines dans le détroit de Corfou. Dans son arrêt du 15 décembre 1949, la Cour internationale de Justice dit :

« L'attitude adoptée par le Gouvernement albanais a pour effet de le soumettre aux dispositions de l'Article 53 du Statut, applicables à la procédure par défaut. Cet article autorise, d'une part, le Gouvernement du Royaume-Uni à demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions; il prescrit, d'autre part, à la Cour, de s'assurer que lesdites conclusions sont fondées en fait et en droit. Tout en prescrivant ainsi à la Cour de procéder à un examen des conclusions de la partie comparante, l'Article 53 n'a pas pour effet de lui imposer la tâche d'en vérifier l'exactitude dans tous les détails, tâche qui, dans certains cas, et en raison de l'absence de contradiction, pourrait s'avérer pratiquement impossible. Il suffit que, par les voies qu'elle estime appropriées, la Cour acquière la conviction que ces conclusions sont fondées ¹⁴⁷. »

Article 21

1. Le désistement du demandeur ne peut être accepté par le tribunal que si le défendeur y acquiesce.

2. En cas de dessaisissement du tribunal par accord des deux parties, le tribunal en prend acte.

Commentaires

Lorsque l'instance est engagée, il est de pratique courante en droit interne d'imposer des limites au désistement d'une partie. Ainsi, en droit français ¹⁴⁸, le désistement se présente essentiellement comme un contrat entre le demandeur et le défendeur ¹⁴⁹. En d'autres termes, il faut qu'il y ait consentement pour justifier le désistement. Le demandeur, ayant engagé l'instance et occasionné des frais à l'autre partie, ne peut, à son gré, se désister. La situation, en droit anglais, a été présentée de la façon suivante :

« Le demandeur peut, sans autorisation, se désister entièrement de son action contre tous les défendeurs ou quelques-uns d'entre eux, ou notifier par écrit qu'il retire un ou plusieurs de ses moyens. Il

¹⁴⁶ *Hudson, The Central American Court of Justice, A.J.I.L.*(1932), t. XXVI, p. 772, 775.

¹⁴⁷ *C.I.J., Recueil*, 1949, p. 248.

¹⁴⁸ Articles 402 et 403 du Code de procédure civil.

¹⁴⁹ *Dalloz, Nouveau dictionnaire pratique de droit* (1953), t. I, p. 416.

peut le faire à tout moment avant le dépôt du mémoire du défendeur et, par la suite, tant qu'il n'a pas lui-même entrepris d'autres actions, à l'exception d'une demande interlocutoire. Autrement, le demandeur ne peut retirer le dossier ou se désister de l'instance sans y être autorisé par le tribunal ou un juge; de même, le défendeur ne peut retirer sa défense, en tout ou en partie, sans autorisation¹⁵⁰. »

Le règlement de procédure de la *Supreme Court of Judicature* d'Angleterre (ordonnance 26, art. 2), dispose :

« Quand une action a été introduite en justice, elle peut être retirée soit par le demandeur, soit par le défendeur, moyennant remise au fonctionnaire compétent d'un accord écrit, signé des parties¹⁵¹. »

L'article 277 du Code néerlandais de procédure civile stipule :

« Le demandeur peut se désister avant le mémoire en réponse, à condition de rembourser les frais. Après le mémoire en réponse, le demandeur ne peut se désister qu'avec le consentement de l'autre partie. »

Aux termes de l'article 271, paragraphe 1, du Code de procédure civil allemand¹⁵² :

« Le demandeur ne peut se désister sans le consentement du défendeur que tant que celui-ci n'a pas plaidé sur le fond. »

Le paragraphe 3 du même article dispose, entre autres :

« Le demandeur doit payer les frais de l'instance (en cas de désistement) pour autant qu'une décision quant aux frais n'a pas encore été prise et n'a pas force de chose jugée. »

Bien que les détails techniques puissent varier selon les systèmes de droit, on remarquera que le même principe général (celui de l'accord du demandeur et du défendeur comme condition du désistement) se retrouve partout et que le désistement, dans la plupart des cas, n'est pour le tribunal qu'une question de constatation.

Les règlements de procédure des tribunaux arbitraux contenaient généralement une disposition prévoyant le désistement. En vertu de l'article 69 du règlement du tribunal arbitral mixte germano-belge, le demandeur pouvait se désister jusqu'au dépôt de la réponse du défendeur, et même après si le défendeur y consentait. Cependant, en cas d'objection du défendeur, la procédure devait suivre son cours¹⁵³. L'article 65 du règlement du tribunal arbitral mixte franco-allemand contient la même disposition¹⁵⁴.

On trouve des exemples de requêtes en désistement dans les décisions du tribunal arbitral mixte franco-bulgare, dans l'affaire de *Majo et*

¹⁵⁰ *Halsbury's Laws of England* (2ème éd., 1937), t. 26, p. 76.

¹⁵¹ Voir, en général, *Annual Practice* (1952), p. 429-434.

¹⁵² Voir *Kommentar* de Hans Meyer et Richard Zöller, 1948, p. 216.

¹⁵³ Voir *Rec. T.A.M.*, t. I, p. 42.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 53.

*Frère c. Boni et Cie*¹⁵⁵ et du tribunal arbitral mixte franco-allemand dans l'affaire *Office français de vérification et de compensation c. la Société Orosdi-Back*¹⁵⁶.

Lorsque les juges ont travaillé au règlement de la Cour permanente de Justice internationale, ils se sont demandé s'il fallait reconnaître aux parties le droit de dessaisir la Cour. Le règlement devait-il stipuler qu'une affaire ne pourrait être retirée qu'avec le consentement de la Cour ? Les avis furent partagés. Il fut finalement admis que les parties auraient le droit de dessaisir la Cour d'un commun accord¹⁵⁷. En conséquence, l'article 68 du règlement de 1936 disposait que lorsque les parties auraient informé la Cour de leur accord mutuel, la Cour rendrait une ordonnance leur donnant acte de leur arrangement amiable ou de leur désistement et prescrirait la radiation de l'affaire. Tel fut le cas pour l'affaire *Chorzów*¹⁵⁸, et des accords semblables apparurent dans les affaires *Castellorizo*¹⁵⁹, *Losinger*¹⁶⁰ et *Borchgrave*¹⁶¹. On a dit que « lorsque la procédure est mise en marche par la notification d'un compromis, elle ne peut être arrêtée par une seule des parties »¹⁶². La pratique suivie par la Cour permanente, et reprise par la Cour internationale de Justice, était la suivante : si « au cours d'une instance introduite par requête, la partie demanderesse fait connaître par écrit à la Cour qu'elle renonce à poursuivre la procédure et que, à la date de la réception par le greffe de ce désistement, la partie défenderesse n'a pas encore fait acte de procédure », une ordonnance prendra acte du désistement et décidera que l'affaire sera rayée du rôle¹⁶³. Dans l'affaire relative à la *dénonciation par la Chine du Traité du 2 novembre 1865 entre la Chine et la Belgique*, l'agent du Gouvernement belge demanda que la question soit rayée du rôle de la Cour permanente. La Cour constata que cette requête avait été dûment communiquée au Gouvernement chinois, qui en avait accusé réception et qui, en outre, n'avait jamais fait acte de procédure devant la Cour. Dans ces conditions, la Cour décida que l'affaire pouvait être rayée du rôle sur retrait unilatéral du Gouvernement belge¹⁶⁴.

Le paragraphe 1 du présent article fait obligation au tribunal de refuser de donner effet à un désistement unilatéral; en revanche, le paragraphe 2 lui enjoint de prendre acte du dessaisissement résultant de l'accord des parties.

¹⁵⁵ *Rec. T.A.M.*, t. III, p. 434.

¹⁵⁶ *Rec. T.A.M.*, t. I, p. 914.

¹⁵⁷ *C.P.J.I.*, sér. D., No 2, p. 83-84.

¹⁵⁸ *C.P.J.I.*, sér. A., No 19, p. 13.

¹⁵⁹ *C.P.J.I.*, sér. A/B, No 51, p. 6.

¹⁶⁰ *C.P.J.I.*, sér. A/B, No 69, p. 101.

¹⁶¹ *C.P.J.I.*, sér. A/B, No 73, p. 5.

¹⁶² Hudson, *Permanent Court*, p. 546.

¹⁶³ Voir article 69 du règlement de la Cour, *C.I.J.*, sér. D., p. 78.

¹⁶⁴ *C.P.J.I.*, sér. A, No 18, p. 5.

Article 22

Le tribunal peut prendre acte de la transaction intervenue entre les parties. A la requête des parties, il peut donner à cette transaction la forme d'une sentence.

Commentaires

Les règlements de procédure des tribunaux internationaux contiennent souvent des dispositions concernant le règlement du différend par les parties elles-mêmes¹⁶⁵. Le règlement de procédure du tribunal arbitral mixte franco-allemand prévoyait une transaction (ce terme étant pris au sens strict, par opposition au sens large employé dans le texte du présent article) par laquelle les deux parties renonceraient partiellement à leurs demandes ou se feraient des concessions réciproques, et un passé-expédient par lequel l'une des parties se déclarerait d'accord avec les *conclusions* de l'autre. Lorsqu'une déclaration en ce sens était déposée au secrétariat du tribunal et qu'aucune objection n'était faite par les agents des gouvernements, la déclaration était homologuée par le tribunal et acquérait force de chose jugée¹⁶⁶. Le règlement de procédure du tribunal arbitral mixte anglo-allemand prévoyait la possibilité d'une demande fondée sur des faits reconnus par l'une et l'autre partie dans un document écrit¹⁶⁷.

A. H. Feller note qu'aux termes des règlements de la plupart des commissions mixtes mexicaines de réclamations, « au cas où les agents des deux gouvernements se mettent d'accord sur le contenu de la sentence, ou sur le sort de la demande, cet accord sera présenté à la commission pour qu'elle l'homologue, ou rende toute autre ordonnance appropriée »¹⁶⁸. Le règlement de procédure de la Commission franco-mexicaine de réclamations réservait expressément à la Commission le pouvoir de rendre, en pareil cas, telle décision qu'elle jugerait utile¹⁶⁹. Aux termes du règlement de procédure de la Commission anglo-mexicaine de réclamations, les deux agents pouvaient, avant les plaidoiries, se concerter aussi souvent que cela leur semblerait nécessaire en vue d'arriver à une transaction; si une transaction satisfaisante n'intervenait pas, les offres ou concessions faites au cours des négociations ne pourraient pas être opposées plus tard à l'agent qui les avait formulées¹⁷⁰. Un certain nombre d'affaires ont été réglées de la sorte¹⁷¹.

¹⁶⁵ Voir, pour l'ensemble de cette question, Witenberg, p. 343-346.

¹⁶⁶ Voir art. 62, 63 et 64, *Rec. T.A.M.*, t. I, p. 52-53; comp. l'article 68 du règlement de procédure du tribunal arbitral mixte germano-belge, *ibid.*, p. 41-42.

¹⁶⁷ Art. 38, *ibid.*, p. 117.

¹⁶⁸ Feller, p. 287-288.

¹⁶⁹ Art. 45, *ibid.*, p. 439.

¹⁷⁰ Art. 33-34, *ibid.*, p. 494.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 80; voir par exemple C. E. McFadden (*Grande-Bretagne c. Etats-Unis mexicains* (1930), *Decisions and Opinions of the Commissioners in accordance with the Convention of November 19, 1926, between Great Britain and the United Mexican States, October 5, 1929, to February 15, 1930* (Londres, 1931)).

Le règlement de procédure de la Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, instituée en vertu de la Convention du 28 juillet 1926, autorisait les transactions entre agents, à condition qu'elles soient homologuées par le tribunal¹⁷². A la Commission mixte de réclamations germano-mexicaine et à la Commission tripartite de réclamations, les transactions fondées sur des documents écrits consignant l'accord des parties ont été érigées en une pratique suivie¹⁷³.

L'article 68 du règlement de la Cour internationale de Justice dispose, entre autres :

« Avant le prononcé de l'arrêt, si les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige et le font connaître par écrit à la Cour... la Cour... rend une ordonnance leur donnant acte de leur arrangement amiable...¹⁷⁴ »

Dans l'*Affaire relative à l'usine de Chorzów* (indemnité), les parties sont tombées d'accord sur le règlement du différend. Le texte authentique de leur accord a été notifié à la Cour permanente, qui en a donné acte et a déclaré l'affaire close¹⁷⁵.

Le présent article reconnaît la possibilité d'un règlement direct du différend entre les parties, intervenant en cours d'instance, et autorise le tribunal à en « prendre acte ». Ce n'est qu'à la requête des deux parties, cependant, que le tribunal peut donner à la transaction la forme d'une sentence et même alors il garde un certain pouvoir discrétionnaire en ce qu'il est autorisé et non pas contraint à le faire¹⁷⁶. Une fois la sentence prononcée, la transaction a la force d'une décision du tribunal.

Selon l'opinion formulée par le tribunal arbitral mixte franco-allemand dans sa décision du 24 janvier 1928 (*Affaire Société métallurgique de Pont-à-Vendin c. 1^o Office allemand, 2^o Société Junkerather Gewerkschaft*, le tribunal n'est pas tenu, dans les affaires qui lui sont soumises ultérieurement, par les motifs qui ont dicté le règlement dont les parties sont convenues¹⁷⁷. Il en est ainsi, à plus forte raison, lorsque le tribunal a fait des réserves expresses au sujet de la justesse de ces motifs : voir la décision rendue le 20 juin 1929 par la Commission de réclamations franco-mexicaine dans l'*Affaire succession de J. S. C. Esclangon (France) c. Etats-Unis du Mexique*¹⁷⁸.

¹⁷² Art. 33, Department of State; *Arbitration Series No 6* (Washington, 1934), p. 850.

¹⁷³ K. S. Carlston, *Procedural Problems in International Arbitration*, dans *A.J.I.L.* (1945), vol. 39, p. 449.

¹⁷⁴ *C.I.J.*, sér. D, p. 77.

¹⁷⁵ Ordonnance du 25 mai 1929, *C.P.J.I.*, sér. A, No 19.

¹⁷⁶ Cf. le rapport de la Commission, *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 9* par. 44.

¹⁷⁷ *Rec. T.A.M.*, t. VIII, p. 108.

¹⁷⁸ *Rec. des sentences arbitrales*, t. V, p. 549.

CHAPITRE V

LA SENTENCE

Article 23

La sentence arbitrale doit être prononcée dans les délais fixés par le compromis, à moins que le tribunal, avec le consentement de l'une des parties, ne décide de proroger les délais fixés dans le compromis.

Commentaires

Il arrive fréquemment, lorsque le compromis prévoit un délai donné pour la vie du tribunal, que ce dernier ne soit pas en mesure de terminer sa tâche dans le délai fixé. Dans ce cas, les parties se mettent généralement d'accord pour proroger la durée du tribunal. C'est ce qui s'est passé pour un certain nombre de commissions mexicaines de réclamations ¹.

L'agent B. L. Hunt, dans un rapport sur l'arbitrage de la Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, établie en vertu de la Convention du 28 juillet 1926, prorogée par la Convention du 17 décembre 1932, a parlé de l'expérience des tribunaux internationaux dans ce domaine et proposé une solution. Se référant à l'article VI, paragraphe 2, de la Convention qui prescrivait que : « la Commission sera tenue d'entendre, d'examiner et de juger, dans un délai d'un an à partir de la date de sa première séance, toutes les réclamations présentées », Hunt écrit :

« Une disposition comme le deuxième paragraphe de l'article VI de la présente Convention, qui limite le temps alloué à la Commission pour achever ses travaux, est probablement nécessaire. Mais les clauses de ce genre employées dans le passé ont été parmi les moins satisfaisantes des conventions. Sans une stipulation limitant le temps alloué à la Commission, les arbitrages risqueraient, dans certains cas, de se prolonger indûment. Ceci dit, dans presque tous les arbitrages, le temps alloué par les conventions s'est révélé insuffisant et il a fallu négocier des prorogations, ce qui a eu de graves inconvénients. Les circonstances imprévisibles qui sont apparues dans le cas présent, et dont j'ai parlé plus haut, montrent combien une disposition de cet

¹ Voir diverses conventions supplémentaires mentionnées dans Feller, *Annexe*, en particulier p. 333, 422.

ordre est difficilement applicable. Je crois pouvoir dire que, dans le passé, ces difficultés provenaient souvent de ce que l'on avait rédigé les conventions sans trop se soucier du nombre et de la nature des réclamations susceptibles d'être évoquées devant les diverses commissions, ni du temps qu'il faudrait en moyenne pour régler ces réclamations. Dans le cas présent, il a fallu une convention de prorogation, bien qu'une bonne partie des réclamations aient été éliminées avant même d'être soumises à la Commission et bien qu'il y ait eu en outre un grand nombre de jonctions de causes; cet exemple montre bien qu'une disposition de ce genre n'a pas sa place dans une convention d'arbitrage. Par ailleurs, il se peut que l'intervalle entre la signature d'une convention et l'échange des ratifications interdise de déterminer, par avance, le nombre des réclamations qui pourraient être présentées à une commission.

« La disposition suivante serait probablement plus pratique :

» La Commission sera tenue d'examiner toutes réclamations sur lesquelles s'étend sa juridiction, et de statuer, dans un nombre de mois correspondant au quart du nombre des réclamations enregistrées auprès d'elle en bonne et due forme. »

« Le terme « au quart » pourrait être remplacé par « au tiers », « à la moitié », etc., selon le caractère général des réclamations à juger; la Commission disposerait ainsi, pour étudier et juger les affaires, d'un délai proportionnel au travail à accomplir et non point arbitrairement fixé sans tenir compte de circonstances imprévisibles ². »

En vertu du présent article du projet, le tribunal peut, avec le consentement de l'une des parties, proroger les délais fixés dans le compromis ³.

Article 24

1. La sentence arbitrale doit être rédigée par écrit. Elle doit mentionner les noms des arbitres et être signée par le Président et par les membres du tribunal qui l'ont votée.

2. La sentence arbitrale doit être motivée.

3. La sentence est rendue lorsqu'elle est lue en séance publique, les agents des parties présents ou dûment convoqués.

4. La sentence arbitrale doit être immédiatement communiquée aux parties.

Commentaires

Il semble que la pratique des tribunaux de donner leurs conclusions par écrit est invariable; aucune sentence purement orale n'a été

² Department of State, *Arbitration Series No 6* (Washington, 1934), p. 24-26.

³ Cf. le rapport de la Commission, *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 9*, par. 37.

rendue dans les temps modernes. L'article 23 du projet de 1875 prévoyait :

« La sentence arbitrale doit être rédigée par écrit et contenir un exposé des motifs, sauf dispense stipulée par le compromis. »

L'authentification de la sentence par la signature des arbitres s'accomplit généralement par l'une ou l'autre de deux procédures. En vertu d'une procédure ancienne, la sentence était signée par chacun des membres du tribunal. C'était la méthode prévue à l'article 23 du projet de 1875. C'était aussi la méthode prévue à l'article 52 de la Convention de La Haye de 1899. De cette méthode, on peut trouver un exemple assez récent dans l'article 32 du règlement de procédure de la Commission générale de réclamations Etats-Unis-Panama, lequel prévoyait que la sentence « doit être signée par chacun des membres de la Commission qui se sont prononcés en sa faveur »⁴. Par contre, une autre procédure a été adoptée dans la Convention de La Haye de 1907, dans le Statut de la Cour permanente de Justice internationale et dans le Statut de la Cour internationale de Justice. C'est le système en vertu duquel la sentence est rendue authentique par la signature du Président et par celle du greffier ou du secrétaire du tribunal. L'Article 56 du Statut de la Cour internationale de Justice prévoit que l'arrêt « mentionne les noms des juges qui y ont pris part », mais en vertu de l'Article 58 de ce Statut, l'arrêt n'a besoin d'être signé que « par le Président et par le greffier ». L'article 79 de la Convention de La Haye de 1907 prévoit que la sentence « est signée par le Président et par le greffier ou le secrétaire faisant fonction de greffier ». L'article 49 du Code de la paix mexicain est conçu dans le même sens. Au sujet de cette seconde procédure, Hudson écrit :

« La signature du Président n'indique pas qu'il approuve le jugement; il doit signer le jugement, bien qu'il ait voté contre son adoption, et bien qu'il ait exprimé une opinion dissidente⁵. »

La procédure adoptée par l'article 24 du présent projet peut être considérée comme un compromis entre les deux méthodes traditionnelles. Elle emprunte à la première l'obligation de faire signer la sentence par les membres du tribunal « qui l'ont votée ». Comme dans le second système, le Président doit signer la sentence, qu'il ait ou non voté pour son adoption.

Aux termes du présent article, la sentence arbitrale doit mentionner les noms des arbitres. Il arrive que des règles plus détaillées soient formulées en ce qui concerne le contenu d'une sentence. A ce sujet,

⁴ Department of State, *Arbitration Series No 6* (Washington, 1934); voir également le paragraphe 2 de l'article XI du règlement de procédure de la Commission générale de réclamations Etats-Unis-Mexique, lequel stipule que, dans le cas d'un tribunal composé de trois membres, la sentence « devra être signée au moins par deux membres de la Commission », Feller, p. 368.

⁵ Hudson, *Permanent Court*, p. 587.

l'on trouve des instructions particulièrement explicites dans l'Article 74, paragraphe 1, du règlement de la Cour internationale de Justice, dont voici le texte :

« L'arrêt comprend :

- » L'indication qu'il est rendu par la Cour ou par une Chambre;
- » La date à laquelle il est rendu;
- » Les noms des juges qui y ont pris part;
- » L'indication des parties;
- » Les noms des agents des parties;
- » L'exposé de la procédure;
- » Les conclusions des parties;
- » Les circonstances de fait;
- » Les motifs de droit;
- » Le dispositif;
- » La décision relative aux dépens, s'il y a lieu;
- » L'indication du nombre des juges ayant constitué la majorité ⁶. »

Le compromis demande généralement que la sentence soit motivée ⁷. Des cas cependant se produisirent où aucun motif ne fut donné. Il en fut ainsi dans l'affaire *Portendick* de 1843 entre la France et la Grande-Bretagne, qui fut soumise à l'arbitrage du Roi de Prusse. Cette façon d'agir fut critiquée par Fauchille ⁸. De même, en 1897, le président Cleveland s'abstint de motiver sa décision dans l'arbitrage *Cerruti* entre la Colombie et l'Italie. Sa décision fut critiquée par Darras ⁹.

L'article 79 de la Convention de La Haye de 1907 traduit la pratique moderne en la matière. Il prévoyait : « La sentence arbitrale est motivée. » On trouve des dispositions analogues dans l'article 28 du projet de convention de 1907 relative à la création d'une cour de justice arbitrale et dans l'Article 56 du Statut de la Cour internationale de Justice.

Se conformant à cette tendance, le présent projet de convention exige que la sentence soit motivée. Il prévoit également, à l'article 30, que la validité d'une sentence peut être contestée par toute partie pour absence de motif.

La coutume s'est établie de lire la sentence en séance publique du tribunal, les agents des parties dûment appelés (Convention de La Haye de 1907, art. 80; Statut de la Cour internationale de Justice, Art. 58; Tribunal international de l'Amérique centrale, règlement de procédure, art. 80 ¹⁰; Code de la paix mexicain, art. 50; Commission générale de réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement de procédure, art. XI,

⁶ C.I.J., sér. D, p. 80.

⁷ Witenberg, p. 292, où l'auteur donne une liste de traités.

⁸ Voir sa note doctrinale dans Lapradelle-Politis, t. I, p. 543-544.

⁹ *Revue générale de droit international public* (1899), t. VI, p. 547. Voir, en général, Ralston, p. 107-109.

¹⁰ A.J.I.L. *Supplement* (1923), t. XVII, p. 95.

par. 1¹¹; règlement de procédure, art. 32, de la Commission générale de réclamations Etats-Unis-Panama¹²).

Les textes mentionnés ci-dessus prévoient que la sentence doit être lue en séance publique du tribunal, disposition fondée sur le principe que la justice internationale doit être administrée publiquement. Le secret qui entourait, par exemple, l'affaire *Chevreau* tranchée le 9 juin 1931 par un « tribunal spécial » de la Cour permanente d'arbitrage¹³ fut un cas extraordinaire. Les séances du tribunal ne furent pas ouvertes au public et il a été dit¹⁴ que, d'un commun accord entre les parties, la sentence devait demeurer secrète durant une période de trois mois à partir du jour où elle était rendue et qu'elle ne devait être accessible, par la suite, qu'aux spécialistes ayant reçu une autorisation spéciale et à ceux pratiquant au Palais de la Paix. Cependant, la publication générale de la sentence fut permise un an plus tard, l'interdiction de publier ayant été levée en juin 1932. En raison du lien apparent¹⁵ entre le tribunal et la Cour permanente d'arbitrage, on s'est demandé si tel secret était « compatible avec le but et l'esprit de la Convention de La Haye »¹⁶.

Outre la pratique générale de rendre la sentence en séance publique, les textes des sentences ont généralement été mis à la disposition des spécialistes intéressés, dans un but scientifique, et même, en vue de leur publication, aux gouvernements eux-mêmes, à des particuliers (par exemple, La Fontaine) et aux institutions internationales (par exemple, *Recueil des sentences arbitrales internationales* publié par les Nations Unies).

Le prononcé de la sentence produit des conséquences juridiques importantes. De ce fait, elle devient obligatoire pour les parties¹⁷.

Une autre conséquence juridique est qu'en prononçant la sentence le tribunal devient *functus officio*, principe dont l'application est limitée dans le présent projet par les dispositions des articles 27, 28 et 29 *infra*.

Le projet de 1875 prévoyait, à son article 24, que la sentence devait être notifiée à chacune des parties et qu'une expédition devait lui en être signifiée. Aux termes de l'article 54 de la Convention de La Haye de 1899 et de l'article 81 de la Convention de La Haye de 1907, la sentence doit être notifiée aux agents des parties. L'article 75, paragraphe 1, du règlement de la Cour permanente de Justice internationale, identique à la disposition correspondante du règlement de la Cour internationale de Justice, dispose qu'une copie de l'arrêt doit être communiquée à

¹¹ Feller, p. 368.

¹² Department of State, *Arbitration Series No 6* (Washington, 1934), p. 850.

¹³ *Rec. des sentences arbitrales*, t. II, p. 1115.

¹⁴ Hudson, *The Chevreau Claim between France and Great Britain*, dans *A.J.I.L.* (1932), t. XXVI, p. 807.

¹⁵ Voir, cependant, Hudson, *ibid.*, p. 806.

¹⁶ Hudson, *ibid.*, p. 807.

¹⁷ Voir art. 26 *infra*.

chacune des parties. Le principe qui est à la base de ces dispositions a été adopté dans le présent article du projet.

Article 25

A défaut de disposition contraire du *compromis*, tout membre du tribunal est autorisé à joindre à la sentence son opinion individuelle ou dissidente.

Commentaires

Dans le passé, on a amplement discuté la question de savoir s'il est sage de mentionner et de publier les opinions dissidentes¹⁸. Dans la pratique, cependant, on a en règle générale autorisé leur publication. Parfois, les opinions dissidentes étaient autorisées dans le compromis, mais le plus souvent, le tribunal ayant été habilité à formuler lui-même son règlement de procédure, il adoptait une règle admettant les opinions dissidentes, et même en l'absence d'une règle, la constatation d'une opinion dissidente était admise en pratique. Aux termes de l'article VII du compromis dans l'affaire de l'*Alabama*, la décision devait être signée par les arbitres qui l'approuvaient¹⁹. L'arbitre britannique rédigea en fait une opinion dissidente assez longue, qui fut mentionnée dans le protocole final du tribunal²⁰, mais non jointe en annexe. Plus tard, elle fut publiée séparément, procédure qui, à l'époque, donna lieu à quelques discussions²¹.

La Convention de La Haye de 1907 ne contenait aucune disposition concernant les opinions dissidentes, bien que l'article 52 de la Convention de La Haye de 1899 eût prévu une constatation de dissentiment qui, d'ailleurs, ne pouvait pas être motivée. Le règlement de procédure adopté par la Cour de justice de l'Amérique centrale permettait de déposer des opinions dissidentes²².

Aux termes de l'Article 57 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale et du même article du Statut de la Cour internationale de Justice, tout juge dissident a le droit de joindre aux arrêts de la Cour l'exposé de son opinion individuelle²³. Le Comité de juristes de 1920 était opposé à l'idée de la publication des motifs d'un dissentiment

¹⁸ Voir Witenberg, p. 276-279, Hudson, *International Tribunals*, p. 116-118.

¹⁹ Moore, t. I, p. 550.

²⁰ *Ibid.*, p. 658.

²¹ *Ibid.*, p. 659.

²² Hudson, *International Tribunals*, p. 117.

²³ Voir aussi art. 74, par. 2, du règlement de la Cour.

éventuel²⁴, qu'il considérerait particulièrement indésirable dans le cas des juges *ad hoc*²⁵. Voici un extrait des procès-verbaux du Comité :

« Vainement une opinion s'est-elle fait jour, demandant que le juge ait le droit de donner les motifs de son dissentiment, selon une coutume qui s'est développée, depuis un certain temps, dans la jurisprudence arbitrale; cette proposition n'a pas été accueillie. Il a semblé difficile de permettre au juge de la nationalité des parties d'entamer de longs plaidoyers en faveur de l'Etat de cette nationalité, alors qu'il avait été débouté. Et puisqu'on refusait aux juges nationaux le droit de motiver leur dissentiment, on n'a pas voulu que les juges tiers eussent un droit qui manquât aux juges nationaux²⁶. »

Pourtant, suivant l'exemple de la Convention de La Haye de 1899, le Comité a recommandé que les juges dissidents aient « la faculté de demander que leur opposition ou leurs réserves soient constatées » dans l'arrêt, mais sans indication des motifs²⁷. Quand le projet du Comité a été étudié par le Conseil de la Société des Nations, M. Bourgeois (France) a proposé un amendement en vue d'assurer que « le jeu des différents courants juridiques » apparaisse clairement²⁸. Le Conseil de la Société des Nations a approuvé une disposition selon laquelle

« si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, les dissidents ont le droit d'y joindre l'exposé de leur opinion individuelle²⁹. »

En ce qui concerne les tribunaux arbitraux mixtes, on peut signaler que seul le règlement de procédure du tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave prévoyait des opinions dissidentes³⁰. D'autres tribunaux arbitraux mixtes, cependant, ont en fait autorisé les juges dissidents à joindre leurs opinions individuelles en annexe à la sentence³¹.

La Commission de conciliation franco-italienne, dans l'article 22, dernier paragraphe, de son règlement de procédure, a prévu que les opinions des membres de la Commission pouvaient être mentionnées³².

Bien que la pratique générale ait été d'admettre la constatation ou la publication d'opinions dissidentes, on remarquera que les termes du présent article permettent de stipuler dans les compromis que des opinions dissidentes ne pourront pas être publiées.

²⁴ Cour permanente de Justice internationale, Comité consultatif de juristes, *Procès-verbaux des séances du Comité*, 16 juin-24 juillet 1920 (La Haye, 1920), p. 591 et 742-743.

²⁵ *Ibid.*, p. 531.

²⁶ *Ibid.*, p. 742.

²⁷ Voir l'article 56 proposé par le Comité, *ibid.*, p. 743.

²⁸ *Société des Nations, Actes de la première Assemblée, séances des Commissions*, t. I, p. 478.

²⁹ *Procès-verbal de la dixième session du Conseil*, p. 161.

³⁰ Art. 51, par. 2, *Rec. T.A.M.*, t. IV, p. 556.

³¹ Voir Blühdorn, *Le fonctionnement et la jurisprudence des tribunaux arbitraux mixtes créés par les Traités de paix*, *Rec. A.D.I.* (1932), vol. 41, p. 179-180.

³² *Rec. C.C. franco-italienne*, vol. 1, p. 30.

Article 26

La sentence est obligatoire pour les parties dès qu'elle est rendue. Elle doit être exécutée de bonne foi.

Commentaires

Le présent article distingue l'arbitrage, qui comporte l'obligation juridique d'exécuter une sentence, de la conciliation ou de la médiation qui, juridiquement, n'oblige pas les parties à adopter les propositions qui leur sont faites en vue d'un règlement.

Ainsi qu'il est stipulé à l'article 37 de la Convention de La Haye de 1907, « le recours à l'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence »³³.

Il est frappant que les Etats aient rarement refusé d'exécuter les décisions des tribunaux internationaux ou de s'y conformer. Comme le fit remarquer Lapradelle : « C'est à peine si l'on trouvait, dans la longue histoire des arbitrages, et comme des curiosités, des décisions non suivies d'effet »³⁴. Dans certains cas, la décision n'appelle aucune action positive de la part des parties. Néanmoins, dans la grande majorité des cas où une telle action est prescrite, l'exécution de la sentence va de soi. Lors même que la partie perdante a prétendu être grandement atteinte par la décision, elle s'y est en général conformée, manifestant par là son respect pour le règne du droit. En 1923, par exemple, le Gouvernement des Etats-Unis paya au Gouvernement norvégien une somme considérable en exécution d'une sentence arbitrale, tout en déclarant que c'était là une preuve de « son attachement au principe du règlement arbitral, même en présence d'une décision énonçant certaines théories juridiques qu'il ne saurait accepter »³⁵. L'historique des jugements rendus par la Cour permanente de Justice internationale est, à cet égard, digne d'intérêt. Jamais, un Etat n'a refusé d'exécuter un jugement de la Cour³⁶.

On doit, évidemment, noter que la sentence n'est obligatoire que pour les parties.

La condition de bonne foi se trouve énoncée dans l'Article 13, paragraphe 4, du Pacte de la Société des Nations, qui dispose :

« Les Membres de la Société s'engagent à exécuter de bonne foi les sentences rendues »³⁷. »

³³ Voir, dans le même sens, Th. Funck-Brentano et A. Borel, *Précis du droit des gens* (3ème éd., 1900), p. 459; Mérignhac, p. 298; Limburg, *L'Autorité de chose jugée des décisions des juridictions internationales*, *Rec. A.D.I.* (1929), t. 30, p. 537-538. Morelli déclare que « l'effet de la sentence est d'obliger les parties à considérer la décision comme une décision définitive sur les questions faisant l'objet du différend », Morelli, *La Théorie générale du procès international*, *Rec. A.D.I.* (1937), t. 61, p. 318.

³⁴ De l'exécution des décisions de la justice internationale, *Revue de droit international* (1934), t. 14, p. 225.

³⁵ *Norwegian Shipowners' Claims*, *Rec. des sentences arbitrales*, t. I, p. 344.

³⁶ Hudson, *Permanent Court*, p. 596.

³⁷ Voir Hambro, *L'exécution des sentences internationales* (Liège, 1936), p. 60-61.

Plus catégoriquement encore, l'Article 94 de la Charte des Nations Unies prescrit que :

« 1) Chaque Membre des Nations Unies s'engage à se conformer à la décision de la Cour internationale de Justice dans tout litige auquel il est partie.

» 2) Si une partie à un litige ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent en vertu d'un arrêt rendu par la Cour, l'autre partie peut recourir au Conseil de sécurité et celui-ci, s'il le juge nécessaire, peut faire des recommandations ou décider des mesures à prendre pour faire exécuter l'arrêt. »

Il faut cependant faire observer que l'Article 94 de la Charte s'applique seulement aux jugements de la Cour internationale de Justice, principal organe judiciaire des Nations Unies et que, à la différence de la disposition générale de l'Article 13 du Pacte de la Société des Nations (« arbitrage ou règlement judiciaire »), il ne s'applique pas à l'arbitrage en tant que tel.

Il convient de répéter qu'il n'existe que des exemples exceptionnels et peu importants du refus d'exécuter une sentence; en d'autres termes, la proposition contenue dans l'article ci-dessus du projet est conforme à la pratique internationale.

Quant au moment auquel la sentence devient obligatoire, la première partie du présent article prescrit clairement que les parties se trouvent liées dès que la sentence est rendue. Conformément à l'article 24, paragraphe 3, du présent projet, la sentence est lue en séance publique, et dès lors rendue. Les parties sont invitées à être représentées au moment du prononcé, mais l'absence d'un agent ne fait pas obstacle à ce que la sentence soit rendue.

On peut signaler que l'article 76 du règlement de la Cour internationale de Justice stipule que « l'arrêt est obligatoire pour les parties dès qu'il est lu en séance publique ».

Article 27

Une fois la sentence rendue et communiquée aux parties, le tribunal peut, dans le délai d'un mois, soit de sa propre initiative, soit à la requête de l'une des parties, rectifier toute erreur d'écriture, typographique ou arithmétique ou toute erreur manifeste du même ordre.

Commentaires

Une fois rendue, la sentence du tribunal devient *res judicata* et ne peut plus être modifiée par le tribunal, réserve faite des dispositions de l'article 29 ci-dessous. Le pouvoir de reviser la sentence, expressément reconnu par l'article 29, ne doit cependant pas être confondu avec la simple rectification d'une « erreur d'écriture, typographique ou arithmé-

tique ou toute erreur manifeste du même ordre », qui complète la sentence et n'implique pas sa modification.

Les règlements de procédure de nombreux tribunaux arbitraux renferment des dispositions analogues à celles du présent article 27. Voir, par exemple, l'article 75 du règlement de procédure du tribunal arbitral mixte germano-belge, et l'article 40 du règlement de procédure du tribunal germano-anglais ³⁸. Dans chacun de ces cas, le tribunal a été investi du pouvoir d'expliquer ou de corriger une décision obscure, incomplète ou contradictoire ou qui contenait une erreur de rédaction ou de calcul. Ce pouvoir a été exercé dans de nombreux cas. Voir les deux décisions suivantes du tribunal arbitral mixte germano-anglais : *Dewhurst et autres c. Allemagne*, 1924 ³⁹, et *Byng c. Der Anker Gesellschaft für Lebens- und Rentenversicherungen*, 1924 ⁴⁰; voir aussi l'article 46 du règlement de procédure de la Commission franco-mexicaine ⁴¹, l'article XI (6) du règlement de procédure de la Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique ⁴² et le chapitre XII, paragraphe 48, du règlement de procédure de la Commission générale de réclamations anglo-mexicaine ⁴³.

Aux termes du projet de 1875, l'arbitre avait le droit, tant que les délais fixés dans le compromis n'étaient pas expirés, de corriger de simples fautes d'écriture ou de calcul contenues dans la sentence. Mérignhac, dans ses commentaires sur cette disposition, souligne que l'arbitre devrait exercer ce pouvoir avec beaucoup de circonspection, afin de ne pas toucher au fond de l'affaire ou de modifier, en quoi que ce soit, la sentence ⁴⁴.

Dans l'arbitrage de 1871 entre les Etats-Unis et l'Espagne, relatif à certaines réclamations introduites par des citoyens américains, le surarbitre, le comte Lewenhaupt (les arbitres étant d'opinions différentes) déclara ce qui suit :

« Le surarbitre est d'avis que, selon la règle généralement adoptée par les cours d'arbitrage, le surarbitre n'a pas le pouvoir discrétionnaire d'ignorer ses propres décisions, qu'il a le droit de corriger des erreurs de copiste, aussi longtemps que la décision n'est pas rendue, mais qu'une erreur de jugement ne peut être corrigée qu'après une rectification dûment intervenue de la décision, sauf le cas où l'affaire est de nouveau soumise à l'examen par les voies prévues ⁴⁵. »

³⁸ *Rev. T.A.M.*, t. I, p. 43 et 118 respectivement.

³⁹ *Ibid.*, t. IV, p. 1.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 297.

⁴¹ Feller, p. 439.

⁴² *Ibid.*, p. 381-382.

⁴³ *Ibid.*, p. 497-498.

⁴⁴ Mérignhac, p. 282.

⁴⁵ Moore, t. III, p. 2192.

Dans l'affaire *Thadeus Amat et autres*, jugée par la Commission des réclamations Etats-Unis-Mexique, constituée en vertu du compromis du 8 juillet 1868, l'agent mexicain fit valoir que la sentence du surarbitre contenait une erreur de calcul. Le surarbitre réexamina alors sa sentence, corrigea l'erreur et détermina le montant exact de la somme à payer ⁴⁶.

On remarquera qu'aux termes de l'article 27 du présent projet, le tribunal ne peut corriger la sentence que « dans le délai d'un mois » après que la sentence a été rendue et communiquée aux parties. Cette restriction ne devrait point, cependant, empêcher les parties de reconnaître et de corriger elles-mêmes les erreurs manifestes, même après l'expiration du délai prévu.

Article 28

1. Tout différend qui pourrait surgir entre les parties concernant l'interprétation et la portée de la sentence sera, à la requête de l'une d'elles et dans le délai d'un mois à dater du prononcé de la sentence, soumis au tribunal qui a rendu cette sentence. Le recours en interprétation suspend l'exécution de la sentence jusqu'à ce qu'il ait été jugé.

2. Au cas où, pour une raison quelconque, il serait impossible de soumettre le différend au tribunal qui a rendu la sentence, et si dans le délai de trois mois un accord n'est pas intervenu entre les parties sur une autre solution, le différend pourra être porté devant la Cour internationale de Justice à la requête de l'une des parties.

Commentaires

Le présent article s'inspire de l'article 82 de la Convention de La Haye de 1907 en ce qu'il dispose qu'en général tout différend qui pourrait surgir entre les parties concernant l'interprétation d'une sentence doit être soumis au tribunal qui a rendu cette sentence. L'article de la Convention prévoit que :

« Tout différend qui pourrait surgir entre les parties concernant l'interprétation et l'exécution de la sentence arbitrale sera, en tant que le compromis ne l'exclut pas, soumis au jugement du même tribunal qui l'a rendue. »

L'Article 60 du Statut de la Cour internationale de Justice prévoit également qu'en cas de contestation sur le sens et la portée de l'arrêt, c'est à la Cour qu'il appartient de l'interpréter. *Ejus est interpretari cujus est condere.*

Il faut éviter, dans toute la mesure où les intérêts de la communauté internationale le permettent, de rien faire qui puisse porter atteinte

⁴⁶ *Ibid.*, t. II, p. 1358.

à l'autorité et à l'indépendance d'un tribunal ou créer, sans que cela soit nécessaire, une hiérarchie de tribunaux internationaux. Le présent article écarte ce danger en conférant au tribunal qui a rendu la sentence le droit de décider lui-même des contestations qui pourraient surgir entre les parties au sujet de l'interprétation de cette sentence. D'un autre côté, cet article sauvegarde, dans le domaine judiciaire, les intérêts des parties et ceux de la communauté internationale en prévoyant, à son paragraphe 2, qu'au cas où il serait « impossible de soumettre le différend au tribunal qui a rendu la sentence, et si dans le délai de trois mois un accord n'est pas intervenu entre les parties sur une autre solution, le différend pourra être porté devant la Cour internationale de Justice à la requête de l'une des parties ».

Dans son arrêt du 16 décembre 1927, la Cour permanente de Justice internationale avait à statuer sur une requête du Gouvernement allemand en interprétation de ses arrêts Nos 7 et 8 relatifs à l'affaire de l'*usine de Chorzów*. Le Gouvernement polonais, partie adverse, soutenant que les conditions requises pour donner suite à la demande en interprétation faisaient défaut, la Cour rechercha ce qu'il fallait entendre par « interprétation ». Elle établit d'abord les deux conditions suivantes : « 1^o il faut qu'il y ait contestation sur le sens et la portée d'un arrêt de la Cour » et « 2^o il faut que la demande vise une interprétation de l'arrêt ». Au sujet de la dernière condition, la Cour dit que « par l'expression « interprétation », il faut entendre l'indication précise du « sens » et de la « portée » que la Cour a entendu attribuer à l'arrêt en question »⁴⁷. Un différend qui pourrait surgir entre les parties concernant le sens et la portée de l'arrêt devait, dit-elle, toucher « ce qui, dans l'arrêt en question, a été tranché avec force obligatoire », y compris les contestations concernant la question de savoir « si tel ou tel point a été décidé avec force obligatoire »⁴⁸. En d'autres termes, le différend ne doit pas se rapporter à un *obiter dictum*⁴⁹.

L'effet d'un arrêt d'interprétation fut décrit par la Cour en ces termes : « L'interprétation n'ajoute rien à la chose jugée et ne peut avoir effet obligatoire que dans les limites de la décision de l'arrêt interprété. » La Cour « se borne à expliquer par l'interprétation ce qu'elle a déjà dit et jugé »⁵⁰.

En donnant suite à une demande en interprétation, la Cour a écarté toute appréciation de faits autres que ceux qu'elle avait examinés dans l'arrêt qu'elle interprétait et, en conséquence, tous faits postérieurs à cet arrêt⁵¹. L'interprétation ne saurait dépasser les limites de l'arrêt

⁴⁷ *Interprétation des arrêts Nos 7 et 8 relatifs à l'affaire de l'usine de Chorzów*, C.P.J.I., sér. A, No 13, p. 10.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 11-12.

⁴⁹ Voir également *ibid.*, p. 14.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 21.

⁵¹ *Ibid.*, p. 21.

à interpréter⁵². L'interprétation ne peut être un moyen de « remettre en discussion ce qui a été définitivement et régulièrement jugé »⁵³.

L'affaire *Fourchet*, dont cette dernière citation est extraite, fut soumise au tribunal arbitral mixte franco-autrichien en vertu de l'article 78 du règlement de procédure, dont voici le texte :

« Le tribunal peut interpréter ou rectifier une sentence dont le dispositif paraîtrait obscur, incomplet ou contradictoire, ou qui contiendrait une erreur d'écriture ou de calcul.

» La demande d'interprétation doit être adressée au tribunal, par l'intermédiaire d'un agent, dans le délai d'un mois à partir de la notification de la sentence.

» Le tribunal statue en chambre du conseil, après avoir provoqué les explications de la partie adverse⁵⁴. »

La procédure à suivre devant la Cour internationale de Justice pour obtenir une interprétation d'un arrêt est régie par l'article 79 du règlement de la Cour, lequel stipule :

« 1. La demande en interprétation d'un arrêt est introduite soit par la notification d'un compromis entre les parties, soit par requête émanant d'une ou de plusieurs des parties.

» 2. Le compromis ou la requête comprend la mention de l'arrêt dont l'interprétation est demandée et l'indication précise du ou des points contestés.

» 3. Si la demande d'interprétation est introduite par requête, le greffier communique cette requête aux autres parties, qui peuvent présenter leurs observations, dans le délai fixé par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président.

» 4. La Cour peut inviter les parties à lui fournir par écrit ou oralement un supplément d'information, que l'instance ait été introduite par compromis ou par requête⁵⁵. »

Dans son arrêt du 27 novembre 1950 relatif à la *Demande d'interprétation de l'arrêt du 20 novembre 1950 en l'affaire du droit d'asile*⁵⁶, la Cour internationale de Justice a confirmé les deux conditions requises pour qu'une demande d'interprétation soit recevable, telles que la Cour permanente de Justice internationale les avait formulées dans son arrêt du 16 décembre 1927 cité ci-dessus. Examinant la condition selon laquelle

⁵² *Interprétation de l'arrêt No 3 concernant le paragraphe 4 de l'annexe suivant l'article 179 du Traité de Neuilly, arrêt du 16 mars 1925, C.P.J.I., sér. A, No 4, p. 7.*

⁵³ *Fourchet (France) c. Autriche*, tribunal arbitral mixte franco-autrichien, 1929, *Rec. T.A.M.*, t. IX, p. 283.

⁵⁴ *Rec. T.A.M.*, t. I, p. 251.

⁵⁵ *C.I.J.*, sér. D, p. 81.

⁵⁶ *C.I.J. Recueils*, 1950, p. 395.

« il faut qu'il existe une contestation sur le sens et la portée de l'arrêt » ⁵⁷, la Cour a estimé « qu'on ne peut considérer comme une contestation », aux termes de l'Article 60 de son Statut, « le seul fait que l'une des parties déclare l'arrêt obscur, tandis que l'autre le déclare parfaitement clair. La contestation exige une divergence de vues entre parties sur des points définis » ⁵⁸. Selon la Cour, non seulement l'existence d'une telle contestation n'avait pas été portée à sa connaissance, « mais il ressort de la date même à laquelle la demande en interprétation du Gouvernement de la Colombie a été introduite [la demande avait été introduite le jour du prononcé de l'arrêt] qu'une telle contestation n'a même pas pu se manifester d'une manière quelconque » ⁵⁹.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 402.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 403.

⁵⁹ *Ibid.* Voir, sur la question de l'existence d'une contestation dans son ensemble, les commentaires sur l'article 1, ci-dessus.

CHAPITRE VI

LA REVISION

Article 29

1. La revision de la sentence peut être demandée par l'une ou l'autre partie en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive sur la sentence, à condition qu'avant le prononcé de la sentence ce fait ait été ignoré du tribunal et de la partie qui présente la demande et qu'il n'y ait pas faute, de la part de cette partie, à l'ignorer.

2. La demande en revision doit être formée dans un délai de six mois après la découverte du fait nouveau, et en tout cas dans les dix ans qui suivent le prononcé de la sentence.

3. Lors de la procédure de revision, le tribunal se prononce d'abord sur l'existence du fait nouveau et statue sur la recevabilité de la demande. Si le tribunal juge la demande recevable, il se prononce sur le fond.

4. La demande en revision est portée devant le tribunal qui a rendu la sentence. Si, pour une raison quelconque, il n'est pas possible de porter la demande devant ce tribunal, l'instance pourra, sauf accord entre les parties sur une autre solution, être portée par l'une des parties devant la Cour internationale de Justice.

Commentaires

Le terme « revision » semble avoir été introduit dans la pratique de l'arbitrage international par l'article 13 du *Traité permanent d'arbitrage* du 23 juillet 1898 entre l'Italie et la République Argentine, qui dispose, entre autres :

« L'arrêt est sans appel et son exécution est confiée à l'honneur des nations signataires de ce pacte.

» Est admise toutefois la demande de revision devant le même tribunal qui l'a prononcé et avant que l'arrêt même soit exécuté : 1) s'il a été jugé sur un document faux ou erroné; 2) si l'arrêt a été en tout ou en partie l'effet d'une erreur de fait positive ou négative qui résulte des actes ou documents de la cause.¹ »

¹ De Martens, *Nouveau Recueil général*, 2ème sér., t. XXIX, p. 139.

La possibilité de revision d'une sentence arbitrale a été admise par l'article 55 de la Convention de La Haye de 1899 et par l'article 83 de la Convention de La Haye de 1907 qui lui correspond. Ces articles étaient de caractère facultatif, les parties étant autorisées à inclure dans le compromis une réserve sur le droit de revision. L'article 83 était ainsi conçu :

« Les parties peuvent se réserver dans le compromis de demander la revision de la sentence arbitrale.

» Dans ce cas, et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du tribunal lui-même et de la partie qui a demandé la revision.

» La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision du tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

» Le *compromis* détermine le délai dans lequel la demande de revision doit être formée. »

Une clause relative à la revision de la sentence avait été incluse dans l'article 13 du compromis du 22 mai 1902, dans l'affaire des *fonds pieux de Californie*, et avait la teneur suivante :

« La revision sera admise en conformité de l'article LV de la Convention de La Haye, la demande de revision devant être faite dans les huit jours du prononcé de la sentence. Les preuves s'y référant devront être soumises dans les dix jours après que la revision aura été autorisée (la revision n'étant, éventuellement, accordée que dans les cinq jours de la demande) et les contrepreuves dans les dix jours suivants, à moins que la Cour ne décide d'accorder un nouveau délai. Les plaidoiries devront être soumises dans les dix jours suivant la présentation de l'ensemble des preuves et le jugement prononcé ou la sentence rendue dans les dix jours suivants. Toutes les dispositions applicables au premier jugement s'appliqueront, autant que possible, au jugement ou à la sentence en revision, étant entendu que toute la procédure en revision sera en langue française ². »

Une clause relative à la revision de la sentence figure dans l'article 10 du compromis du 27 janvier 1909 dans l'affaire des *pêcheries de l'Atlantique nord*; en voici le texte :

« Chaque partie se réserve le droit de demander la revision de la sentence. La demande de revision devra contenir un exposé des motifs sur lesquels elle se fonde et devra être formulée dans les

² *Treaties, Conventions, International Acts, Protocols and Agreements between the United States of America and other Powers 1776-1909*, Malloy (Washington, 1910), vol. 1, p. 1198.

cinq jours suivant le prononcé de la sentence. Elle fera l'objet, par le tribunal, d'un débat dans les dix jours suivants. La partie qui introduit la demande en communiquera copie à la partie adverse, et les deux parties plaideront par-devant le tribunal sur la demande en question. La demande ne pourra être faite que sur découverte d'un fait nouveau ou de circonstances susceptibles d'exercer une influence décisive sur la sentence, et qui étaient inconnus du tribunal et de la partie demandant la revision lors de la clôture des débats, ou du fait que la sentence ne résout pas pleinement et suffisamment, au sens de l'accord, la ou les questions soulevées. Si le tribunal autorise une demande en revision, il devra autoriser telles autres défenses et plaidoiries qu'il estimera nécessaire d'entendre³. »

La revision se présente comme une procédure qui permet de rouvrir une affaire en cas de découverte de faits nouveaux, c'est-à-dire de faits inconnus auparavant. Comme ces faits nouveaux peuvent être découverts à n'importe quel moment, il y a conflit entre deux intérêts, celui de l'irrévocabilité de la sentence et celui de la justice. A la Conférence de La Haye de 1899, la question fut très vivement débattue. La formule souvent citée du délégué américain Holls — « rien n'est réglé, s'il ne l'est de façon juste » — finit par l'emporter. On décida que les parties, si elles le voulaient, pourraient se réserver le droit de revision dans le compromis⁴.

Les dispositions des Conventions de La Haye de 1899 et de 1907 n'imposaient aucune limite de temps à l'exercice du droit de revision. En d'autres termes, les parties étaient laissées libres de prévoir une revision et d'en limiter l'exercice comme elles l'entendraient. Dans les affaires des *fonds pieux de Californie* et des *pêcheries de l'Atlantique nord*, le délai pendant lequel on pouvait avoir recours à la revision était très court, à savoir huit et cinq jours respectivement à partir du prononcé ou de la publication de la sentence. Dans l'article 52 du Code de la paix mexicain, le délai était limité à quinze jours à dater de la sentence. Aux termes de l'article XLVIII du Pacte de Bogota du 30 avril 1948, la sentence est sujette à revision pendant l'année qui suit sa notification. L'Article 61, paragraphe 5, du Statut de la Cour internationale de Justice, dispose qu'« aucune demande de revision ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt ».

Le présent article fixe aussi, pour le droit de demander la revision, une limite de temps absolue de dix ans. En outre, il prescrit, comme le fait l'Article 61, paragraphe 4, du Statut de la Cour internationale de Justice, une limite de temps relative : la demande de revision doit être formée au plus tard dans le délai de six mois après la découverte du fait nouveau.

³ *Ibid.*, p. 840.

⁴ Voir le résumé des débats dans Sandifer, *Evidence before International Tribunals* (Chicago, 1939), p. 315-319, et Carlston, p. 233-235.

En outre, le présent article pose en principe que le droit de revision doit être considéré comme faisant, en tout temps, partie intégrante du système d'arbitrage et qu'il n'est donc point nécessaire, dans le compromis, de se réserver ce droit de façon expresse, comme l'exigeaient l'article 83 de la Convention de La Haye de 1907 et la Cour permanente de Justice internationale dans son avis consultatif du 6 décembre 1923 en l'affaire de *Junvorfina* ⁵.

Le sens du mot « revision » a été étudié à l'occasion d'un certain nombre d'affaires. La notion de « fait nouveau » justifiant la revision ne s'applique pas aux faits postérieurs à la sentence. Il doit s'agir d'un fait qui s'était déjà produit mais qui était inconnu lors de la sentence ⁶. Une erreur matérielle de la loi ne peut donner lieu à revision ⁷. La revision ne consiste pas en une réouverture des débats qui permettrait aux parties de remettre en cause les données juridiques sur lesquelles la sentence est fondée ⁸. Dans une procédure de revision, la tâche du tribunal consiste à rapprocher le fait nouvellement découvert des faits antérieurs sur lesquels il a fondé sa décision, et à déterminer si le fait nouveau modifie sensiblement la signification de ces faits et les conclusions qui en avaient été tirées ⁹.

A la Conférence de la paix tenue à La Haye en 1899, on s'est demandé si la découverte d'un dol rentrait dans le concept de « fait nouveau » ¹⁰. On a soutenu que « découvrir que des documents invoqués dans un arbitrage étaient faux, c'est découvrir un fait nouveau; et ce fait est sans conteste, de nature à influencer profondément la décision du tribunal » ¹¹. Dans une opinion émise le 15 décembre 1933, au sujet des affaires de *sabotage*, le surarbitre Roberts déclarait :

« La Commission n'est pas *functus officio*. Elle siège encore en tant que tribunal... Si elle peut réparer ses propres erreurs et omissions, elle peut, a fortiori, et pendant qu'elle possède encore juridiction sur une affaire, réparer les erreurs auxquelles elle aura été conduite par dol ou collusion » ¹².

⁵ C.P.J.I., sér. B., No 8, p. 38.

⁶ *Créange (France) c. Busch (Allemagne)*, tribunal arbitral mixte franco-allemand, 1924, Rec. T.A.M., t. 1, p. 114; *Krichel c. 1) Etat Français, 2) Etat allemand*, tribunal arbitral mixte franco-allemand, 1928, *ibid.*, t. 8, p. 764.

⁷ *Fonderie de Trail*, sentence du 11 mars 1941, arbitrage entre les Etats-Unis et le Canada institué en vertu de la Convention du 15 avril 1935, A.J.I.L. (1941), t. 35, p. 704-707.

⁸ *Eponx l'entente (Allemagne) c. Etat S.H.S.*, tribunal arbitral mixte germano-yougoslave, 1923, Rec. T.A.M., t. 7, p. 79.

⁹ *Baron de Neuflyze (France) c. Diskontogesellschaft et autres (Allemagne)*, tribunal arbitral mixte franco-allemand (1927), *ibid.*, p. 629.

¹⁰ *Proceedings of the Hague Peace Conferences, The Conference of 1899* (Carnegie trans., New-York, 1920), p. 753.

¹¹ Carleton, p. 237-238; Sandifer, *op. cit.*, p. 317-318.

¹² Commission mixte de réclamations Etats-Unis-Allemagne, *Opinions and Decisions from January 1, 1933, to October 30, 1939* (Washington), p. 1127-1128.

Le paragraphe premier du présent article énonce les conditions requises pour une demande en « revision de la sentence »; il faut 1) qu'il y ait un « fait de nature à exercer une influence décisive sur la sentence », 2) que ce fait ait été « ignoré, avant le prononcé de la sentence, du tribunal et de la partie qui présente la demande », et 3) « qu'il n'y ait pas faute, de la part de cette partie, à l'ignorer ».

La première de ces conditions apparaît dans plusieurs textes analogues. L'Article 61 du Statut de la Cour internationale de Justice se réfère à un « fait de nature à exercer une influence décisive ». L'article XLVIII du Pacte de Bogota du 30 avril 1948 se réfère à un fait qui « pourrait exercer une influence décisive sur la sentence ». L'article 79 du règlement de procédure du tribunal arbitral mixte franco-allemand, qui est un exemple typique de la pratique suivie en cette matière par les tribunaux mixtes, parle d'« un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence »¹³.

La deuxième condition est exigée dans tous les cas.

La troisième condition, à savoir qu'il n'y ait pas, de la part de la partie qui demande la revision, faute à ignorer le fait, constitue un compromis entre deux solutions extrêmes : ne permettre la revision en aucune circonstance, ou la permettre sur simple découverte d'un fait nouveau, sans chercher à établir s'il y avait ou non faute de la partie qui demande la revision. Cette condition, qui est constante dans la pratique, est justifiée en théorie, car elle évite de constituer une prime à la négligence. Comme le fait observer Sandifer :

« Les parties en instance devant les commissions de réclamations — et c'est devant ces commissions que la plupart des demandes en réouverture des débats seraient formulées — n'ont déjà que trop tendance à faire montre de négligence dans la production des preuves, sans qu'on les y encourage encore en leur permettant de rouvrir les débats pour remédier à leur négligence¹⁴. »

Les éléments essentiels de la procédure de revision sont énoncés dans le présent article comme suit : 1) la procédure commence sur la demande de l'une ou l'autre des parties, demande qui expose les éléments de fait mentionnés ci-dessus (par. 1); 2) la demande « doit être formée dans le délai de six mois après la découverte du fait nouveau, et en tout cas dans les dix ans qui suivent le prononcé de la sentence » (par. 2); 3) la demande doit être portée, si possible, « devant le tribunal qui a rendu la sentence » (par. 4); 4) le tribunal doit se prononcer d'abord sur « l'existence du fait nouveau » allégué et sur « la recevabilité de la demande » (par. 3); 5) « si le tribunal juge la demande recevable, il se prononce sur le fond » (par. 3).

¹³ *Rec. T.A.M.*, t. I, p. 55.

¹⁴ Sandifer, *op. cit.*, p. 297.

Une décision préliminaire du tribunal sur la recevabilité de la demande en revision était déjà requise dans l'article 55 de la Convention de La Haye de 1889 et l'article 83 de la Convention de La Haye de 1907. On retrouve cette condition dans l'Article 61 du Statut de la Cour internationale de Justice. L'article 52 du Code de la paix mexicain exige également une « déclaration [préliminaire] sur la recevabilité de la demande ». L'article 80 du règlement de procédure du tribunal arbitral mixte franco-allemand exige une décision préliminaire constatant que les conditions requises pour la recevabilité de la demande en revision sont remplies ¹⁵.

Il y a ouverture à revision toutes les fois qu'un fait nouveau est découvert et que les conditions du paragraphe premier se trouvent remplies, à condition que la demande soit formée dans les six mois de la découverte du fait nouveau et dans les dix ans du prononcé de la sentence. Il peut donc y avoir un intervalle considérable entre la dissolution du tribunal et le moment où un fait nouveau est découvert et où la procédure en revision est entamée. Il se pourrait qu'alors, par suite du décès d'un membre, ou de toutes autres circonstances imprévisibles, le tribunal d'origine ne puisse se reconstituer pour statuer sur la demande en revision. C'est pourquoi le paragraphe 4 dispose :

« Si pour une raison quelconque, il n'est pas possible de porter la demande devant ce tribunal, l'instance pourra, sauf accord entre les parties sur une autre solution, être portée par l'une des parties devant la Cour internationale de Justice. »

¹⁵ *Rec. T.A.M.*, t. I, p. 55.

CHAPITRE VII

LA NULLITÉ

Article 30

La validité d'une sentence peut être contestée par toute partie pour l'une ou plusieurs des raisons suivantes :

- a) Excès de pouvoir du tribunal;
- b) Corruption d'un membre du tribunal;
- c) Dérogation grave à une règle fondamentale de procédure, y compris l'absence de motif.

Commentaires

Un tribunal international n'est pas un tribunal de droit commun; il n'est pas non plus indépendant des règles de droit établies gouvernant toute procédure judiciaire. Sa compétence est déterminée par l'accord des parties et il ne peut se prononcer que sur les questions dont il est saisi. Il doit décider de ces questions d'après les règles de droit qui lui sont applicables. Il doit conduire le procès à la manière d'un organe judiciaire et conformément aux règles fondamentales de la procédure.

Telle est la théorie classique de la procédure arbitrale internationale. C'est dans le cadre de cette théorie qu'il faut situer le principe de la chose jugée. La force obligatoire d'une sentence ne résulte pas seulement du compromis. Le sentiment des Etats qu'une sentence arbitrale a force obligatoire de par le droit international lui-même¹, le fait que le tribunal a fidèlement adhéré aux principes fondamentaux de droit régissant son activité, telles sont, en dernière analyse, les sources de la force obligatoire d'une sentence arbitrale internationale. Les Etats sont tenus de prendre toutes les mesures propres à assurer l'exécution d'une sentence rendue².

Inversement, une sentence rendue en violation de ces principes fondamentaux ne saurait lier les parties. La théorie et la pratique démontrent abondamment que si une ou plusieurs des conditions fondamentales de la validité d'une sentence font défaut, l'Etat intéressé n'est pas tenu

¹ Mérignhac, p. 299, Carlston, p. 211.

² Witenberg, p. 352-353; J. Limburg, *L'Autorité de chose jugée des décisions des juridictions internationales*, *Rec. A.D.I.* (1929), t. XXX, p. 566.

de mettre cette sentence à exécution. Pufendorf fut l'un des premiers auteurs à poser ce principe; voici ce qu'il écrit :

« Au reste, lorsqu'on dit qu'il faut en passer par le jugement de l'arbitre, soit que la sentence se trouve juste, ou injuste, cela doit s'entendre avec quelque restriction. J'avoue que, quelque bonne opinion qu'une partie eût conçue de la justice de sa cause, cela ne suffit pas pour l'autoriser à se dédire du compromis. Mais s'il paroît manifestement qu'il y a eu de la collusion entre l'arbitre et l'autre partie, ou qu'elle l'avoit gagné par des présents, ou qu'ils avoient fait ensemble une convention à notre préjudice, on n'est point alors obligé de se soumettre à la sentence d'un tel juge qui, ayant témoigné une partialité si visible, ne sauroit plus soutenir le personnage d'arbitre ³. »

Quelque deux siècles plus tard, le projet de 1875 vint stipuler, à son article 27 :

« La sentence arbitrale est nulle en cas de compromis nul, ou d'excès de pouvoir, ou de corruption prouvée d'un des arbitres, ou d'erreur essentielle. »

Bluntschli expose comme suit les principes applicables :

« La décision du tribunal arbitral peut être considérée comme nulle :

» a) Dans la mesure en laquelle le tribunal arbitral a dépassé ses pouvoirs;

» b) En cas de déloyauté et de déni de justice de la part des arbitres;

» c) Si les arbitres ont refusé d'entendre les parties ou violé quelque autre principe fondamental de la procédure;

» d) Si la décision arbitrale est contraire au droit international.

» Mais la décision des arbitres ne peut être attaquée sous le prétexte qu'elle est erronée ou contraire à l'équité. Les erreurs de calcul demeurent réservées ⁴. »

On peut, enfin, citer l'opinion de Hall :

« Une décision arbitrale peut être considérée comme nulle dans les cas suivants : si le tribunal a clairement excédé les pouvoirs que lui conférait l'instrument d'arbitrage, s'il s'est rendu coupable d'un déni de justice manifeste, s'il est prouvé que sa sentence a été obtenue par dol ou corruption, ou si les termes de la sentence prêtent à l'équivoque ⁵. »

Voir, sur l'ensemble de la question, la liste des auteurs et les précédents cités dans A. Balasko, *Causes de nullité de la sentence arbitrale en droit international public* (Paris, 1938) et Carlston.

³ S. Pufendorf, *Le droit de la nature et des gens*, traduction Barbeyrac, Amsterdam, 1706, t. II, l. V, chap. XIII, p. 120.

⁴ Bluntschli, *Le droit international codifié* (Paris, 1886), sect. 495, p. 289.

⁵ W. E. Hall, *A Treatise on International Law* (8ème éd., Oxford, 1924), p. 420.

La classification des diverses causes de nullité d'une sentence a été tentée par de nombreux auteurs dont les études ont été analysées par Balasko et Carlston dans leurs travaux en la matière. Le problème, pour le juriste, est de déterminer quelles sont les causes dont la théorie et la pratique ont abondamment démontré qu'elles permettent d'attaquer valablement une sentence arbitrale pour nullité. Dans le présent projet de convention, cependant, on semble se heurter à un double problème. Le projet doit, d'une part, se fonder sur les principes de droit international applicables en la matière et, d'autre part, adopter une solution qui soit conforme à ce droit tout en favorisant le développement du droit international et en servant les intérêts de la communauté des nations.

L'examen des opinions doctrinales émises sur la question de la nullité des sentences arbitrales, montre que la liste des causes de nullité est plus ou moins longue selon les auteurs. C'est ainsi que Fiore⁶ trouve neuf causes de nullité, auxquelles il en ajoute trois empruntées à d'autres auteurs. De même, Goldschmidt⁷ dresse une liste de onze causes de nullité. Par contre, il est d'autres auteurs, comme Hall *supra*, qui établissent une liste fort courte. Il n'est pas sans intérêt de noter que l'Institut de droit international, dans son projet de 1875 (art. 27), a ramené à quatre les onze causes de nullité citées par Goldschmidt. Il n'est donc pas surprenant de voir Balasko s'élever vigoureusement contre les longues listes de causes de nullité d'une sentence⁸.

Les auteurs du présent projet de convention ont considéré qu'un nombre limité de causes de nullité devraient être reconnues. Mais le soin de définir le sens et la portée de chacune de ces causes est laissé à la pratique.

Paragraphe a. — L'« excès de pouvoir du tribunal » est la première cause de nullité énoncée dans l'article. C'est sans doute la première en date et la plus universellement reconnue. La maxime du droit romain, *arbitrari nihil extra compromissum facere potest*, a été reprise par le droit international⁹. Vattel est l'un des premiers auteurs qui aient cité le cas d'arbitres qui « passent leur pouvoir et prononcent sur ce qui ne leur a point été véritablement soumis¹⁰ ». La question de l'excès de pouvoir fut soulevée dans une des premières affaires dans lesquelles la validité d'une sentence arbitrale fut attaquée, l'affaire de la *frontière nord-est* entre les Etats-Unis et le Canada. Dans cette affaire, le roi des Pays-Bas fut prié, en sa qualité d'arbitre, de choisir entre deux lignes frontières

⁶ P. Fiore, *Le droit international codifié et sa sanction juridique* (Paris, 1911), p. 619-620.

⁷ L. Goldschmidt, *Projet de règlement pour tribunaux arbitraux internationaux*, art. 32, R.D.I.L.C. (1874), t. VI, p. 446-447.

⁸ *Op. cit.*, p. 98.

⁹ Voir W. Schätzel, *Rechtskraft und Anfechtung von Entscheidungen internationaler Gerichte* (Leipzig, 1928), p. 56; D. Guermanoff, *L'excès de pouvoir de l'arbitre* (Paris, 1929), p. 40-44.

¹⁰ E. de Vattel, *Le droit des gens*, éd. de 1758 (Carnegie, Washington, 1916), t. I, sect. 329, p. 520.

revendiquées respectivement par chacune des parties. Au lieu de ce faire, il s'abstint de rendre une décision¹¹, et, par une sentence du 10 janvier 1931, il recommanda une troisième ligne frontière¹². On peut citer deux autres exemples. Dans l'affaire de l'île d'Aves, réglée par une sentence rendue par la reine d'Espagne le 30 juin 1865, la question se posa de savoir si un arbitre chargé par les parties en litige de décider de « la question du droit de domination et de souveraineté de l'île d'Aves » pouvait se prononcer sur la question connexe de l'existence d'une servitude¹³. La sentence rendue le 15 juin 1911 dans l'affaire de la zone de Chamizal¹⁴ fut contestée parce qu'elle divisait la zone au lieu de statuer sur la propriété de la zone dans son ensemble¹⁵.

La question de l'excès de pouvoir est essentiellement une question d'interprétation de traité. Il faut, pour la régler, confronter soigneusement la sentence, ou tout autre acte contesté du tribunal, et les dispositions pertinentes du compromis. Pour qu'il puisse être retenu, l'excès de pouvoir doit être manifeste et grave et non pas douteux et peu important¹⁶.

Verdross¹⁷ a étudié le rapport qui existe entre l'excès de pouvoir et le droit, traditionnellement reconnu au tribunal, d'être maître de sa compétence¹⁸. D'après lui, il ne peut être argué d'une nullité pour cause d'excès de pouvoir lorsque le tribunal a expressément tranché la question de sa compétence et qu'il a fondé sa décision sur l'interprétation du ou des traités aux termes desquels il a été constitué. Verdross dit que ceci découle directement de l'article 73 de la Convention de La Haye de 1907, qui autorise le tribunal à se déclarer compétent « en interprétant le compromis ainsi que les autres actes et documents qui peuvent être invoqués dans la matière¹⁹ ».

D'après Castberg²⁰, il est admis en droit international qu'une décision rendue par un tribunal international sur sa compétence a force obligatoire et fait qu'on ne peut plus contester la validité de la sentence pour un excès de pouvoir, à moins que les parties n'en conviennent autrement. Selon Balasko²¹, en revanche, la nullité pour cause d'excès de

¹¹ Voir les commentaires sur l'article 12, *supra*.

¹² Lapradelle-Politis, t. I, p. 371.

¹³ *Ibid.*, t. II, p. 412.

¹⁴ *A.J.I.L.* (1911), t. V, p. 785; *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States 1911* (Washington, 1918), p. 586-587.

¹⁵ Voir dans les commentaires à l'article 9, par. 4, *supra*, une citation de la Convention du 24 juin 1910 entre les Etats-Unis et le Mexique.

¹⁶ Carlston, p. 85-86.

¹⁷ *Die Verbindlichkeit der Entscheidungen internationaler Schiedsgerichte und Gerichte über Zuständigkeit* dans *Zeitschrift für öffentliches Recht*, vol. 7, (1928), p. 439 et suiv.

¹⁸ Voir l'article 11 *supra* et les commentaires.

¹⁹ *Ibid.*, p. 444; voir dans le même sens Schätzkel, *op. cit.*, p. 86 et suiv.

²⁰ L'excès de pouvoir dans la justice internationale, *Rec. A.D.I.* (1931), vol. 35, p. 431.

²¹ *Op. cit.*, p. 188-189.

pouvoir n'est exclue que lorsque les parties ont expressément convenu de reconnaître la force obligatoire d'une décision du tribunal quant à ses pouvoirs.

La distinction entre l'incompétence et l'excès de pouvoir a retenu l'attention de plusieurs auteurs²². On a, cependant, fait remarquer qu'il n'y a guère d'intérêt, du point de vue juridique, à transposer cette distinction du domaine du droit interne à celui du droit international²³. Comme le dit R. Erich, « une distinction à la fois précise et pratique entre les deux notions n'est guère facile à établir²⁴ ».

Paragraphe b. — Parmi les principes de droit reconnus, il en est un suivant lequel une sentence entachée de dol ou de corruption peut être contestée au moyen d'une procédure à cet effet²⁵. Ce dol ou cette corruption peuvent être le fait du tribunal lui-même²⁶, ou être imputables à une activité dolosive des parties²⁷. Le paragraphe *b* de l'article 30 ne retient comme cause de nullité, que le cas de « corruption d'un membre du tribunal ». S'il y a dol de la part d'une des parties, ce dol est considéré comme un nouveau fait qui justifie le recours en révision de la sentence. Ce cas est traité dans les commentaires sur l'article 29 *supra*.

Paragraphe c. — Ce paragraphe pose en principe que le tribunal doit fonctionner à la manière d'un organe judiciaire et conformément aux règles fondamentales applicables à la procédure de tout organe judiciaire. Le paragraphe traite de l'erreur *in procedendo* et non de l'erreur *in judicando*²⁸. De même, il vise des manquements sérieux plutôt que mineurs aux règles fondamentales de la procédure²⁹.

Il va de soi que tous les manquements aux stipulations de procédure contenues dans le compromis n'entraînent pas la nullité de la sentence. Selon Carlston³⁰ :

« Il ne faut pas qu'un manquement aux termes du compromis ait des conséquences juridiques du seul fait qu'il est un manquement;

²² Par exemple, F. Castberg, *La compétence des tribunaux internationaux*, R.D.I.L.C. (1925), 3ème sér., t. VI, p. 342-343. et *L'excès de pouvoir dans la justice internationale*, cité *supra*, p. 360-361; N. Politis, *Le problème des limitations de la souveraineté et la théorie de l'abus des droits dans les rapports internationaux*, Rec. A.D.I. (1925), t. VI, p. 84 (distinction entre l'excès de pouvoir et l'usurpation de pouvoir); R. Erich, *Le projet de conférer à la Cour permanente de Justice internationale des fonctions d'une instance de recours*, R.D.I.L.C. (1931), 3ème sér., t. 12, p. 276.

²³ Carlston, p. 84-85.

²⁴ R. Erich, *op. cit.*, 276.

²⁵ Voir Carlston, sect. 9 et p. 66.

²⁶ Commission de réclamations Etats-Unis-Venezuela, instituée en vertu de la Convention du 25 avril 1866; voir Moore, t. II, p. 1660-1687.

²⁷ Affaires *W'eil* et *La Abra*, Carlston, sect. 19, et affaire *Mannesmann*, P. Fauchille, *Traité de droit international public* (Paris, 1926), t. I, part. III, p. 567.

²⁸ S. Rundstein, *La Cour permanente de Justice internationale comme instance de recours*, Rec. A.D.I. (1933), t. 43, p. 91.

²⁹ Borei, *Les voies de recours contre les sentences arbitrales*, Rec. A.D.I. (1935), t. 52, p. 98-99; Witenberg, p. 368.

³⁰ Citant Schätzkel, *op. cit.*, p. 68.

ce serait là un critère purement abstrait. La question se pose autrement : ce manquement constitue-t-il une atteinte suffisamment forte à un droit fondamental pour faire perdre à l'arbitrage et à la sentence leur caractère judiciaire ? A moins qu'il ne porte un préjudice réel aux intérêts d'une partie, il ne devrait pas donner ouverture à un recours en nullité³¹. »

Parmi les droits fondamentaux de procédure dont jouissent les parties à un arbitrage international, et dont l'inobservation entraîne la nullité de la sentence, on peut citer :

1) Le droit à un jugement motivé. Fiore dit qu'un jugement est nul « s'il manque totalement de motifs, quant aux faits et quant au droit »³². De nombreux auteurs sont du même avis³³. Le présent projet reprend ce point de vue et, pour qu'il n'y ait aucun doute, cite expressément « l'absence de motif » comme cause de nullité³⁴.

2) Le droit d'être entendu, y compris la faculté de présenter des preuves et de faire valoir ses moyens. Heffter parle du cas où « les parties, ou l'une d'elles, n'ont pas été entendues »³⁵. Goldschmidt cite celui où « le tribunal a décidé sans aucunement entendre le recourant »³⁶. Carnazza-Amari mentionne le cas où « les arbitres n'ont pas voulu entendre les parties »³⁷. Bluntschli dit que la sentence est nulle « si les arbitres ont refusé d'entendre les parties ou ont violé tout principe fondamental de la procédure »³⁸. Selon Fauchille, les auteurs s'accordent à reconnaître qu'une sentence n'est pas obligatoire « si l'une des parties n'a pas été entendue et mise à même de faire valoir ses moyens et ses preuves »³⁹.

3) Le droit des parties à être traitées sur un pied d'égalité et avec une entière impartialité. Ce principe fondamental a été étudié à propos de l'article 14 ci-dessus.

Article 31

1. La Cour internationale de Justice est compétente pour prononcer, sur la demande de l'une des parties, la nullité de la sentence pour l'une des raisons énoncées à l'article précédent.

2. Dans les cas prévus aux alinéas *a* et *c* de l'article 30, la demande en nullité doit être formée dans les soixante jours qui suivent le prononcé de la sentence et, dans le cas de l'alinéa *b*, dans les six mois.

³¹ Carlston, p. 38-39.

³² *Op. cit.*, p. 619.

³³ Voir la liste de ces auteurs dans l'ouvrage de Carlston, p. 50-51.

³⁴ Cf. l'article 24, par. 2, du présent projet et les commentaires y relatifs.

³⁵ A. G. Heffter, *Le droit international de l'Europe* (3ème éd., Paris, 1873), p. 210.

³⁶ *Op. cit.*, R.D.I.L.C. (1874), t. VI, p. 447.

³⁷ G. Carnazza-Amari, *Traité de droit international public* (Paris 1882), t. II, p. 564.

³⁸ *Op. cit.*, p. 289.

³⁹ *Op. cit.*, p. 552.

3. La demande de nullité est suspensive, à moins que la Cour n'en décide autrement.

Commentaires

Le présent article est motivé par les considérations suivantes : 1) dans l'état actuel du droit international, une partie ne peut soumettre une demande en nullité à un examen judiciaire que si l'autre partie y consent, ce qui crée une situation anarchique⁴⁰; 2) l'organe judiciaire autorisé à statuer sur les demandes en nullité doit être la Cour internationale de Justice⁴¹. Si un différend s'élève entre les parties au sujet de la validité d'une sentence, il peut, en vertu du présent article, être porté devant la Cour sur simple demande de l'une ou l'autre des parties.

La compétence de la Cour pour reviser des sentences arbitrales est limitée, par cet article, sur les deux principaux points suivants : en premier lieu, la Cour a le pouvoir d'une cour de cassation en ce sens qu'elle est seulement habilitée à « prononcer la nullité de la sentence » et ne peut, par la suite, réexaminer l'affaire quant au fond. En second lieu, elle ne peut prononcer la nullité de la sentence que pour « l'une des raisons énoncées à l'article précédent »⁴². Par ailleurs, le droit d'attaquer une sentence, accordé par cet article à une partie, ne dure pas indéfiniment et la demande en nullité « doit être formée dans les soixante jours qui suivent le prononcé de la sentence » dans les cas prévus aux alinéas *a* et *c* de l'article 30 et, « dans le cas de l'alinéa *b*, dans les six mois ».

En prévoyant, dans son article 31, une voie judiciaire pour le règlement des différends relatifs à la nullité d'une sentence, le projet de convention répond à un besoin longuement éprouvé dans l'arbitrage international. C'est ainsi que, lors de sa réunion de 1929, l'Institut de droit international recommandait formellement :

« que les Etats, dans leurs conventions arbitrales ainsi que dans les clauses compromissaires signées par eux, conviennent de soumettre à la décision de la Cour permanente de Justice internationale toutes contestations entre eux au sujet, soit de la compétence du tribunal arbitral, soit d'un excès de pouvoir de ce dernier allégué par l'une des parties »⁴³.

En adoptant pour les demandes en nullité une procédure de cassation plutôt qu'une procédure de révision, le projet reprend des propositions qui avaient été faites en vue de conférer à la Cour permanente de Justice internationale le pouvoir de réexaminer les décisions des

⁴⁰ J. W. Warner, *Appeal in Cases of Alleged Invalid Arbitral Awards*, A.J.I.L. (1932), t. 26, p. 132; R. Erich, *Le projet de conférer à la Cour permanente de Justice internationale des fonctions d'une instance de recours*, R.D.I.L.C. (1931), 3ème sér., t. 12, p. 269-270.

⁴¹ H. Lauterpacht, *The Legal Remedy in Case of Excess of Jurisdiction*, dans *The British Year Book of International Law* (1928), p. 117-120; Erich, *op. cit.*

⁴² Voir art. 30.

⁴³ *Annuaire de l'Institut de droit international* (Bruxelles, 1929), t. II, p. 304.

tribunaux *ad hoc*. La première de ces propositions émanait de S. Rundstein, membre polonais d'une commission que le Conseil de la Société des Nations, en vertu des résolutions des 13 et 14 décembre 1928, avait chargée de reviser le Statut de la Cour. Dans un mémorandum soumis à la Commission et que celle-ci fit figurer dans son rapport final du 20 mars 1929, au Secrétaire général, Rundstein proposait un projet de déclaration à adopter par les Etats, projet aux termes duquel la Cour aurait été saisie des questions relatives aux excès de pouvoir ou aux violations de règles de droit international commis par des tribunaux arbitraux. Après décision de la Cour, l'affaire aurait été, le cas échéant, renvoyée au tribunal d'origine pour modification ou revision ⁴⁴.

Une suggestion faite par la Finlande en 1929 ⁴⁵ aboutit à une proposition plus concrète en vue d'une procédure de réexamen des sentences arbitrales par la Cour. L'Assemblée renvoya la question au Conseil, qui nomma un Comité de juristes, lequel soumit à son tour un rapport au Conseil le 8 septembre 1930. Le rapport proposait entre autres, un projet de protocole par lequel les signataires se seraient engagés à soumettre à la Cour les différends ayant trait à la validité des sentences. Le projet de protocole contenait les dispositions suivantes :

« Article 3

» Si l'une des Hautes Parties contractantes prétend contester le caractère obligatoire d'une sentence arbitrale en alléguant la nullité de celle-ci pour cause d'incompétence, d'excès de pouvoir ou de vice essentiel de la procédure, elle devra soumettre cette prétention à la Cour permanente de Justice internationale.

» La requête devra être déposée au Greffe de la Cour permanente de Justice internationale dans les soixante jours à compter de la notification de la sentence ou, si la notification n'est pas obligatoire, à compter de la publication.

» Alors même que la procédure antérieure aurait été ouverte à des particuliers, la requête ne pourra être formée que par un Etat ou un Membre de la Société des Nations.

« Article 4

» La Cour permanente de Justice internationale annulera, en tout ou en partie, la sentence attaquée, si elle reconnaît le bien-fondé de la requête. Les parties en litige seront, par cette annulation, remises dans la situation de droit où elles se trouvaient avant l'ouverture de la procédure qui a donné lieu à la sentence attaquée.

» En même temps qu'elle prononcera l'annulation, la Cour pourra ordonner les mesures provisoires appropriées.

⁴⁴ *Société des Nations, Journal officiel*, 1929, 10ème année, No 7, p. 1113 et 1125.

⁴⁵ *Ibid.*, *Comptes rendus de la dixième session ordinaire de l'Assemblée, Procès-verbaux de la Première Commission*, 1929, supplément spécial No 76, p. 82-83; cf. Erich, *op cit.*

» Article 5

» La décision de la Cour permanente de Justice internationale est obligatoire pour les parties. Celles-ci l'acceptent par les présentes comme devant servir de base, au même titre qu'un compromis, à toute procédure arbitrale pouvant éventuellement être ouverte pour le règlement de l'affaire ⁴⁶. »

Le rapport du Comité du Conseil fut ensuite examiné par la Première Commission, qui chargea un sous-comité de lui rendre compte. Le 22 septembre 1931, le Sous-Comité présenta son rapport, auquel était annexé un projet de protocole à adopter par les Etats. Les dispositions de ce projet reproduites ci-dessous font apparaître les précisions et les modifications apportées au projet de 1930 :

» Article premier

» Si une partie à un différend soumis à un arbitrage prétend que la sentence arbitrale est entachée d'un vice qui le rendrait invalide, elle devra soumettre cette prétention à la Cour permanente de Justice internationale. Dans cette hypothèse, une requête pourra également être introduite par l'autre partie.

» Article 2

» La requête devra être déposée au Greffe de la Cour permanente de Justice internationale dans les soixante jours à compter de la réception de la sentence ou de la découverte d'un fait nouveau. Les parties s'engagent à accuser immédiatement réception de la sentence au tribunal arbitral. A défaut d'accusé de réception, le délai courra du jour de l'expédition de la sentence par le tribunal arbitral.

» Le délai prévu ci-dessus n'aura pas d'effet suspensif. Après l'introduction de la requête, la Cour pourra suspendre l'exécution de la sentence et ordonner d'autres mesures provisoires.

» Article 3

» La Cour détermine si et dans quelle mesure la sentence est, conformément aux allégations d'une partie, entachée d'un vice affectant sa validité.

» Au cas où la Cour aurait constaté un vice affectant totalement ou partiellement la validité de la sentence, les parties considéreront que la sentence arbitrale est dénuée, dans une mesure correspondante, de force obligatoire. Si dans un délai de trois mois à partir de la publication du jugement les parties ne se sont pas mises d'accord pour conclure un compromis, chacune d'elles pourra par requête saisir la Cour de l'affaire ⁴⁷. »

⁴⁶ *Société des Nations, Journal officiel*, 1930, 11^{ème} année, No 11, p. 1363-1364.

⁴⁷ *Société des Nations, Journal officiel, comptes rendus de la 12^{ème} session ordinaire de l'Assemblée*, supplément spécial No 94, 1931, p. 142; voir aussi p. 59.

La procédure de recours devant la Cour internationale de Justice est réglée par l'article 67 du règlement de la Cour, qui dispose :

« 1. Lorsque la Cour est saisie d'un recours contre une sentence rendue par quelque autre juridiction, l'instance devant la Cour est régie par les dispositions du Statut et du présent règlement.

» 2. Si l'acte introductif d'une instance en recours doit être déposé dans un délai déterminé, c'est la date de la réception de cet acte au Greffe qui est à considérer comme la date dont la Cour tiendra compte.

» 3. L'acte introductif d'une instance en recours formule en termes précis, comme objet du différend devant la Cour, les griefs invoqués contre la sentence attaquée.

» 4. A l'acte introductif d'une instance en recours doit être jointe une copie certifiée de la sentence attaquée.

» 5. Il appartient aux parties de produire devant la Cour tous éléments utiles et pertinents sur le vu desquels la sentence attaquée a été rendue ⁴⁸. »

En adoptant le principe de la cassation comme base de la procédure de recours prévue à l'article 31, le projet suit non seulement les propositions faites devant la Société des Nations, et mentionnées plus haut, mais aussi la pratique suivie en la matière. Les articles 19 et 20 du Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire conclu entre le Luxembourg et la Norvège le 12 février 1932, stipule ce qui suit :

« Article 19

» Si, à la suite d'une instance arbitrale, l'une des parties prétend que la décision des arbitres est entachée de nullité, elle pourra, à défaut d'autre accord entre les parties et dans les quarante jours de la date de la décision arguée de nullité, soumettre ce nouveau différend à la Cour permanente de Justice internationale, dont l'arrêt sera obtenu et rendu suivant les règles ordinaires de la procédure en vigueur devant cette Cour.

» Article 20

» 1. La Cour, ou toute autre instance qui en serait saisie, détermine si et dans quelle mesure la décision attaquée est entachée d'un vice affectant sa validité et elle détermine dans quelle mesure ladite décision est dénuée de force obligatoire.

» 2. De même seront déterminés les points sur lesquels la procédure arbitrale ou judiciaire devra être reprise en vue d'une décision sur le fond. Il pourra être décidé qu'en égard à la nullité partielle d'une sentence, la procédure de fond devra être reprise dans l'intégralité des demandes des deux parties.

⁴⁸ C.I.J., *ser. D*, p. 77.

» 3. Si dans un délai de trois mois à partir de la publication du jugement sur la procédure de nullité, les parties ne se sont pas mises d'accord pour conclure un nouveau compromis, chacune d'elles pourra par requête saisir la Cour permanente de Justice internationale du fond de l'affaire⁴⁹. »

L'établissement d'un système de recours judiciaire contre les décisions des tribunaux internationaux *ad hoc* a été critiqué parce que, premièrement, il limiterait ou détruirait l'indépendance de ces tribunaux et qu'ensuite il établirait une hiérarchie parmi les tribunaux internationaux. À la première objection on pourrait répondre que lesdits tribunaux sont des tribunaux de compétence limitée et que l'appréciation judiciaire des demandes en nullité est préférable à la libre appréciation des parties. Cependant, les deux objections perdraient beaucoup de leur valeur si le principe de cassation était adopté comme l'envisagent les articles 31 et 32. La Cour ayant indiqué les défauts de la sentence contestée, l'affaire entière serait, aux termes du projet, renvoyée à un tribunal *ad hoc*, qui déciderait. L'article 32 ci-après prévoit la constitution d'un tel tribunal.

Article 32

Si la sentence est déclarée nulle par la Cour internationale de Justice, le litige est soumis à un nouveau tribunal qui sera constitué par accord entre les parties ou, à défaut d'un tel accord, selon le mode prévu à l'article 3.

Commentaires

D'ordinaire, lorsque la sentence d'un tribunal est déclarée nulle par un autre organe judiciaire, les parties peuvent, pour s'acquitter de leur obligation d'arbitrer le différend initial, reconstituer le tribunal d'origine ou créer un tribunal composé d'autres membres. Le présent article laisse aux parties une grande latitude à cet égard, pourvu qu'elles soumettent à nouveau leur différend à l'arbitrage. Si elles ne parviennent pas à se mettre d'accord à cette fin, le tribunal sera constitué comme il est dit à l'article 3 du projet de convention.

⁴⁹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, t. CXLII, No 3277, p. 37 et 39; voir aussi *Systematic Survey*, p. 127.

Annexe

RECUEIL DE RÈGLES DÉTAILLÉES DE PROCÉDURE ARBITRALE

Préparé par le Secrétariat à la demande
de la Commission du droit international

NOTE LIMINAIRE

Ainsi qu'il est dit dans le commentaire, la Commission du droit international n'a pas cherché à insérer dans le projet de convention un ensemble complet de règles de procédure arbitrale internationale. Elle a voulu édicter certaines dispositions essentielles nécessaires pour assurer l'exécution effective d'engagements d'arbitrage. Aussi la Commission n'a-t-elle pas jugé nécessaire de faire figurer dans le projet toutes les règles détaillées et techniques qui peuvent être utiles au cours d'une procédure arbitrale. Comme le montre le texte de l'article 9 et du paragraphe 2 de l'article 13, la Commission a considéré que les parties à un arbitrage formuleraient ces règles détaillées dans le compromis ou, qu'en cas de carence des parties à cet égard, le tribunal arbitral édicterait ses propres règles de procédure. Cependant, la Commission a eu le sentiment que les auteurs de ces règles « trouveraient pratique, dans certains cas, d'avoir à leur disposition un recueil de règles de procédure arbitrale, au sens le plus restreint et le plus technique de cette expression ». En conséquence, la Commission a demandé que le commentaire préparé par le Secrétariat « contienne en annexe un recueil de règles de procédure arbitrale, au sens mentionné ci-dessus »¹.

La Division de la codification du Secrétariat a préparé le présent recueil de règles de procédure pour répondre au vœu de la Commission du droit international. Ces textes sont tirés, pour la plupart, des statuts et des règlements des cours internationales et des tribunaux arbitraux internationaux, d'accords d'arbitrage et de compromis². Dans le choix des textes, on a accordé la préférence aux règlements d'importance pratique et l'on n'a pas retenu les règlements n'offrant qu'un intérêt historique. On a cité les règlements de procédure des cours permanentes internationales lorsqu'on les a jugés susceptibles d'être adaptés à la procédure arbitrale internationale. Puisque, selon la Commission, « tout ce qui n'est pas règles générales est sujet à varier suivant les circonstances dans chaque cas d'arbitrage », on a reproduit, chaque fois que cela était possible, plusieurs textes pouvant servir de variantes.

Les textes sont classés par sujet. Chaque texte ne figure qu'une fois et lorsqu'un texte traite de plusieurs sujets, des renvois indiquent la page où le texte se trouve cité.

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 9*, par. 14.

² Voir ci-après, la bibliographie des textes, p. 121-126.

Dans certains cas, lorsque plusieurs des sources utilisées contenaient des textes analogues, on s'est borné à en reproduire un seul, en renvoyant entre parenthèses aux autres textes.

Les textes figurent dans leur langue originale, ou dans l'une des langues originales.

BIBLIOGRAPHIE DES TEXTES ¹

- | | |
|---|---|
| Arbitre, Allemagne-Commissaire aux revenus gagés, compromis | Compromis, Berlin, 26 avril 1926, <i>Rec. des sentences arbitrales</i> , vol. II, p. 757 et suiv. |
| Arbitre, Belgique-France (Différend concernant l'Accord Tardieu-Jaspar), arrangement | Arrangement, Bruxelles, 5 mai 1936, <i>ibid.</i> , vol. III, p. 1703 et suiv. |
| Arbitre, Etats-Unis-Guatemala (Affaire Shufeldt), échange de notes | Echange de notes, 2 novembre 1929, <i>ibid.</i> , vol. II, p. 1081 et suiv. |
| Arbitre, Colombie-Venezuela (Affaire des frontières colombo-vénézuéliennes), convention | Convention, Bogota, 3 novembre 1916, <i>ibid.</i> , vol. I, p. 225 et suiv. |
| Arbitre, Finlande-Grande-Bretagne (Affaire des armateurs finlandais), accord | Accord, Londres, 30 septembre 1932, <i>ibid.</i> , vol. III, p. 1481 et suiv. |
| Arbitre, France-Espagne (Affaire de l'impôt sur les bénéfices de guerre), compromis | Compromis (sentence du 15 juin 1922), <i>ibid.</i> , vol. I, p. 302. |
| Arbitre, France-Grande-Bretagne (Affaire Chevreau), compromis | Compromis, Londres, 4 mars 1930, <i>ibid.</i> , vol. II, p. 1115 et suiv. |
| Arbitre, Grande-Bretagne-Costa-Rica (Affaires Aguilar-Amory et Banque royale du Canada), convention | Convention, San-José de Costa-Rica, 12 janvier 1922, <i>ibid.</i> , vol. I, p. 371 et suiv. |
| Arbitre, Grande-Bretagne-Espagne (Affaire des biens britanniques au Maroc espagnol), accord | Accord, Madrid, 29 mai 1923, <i>ibid.</i> , vol. II, p. 620 et suiv. |
| Arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord | Accord, Lisbonne, 1er août 1930, <i>ibid.</i> , vol. II, p. 1147 et suiv. |

¹ Pour les abréviations utilisées dans cette bibliographie, voir, dans le commentaire, la liste des abréviations, p. 2-3.

- Arbitre, Suède-Etats-Unis (Affaire du *Kronprins Gustaf Adolf*), accord spécial
- Arbitres, Bolivie-Paraguay (Affaire du Chaco), traité de paix
- Arbitres, Grande-Bretagne-Etats-Unis (Affaire de l'*Alabama*), traité
- Commission d'arbitrage Etats-Unis-Pérou (Affaire Landreau), protocole
- Commission de conciliation franco-italienne, règlement
- Commission franco-mexicaine des réclamations, convention
- Idem*, règlement
- Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, convention
- Idem*, règlement
- Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, convention
- Idem*, règlement
- Accord spécial, Washington, 17 décembre 1930, *ibid.*, vol. II, p. 1241 et suiv.
- Traité de paix, amitié et frontières, Buenos-Aires, 21 juillet 1938, *ibid.*, vol. III, p. 1819 et suiv.
- Traité, Washington, 8 mai 1871, dans Malloy, *Treaties, Conventions, International Acts, Protocol and Agreement between the United States of America and other Powers 1776-1909* (Washington, 1910), vol. I, p. 700 et suiv.
- Protocole, Lima, 21 mai 1921, *Rec. des sentences arbitrales*, vol. I, p. 349 et suiv.
- Règlement de procédure de la Commission de conciliation franco-italienne, 4 juin 1948, *Rec. C.C. franco-italienne*, vol. I, p. 25 et suiv.
- Convention, Mexico, 25 septembre 1924, dans Feller, p. 412 et suiv.
- Règlement de procédure de la Commission franco-mexicaine de réclamations, adopté par la Commission le 23 mars 1925 (modifié les 23 avril, 18 mai, 2 juillet et 19 octobre 1928)².
- Convention, Washington, 28 juillet 1926, dans Bert L. Hunt, *American and Panamanian General Claims Arbitration* (Washington, 1934), p. 835 et suiv.
- Règlement de la Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama (1er avril 1932), *ibid.*, p. 844 et suiv.
- Convention, Washington, 8 septembre 1923, Feller, p. 321 et suiv.
- Règlement de procédure tel qu'il a été modifié le 25 octobre 1926, *ibid.*, p. 372 et suiv.

² Le texte du règlement publié par Feller, p. 432 et suiv., présentant des différences avec le texte déposé à la bibliothèque du Palais de la Paix à La Haye par le professeur Verzijl, Président de la Commission, c'est ce dernier texte qui figure dans le présent recueil.

- Commission mixte anglo-portugaise, instructions Instructions destinées à servir de guide à la Commission mixte anglo-portugaise (13 novembre 1840), dans La Fontaine, p. 93 et suiv., Hertslet, *A complete Collection of the Treaties and Conventions and Reciprocal Regulations, at Present subsisting between Great Britain and Foreign Powers* (...) [Londres 1898], vol. VI, p. 726 et suiv.
- Idem*, règlement général *General Rules for the Reception, Classification and Adjudication of Claims, by the Commissioners forming the "Mixed British and Portuguese Commission"* (22 juin 1841), Hertslet, *op. cit.*, vol. VI, p. 732 et suiv.
- Commission mixte Etats-Unis-Mexique, convention Convention, Washington, 11 avril 1839, dans Moore, vol. V, p. 4771 et suiv.
- Commission mixte des réclamations Etats-Unis-Pérou, convention Convention de réclamations conclue le 12 janvier 1863 entre les Etats-Unis et le Pérou, dans Malloy, *op. cit.*, (Washington 1910), vol. II, p. 1408 et suiv.
- Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement Règlement de la Commission mixte de réclamations germano-américaine, établi conformément à l'Accord entre les Etats-Unis et l'Allemagne en date du 10 août 1922, *A.J.I.L. Supplement*, (1923), vol. 17, p. 133 et suiv.
- Idem*, accord Accord, Berlin, 10 août 1922, dans *Treaties, Conventions, International Acts, Protocols and Agreements between the United States of America and Other Powers, 1910-1923*, (Washington, 1923), vol. III, p. 2601.
- Commission spéciale des réclamations Etats-Unis-Mexique, convention Convention, Mexico, 10 septembre 1923, Feller, p. 385 et suiv.
- Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, statut Protocole sur le statut de la Cour de justice, *Journal officiel de la République française*, textes d'intérêt général, Communauté européenne du charbon et de l'acier (Paris, 1952), p. 41 et suiv.
- Idem*, règlement Règlement de la Cour, 4 mars 1953, dans *Journal officiel de la Communauté européenne du charbon et de l'acier* (éd. de langue française, 7 mars 1953), p. 37 et suiv.
- Idem*, règlement additionnel Règlement additionnel de la Cour concernant les droits et obligations des agents et avocats, les pouvoirs de la Cour à l'égard des témoins défaillants, ainsi que les commissions rogatoires, *ibid.* (7 avril 1954), p. 302 et suiv.

Cour internationale de Justice, Statut	Statut de la Cour internationale de Justice, signé à San-Francisco le 26 juin 1945, dans <i>Cour internationale de Justice, série D, Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour, No 1, Charte des Nations Unies, Statut. Règlements et autres textes constitutionnels</i> (2ème éd., mai 1947), p. 37 et suiv.
<i>Idem</i> , règlement	Règlement de la Cour, adopté le 6 mai 1946, <i>ibid.</i> , p. 54 et suiv.
Cour permanente d'arbitrage, (Affaire du <i>Carthage</i>)	Compromis, France-Italie, Paris, 6 mars 1912, <i>ibid.</i> , 1ère sér. p. 561 et suiv.
Affaire des boutres de Mascate	Accord, Grande-Bretagne-France, Londres, 13 octobre 1904, J. Brown Scott, <i>The Hague Court Reports</i> , 1ère sér. (New-York, 1916), p. 471 et suiv.
Affaire de Casablanca, compromis	Compromis, France-Allemagne, Berlin, 24 novembre 1908, <i>ibid.</i> , 1ère sér., p. 484 et suiv.
Affaire des fonds pieux de Californie, protocole	Protocole, Etats-Unis-Mexique, 22 mai 1902, <i>ibid.</i> , 1ère sér., p. 7 et suiv.
Affaire des Grisbadarna, convention	Convention, Norvège-Suède, Stockholm, 14 mars 1908, <i>ibid.</i> , 1ère sér., p. 133 et suiv.
Affaire de l'île de Timor, compromis	Compromis, Pays-Bas-Portugal, La Haye, 3 avril 1913, dans J. Brown Scott, <i>The Hague Court Reports</i> , 1ère sér., p. 596 et suiv.
Affaire de l'impôt japonais sur les bâtiments, protocole	Protocole, Grande-Bretagne-Japon, Tokyo, 28 août 1902, <i>ibid.</i> , 1ère sér., p. 85 et suiv.
Affaire de l'indemnité russe, compromis	Compromis, Russie-Turquie, Constantinople, 22 juillet-4 août 1910, <i>ibid.</i> , p. 561 et suiv.
Affaire du <i>Manouba</i> , compromis	Compromis, France-Italie, Paris, 6 mars 1912, <i>ibid.</i> , 1ère sér., p. 571 et suiv.
Affaire des pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique, accord spécial	Accord spécial, Etats-Unis-Grande-Bretagne, Washington, 27 janvier 1909, <i>ibid.</i> , 1ère sér., p. 147 et suiv.
Convention de La Haye de 1907	Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, signée à La Haye le 18 octobre 1907, J. Brown Scott, <i>Les Conventions et Déclarations de La Haye de 1899 et 1907</i> (New-York, 1918), p. 41 et suiv.

Ile de Palma, accord spécial	Accord spécial, Etats-Unis-Pays-Bas, Washington, 23 janvier 1925, <i>Rec. des sentences arbitrales</i> , vol. II, p. 331 et suiv.
Projet de 1875	Projet de règlement pour la procédure arbitrale internationale, dans <i>Annuaire de l'Institut de droit international</i> (1877), vol. I, p. 126 et suiv.
Tribunal arbitral franco-chilien, Convention de 1882	Convention, Santiago, 2 novembre 1882, de Martens, <i>Nouveau Recueil général</i> , 2ème sér., vol. IX, p. 704 et suiv.
<i>Idem</i> , Convention de 1894	Convention, Santiago, 17 octobre 1894, <i>ibid.</i> , vol. XXIII, p. 152 et suiv.
<i>Idem</i> , règlement	Règlement de procédure du tribunal arbitral franco-chilien (19 octobre 1895), <i>ibid.</i> , p. 156 et suiv.
Tribunal arbitral, Etats-Unis-Egypte (Affaire Salem), accord	Accord, Le Caire, 20 janvier 1931, Société des Nations, <i>Recueil des Traités</i> , vol. CXLII, 1933-1934, p. 310 et suiv.
Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, accord spécial	Accord spécial, 18 août 1910, dans Fred K. Nielsen, <i>American and British Claims Arbitration</i> (Washington, 1926), p. 3 et suiv.
<i>Idem</i> , règlement	Règlement de procédure, 11 juillet 1912, <i>ibid.</i> , p. 11 et suiv.
Tribunal arbitral, Grande-Bretagne-Ethiopie (Affaire du Maharao de Cutch), accord	Accord, 13 septembre 1927, <i>Rec. des sentences arbitrales</i> , vol. II, p. 823.
Tribunal arbitral mixte anglo-autrichien, règlement	Règlement de procédure (16 août 1921) du tribunal arbitral mixte entre l'Empire britannique et l'Autriche, constitué en vertu de l'article 256 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, <i>Rev. T.A.M.</i> , vol. I, p. 622 et suiv.
Tribunal arbitral mixte anglo-bulgare, règlement	Règlement de procédure (16 août 1921) du tribunal arbitral mixte entre l'Empire britannique et la Bulgarie, constitué en vertu de l'article 188 du Traité de Neuilly-sur-Seine, <i>ibid.</i> , vol. I, p. 639 et suiv.
Tribunal arbitral mixte anglo-hongrois, règlement	Règlement de procédure (18 août 1921) du tribunal arbitral mixte entre l'Empire britannique et la Hongrie, constitué en vertu de l'article 239 du Traité de Trianon <i>ibid.</i> , vol. I, p. 655 et suiv.
Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement	Règlement de procédure du tribunal arbitral mixte franco-allemand, 2 avril 1920, <i>ibid.</i> , vol. I, p. 44 et suiv.

- | | |
|--|--|
| Tribunal arbitral mixte franco-bulgare, règlement | Règlement de procédure du tribunal arbitral mixte franco-bulgare, <i>ibid.</i> , vol. I, p. 121 et suiv. |
| Tribunal arbitral mixte germano-belge, règlement | Règlement de procédure du tribunal arbitral mixte germano-belge (19 octobre 1920), <i>ibid.</i> , vol. I, p. 33 et suiv. |
| Tribunal, Etats-Unis-Grande-Bretagne, (Affaire de la fondrie de Trail), convention | Convention, Ottawa, 15 avril 1935, <i>Rec. des sentences arbitrales</i> , vol. III, p. 1907 et suiv. |
| Tribunal spécial, Guatemala-Honduras, (Affaire des frontières du Honduras), traité | Traité, Washington, 16 juillet 1930, <i>ibid.</i> , vol. II. |

CHAPITRE PREMIER

ARBITRE, COMMISSION D'ARBITRAGE, TRIBUNAL ARBITRAL, COUR D'ARBITRAGE

Section 1. — Siège

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article premier

Le siège du tribunal arbitral est fixé à Paris, 146, avenue Malakoff.

Cette disposition ne déroge en rien au paragraphe 9 de l'annexe de l'article 304 du traité¹ qui confère aux présidents le soin de déterminer, dans chaque cas particulier, le lieu des audiences, qui peuvent se tenir en France, en Allemagne ou ailleurs.

Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement :

Article II

The Commission shall sit at Washington, where its principal office shall be maintained and its records kept and preserved.

Hearings may be held at other places, as may from time to time be determined by the Commission.

The time and place of hearings shall, from time to time, be designated by the Commission.

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 22

1. Le siège de la Cour est fixé à La Haye. La Cour peut toutefois siéger et exercer ses fonctions ailleurs lorsqu'elle le juge désirable.

2. Le Président et le Greffier résident au siège de la Cour.

Section 2. — Membres

a. Durée du mandat

Cour internationale de Justice, règlement :

Article premier

La période de fonctions commence à courir le jour de l'élection pour les membres de la Cour élus en février 1946. Pour les membres de la Cour élus ultérieurement, ladite période commence à courir à la date d'expiration du terme des fonctions de leurs prédécesseurs. Toutefois, dans le

¹ Il s'agit du Traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919.

cas d'élection effectuée pour pourvoir à un siège vacant, la période de fonctions commence à courir à la date de l'élection.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article premier

La période de fonctions d'un juge commence à courir à la date fixée à cet effet dans l'acte constatant sa nomination. Si l'acte constatant la nomination ne fixe pas de date, la période commence à courir à la date de cet acte.

b. Déclaration

Commission mixte des réclamations Etats-Unis-Pérou, convention :

Article III

The Commissioners appointed as aforesaid shall meet in Lima within three months after the exchange of the ratifications of this convention; and each one of the Commissioners, before proceeding to any business, shall take an oath, made and subscribed before the most Excellent Supreme Court, that they will carefully examine and impartially decide, according to the principles of justice and equity, the principles of international law and treaty stipulations, upon all the claims laid before them under the provisions of this convention, and in accordance with the evidence submitted on the part of either Government. A similar oath shall be taken and subscribed by the person selected by the Commissioners as arbitrator or umpire, and said oaths shall be entered upon the record of the proceedings of said commission.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 5

1. La déclaration que doit faire tout juge conformément à l'Article 20 du Statut est ainsi rédigée :

« Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience. »

2. Cette déclaration doit être faite au cours de la première séance publique de la Cour à laquelle le juge assiste après son élection ou sa désignation en vertu de l'Article 31 du Statut.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 2

1. Avant d'exercer ses fonctions, tout juge doit prêter, à la première séance publique de la Cour à laquelle il assiste après sa nomination, le serment suivant :

« Je jure d'exercer mes fonctions en pleine impartialité et en toute conscience; je jure de ne rien divulguer du secret des délibérations. »

2. Le serment peut être prêté suivant les modalités prévues par la législation nationale du juge.

Section 3. — Présidence

Projet de 1875 :

Article 9, par. 1

Le tribunal arbitral, s'il est composé de plusieurs membres, nomme un président, pris dans son sein, et s'adjoint un ou plusieurs secrétaires.

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 57

Le surarbitre ² est de droit Président du tribunal.

Lorsque le tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son Président.

Article 66, par. 1

Les débats sont dirigés par le Président.

Tribunal, Etats-Unis-Grande-Bretagne (Affaire de la fonderie de Trail), convention :

Article IX

The Chairman shall preside at all hearings and other meetings of the Tribunal and shall rule upon all questions of evidence and procedure.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 20, par. 2

Le tiers membre ³ assume les fonctions de Président de la Commission de conciliation.

Section 4. — Sessions, séances

a. Sessions

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article premier

La Commission ... fixera la date de ses sessions et la date et le lieu de ses audiences.

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 23, par. 1

La Cour reste toujours en fonction, excepté pendant les vacances judiciaires, dont les périodes et la durée sont fixées par la Cour.

² Article 45 de la Convention de La Haye de 1907 : « Chaque partie nomme deux arbitres, dont un seulement peut être son national ou choisi parmi ceux qui ont été désignés par elle comme Membres de la Cour permanente. Ces arbitres choisissent ensemble un surarbitre. »

³ Paragraphe 1 de l'article 83 du Traité de paix signé à Paris le 10 juin 1947 : « Tous les différends qui pourront s'élever à propos de l'application des articles 75 et 78, ainsi que des annexes XIV, XV, XVI et XVII, partie B, du présent Traité, seront soumis à une commission de conciliation, composée d'un représentant du gouvernement de la nation unie intéressée et d'un représentant du Gouvernement italien, agissant sur un pied d'égalité. Si un règlement n'est pas intervenu dans les trois mois qui suivront la date à laquelle le différend a été soumis à la commission de conciliation, l'un ou l'autre gouvernement pourra demander l'adjonction à la commission d'un tiers membre choisi, d'un commun accord, entre les deux gouvernements, parmi les ressortissants d'un Etat tiers... ».

b. Date, heure et lieu des séances

Cour permanente d'arbitrage (Affaire de l'impôt japonais sur les bâtiments), protocole :

Article 7

The tribunal shall meet at a place to be designated later by the parties as soon as practicable, but not earlier than two months nor later than three months after the delivery of the counter-cases as provided in section 3 of this Protocol, and shall proceed impartially and carefully to examine and decide the question at issue...

Cour permanente d'arbitrage (Affaire des boutres de Mascate), accord :

Article III, par. 1

Le tribunal se réunira à La Haye dans la quinzaine de la remise des arguments.

Cour permanente d'arbitrage (Affaire des Grisbadarna), convention :

Article 6

The president of the tribunal of arbitration shall appoint the time and place for the first meeting of the tribunal and shall summon the other members to it.

Time and place for further meetings shall be decided by the tribunal of arbitration.

Cour permanente d'arbitrage (Affaire de Casablanca), compromis :

Article 5, par. 1

Le tribunal se réunira à La Haye le 1er mai 1909 et procédera immédiatement à l'examen du litige.

Cour permanente d'arbitrage (Affaire des pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique), accord spécial :

Article 8, par. 1

The tribunal shall meet within six months after the expiration of the period above fixed for the delivery to the agents of the case...

Cour permanente d'arbitrage (Affaire de l'indemnité russe), compromis :

Article 4

Le tribunal arbitral, une fois constitué, se réunira à La Haye à une date qui sera fixée par les arbitres, et dans le délai d'un mois à partir de la nomination du surarbitre. Après le règlement — en conformité avec le texte et l'esprit de la Convention de La Haye de 1907 — de toutes les questions de procédure qui pourraient surgir et qui ne seraient pas prévues par le présent compromis, ledit tribunal ajournera sa prochaine séance à la date qu'il fixera.

Toutefois, il reste convenu que le tribunal ne pourra ouvrir les débats sur les questions en litige ni avant les deux mois, ni plus tard que les trois mois qui suivront la remise du contre-mémoire ou de la contre-réplique prévus par l'article 6 et éventuellement des conclusions stipulées à l'article 8.

Commission d'arbitrage, Etats-Unis-Pérou (Affaire Landreau), protocole :

Article IV

The Commission shall, with the consent of the respective Government, meet at the residence place of the President of the Commission, within sixty days after the case is ready for consideration, according to the 2nd paragraph of article X of this protocol, and shall hold all of its sessions in the same place.

Arbitre, Grande-Bretagne-Espagne (Affaire des biens britanniques au Maroc espagnol), accord :

Article 5, par. 1

Mr. shall sit in Morocco at such times and such places as may be agreed upon by him and the representatives of the two Governments...

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 28, par. 1

Les dates et heures des séances de la Cour sont fixées par le Président.

c. Assistance, quorum

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 24

1. Si, pour une raison spéciale, l'un des membres de la Cour estime devoir ne pas participer au jugement d'une affaire déterminée, il en fait part au Président.

2. Si le Président estime qu'un des membres de la Cour ne doit pas, pour une raison spéciale, siéger dans une affaire déterminée, il en avertit celui-ci.

3. Si, en pareils cas, le membre de la Cour et le Président sont en désaccord, la Cour décide.

Article 25

1. Sauf exception expressément prévue par le présent Statut, la Cour exerce ses attributions en séance plénière.

2. Sous la condition que le nombre des juges disponibles pour constituer la Cour ne soit pas réduit à moins de onze, le règlement de la Cour pourra prévoir que, selon les circonstances et à tour de rôle, un ou plusieurs juges pourront être dispensés de siéger.

3. Le quorum de neuf est suffisant pour constituer la Cour.

Idem, règlement :

Article 27

Les membres de la Cour qui, par suite de maladie ou pour quelque autre motif grave, se trouvent empêchés de participer aux séances de la Cour, auxquelles le Président les a convoqués, doivent en faire part au Président, qui en rend compte à la Cour.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 26.]

Article 29

Si, la Cour étant convoquée, il est constaté que le quorum exigé n'est pas atteint, le Président ajourne la séance jusqu'à ce que le quorum soit atteint. Les juges désignés en vertu de l'article 31 du Statut ne sont pas comptés pour le calcul du quorum.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 24.]

Section 5. — Demandes à des tierces puissances

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 91

Toutes les fois que le tribunal aura à adresser une demande à une tierce puissance, il priera les gouvernements français et allemand de la faire parvenir au gouvernement de cette tierce puissance par une démarche simultanée.

CHAPITRE II

BUREAU, SECRÉTARIAT, GREFFE

Section 1. — Généralités

Commission mixte anglo-portugaise, instructions :

Article XX

The Office of the Commission shall be separate from the residence of either Commissioner...

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 43

...

2. Un Bureau international sert de greffe à la Cour; il est l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de celle-ci; il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

3. Les Puissances contractantes s'engagent à communiquer au Bureau, aussitôt que possible, une copie certifiée conforme de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre elles et de toute sentence arbitrale les concernant et rendue par des juridictions spéciales.

4. Elles s'engagent à communiquer de même au Bureau les lois, règlements et documents constatant éventuellement l'exécution des sentences rendues par la Cour.

Commission mixte des réclamations germano-américaine, règlement :

Article II, par. 1

Voir ci-dessus p. 127.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article I, par. 1

The Office of the Commission shall be maintained at the City of Washington, where its records shall be kept.

Tribunal spécial, Guatemala-Honduras (Affaire des frontières du Honduras), traité :

Article XIII

...The Parties also authorise the Tribunal to organise its secretariat as it deems best. To this end the Parties undertake to place all the necessary facilities at the Tribunal's disposal.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 1

The Office of the Commission shall, until it is otherwise ordered, be established and maintained in Washington, where its records shall be kept.

Section 2: — Personnel

a. Secrétaire, greffier, greffier adjoint

Commission mixte, Etats-Unis-Mexique, Convention :

Article II

The said board shall have two secretaries, versed in the English and Spanish languages; one to be appointed by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and the other by the President of the Mexican Republic. And the said secretaries shall be sworn faithfully to discharge their duty in that capacity.

Commission d'arbitrage, Etats-Unis-Pérou (Affaire Landreau), protocole :

Article VII

The Commission shall keep a record of all its proceedings. For this purpose the President of the Commission shall appoint a Secretary who shall be of his own nationality.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, convention :

Article IV

The Commission shall keep an accurate record of the claims and cases submitted, and minutes of its proceedings with the dates thereof. To this end, each Government may appoint a Secretary; those Secretaries shall act as joint Secretaries of the Commission and shall be subject to its instructions. Each Government may also appoint and employ any necessary assistant secretaries and such other assistants as may be deemed necessary. The Commission may also appoint and employ any other persons necessary to assist in the performance of its duties.

[Cf. Commission mixte de réclamations germano-américaine, accord, art. IV; et tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, accord spécial, art. 5, par. 3.]

Arbitre, Etats-Unis-Guatemala (Affaire Shufeldt), échange de notes :

Article 10

The Tribunal shall keep a record of its proceedings. The two Governments shall assign to the Tribunal such amanuenses, interpreters and employees as may be necessary.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 14

1. La Cour choisit son Greffier parmi les candidats proposés par les membres de la Cour. Ceux-ci seront prévenus suffisamment à l'avance du jour où aura lieu la clôture du délai de présentation des candidats, de façon

à permettre d'obtenir en temps utile les propositions et renseignements concernant les ressortissants des pays lointains.

2. Les propositions doivent fournir les renseignements nécessaires sur l'âge, la nationalité, les titres universitaires, les connaissances linguistiques, les occupations actuelles des candidats, ainsi que sur leur expérience judiciaire et diplomatique et leur pratique des affaires des organisations internationales.

3. L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des voix.

4. Le Greffier est élu pour une période de sept ans. Il est rééligible.

5. Si le Greffier cesse ses fonctions avant l'expiration du terme ci-dessus fixé, une élection a lieu afin de lui choisir un successeur. Le mandat de celui-ci porte sur une période de sept ans.

6. La Cour nomme un Greffier adjoint chargé d'assister le Greffier et de le remplacer pendant son absence ou, en cas de cessation de fonctions, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à la désignation de son successeur. Le Greffier adjoint est élu dans les mêmes conditions et suivant la même procédure que le Greffier.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 10, par. 1 à 4 et 6 à 8.]

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 6

Un secrétariat mixte, français-italien, est créé près de la Commission.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 10, par. 5

Le Greffier ne peut être relevé de ses fonctions que s'il ne répond plus aux conditions requises; la Cour décide après avoir entendu les avocats généraux et permis au Greffier de présenter ses observations.

b. Déclaration du secrétaire, du greffier et du greffier adjoint

Commission mixte, Etats-Unis-Mexique, convention :

Article II

Voir ci-dessus p. 134.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 15

1. Avant son entrée en fonctions, le Greffier fait, devant la Cour, la déclaration suivante :

« Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de Greffier de la Cour internationale de Justice. »

2. Le Greffier adjoint fait une déclaration semblable dans les mêmes conditions.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 11, par. 1

Les dispositions de l'article 2 du présent règlement¹ sont applicables au Greffier et aux Greffiers adjoints.

c. Autres fonctionnaires

Commission mixte de réclamations germano-américaine, accord :

Article IV, par. 2

The Commission may also appoint and employ any other necessary officer or officers to assist in the performance of its duties. The compensation to be paid to any such officer or officers shall be subject to the approval of the two Governments.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, convention :

Article IV

Voir ci-dessus, p. 134.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article XII, par. 2

Persons employed in making translations for the Commission, and interpreters and reporters of testimony employed at the hearings before the Commission, shall be placed under the exclusive control and direction of the Joint Secretaries, subject to the direction of the Commission.

Arbitre, Etats-Unis-Guatemala (Affaire Shufeldt), échange de notes :

Article 10

Voir ci-dessus, p. 134.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 17, par. 1

Les fonctionnaires du Greffe autres que le Greffier adjoint sont nommés par la Cour, sur la proposition du Greffier.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 12, par. 1

Les fonctionnaires et employés sont nommés par la Cour. Le personnel auxiliaire est nommé par le Greffier, avec l'autorisation du Président.

d. Déclaration des autres fonctionnaires

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 17, par. 2

Avant son entrée en fonctions, chaque fonctionnaire fait la déclaration suivante devant le Président et en présence du Greffier :

¹ Voir ci-dessus p. 128.

« Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de fonctionnaire du Greffe de la Cour internationale de Justice. »

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 12.]

e. Substitut du greffier

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 19

Au cas où le Greffier et le Greffier adjoint seraient l'un et l'autre empêchés d'être présents et au cas où ces postes seraient simultanément vacants, le Président désigne le fonctionnaire du Greffe chargé de remplacer le Greffier pour tout le temps nécessaire.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 10, par. 8.]

Section 3. — Organisation

Tribunal spécial, Guatemala-Honduras (Affaire des frontières du Honduras), traité :

Article XIII

Voir ci-dessus, p. 133.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 18, par. 1

La Cour établit et, quand il y a lieu, modifie le plan d'organisation du Greffe et, à cet effet, invite le Greffier à lui faire des propositions.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 13, par. 1.]

Section 4. — Directives, instructions

Commission mixte des réclamations Etats-Unis-Pérou, convention :

Article VII

For the purpose of facilitating the labors of the mixed commission, each Government shall appoint a secretary to assist in the transaction of their business and to keep a record of their proceedings, and for the conduct of their business said commissioners are authorized to make all necessary rules.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article XII, par. 1

The Joint Secretaries shall :

(a) Be subject to the directions of the Commission...

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. 35, a; Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement, article IV; et tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, accord spécial, art. 5, par. 3.]

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 23, par. 3

Des instructions préparées par le Greffier et arrêtées par le Président déterminent le détail des attributions du Greffe.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 17, par. 3

Des instructions déterminant le détail des attributions du Greffe sont fixées par le Président.

Section 5. — Dossiers et registres

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article premier

The record of claims and proceedings provided for in Article 5 of the Special Agreement shall consist of a register, a minute book, and such other books as the Tribunal may from time to time order.

Article 2

The titles of claims appearing in the schedule shall be entered in the Register in the order in which the first pleading in respect of each of such claims is filed.

Article 3

The claims shall be separately numbered in the order in which the claims are entered, and this designation by number shall be retained throughout the proceedings.

Article 4

In the space in the Register allotted to each claim shall be recorded all the proceedings had in relation thereto.

Article 5

The Minute Book shall contain a chronological record of all the proceedings of the Arbitration, including the filing of all pleadings, filing of original documents, agreements of the agents, notices, interlocutory applications and decisions thereon, hearings before the Tribunal, and awards.

Article 6

The Minute Book shall, at each sitting of the Tribunal, be signed by the President of the Tribunal, and countersigned by the Secretaries.

Article 7

The Register, the Minute Book, and the other books, if any, shall be kept by the Secretaries of the Tribunal in duplicate.

Article 8

On the conclusion of the Arbitration one set shall be handed to each of the Agents. Documents filed with the Secretaries of the Tribunal

under Rule 25² shall, on the conclusion of the Arbitration, be returned to the party by whom they have been filed, and one copy of the pleadings and of the awards filed in the Office of the Tribunal shall be handed to each of the Agents.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 11, par. 2-3

Voir ci-dessous, p. 141.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 3

Duplicate Books of Registry shall be kept, one by each Secretary, in Spanish and English, respectively, in which there shall be promptly entered, on the formal filing of a claim with the Commission, the name of each claimant and the amount claimed, a separate page being provided for each claim, whereon there shall be recorded all the proceedings with respect to each claim as they occur.

Article 4

Each claim filed shall constitute a separate case before the Commission and will be recorded as such. All claims will be numbered consecutively, beginning with the one first filed as No. 1.

Article 5

In the same way there shall be kept two Minute Books, one by each Secretary, in Spanish and English, respectively, which shall be identical, and in which there shall be entered a chronological record of all proceedings of the Commission. The Commissioners and the Secretaries shall sign all Minutes.

Article 6

The Secretaries shall also keep Duplicate Award Books in English and Spanish, in which shall be entered all awards, opinions, decisions and orders of the Commission. Each such entry shall be signed by the Commissioners and by the Secretaries.

Article 7

The Secretaries shall keep such additional records as are required by these rules or as may be ordered by the Commission.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement, art. II, par. 1, et art. X et XII; Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement, art. 2 et 3, 5 et 51; et Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement, art. III.]

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 20

1. Le rôle général des affaires soumises à la Cour pour décision ou pour avis consultatif est dressé et tenu à jour par le Greffier sur les instructions et sous l'autorité du Président. Les affaires y sont inscrites avec un numéro d'ordre selon la date de réception de l'acte par lequel la Cour a été saisie.

² Voir ci-dessous, p. 204.

2. Le rôle général comporte les rubriques suivantes :

- I. Numéro d'ordre.
- II. Titre abrégé.
- III. Date d'enregistrement au Greffe.
- IV. Numéro d'enregistrement au Greffe.
- V. Numéro de classement du dossier aux archives.
- VI. Nature de l'affaire (procédure contentieuse ou avis consultatif).
- VII. Parties.
- VIII. Interventions.
- IX. Voies d'introduction.
- X. Date de la pièce introductive d'instance.
- XI. Délais pour le dépôt des pièces de la procédure écrite.
- XII. Prorogation éventuelle des délais.
- XIII. Date de la clôture de la procédure écrite.
- XIV. Remises.
- XV. Date d'ouverture de la procédure orale (date de la première audience).
- XVI. Observations.
- XVII. Renvoi aux inscriptions antérieures ou ultérieures.
- XVIII. Solution (nature et date).
- XIX. Radiation du rôle (cause et date).
- XX. Références aux publications de la Cour relatives à l'affaire.

3. Le rôle général contient, en outre, une case où sont portées des notes éventuelles, ainsi que des cases où sont portées, sur paraphe du Président et du Greffier, la date d'inscription de l'affaire et, le cas échéant, celles de la solution intervenue ainsi que de la radiation du rôle.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 14

1. Il est tenu au Greffe, sous la responsabilité du Greffier, un registre, paraphé par le Président, sur lequel sont inscrites à la suite sans blancs, toutes les causes, les actes de procédure y afférents et les pièces déposées à leur appui dans l'ordre de leur présentation.

Dans le registre il ne sera rien écrit par abréviation et aucune date ne sera inscrite en chiffres.

2. Mention de l'inscription au registre sera faite par le Greffier sur les originaux et à la demande des parties sur les copies qu'elles présenteront à cet effet.

3. Les inscriptions au registre et les mentions prévues au par. 2 ont force d'actes authentiques.

4. Les modalités suivant lesquelles le registre est tenu sont déterminées dans les instructions du Président au Greffe visées à l'article 17, par. 3, du présent règlement³.

³ Voir ci-dessus, p. 138.

Commission mixte des réclamations germano-américaine, règlement :

Article VII

The Secretaries shall :

...

(e) Make and keep, in the English language, in books provided for that purpose, duplicate minutes of all proceedings of each session of the Commission, which minutes shall be read at the next session and, after corrections if any are made, shall be approved and signed by the Commissioners and countersigned by the Secretaries.

(f) Keep a notice book in which entries may be made by either the American or German Agent, and when so made shall be notice to the other Agent and all others concerned.

(g) Provide duplicate books, in which shall be recorded all awards and decisions of the Commission signed by the Commissioners, or in case of their disagreement, by the Umpire, and countersigned by the Secretaries.

...

Section 6. — Attributions ⁴

a. Fonctions administratives, communications

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 43, par. 2

Voir ci-dessus, p. 133.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 11

Le secrétariat du tribunal atteste sur la requête la date de sa réception et en délivre un reçu au requérant ou à son mandataire.

En outre, à cette même date, le secrétariat fait mention, sur un registre spécial (A), tenu sur papier libre, coté et paraphé par un président du tribunal du dépôt des requêtes, ainsi que des pièces qui les accompagnent. Tous actes ou documents ultérieurs sont aussi mentionnés sur ce registre au fur et à mesure de leur réception.

Les pièces concernant une même affaire porteront, sur le registre, un même numéro d'inscription et recevront, en outre, chacune un numéro d'ordre suivant la date de leur entrée.

Article 77

La sentence est inscrite à sa date par les soins du secrétariat sur le registre B de la section qui l'a rendue.

Article 92

Le secrétariat constituera, pour chaque requête, un dossier aux noms du demandeur et du défendeur. Ce dossier portera le numéro d'inscription au registre et comprendra toute la procédure et tous les documents, lettres,

⁴ Voir également sect. 5, Dossiers et registres, p. 138 et suiv.

mémoires, actes, titres et pièces quelconques, classés par ordre chronologique.

Les dossiers seront classés dans les archives du secrétariat d'après l'ordre numérique d'inscription.

Article 93

Le secrétariat tiendra à jour :

a) Un fichier alphabétique des noms des demandeurs et défendeurs, avec les références aux numéros d'inscription et d'ordre portés sur le registre ;

b) Des fichiers de contrôle renvoyant à ce fichier alphabétique avec l'indication :

1° Des matières faisant l'objet des litiges ;

2° Des lieux où ceux-ci ont pris naissance.

Article 94

Le secrétariat tiendra, en outre, pour chaque section du tribunal un registre (B) contenant le texte des décisions et sentences du tribunal.

Article 95

Pour toutes pièces déposées et tout dépôt consigné au secrétariat, celui-ci délivre un récépissé.

Article 96

Toutes les notifications, communications et convocations du tribunal, dans tout état de la procédure, sont faites par lettres recommandées et accompagnées d'un avis de réception.

Mention en est faite par le secrétariat sur le registre (B) de la section que cela concerne.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 7

Dès que les secrétaires recevront le memorandum ou déclaration dont il est question au paragraphe *a* de l'article précédent ou le mémoire prévu au paragraphe *b* du même article ⁵, ils y porteront la date de sa remise, mention qui devra être signée par eux; ensuite ils enregistreront la réclamation sous le numéro qui lui revient.

Article 51

Les secrétaires devront :

...

e) Délivrer sans retard à la partie adverse des expéditions des pièces fondamentales, conclusions et autres documents remis par l'une des parties;

...

⁵ Voir ci-dessous, p. 150.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article VI

... The agents shall be required to take notice of all orders of the Commission, and copies of each of such orders, certified by the Joint Secretaries, shall be furnished to the Agents on the day on which it is made or the following day.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. 22.]

Article XII, par. 1

The Joint Secretaries shall :

...

(d) Indorse on each document presented to the Commission the date of filing, and enter a minute thereof in the Docket.

[Cf. Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement, art. VII, *d*; et Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. 35 *d*, en ajoutant les mots : « and if the Government filing the document shall so request, endorse on one copy, provided by it, a record of the filing with the date thereof ».]

(e) Enter in the Notice Book in Spanish and English all notices required by these rules to be filed by the respective Agents with the Joint Secretaries; and promptly give notice thereof to the Agent required to be notified thereby. Entry shall also be made in said Notice Book of the date on which said notice is given, and all proceedings in respect and in pursuance of said notice.

(f) Furnish to each Agent on the day of filing or the following day copies of all pleadings, notices, and other papers filed with the Joint Secretaries by the other Agent, and make due record thereof.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. 35, *e*.]

(g) ...

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 21

1. Le Greffier sert d'intermédiaire pour les communications émanant de la Cour ou qui sont adressées à celle-ci.

2. Le Greffier veille à ce que la date d'expédition et de réception de toutes communications et notifications puisse être facilement contrôlée. Les communications adressées aux agents des parties sont considérées comme ayant été adressées aux parties elles-mêmes. La date de réception est notée sur tous les documents parvenant au Greffier et il en est donné à l'expéditeur un reçu portant la date de réception de ces documents et les numéros sous lesquels ils ont été enregistrés.

3. Le Greffier, dans les limites de la discrétion attachée à ses fonctions, répond aux demandes de renseignements concernant l'activité de la Cour, notamment à celles de la presse.

4. Le Greffier fait publier dans la presse toutes indications utiles sur la date et l'heure fixées pour les séances publiques.

5. Le Greffier porte à la connaissance du gouvernement de l'Etat où siège la Cour, ou, le cas échéant, la Chambre saisie d'une affaire, les noms, prénoms et qualité des agents, conseils et avocats désignés pour cette affaire par l'une ou l'autre partie.

Article 23, par. 1

Le Greffier a la responsabilité des archives, des comptes et de tous travaux administratifs. Il a la garde des sceaux et cachets. Le Greffier ou son remplaçant assiste à toutes les séances de la Cour, ainsi qu'à celles des Chambres. Les procès-verbaux des séances sont rédigés sous la responsabilité du Greffier.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 15

1. Sous l'autorité du Président, le Greffier est chargé de la réception et de la transmission de tous documents, ainsi que des significations que comporte l'application des règlements de la Cour.

2. Le Greffier assiste la Cour, les Chambres, le Président et les juges dans tous les actes et procès-verbaux de leur ministère.

Article 16

Le Greffier porte à la connaissance du gouvernement de l'Etat où siègent la Cour ou les Chambres les nom, prénoms, profession et domicile des agents et des avocats désignés par les parties.

Article 17, par. 1

Sous réserve des dispositions de l'article 35 du présent règlement⁶, le Greffier assiste aux séances de la Cour et des Chambres.

Article 39

1. Les témoins et les experts sont cités par les soins du Greffier.

2. Copie certifiée conforme de la dénonciation des témoins ou experts est transmise par le Greffier à la Chambre, à l'Avocat général et aux autres parties.

La liste des témoins et experts dont l'audition a été demandée par l'Avocat général ou par les parties dont l'offre de preuve a été admise ou de ceux que la Chambre a cités d'office, est transmise au Greffe dans un délai fixé par la Chambre. Elle doit contenir les nom, prénoms, profession et domicile des témoins ou experts avec l'énonciation des faits ou points sur lesquels doivent porter les dépositions.

3. La citation doit contenir :

Les nom, prénoms, profession et domicile des parties en cause;

Les faits ou points sur lesquels les témoins ou les experts seront entendus;

Eventuellement la mention des dispositions prises par la Cour pour le remboursement des frais encourus par les témoins et experts et des peines applicables aux témoins défaillants.

⁶ Voir ci-dessous, p. 242, la note relative à l'article 30 du règlement de la Cour internationale de Justice.

Article 83

1. Toutes les significations prévues au présent règlement sont faites par l'envoi recommandé d'une copie de l'acte à signifier. La lettre est adressée au domicile élu du destinataire et l'enveloppe munie du sceau du greffe.

Les copies de l'original à signifier sont dressées et certifiées conformes par le Greffier, sauf le cas où elles émanent des parties elles-mêmes, conformément à l'art. 33, par. 2 du présent règlement ⁷.

2. La recommandation à la poste est faite avec demande d'avis de réception. Le récépissé de dépôt et l'avis de réception sont annexés à l'original de la pièce à laquelle ils se rapportent.

b. Archives, comptes

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 43

Voir ci-dessus, p. 133.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 30, par. 2

Aucun acte, pièce ou document versé au dossier d'une cause ne peut sortir du secrétariat, sauf pour les besoins du tribunal.

Articles 92 et 93

Voir ci-dessus, p. 141-142.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 51

Les secrétaires devront :

a) Assurer la garde de tous les documents et registres de la Commission, lesquels devront être rangés et conservés dans des armoires de sûreté. Ils devront donner toutes les facilités raisonnables aux agents français et mexicains et à leurs avocats respectifs pour leur permettre d'examiner les documents et registres et d'en prendre des extraits; toutefois, les documents et registres ne devront pas être retirés des archives, sauf sur décision, dûment enregistrée, de la Commission;

...

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article I, par. 1

Voir ci-dessus, p. 133.

Article XII, par. 1

The Joint Secretaries shall :

...

(b) Be the custodians of all documents and records of the Commission, and keep them systematically arranged in safe files. While affording

⁷ Voir ci-dessous, p. 171.

every reasonable facility to the Agents and their respective counsel to inspect and make excerpts therefrom, no documents or records shall be withdrawn from the files of the Commission save by its order duly entered of record.

...

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. 35, *b*; et Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement, art. VII, *b*.]

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 23, par. 1

Voir ci-dessus, p. 144.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 17, par. 2

Le Greffier a la responsabilité des archives et des publications de la Cour. Il a la garde des sceaux.

c. Publications

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 22

Un recueil imprimé des arrêts et avis consultatifs de la Cour, ainsi que des ordonnances que la Cour décide d'y faire figurer, est publié sous la responsabilité du Greffier.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 17, par. 2

Voir ci-dessus, p. 146.

Article 59

Un recueil imprimé de la jurisprudence de la Cour est publié par les soins du Greffier.

d. Autres fonctions

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 35

The Secretaries, who shall act jointly in the performance of the powers and duties assigned to them in these rules, shall :

...

(f) Perform such other duties as may from time to time be prescribed by the Commission.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement, art. XII, par. 1, *g*; et Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement, art. VII, *b*.]

CHAPITRE III

PROCÉDURE DEVANT L'ARBITRE, LA COMMISSION, LE TRIBUNAL, LA COUR

Section 1. — Ouverture de l'instance

a. Délai

Commission mixte anglo-portugaise, règlement général :

Article XXIV

Periods for reception of Claims — The claims of persons residing in London must be sent in within two months from the 10th of July, 1841; those of persons resident elsewhere in the United Kingdom, within four months from the same date; those of persons resident in any other part of Europe, within eight months; and those of persons resident in any other part of the world, within twelve months from the above-specified date.

Article XXV

Agents — No agent will be allowed to present more than ten claims for registration on any one day; but, at the end of each of the respective periods of 2, 4, 8 and 12 months, severally assigned in the next preceding Article (XXIV), a grace of ten additional days will be allowed for the reception of all claims, not previously registered, of parties residing within the limits to which each of such prescribed periods applies.

Article XXVI

Final Limitation of such Periods — When the periods defined in Article XXIV, and the ten additional days mentioned in Article XXV, shall respectively have elapsed, no additional claims of persons residing within those limits will be registered for adjudication by the Commission.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 5

Les requêtes présentées après l'expiration des délais visés à l'article 3 seront, sur la demande de la partie adverse, déclarées irrecevables. Toutefois, le tribunal pourra les admettre si, en raison des circonstances spéciales, il le juge équitable.

La partie qui entend se prévaloir de la tardivité de la requête doit soulever cette exception dans sa première pièce de procédure en réponse à cette requête.

Le président décidera si la question de recevabilité de la requête sera examinée dans une audience spéciale du tribunal ou à l'audience principale.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article III

5. Any claim for loss or damage accruing prior to September 8, 1923, shall be filed with the Commission either in the manner mentioned in clause (a) or in clause (b) of section 2¹ hereof, before the 30th day of August, 1925, unless in any case reasons for the delay satisfactory to the majority of the Commissioners shall be established, and in such case the period for filing may be extended by the Commission to any date prior to February 28, 1926.

6. Any claim for loss or damage accruing on or after September 8, 1923, shall be filed in a similar manner before the 30th day of August 1927.

[Cf. Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement, art. 8 et 9.]

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, convention :

Article VI, par. 1

Every such claim for loss or damage accruing prior to the signing of this Convention, shall be filed with the Commission within four months from the date of its first meeting, unless in any case reasons for the delay, satisfactory to the majority of the Commissioners, shall be established, and in any such case the period for filing the claim may be extended not to exceed two additional months.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 10

In view of the special circumstances of this arbitration and the limited time allowed for the development of the pleadings, each Government in order to facilitate the work of the other Government, shall file with the Commission on or before May 15, 1932, a formal notice of all claims intended to be presented by it to the Commission, which notice shall contain the names of the claimants, a brief statement of the nature of each claim, and the amount thereof.

Article 11

All Memorials of claims shall be filed with the Commission on or before August 22, 1932.

b. Dépôt de la requête

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 2

L'instance est introduite auprès du tribunal par une requête adressée à son siège.

Tribunal arbitral mixte franco-bulgare, règlement :

Article 3

Dans un délai de trois mois, à dater de la publication du règlement de procédure ou à dater du fait qui doit donner lieu à la requête, si ce

¹ Voir ci-dessous, p. 150.

fait est postérieur à la publication du règlement de procédure, le demandeur fera connaître par une requête dite prémonitoire qu'il est dans l'intention de déposer une requête définitive au tribunal.

La requête prémonitoire contiendra les indications prévues aux lettres *a* et *b* de l'article 6 du présent règlement ² et l'indication approximative de la date à laquelle la requête définitive pourra être présentée.

La requête prémonitoire est rédigée en un seul exemplaire. Les agents des gouvernements peuvent en prendre connaissance au secrétariat.

Le dépôt de la requête prémonitoire ne comporte aucun frais.

Le requérant peut toujours faire savoir au tribunal qu'il renonce à déposer une requête définitive.

Les requêtes définitives doivent être présentées dans un délai d'un an à dater de la publication du règlement de procédure.

Si le fait qui donne lieu à la requête est postérieur à l'expiration du délai susvisé, la requête doit être déposée dans un délai de trois mois à dater du jour où le fait dont il s'agit s'est produit.

Le tribunal, après un examen des circonstances, peut admettre les requêtes qui n'auront pas été précédées de requêtes prémonitoires, comme il est prévu ci-dessus.

Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement :

Article IV (a)

A claim shall be treated as formally filed with the Commission, upon there being presented to the Secretaries a memorial, petition, or written statement containing a clear and concise statement of the facts upon which the claim is based, the amount thereof, the nationality of the claimant, and a full disclosure of the nature and extent of the interest of claimant and all others therein, accompanied by copies of all documents and other proofs in support of such claim then in the possession of the American Agent; which memorial, petition, or written statement shall be signed or endorsed by the American Agent, and an endorsement of filing, with the date thereof, made thereon and signed by the Secretaries.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 6

Une réclamation sera considérée comme formellement présentée à la Commission :

a) Par la remise aux secrétaires d'un mémorandum ou déclaration, établi en deux originaux signés par l'agent français ou par une autre personne dûment désignée par celui-ci pour signer en son lieu et place, et contenant le nom du demandeur, l'exposition sommaire de la réclamation et le montant de cette dernière. Toutefois, l'agent mexicain ne sera pas tenu de répondre, et la Commission n'examinera aucune réclamation ainsi présentée par voie de mémorandum, jusqu'à ce qu'ait été remis le mémoire prévu par le présent règlement.

² Voir ci-dessous, p. 172, la note relative à l'article 6 du règlement du tribunal arbitral mixte franco-allemand.

b) Lorsque, sans mémorandum ou déclaration préliminaire, l'agent français remettra aux secrétaires un mémoire en deux originaux, accompagné des documents à l'appui de la réclamation, qui, en ce moment, seront entre les mains dudit agent.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article III, par. 1

All claims must be filed by the respective Governments through or in the name of the Agents thereof.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. VIII.]

Article III, par. 2

A claim shall be deemed to have been formally filed with the Commission —

(a) Upon there being presented to the Joint Secretaries a memorandum or statement, in duplicate, one in English and one in Spanish, setting forth as to the claim asserted in said memorandum or statement the name of the claimant, a brief statement of the nature of the claim and the amount thereof; or

(b) Upon there being presented to the Joint Secretaries a memorial in duplicate, one in English and one in Spanish, complying with the provisions of Rule IV, Section 2³.]

[Par. 2, b. Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. 9.]

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 40, par. 1

Les affaires sont portées devant la Cour, selon le cas, soit par notification du compromis, soit par une requête, adressées au Greffier; dans les deux cas, l'objet du différend et les parties doivent être indiqués.

Ibid., règlement :

Article 32, par. 1 et 2

1. Lorsqu'une affaire est portée devant la Cour en vertu d'un compromis, il est fait application de l'Article 40, paragraphe 1, du Statut.

2. Lorsqu'une affaire est portée devant la Cour par une requête, celle-ci, conformément à l'Article 40, paragraphe 1, du Statut, doit indiquer la partie requérante et la partie contre laquelle la demande est formée, ainsi que l'objet du différend. Elle contiendra en outre, autant que possible, la mention de la disposition par laquelle le requérant prétend établir la compétence de la Cour; l'indication précise de l'objet de la demande; un exposé succinct des faits et des motifs par lesquels la demande est prétendue justifiée, sous réserve des développements à fournir dans le mémoire et des preuves qui y seront annexées.

³ Voir ci-dessous, p. 174, la note relative à l'article 11 du règlement de la Commission franco-mexicaine des réclamations.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 8, par. 1

L'action débute, devant la Commission de conciliation, par une requête introductive déposée au secrétariat par l'agent du gouvernement intéressé et signée de lui.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 29, par. 1

Toute demande tendant à soumettre une affaire à la Cour doit revêtir la forme d'une requête présentée par écrit et signée par le requérant ou par la personne qui le représente ou, le cas échéant, qui l'assiste, conformément aux articles 20 et 22 du statut ⁴.

c. Désignation de l'agent

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 6

La requête contient :

a) Les nom, prénoms, profession et domicile des parties, ainsi que, le cas échéant, la désignation et le domicile du mandataire du requérant;

...

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 35, par. 1, 2, 3 et 4

1. Lorsqu'une affaire est portée devant la Cour par voie de compromis, la désignation du ou des agents de la partie ou des parties présentant le compromis doit accompagner le dépôt de cet instrument. Si le compromis est déposé par une seule des parties, l'autre partie doit, en accusant réception de la communication relative à ce dépôt, ou sinon le plus tôt possible, faire connaître à la Cour le nom de son agent.

2. Lorsqu'une affaire est portée devant la Cour par requête, celle-ci, ou sinon la lettre d'envoi de ce document, devra faire connaître le nom de l'agent du gouvernement requérant.

3. La partie contre laquelle la requête est présentée et à laquelle elle est communiquée doit, en accusant réception de cette communication, ou sinon le plus tôt possible, faire connaître à la Cour le nom de son agent.

4. Les requêtes à fin d'intervention, présentées conformément à l'article 64 du présent règlement ⁵, les déclarations d'intervention faites conformément à l'article 66 ⁶, ainsi que les demandes en révision conformément à l'article 78 ⁷, ou en interprétation d'un arrêt conformément à l'article 79 ⁸, doivent être également accompagnées de la désignation de l'agent.

...

⁴ Voir ci-dessous, p. 157 et 175.

⁵ Voir ci-dessous, p. 229.

⁶ Voir ci-dessous, p. 233.

⁷ Voir ci-dessous, p. 255.

⁸ Voir ci-dessous, p. 255.

d. Election de domicile

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 6

La requête contient :

...

b) L'indication d'un domicile élu au siège du tribunal ou au bureau de l'office des biens et intérêts privés de l'Etat dont le requérant est ressortissant;

...

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 35, par. 5

La désignation d'un agent doit être accompagnée de l'indication du domicile élu par lui au siège de la Cour et auquel seront adressées toutes les communications relatives à l'affaire en cause.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 29, par. 2

La requête doit contenir l'élection de domicile au siège de la Cour aux fins de la requête et de ses suites.

e. Communication au défendeur

Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement :

Article IV (b)

The docketing of a claim so filed⁹ shall be notice to Germany of its filing.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 12

Dès réception de la requête, le secrétariat fait l'expédition des copies mentionnées à l'article 9¹⁰.

La communication à la partie adverse se fait par lettre recommandée, avec un avis de réception.

Lorsqu'il résulte d'une constatation d'un agent que le domicile ou la résidence du défendeur est inconnu, ou qu'une lettre recommandée n'a pu lui être remise, le président requiert l'agent de l'Etat dont le défendeur est ressortissant de faire la notification conformément au mode de la loi du lieu où elle doit être faite.

Arbitre, Etats-Unis-Guatemala (Affaire Shufeldt), échange de notes :

Article 5

Each party shall deliver to the other party a textual copy of its statements, allegations and proofs when the originals thereof are submitted to the Arbitrator.

⁹ Voir ci-dessus, art. IV, a, p. 149.

¹⁰ Voir ci-dessous, p. 170.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 22

The filing with the Secretaries of any of the above pleadings, shall constitute notice thereof to the opposite party and shall be deemed a compliance with these rules as to any notice required to be given hereunder.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement, art. VI; et Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement, art. 50.]

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 33

1. Lorsque la Cour est saisie d'une affaire par requête, copie de la requête certifiée conforme par le Greffier est immédiatement transmise par lui à la partie contre laquelle la demande est formée.

2. Lorsque la Cour est saisie d'une affaire par un compromis déposé par une seule des parties, le Greffier notifie immédiatement ce dépôt à l'autre partie.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 33, par. 2; et tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement, art. 23 et 24.]

Commission franco-italienne de conciliation, règlement :

Article 10

Le secrétariat de la Commission, immédiatement :

...

3. Communique sous trois jours un exemplaire de la requête et du bordereau susdits à l'agent du gouvernement défendeur.

...

f. Communication à des tiers

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 34

1. Le Greffier transmet immédiatement à tous les membres de la Cour copie des compromis ou requêtes par lesquels la Cour est saisie.

2. Il en transmet également des copies : a) aux Membres des Nations Unies par l'entremise du Secrétaire général, et b) aux autres Etats admis à ester devant la Cour, par la voie prévue dans un arrangement spécial conclu à cet effet par le Greffier.

g. Avance des frais ¹¹

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 97

En dehors des parties dont les agents reconnaîtraient l'insolvabilité et soutiendraient l'instance, le demandeur consigne au secrétariat une somme forfaitaire pour assurer les frais du tribunal et de la procédure engagée.

¹¹ Voir ci-dessous, p. 245.

Cette somme est, au minimum, de cent francs et au maximum de dix mille francs. Son montant est déterminé, en tenant compte de l'importance du litige, par le président, qui fixe au demandeur le délai dans lequel la consignation doit être faite.

Si, au cours de l'instruction, la somme fixée apparaît insuffisante, le président peut, d'office ou sur requête, l'augmenter, sans être lié par le maximum ci-dessus.

Ces dispositions sont applicables au défendeur qui prend des conclusions reconventionnelles et au tiers qui intervient au procès.

La consignation peut aussi être faite à la Banque de France et à la Reichsbank allemande, au compte du tribunal arbitral mixte franco-allemand.

Les montants à consigner en marks allemands seront calculés au taux moyen du franc français coté à la Bourse de Genève durant le mois qui a précédé la date de la consignation.

Les dispositions de cet article ne dérogent en rien au paragraphe 20, alinéa 2, de l'annexe de l'article 296 du Traité de Versailles ¹².

Cour permanente d'arbitrage (Affaire de l'île de Palma), accord spécial :

Article VI

Immediately after the exchange of ratification of this special agreement, each party shall place in the hands of the Arbitrator the sum of one hundred pounds sterling by way of advance of costs.

[Cf. Cour permanente d'arbitrage (Affaire des Fonds pieux), compromis, art. 11, par. 2; *idem* (Affaire de l'île de Timor), compromis, art. 8; *idem* (Affaire du *Manouba*), compromis, art. 4; *idem* (Affaire du *Carthage*), compromis, art. 4; *idem* (Affaire de Casablanca), compromis art. 4 ¹³].

Section 2. — Représentation des parties

Projet de 1875 :

Article 13

Chacune des parties pourra constituer un ou plusieurs représentants auprès du tribunal arbitral.

¹² Alinéas 1 et 2 du paragraphe 20 de l'annexe à l'article 296 du Traité de Versailles : « Les appels de l'une des parties contre la décision conjointe des deux offices entraînent, à la charge de l'appelant, une consignation qui n'est restituée que lorsque la première décision est réformée en faveur de l'appelant et dans la mesure du succès de ce dernier, son adversaire devant, en ce cas, être, dans une égale proportion, condamné aux dommages et dépens. La consignation peut être remplacée par une caution acceptée par le tribunal.

» Un droit de 5 pour 100 sur le montant de la somme en litige sera prélevé pour toutes les affaires soumises au tribunal. Sauf décision contraire du tribunal, le droit sera supporté par la partie perdante. Ce droit se cumulera avec la consignation visée ci-dessus. Il est également indépendant de la caution. »

¹³ Voir également le paragraphe 1 de l'article 52 de la Convention de La Haye de 1907 : « Les Puissances qui recourent à l'arbitrage signent un compromis dans lequel sont déterminés ... le montant de la somme que chaque Partie aura à déposer à titre d'avance pour les frais. »

Tribunal arbitral franco-chilien, Convention de 1894 :

Article 4

Chaque gouvernement pourra constituer un agent qui veille aux intérêts de ses commettants et en prenne la défense; qui présente des pétitions, documents, interrogatoires; qui pose des conclusions ou y réponde; qui appuie ses affirmations et réfute les affirmations contraires, qui en fournisse les preuves, et qui, devant le tribunal, par lui-même ou par l'organe d'un homme de loi, verbalement ou par écrit, conformément aux règles de procédure et aux voies que le tribunal lui-même arrêtera en commençant ses fonctions, expose les doctrines, principes légaux ou précédents qui conviennent à sa cause.

[Cf. Tribunal arbitral franco-chilien, Convention de 1882, art. 5.]

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 62

Les parties ont le droit de nommer auprès du tribunal des agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre elles et le tribunal.

Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le tribunal, des conseils ou avocats nommés par elles à cet effet.

Les membres de la Cour permanente ne peuvent exercer les fonctions d'agents, conseils ou avocats qu'en faveur de la puissance qui les a nommés membres de la Cour.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 83

Les parties peuvent se faire représenter devant le tribunal par des mandataires et se faire assister de conseils. Les mandataires reçoivent valablement toutes notifications, communications et convocations du tribunal.

Le président peut exiger la comparution personnelle.

Article 84

Les mandataires et conseils des parties ne peuvent être choisis que dans les catégories suivantes :

1. Les avocats aux barreaux des cours ou tribunaux français ou allemands;
2. Les avoués près les cours ou tribunaux français;
3. Les professeurs ou agrégés des facultés de droit de l'Etat français ou des Etats allemands;
4. Les membres ou associés de l'Institut de droit international.

Les mandataires et conseils peuvent, avec l'autorisation du tribunal, se faire assister d'avocats près le « Patentamt » allemand (« Patentanwalt ») et d'ingénieurs-conseils, dans le cas où l'affaire présente des questions techniques.

Arbitre, Grande-Bretagne-Espagne (Affaire des biens britanniques au Maroc espagnol), accord :

Article 4

Each Party to this agreement shall have one representative, who may be a lawyer, to state and argue the cases before Mr. _____, present

documents and examine witnesses. This representative may be assisted by as many experts as each Party desires to name.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, convention :

Article III, par. 2

Each Government may nominate agents or counsel who will be authorized to present to the Commission orally or in writing, all the arguments deemed expedient in favor of or against any claim. The agents or counsel of either Government may offer to the Commission any documents, affidavits, interrogatories or other evidence desired in favor of or against any claim and shall have the right to examine witnesses under oath or affirmation before the Commission, in accordance with such rules of procedure as the Commission shall adopt.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, convention, art. 3, par. 2; et, en ce qui concerne la première phrase seulement, cf. Commission franco-mexicaine des réclamations, convention, art. IV, par. 2; et Commission mixte des réclamations germano-américaine, accord, art. VI, par. 1.]

Arbitre, Etats-Unis-Guatemala (Affaire Shufeldt), échange de notes :

Article 2

Each Government shall appoint one or more representatives who shall have the authority necessary to appear before the Arbitrator and to represent it.

Article 3

The first day of February 1930 is fixed as the day on which the representatives of the parties shall present their credentials to the Arbitrator either in person or through their respective consular officers. If they be in good and due form, the Arbitrator shall declare the proceedings open.

Arbitre Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord :

Article 3

The two Governments shall within fourteen days of the date of the signature of the present agreement each appoint an agent for the purposes of the arbitration and shall each communicate the name and address of their respective agents to each other and to the arbitrator.

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 17, par. 1

1. Les membres de la Cour ne peuvent exercer les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat dans aucune affaire.

Article 42

1. Les parties sont représentées par des agents.
2. Elles peuvent se faire assister devant la Cour par des conseils ou des avocats.
3. Les agents, conseils et avocats des parties devant la Cour jouiront des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 5

Chacun des deux gouvernements est représenté devant la Commission par un agent qui peut tant se faire suppléer que se faire assister de personnes idoines.

Ledit agent est l'intermédiaire obligé entre la Commission et le gouvernement qu'il représente, notamment pour l'application de l'article 83, paragraphe 5¹⁴.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, statut :

Article 20

Les Etats ainsi que les institutions de la Communauté sont représentés devant la Cour par des agents nommés pour chaque affaire; l'agent peut être assisté d'un avocat inscrit à un barreau de l'un des Etats membres.

Les entreprises et toutes autres personnes physiques ou morales doivent être assistées par un avocat inscrit à un barreau de l'un des Etats membres.

Les agents et avocats comparissant devant la Cour jouissent des droits et garanties nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions, dans les conditions qui seront déterminées par un règlement établi par la Cour et soumis à l'approbation du Conseil.

La Cour jouit à l'égard des avocats qui se présentent devant elle des pouvoirs normalement reconnus en la matière aux cours et tribunaux, dans des conditions qui seront déterminées par le même règlement.

Les professeurs ressortissants des Etats membres dont la législation leur reconnaît un droit de plaider jouissent devant la Cour des droits reconnus aux avocats par le présent article.

Idem, règlement additionnel :

Article premier

1. Dans une affaire soumise à la Cour de Justice, les agents représentant un Etat ou une institution de la Communauté, ainsi que les avocats qui se présentent devant elle ou devant une autorité judiciaire commise par elle en vertu d'une commission rogatoire jouissent de l'immunité de juridiction pour les paroles prononcées et les écrits produits par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

2. Les agents et avocats jouissent en outre des facilités suivantes :

a) Inviolabilité des documents.

Tous papiers et documents relatifs à la procédure dans laquelle ils assistent ou représentent les parties sont exempts de fouille et saisie.

En cas de contestation, les organes de la douane ou de la police peuvent sceller les papiers et documents en question qui sont alors transmis sans délai à la Cour, pour qu'ils soient vérifiés en présence du Greffier de la Cour et de l'intéressé.

¹⁴ Paragraphe 5 de l'article 83 du Traité de paix avec l'Italie signé le 10 juin 1947 : « Les parties s'engagent à ce que leurs autorités fournissent directement à la Commission de conciliation toute l'aide qui sera en leur pouvoir. »

b) Attribution de devises.

Les agents et avocats ont droit à l'attribution des devises nécessaires à l'accomplissement de leur tâche.

c) Liberté de déplacement.

Les agents et avocats jouissent de la liberté de déplacement pour autant que le déplacement est nécessaire à l'accomplissement de leur tâche.

3. Les mêmes règles s'appliquent aux professeurs jouissant du droit de plaider devant la Cour.

Article 2

Pour bénéficier des privilèges, immunités et facilités mentionnés à l'article premier, doivent justifier préalablement de leur qualité :

a) Les agents, par un document officiel délivré par l'Etat ou l'institution qu'ils représentent; copie de ce document est immédiatement notifiée au Greffier de la Cour par l'Etat ou l'institution;

b) Les avocats et les professeurs, par une pièce de légitimation signée par le Greffier de la Cour. Copie de cette pièce est adressée par le Greffier aux gouvernements des Etats membres, conformément à l'article 16 du Règlement de la Cour. Sa validité, limitée à un terme fixe, peut toutefois être étendue ou restreinte selon la durée de la procédure.

Article 3

1. Les privilèges, immunités et facilités sont accordés aux agents, aux avocats, ainsi qu'aux professeurs jouissant du droit de plaider devant la Cour exclusivement dans l'intérêt de l'instance.

2. La Cour peut lever l'immunité lorsqu'elle estime que la levée de cette immunité n'est pas contraire aux intérêts de l'instance.

Section 3. — Consultation avec les parties sur la procédure

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 37, par. 1

Dans toute affaire soumise à la Cour, le Président se renseigne auprès des parties sur les questions de procédure; à cette fin, il peut notamment convoquer les agents dès leur désignation.

Section 4. — Procédure écrite

a. Pièces : nombre d'exemplaires, ordre, délai, lieu de dépôt

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 63

...

L'instruction écrite consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du tribunal et à la partie adverse, des mémoires, des contre-mémoires et, au besoin, des répliques; les parties y joignent toutes pièces et documents invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu, directement ou par l'intermédiaire du Bureau international, dans l'ordre et dans les délais déterminés par le compromis.

Les délais fixés par le compromis pourront être prolongés de commun accord par les parties, ou par le tribunal quand il le juge nécessaire pour arriver à une décision juste.

...

Article 67

L'instruction étant close, le tribunal a le droit d'écarter du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.

Article 68

Le tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des parties appelleraient son attention.

En ce cas, le tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la partie adverse.

Article 69

Le tribunal peut, en outre, requérir des agents des parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus, le tribunal en prend acte.

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 9

The pleadings shall, in respect of each claim, consist of a Memorial and an Answer. The claimant Government shall also be entitled to file a Reply if it thinks necessary.

Article 10

The pleadings on either shall be prepared with all dispatch and filed as soon as may be reasonably possible after the making of these rules.

Article 20

There shall be no written pleadings other than the Memorial, the Answer, and the Reply except by agreement between the Agents or by order of the Tribunal.

Article 23

Twenty-eight copies of all pleadings, and of further evidence under Rule 19¹⁵ if any, shall be delivered at the Office of the Tribunal.

Tribunal arbitral franco-allemand, règlement :

Article 13

Dans le délai de deux mois dès la réception par le défendeur de la requête introductive d'instance, celui-ci déposera sa réponse au secrétariat.

¹⁵ Voir ci-dessous, p. 201.

Article 26, par. 1

Dans le délai d'un mois dès la réception de la réponse, le demandeur peut déposer au secrétariat une réplique.

Article 28, par. 1

Dans le délai d'un mois dès la réception de la réplique, le défendeur peut déposer au secrétariat une duplique...

Commission d'arbitrage Etats-Unis-Pérou (Affaire Landreau), protocole :

Article X, par. 1

The case of the United States and supporting evidence shall be presented to the Government of Peru through its duly accredited representative at Washington as soon as possible, and, at the latest, within four months from the date when this agreement becomes effective. The Government of Peru shall submit in like manner, through its representative at Washington, its full answer to such case within five months from the date of the presentation of the case of the United States. The Government of the United States shall present in like manner its reply to the answer of the Peruvian Government, which reply shall contain only matters in reply to the case of the Government of Peru, within three months from the date of the filing of the Peruvian answer, and Peru may, in like manner, within four months, present a reply to the reply of the Government of the United States. The allegations and documents of each party shall be presented at least in quadruplicate.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 10

Les pièces fondamentales seront le mémoire, le contre-mémoire, les pièces relatives aux exceptions, la réplique et la duplique, si les agents désirent présenter ces deux dernières, les modifications à ces diverses pièces, et les conclusions. D'autres pièces pourront cependant être présentées, si les agents en conviennent, ou si la Commission en décide ainsi. Chaque partie aura le droit de répondre sur faits nouveaux.

Article 14, par. 1

Le contre-mémoire sera remis aux secrétaires en deux originaux, dans les soixante jours de la remise du mémoire, à moins que ce délai n'ait été prorogé par accord des agents, signifié aux secrétaires, ou par décision de la Commission, sur conclusions dûment signifiées.

Article 15, par. 1

Lorsque le demandeur désirera répliquer, il remettra aux secrétaires sa réplique, en deux originaux, dans les trente jours comptés à partir du jour où a été remis le contre-mémoire, à moins que ce délai ne soit prorogé par accord des agents, dûment signifié aux secrétaires, ou par décision de la Commission, sur conclusions dûment signifiées.

Article 16

Lorsque l'agent mexicain désirera dupliquer, il remettra aux secrétaires sa duplique, en deux originaux, dans les quinze jours comptés à partir du

jour où a été remise la réplique, à moins que ce délai ne soit prorogé par accord des agents, dûment signifié aux secrétaires, ou par décision de la Commission, sur conclusions dûment signifiées. La duplique sera soumise aux mêmes règles que la réplique.

Article 48

A la requête de l'un des agents, dûment signifiée à l'autre, celui-ci sera tenu de fournir dans un délai raisonnable la traduction complète ou partielle d'une pièce ou d'un document remis par lui; en attendant la remise de cette traduction, les délais fixés par le présent règlement seront suspendus. La Commission pourra ordonner, d'office, la traduction complète ou partielle d'une pièce ou d'un document.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article IV, par. 1

The written pleadings shall consist of the Memorial, the Answer and the Reply, if desired, unless by agreement between the Agents, confirmed by the Commission, or by order of the Commission, other pleadings are allowed. The pleadings shall be accompanied by copies of all documents and other proofs upon which either Government relies in support or in defense of a claim. All statements concerning and discussion of matters of law shall be confined to such briefs as may be filed or oral arguments as may be made in support or in defense of a claim.

Article IV, par. 3

The answer

(a) The answer in each case shall be filed with the Joint Secretaries within sixty (60) days from the date on which the memorial is filed, unless prior to the termination of that period the time be extended by stipulation between the Agents, duly filed with the Joint Secretaries and confirmed by the Commission. Where an extension is desired by either Agent, and the Agents fail to enter into a stipulation with regard thereto, the Commission may, after due notice and hearing, order an extension for good cause shown on motion made prior to the termination of the aforesaid period of sixty (60) days.

(b) ...

Article IV, par. 4

The reply

(a) Where a reply is deemed necessary in any case, it may be filed with the Joint Secretaries within thirty (30) days from the date on which the Answer is filed, unless prior to the termination of that period the time be extended by stipulation between the Agents, duly filed with the Joint Secretaries and confirmed by the Commission. Where an extension is desired by either Agent, and the Agents fail to enter into a stipulation with regard thereto, the Commission may, after due notice and hearing, order an extension for good cause shown on motion made prior to the termination of the aforesaid period of thirty (30) days.

(b) ...

Article VII, par. 1

A motion to dismiss a claim may be made at any time after the docketing thereof and before final submission to the Commission for good cause shown in the motion, and apparent on the face of the record, going to the jurisdiction of the Commission or the merits of the claim. In all cases in which one of the parties has made a motion to dismiss a claim filed by the other, the running of the periods of time provided in the rules for the filing of the Answer to the Memorial or to any other pleadings relative to the claim concerned and which may have been presented prior to the date of the motion, shall be suspended.

Article VII, par. 5

A motion to dismiss a claim once filed may be withdrawn only by leave of the Commission first had and obtained. In its order (1) granting such leave, or (2) denying a motion to withdraw and overruling the motion to dismiss, the Commission will prescribe such terms as it may see fit, including the time within which an Answer may be filed and the time within which the case will be heard on its merits, any provision in these rules to the contrary notwithstanding.

Arbitre, Etats-Unis-Guatemala (Affaire Shufeldt), échange de notes :

Article 4

The representatives of the parties shall submit to the arbitrator a written statement which shall comprise their respective points of view in the relation of the facts, the statements of the juridic point upon which their cause is based and all the proofs which they may wish to present as basis for their claims. They may be set forth in English or in Spanish. The term, within which the statement of their cause must be presented by the parties, is that of thirty days counted from the time when the Arbitrator declares the proceedings open.

Article 6

Within sixty days counted from the day on which the last of the parties presented the statement of its cause, in conformity with article 4, each party shall have the right to present a written reply to the allegations of the other party. A copy of that reply shall be delivered to the other at the time of being presented to the Arbitrator.

Article 7

Within thirty days following the termination of the sixty days' period mentioned in article 6, the parties may present oral or written arguments to the Arbitrator, summarizing the proofs and arguments produced in the statements, but no additional evidence shall be presented except at the request of the Arbitrator.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 12

The written pleadings shall consist of the Memorial and the Answer, and if the parties so desire, a Brief and a Reply Brief, respectively...

Article 14 (a)

The Answer in each case shall be filed with the Secretaries within two calendar months from the date on which the Memorial is filed.

Article 15 (a)

If claimant Government desires to file a Brief in support of a claim, such Brief must be filed with the Joint Secretariat within two calendar months from the date of the filing of the Answer.

Article 16

Where an Agent deems it necessary to answer a Brief, he may do so by presenting a Reply Brief within two calendar months from the date on which the Brief was filed. The Reply Brief shall contain the respondent Government's full written arguments.

Article 17

In view of the special circumstances of this arbitration and the existing agreements between the two Governments, no opportunity shall be afforded for dilatory proceedings of any kind, including amendments to the four pleadings provided for above.

Article 20

Documents not filed in accordance with these rules shall be rejected by the Commission.

Arbitre, Finlande-Grande-Bretagne (Affaire des armateurs finlandais),
accord :

Article 4

Memorials and counter-memorials shall be transmitted to the Arbitrator at his ordinary residence.

Tribunal, Etats-Unis-Grande-Bretagne (Affaire de la fonderie de Trail),
convention :

Article V

The procedure in this adjudication shall be as follows :

1. Within nine months from the date of the exchange of ratification of this agreement, the Agent for the Government of the United States shall present to the Agent for the Government of Canada a statement of the facts, together with the supporting evidence, on which the Government of the United States rests its complaint and petition.

2. Within a like period of nine months from the date on which this agreement becomes effective, as aforesaid, the Agent for the Government of Canada shall present to the Agent for the Government of the United States a statement of the facts, together with the supporting evidence, relied upon by the Government of Canada.

3. Within six months from the date on which the exchange of statements and evidence provided for in paragraphs 1 and 2 of this article has been completed, each Agent shall present in the manner prescribed by paragraphs 1 and 2 an answer to the statement of the other with any additional evidence and such argument as he may desire to submit.

Article VI

When the development of the record is completed in accordance with Article V hereof the Governments shall forthwith cause to be forwarded

to each member of the Tribunal a complete set of the statements, answers, evidence and arguments presented by their respective Agents to each other.

[Cf. arbitre, Suède-Etats-Unis (Affaire du *Kronprins Gustaf Adolf*), accord spécial du 17 décembre 1930, art. IV.]

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 37

1. [Voir ci-dessus, p. 158.]

2. A la lumière des renseignements obtenus par le Président, la Cour rend les ordonnances nécessaires pour fixer notamment le nombre et l'ordre de la présentation des pièces de la procédure écrite, ainsi que les délais pour leur présentation.

3. Pour l'élaboration des ordonnances rendues en vertu du paragraphe précédent, il est tenu compte, autant que possible, de tout accord qui serait intervenu entre les parties.

4. La Cour peut prolonger les délais fixés. Elle peut également, dans des circonstances spéciales et après avoir fourni à l'agent de la partie adverse l'occasion de faire connaître son opinion, décider qu'un acte de procédure fait après l'expiration du délai fixé est considéré comme valable.

5. Si la Cour ne siège pas, et sous réserve de toute décision ultérieure qu'elle pourrait prendre, les pouvoirs qui lui sont reconnus aux termes du présent article sont exercés par le Président.

Article 38

Les délais sont fixés en assignant une date précise pour les divers actes de procédure.

Article 41

1. Si l'instance est introduite par la notification d'un compromis, et sous réserve des dispositions de l'article 37 du présent règlement, les pièces de procédure suivantes sont présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

Un mémoire, par chacune des parties, dans un même délai;

Un contre-mémoire, par chacune des parties, dans un même délai;

Une réplique, par chacune des parties, dans un même délai.

2. Si l'instance est introduite par requête, et sous réserve des dispositions de l'article 37 du présent règlement, les pièces de procédure sont présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

Le mémoire par la partie demanderesse;

Le contre-mémoire par la partie défenderesse;

La réplique par la partie demanderesse;

La duplique par la partie défenderesse.

Article 57, par. 5

Dans le cas prévu à l'Article 34, paragraphe 3, du Statut¹⁶, le Greffier, sur les instructions de la Cour ou, si elle ne siège pas, du Président, procède

¹⁶ Paragraphe 3 de l'Article 34 du Statut : « Lorsque l'interprétation de l'acte constitutif d'une organisation internationale publique ou celle d'une convention internationale adoptée en vertu de cet acte est mise en question dans une affaire soumise à la Cour, le Greffier en avise cette organisation et lui communique toute la procédure écrite ».

comme il est prescrit audit paragraphe. La Cour ou, si elle ne siège pas, le Président fixe, à compter du jour où le Greffier a communiqué la procédure écrite, un délai pendant lequel l'organisation internationale publique intéressée pourra soumettre à la Cour ses observations écrites. Lesdites observations sont communiquées aux parties et peuvent être débattues par elles et par le représentant de ladite organisation au cours de la procédure orale.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 8, par. 1

Voir ci-dessus, p. 151.

Article 11

La Commission saisie de la requête, comme ci-dessus :

1) Fixe les délais pour la présentation des mémoires en réponse, des mémoires éventuels en réplique et des documents du gouvernement défendeur.

...

Article 15, b

Les personnes intéressées au litige peuvent présenter des mémoires sans conclusions et être entendues par la Commission. Elles ne prêtent pas serment.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 29, par. 1

Voir ci-dessus, p. 151.

Article 31, par. 1

Dans le mois qui suit la signification de la requête, la partie défenderesse doit fournir un mémoire en défense contenant la reconnaissance ou la contestation de l'exposé de la partie requérante, ainsi que les moyens de fait et de droit que la partie défenderesse fait valoir. Elle doit aussi articuler ses offres de preuve, ainsi que ses conclusions.

...

Article 32

1. La requête et le mémoire en défense peuvent être complétés par une réplique de la partie requérante et par une duplique de la partie défenderesse.

2. Le président fixe, par voie d'ordonnance, les dates auxquelles ces actes de procédure doivent être produits.

Article 85

1. ...

Le délai d'un mois visé à l'article 31, par. 1, du présent règlement commence à courir le lendemain du jour où la partie défenderesse a reçu notification de la requête à elle signifiée.

2. Les délais visés à l'article 33 du Traité et à l'article 31, par. 1, du présent règlement sont augmentés comme suit, à raison de la distance :

Pour les pays appartenant à la Communauté :

Un jour pour ceux des intéressés demeurant en Belgique,

Tribunal arbitral Etats-Unis-Egypte (Affaire Salem), accord :

Article 8

Toute la procédure écrite relative à l'arbitrage sera faite à la fois dans les langues française et anglaise.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 39

1. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu seulement en français, ou seulement en anglais, les pièces de la procédure écrite sont présentées seulement dans la langue adoptée par les parties.

2. A défaut d'un accord fixant la langue dont il est fait usage, les pièces sont présentées en français ou en anglais.

3. Si une langue autre que le français ou l'anglais est employée conformément à l'Article 39, paragraphe 3, du Statut¹⁷, une traduction en français ou en anglais est jointe à l'original des pièces présentées.

4. Le Greffier n'est pas tenu d'établir des traductions des pièces de la procédure écrite.

Article 43, par. 2

Toute pièce ou tout document, présentés parmi les annexes et rédigés en une langue autre que le français ou l'anglais, doivent être accompagnés d'une traduction en l'une des langues officielles de la Cour. Toutefois, dans le cas de pièces volumineuses, des traductions en extrait peuvent être présentées sous réserve de toute décision ultérieure de la Cour ou, si elle ne siège pas, du Président.

[Cf. Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement, art. 47 (voir ci-dessous, p. 169) et 48 (voir ci-dessus, p. 161); Arbitre, Etats-Unis-Guatemala, échange de notes, art. 4 (voir ci-dessus, p. 162); Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. 21.]

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 27

1. Les langues officielles de la Cour sont : français, allemand, italien, néerlandais.

2. La langue parlée et écrite en usage devant la Cour est déterminée comme suit :

Dans les litiges entre la Communauté ou ses institutions d'une part, et un Etat membre, une entreprise ou une personne ressortissant d'un Etat membre d'autre part, la langue de procédure est la langue nationale de cet Etat;

Dans les litiges entre Etats membres, la langue de procédure est la langue nationale de la partie défenderesse;

La langue de procédure s'entend notamment de la langue des requêtes, mémoires en défense, observations, documents, procès-verbaux, plaidoiries, arrêts et toutes autres décisions de la Cour.

¹⁷ Paragraphe 3 de l'Article 39 du Statut de la C.I.J. : « La Cour, à la demande de toute partie, autorisera l'emploi par cette partie d'une langue autre que le français ou l'anglais. »

...; si les parties au litige sont d'accord sur l'emploi d'une autre langue officielle, la Cour peut autoriser l'emploi de cette langue comme langue de procédure;...

...

4. En ce qui concerne les Etats membres où, en vertu de la Constitution, existent plusieurs langues officielles, l'usage de la langue sera, à la demande de l'Etat intéressé, déterminé suivant les règles générales découlant de la législation de cet Etat.

Article 28, par. 1

Le Greffier veille à ce que soit effectuée, sur la demande d'un des juges, de l'avocat général ou d'une des parties, la traduction, dans les langues officielles de leur choix, de tout ce qui est écrit ou dit pendant les deux phases de la procédure devant la Cour ou les Chambres.

Article 33, par. 6

Toute pièce et tout document produits en annexe et rédigés en une langue autre que la langue de procédure doivent être accompagnés d'une traduction dans la langue de procédure.

Toutefois, dans le cas de pièces et documents volumineux, des traductions en extrait peuvent être présentées. A tout moment la Cour peut exiger une traduction plus complète ou intégrale soit d'office soit à la demande des parties.

c. Date

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 24

Of these copies ¹⁸, two shall be filed in the Office of the Tribunal and twenty shall be forwarded forthwith to the Agent of the other party, with a note specifying the date on which the document was filed, and two shall be at the disposal of each member of the Tribunal.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 40, par. 3

Toutes les pièces de la procédure écrite sont datées. Quand une pièce doit être déposée à une date déterminée, c'est la date de la réception de la pièce au Greffe qui est à considérer comme la date dont la Cour tiendra compte.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 23, par. 3.]

d. Signature

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 11

Le mémoire devra être signé par le demandeur ou par son mandataire et par l'agent français...

¹⁸ Voir ci-dessus, p. 159, l'article 23 du règlement dudit tribunal.

Article 47

Les pièces et documents remis par les agents devront être rédigés en français ou en espagnol. Les pièces seront établies en deux originaux signés, accompagnés de quatre copies, et les autres documents, en un seul original signé, accompagné de quatre copies.

Commission générale des réclamations, Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 12

...All pleadings ... shall be subscribed or countersigned by the respective Agent...

[Cf. Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement, art. IV, a (voir ci-dessus, p. 149.)]

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 32, par. 3

L'exemplaire original d'une requête est signé, soit par l'agent de la partie qui l'introduit, soit par le représentant diplomatique de cette partie au siège de la Cour, soit enfin par une personne dûment autorisée. Si la pièce porte la signature d'une personne autre que le représentant diplomatique de la partie au siège de la Cour, cette signature doit être légalisée par ce représentant diplomatique ou par l'autorité compétente du gouvernement intéressé.

Commission franco-italienne de conciliation, règlement :

Article 8, par. 1

Voir ci-dessus, p. 151.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 33, par. 1

L'original de tout acte de procédure doit être signé par la partie ou la personne qui la représente ou, le cas échéant, qui l'assiste.

e. Impression

Tribunal arbitral Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 22

Pleadings and further evidence, if any, shall be printed by the parties on paper of the size of 9 1/8 inches by 5 7/8 inches, when folded.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article V, par. 3

Papers filed by either Agent with the Joint Secretaries may be type-written or printed in quarto form in the discretion of the Agent filing them; but the Commission may in its discretion direct that they be printed.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 40, par. 4

Si, à la demande de l'agent d'une partie, le Greffier fait procéder à l'impression, pour le compte du gouvernement que cet agent représente, d'une

pièce destinée à être déposée près la Cour, le texte doit être remis au Greffe assez tôt pour permettre le dépôt de la pièce imprimée avant l'expiration de tout délai applicable à ladite pièce. L'impression est faite sous la responsabilité de la partie qui y fait ainsi procéder.

f. Original et copies

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 23

Voir ci-dessus, p. 159.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 9

La requête originale est accompagnée de copies déclarées conformes :

- a) En trois exemplaires pour les arbitres;
- b) En autant d'exemplaires qu'il y a de défendeurs distincts;
- c) En deux exemplaires pour les agents des gouvernements.

Il n'est pas fourni copie des annexes volumineuses.

[L'article 9 s'applique également à la réponse, à la réplique et à la duplique.]

Article 30

Les actes, pièces et documents qui n'ont pas été communiqués aux parties peuvent être consultés par celles-ci ou leurs mandataires, et par les agents, en tout état de cause, au secrétariat.

...

Le secrétariat délivre des copies ou même des photographies, sur la demande d'une partie ou d'un agent, aux frais du requérant.

Commission d'arbitrage Etats-Unis-Pérou (Affaire Landreau), protocole :

Article X, par. 1

Voir ci-dessus, p. 160.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 47

Voir ci-dessus, p. 169.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article V, par. 1

At the time of filing Memorials and other pleadings, the Agent filing them shall file with the Joint Secretaries five (5) additional copies thereof in English and five (5) additional copies thereof in Spanish for the use of the Commission and Agents.

Arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord :

Article 4

Within one month of the date of the signature of the present agreement, the agent of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall file with the arbitrator a memorial in support

of their contentions, of which there shall be delivered a certified true copy at the same time to the Portuguese Legation at Brussels, failing which it will be of no effect...

[Voir également les articles 5 (*counter-memorial*), 6 (*reply to the counter-memorial*) et 7 (*rejoinder to the reply*).]

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 21

All pleadings shall be filed in duplicata originals and shall be accompanied by five copies thereof, including copies of all evidence attached to the duplicata originals, for distribution as follows :

Originals to the Secretaries	2
One to each Commissioner	3
Two to the opposing Agent	2
...	

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 40, par. 1 et 2

1. L'exemplaire original de toute pièce de la procédure écrite est signé par l'agent et déposé au Greffe. Il est accompagné d'un nombre d'exemplaires imprimés fixé par le Président; il pourra toutefois être demandé ultérieurement un nombre plus grand d'exemplaires si le besoin s'en fait sentir.

2. Lorsque copie d'une pièce de la procédure écrite est communiquée à l'autre partie conformément à l'Article 43 du Statut, le Greffier certifie que la copie est conforme à l'original déposé au Greffe.

Article 44

1. Le Greffier transmet aux juges et aux parties copie de toutes les pièces et documents de l'affaire au fur et à mesure qu'il les reçoit.

2. La Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, après avoir consulté les parties, peut décider que le Greffier tiendra à la disposition du gouvernement de tout Membre des Nations Unies ou Etat admis à ester en justice devant la Cour les pièces de procédure d'une affaire déterminée.

3. La Cour ou, si elle ne siège pas, le Président peut, avec l'assentiment des parties, autoriser que les pièces de la procédure écrite relative à une affaire déterminée soient rendues accessibles au public avant la clôture de l'affaire.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 33, par. 2

Il [l'original de tout acte de procédure] doit être déposé au Greffe avec deux copies pour la Cour et autant de copies qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct. Le Greffier en assure immédiatement la signification à l'autre partie. Ces copies doivent être certifiées conformes par la partie qui les dépose.

g. Rectifications

Tribunal arbitral franco-chilien, règlement :

Article 17

Le tribunal se réserve la faculté de ... permettre la rectification de toute erreur de fait que les parties auraient pu commettre de bonne foi.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article IV, par. 7

On motion of either Agent, or on its own motion, the Commission, after hearing the Agents, may, in its discretion, order the consolidation of claims, the separation of claims or the rectification of the names of claimants and of other obvious errors in the wording of claims.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 40, par. 5

La correction d'une erreur matérielle dans un document déposé est loisible en tout temps avec le consentement de l'autre partie ou avec l'autorisation du Président.

h. Contenu des pièces

aa. Mémoire

Tribunal arbitral Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 11

The Memorial shall contain a succinct statement of the facts out of which the claim arises, of the grounds upon which it is put forward, and of the relief claimed.

Article 13

In the case of claims put forward on behalf of private individuals, corporations, or societies, other than claims arising out of treaties with Indian tribes or nations, the Memorial shall set out the name and nationality of the claimant, or, where the claimant is dead, of his present representatives, with the evidence in support of such nationality.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 6

La requête contient :

a) Les nom, prénoms, profession et domicile des parties, ainsi que, le cas échéant, la désignation et le domicile du mandataire du requérant;

b) L'indication d'un domicile élu au siège du tribunal ou au bureau de l'office des biens et intérêts privés de l'Etat dont le requérant est ressortissant;

c) L'exposé articulé des faits qui motivent la requête. Ces faits sont rangés sous des numéros d'ordre;

d) Un exposé de droit;

e) Les conclusions (soit dispositif des conclusions);

f) Le bordereau des actes, titres, pièces et documents joints à la requête.

[Cf. Tribunal arbitral mixte franco-bulgare, règlement, art. 6.]

Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement :

Article IV, a

Voir ci-dessus, p. 149.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 11

Le mémoire devra être signé par le demandeur ou par son mandataire et par l'agent français. Il contiendra une relation claire et concise des faits sur lesquels la réclamation est fondée et l'exposition, aussi détaillée que possible, des points ci-après énumérés, sauf en cas d'omission de l'un d'entre eux, à donner les motifs de cette omission :

a) La nationalité en raison de laquelle le demandeur s'estime en droit de se prévaloir personnellement des dispositions de la Convention. Si, dans la série des titres invoqués à propos d'une réclamation donnée, il se trouve des droits ou intérêts appartenant à une personne ou compagnie de nationalité distincte de celle du demandeur, il y aura lieu d'exposer complètement les faits concernant ces droits ou intérêts;

b) Si le demandeur invoque, comme fondement de sa réclamation, la perte ou les dommages subis par une société, compagnie, association ou autre groupe d'intérêts, dans lesquels lui ou la personne au nom de qui la réclamation est présentée, a ou a eu un intérêt supérieur à cinquante pour cent du capital total de ladite société ou association, le mémoire devra indiquer la nature et l'importance de cet intérêt ainsi que tous faits et considérations relatifs à cette réclamation ou l'appuyant;

c) Les faits prouvant que la perte ou les dommages, fondement de la réclamation procèdent de l'une ou de plusieurs des causes définies à l'article III de la Convention conclue entre la République française et les Etats-Unis du Mexique le 25 septembre 1924 et entrée en vigueur par l'échange des ratifications le 29 décembre 1924, et que la perte ou les dommages en question sont survenus au cours de la période comprise entre le 20 novembre 1910 et le 31 mai 1920 inclus;

d) Le montant de la réclamation, la date et le lieu où se sont produits les faits sur lesquels elle se fonde; la nature, l'importance et la valeur de la propriété perdue ou endommagée, exposées de façon aussi détaillée que possible; les dommages à la personne et les pertes et dommages qui en sont résultés; les faits et autres circonstances concomitantes des dommages à la personne ou bien de la perte de ou des dommages à la propriété.

e) Par qui et au nom de qui la réclamation est présentée; et, si la personne qui la présente agit à titre de mandataire, la preuve de sa qualité;

f) Si le droit à la réclamation appartient actuellement et appartenait au moment où il a pris naissance, uniquement et totalement au demandeur, ou si une autre personne est ou a été intéressée, pour une part quelconque, dans cette réclamation; dans ce dernier cas, quelle est cette autre personne et quelles ont été la nature et l'importance de son intérêt; comment et quand ont été transférés ces droits ou intérêts.

g) Si le demandeur, ou bien toute autre personne qui, à un moment donné, a eu droit à la somme réclamée ou à une part de celle-ci, a reçu une somme d'argent ou une compensation équivalente, et, dans l'affirmative, quelle somme ou quelle compensation, quelle qu'en ait été la forme;

et s'il en est ainsi, quand et de qui cette somme ou compensation a été reçue;

b) Si la réclamation a été déjà présentée, ou si une requête y relative a été déjà présentée au Gouvernement mexicain ou à l'un de ses fonctionnaires, ayant agi, l'un ou l'autre, *de jure* ou *de facto*, ou bien au Gouvernement de la République française ou à l'un de ses fonctionnaires, et, dans l'affirmative tout ce qui concerne cette présentation.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. 13; et Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement, art. IV, par. 2.]

Article 12

Les réclamations présentées au nom d'une personne décédée, soit pour dommages à la personne, soit pour perte de ou dommages à la propriété, devront être présentées par celui-ci ou ceux qui ont qualité pour représenter la succession et le mémoire exposera, quant au *de cuius* et à celui qui le représente, les faits qui, conformément au présent règlement, seraient exigés du premier, s'il était en vie et présentait lui-même sa réclamation à la Commission; enfin, la réclamation sera accompagnée de la preuve que celui ou ceux qui présentent la réclamation au nom du défunt, ont qualité pour représenter la succession.

Arbitre Etats-Unis-Guatemala (Affaire Shufeldt), échange de notes :

Article 4

Voir ci-dessus, p. 162.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 42, par. 1

Le mémoire contient : un exposé des faits sur lesquels la demande est fondée; un exposé de droit et les conclusions¹⁹.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 8, par. 2

Cette requête, rédigée en cinq exemplaires sur papier libre, doit contenir :

1. a) Pour les personnes physiques :

L'indication de la personne ou des personnes dans l'intérêt de qui est formulée la requête, le domicile ou la résidence, ainsi que la nationalité.

b) Pour les personnes morales :

La dénomination ou raison sociale, le siège, la nationalité, la forme juridique sous laquelle elle est constituée, le nom, le domicile et la nationalité du représentant légal.

c) Pour les associations de fait :

La liste, le domicile et la nationalité des associés.

2. L'objet de la requête.

¹⁹ Cf. ci-dessus, p. 150, le paragraphe 2 de l'article 32 du règlement de ladite Cour.

3. Les faits matériels et les motifs de droit sur lesquels se fonde la requête.

4. L'indication des documents présentés, de ceux que ledit Agent se réserve de produire, et des preuves susceptibles d'être présentées ou requises au cours de l'instruction.

5. L'indication des témoins et experts techniques dont l'audition est demandée, avec leur identité, domicile et nationalité.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, statut :

Article 22, par. 1

La Cour est saisie par une requête adressée au Greffier. La requête doit contenir l'indication du nom et de la demeure de la partie et de la qualité du signataire, l'objet du litige, les conclusions et un exposé sommaire des moyens invoqués.

Idem, règlement :

Article 29, par. 2

Voir ci-dessus, p. 152.

Article 29, par. 3

La requête doit contenir, outre les mentions prévues à l'article 22 du statut, les nom et domicile de la partie contre laquelle la requête est formée, les faits et moyens et les conclusions de la partie requérante, ainsi que les offres de preuve présentées à l'appui de la demande.

bb. Contre-mémoire

Tribunal arbitral Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 15

The Answer shall set out the grounds upon which the claim is resisted by the respondent Government, and shall in so doing indicate clearly the attitude of the respondent Government toward the several allegations contained in the Memorial.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 14

La réponse contient :

a) Les nom, prénoms, profession et domicile des parties, ainsi que, le cas échéant, la désignation et le domicile du mandataire du défendeur;

b) La détermination précise du défendeur sur chacun des faits articulés dans la requête.

Si ces faits sont personnels au défendeur, celui-ci doit ou les admettre ou les contester. S'ils ne lui sont pas personnels, le défendeur peut aussi déclarer les ignorer. Cette déclaration équivaut à une négation;

c) L'exposé articulé des faits sur lesquels le défendeur prétend fonder ses conclusions. Ces faits sont rangés sous des numéros d'ordre en continuant la numérotation des faits de la requête;

d) Un exposé de droit, avec indication des exceptions et moyens que le défendeur entend soulever;

e) Les conclusions, qui peuvent être soit libératoires de tout ou partie des conclusions de la requête, soit reconventionnelles. L'article 7 est applicable aux conclusions de la réponse;

f) Le bordereau des actes, titres, pièces et documents joints à la réponse.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 14 (b)

The Answer shall be directly responsive to each of the allegations of the Memorial and shall clearly announce the attitude of the respondent Government with respect to each and every allegation of fact and of law set forth in the Memorial. It may in addition thereto contain any new matter which the respondent Government may desire to assert within the scope of the convention...

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement, art. IV, par. 3, b; et Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement, art. 14, par. 2.]

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 42, par. 2

Le contre-mémoire contient : la reconnaissance ou la contestation des faits mentionnés dans le mémoire; le cas échéant, un exposé additionnel des faits; des observations relatives à l'exposé de droit contenu dans le mémoire, ainsi qu'un exposé de droit en réponse et les conclusions.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 12, par. 2

Les mémoires en réponse contiennent l'indication des documents et des preuves présentés ou que l'Agent se réserve de produire...

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 31, par. 1

Voir ci-dessus, p. 165.

Article 31, par. 2

Le mémoire en défense doit contenir l'élection de domicile au siège de la Cour, ainsi que les nom et domicile des personnes qui représentent la partie défenderesse ou qui l'assistent.

cc. Réplique

Tribunal arbitral Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 17

Where a Reply is considered necessary by the claimant Government, it shall deal with allegations in the Answer, which present facts or contentions not adequately met or dealt with in the Memorial.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 26, par. 2

Celle-ci [la réplique] contient :

a) La détermination du demandeur sur chacun des faits articulés dans la réponse;

b) Les nouveaux faits que le demandeur aurait à articuler, rangés sous numéros d'ordre en continuant la numérotation de la réponse;

c) Un exposé de droit, facultatif;

d) Si le défendeur a pris des conclusions reconventionnelles, la détermination du demandeur sur ces conclusions;

e) Le bordereau des pièces jointes à la réplique.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article IV, par. 4 (b)

The Reply, if any be filed, shall deal only with matters contained in the Answer.

[Cf. Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement, art. 15, par. 2.]

Arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord :

Article 6, par. 1

...The reply shall, however, be confined to dealing with the issues raised in the counter-memorial and shall not introduce new facts or documents except so far as is necessary for this purpose.

Tribunal arbitral Etats-Unis-Egypte (Affaire Salem), accord :

Article 4, par. 3

...Ces répliques, si elles sont présentées, devront se limiter à traiter les questions déjà exposées dans les premiers mémoires ou les mémoires en défense et aucun nouveau moyen ne devrait y être soulevé ni discuté.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 15 (b)

Such Brief shall consist of claimant Government's full written arguments, and shall be accompanied by copies of any evidence which it may desire to submit in rebuttal to evidence or allegations developed in the Answer.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 12, par. 2

...Les mémoires en réplique peuvent contenir l'indication des autres documents et moyens de preuve que le mémoire en réponse rendrait éventuellement nécessaires.

dd. Duplique

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 28

Dans le délai d'un mois dès la réception de la réplique, le défendeur peut déposer au secrétariat une duplique, contenant :

a) La détermination du défendeur sur les nouveaux faits articulés par le demandeur;

b) Les nouveaux faits que le défendeur aurait à articuler rangés sous numéros d'ordre en continuant la numérotation de la réplique;

c) Un exposé de droit, facultatif;

d) Le bordereau des pièces jointes à la duplique.

Arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord :

Article 7, par. 1

...The rejoinder shall, however, be confined to dealing with the issues raised in the reply, and shall not introduce new facts or documents except so far as is necessary for this purpose.

i. Modifications

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 7

Les conclusions doivent être claires et précises. Jusqu'à la clôture des débats, elles peuvent être restreintes ou modifiées, mais sans que la nature en soit changée.

En aucun cas elles ne peuvent être augmentées.

Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement :

Article IV (c)

A petition, memorial, or written statement, or any answer thereto, may, upon leave granted by the Commission, be amended at any time before final submission of the case to the Commission.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 17

Les pièces fondamentales pourront être modifiées en tout état de cause avant la sentence définitive, soit par accord des agents, signifié aux secrétaires, comme s'il s'agissait des pièces fondamentales elles-mêmes, soit par décision de la Commission, sur conclusions dûment signifiées à la partie adverse; la décision annoncera les modifications à apporter.

Les conclusions aux fins de modifications des pièces fondamentales seront remises, en deux originaux, aux secrétaires et indiqueront les modifications désirées et les raisons pour cela.

Les modifications aux pièces fondamentales seront accompagnées des documents jugés utiles, autres que ceux qui auront déjà été joints aux pièces fondamentales, dont la modification est demandée.

Il pourra être répondu aux pièces modifiées, en la même forme que s'il s'agissait des pièces primitives, dans le délai convenu entre les Agents, ou fixé par la Commission, si c'est cette dernière qui a autorisé la modification.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, art. IV, par. 5, lequel ajoute : « No amendment shall be made to any Memorial, Answer or Reply filed on or after October 25, 1926 ».]

La Commission ne prendra en considération, quant à la demande ou à la défense, que les points contenus dans les pièces fondamentales ou dans les modifications à celles-ci. Toutefois, la Commission pourra, d'office et en tout état de cause avant la sentence définitive, ordonner des modifications aux pièces fondamentales, lorsqu'elle l'estimera indispensable, pour qu'il soit dûment procédé à l'examen d'une réclamation donnée, ou bien dans l'intérêt de la justice.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article VII, par. 1

Voir ci-dessus, p. 162.

Article VII, par. 2

Voir ci-dessous, p. 227.

Article VII, par. 3

In any decision rendered by the Commission sustaining a motion filed in pursuance of either of the two preceding sections it will prescribe what, if any, amendment to a pleading may be filed by the party against which such motion is directed and the conditions upon which such amendment, if any, may be filed.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 17

Voir ci-dessus, p. 163.

j. Communication à la partie adverse

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 63

Voir ci-dessus, p. 158.

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 24

Voir ci-dessus, p. 168.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 12

Voir ci-dessus, p. 152.

Arbitre, Etats-Unis-Guatemala (Affaire Shufeldt), échange de notes :

Article 5

Voir ci-dessus, p. 152.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 33

Voir ci-dessus, p. 153.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 10, par. 3

Voir ci-dessus, p. 153.

Article 12, par. 4

Ils [les documents annexés] sont enregistrés, reçus et communiqués, conformément aux dispositions de l'article 10.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 33, par. 2

Voir ci-dessus, p. 171.

k. Disjonction de causes

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 16

Si le demandeur a réuni indûment dans la même cause plusieurs défendeurs ou différents objets, la division de cause peut être demandée par chaque défendeur.

Cette demande est déposée au secrétariat dans le délai fixé pour la réponse. Le président fixe un délai équitable au demandeur pour se déterminer.

Un nouveau délai de deux mois dès la décision du tribunal sur la division de cause est accordée au défendeur pour déposer la réponse (art. 14)²⁰.

Tribunal arbitral mixte germano-belge, règlement :

Article 44

Le tribunal a toujours le droit d'ordonner la jonction ou la disjonction des causes, soit d'office, soit sur la demande d'une partie ou d'un agent.

Avant de statuer, le tribunal fixe aux parties un délai pour s'expliquer.

Après clôture de l'incident, il pourra prolonger le délai au cours duquel l'incident s'est produit.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. 19; Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement, art. IV, par. 7 (voir ci-dessus, p. 172); et Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement, art. 20.]

l. Jonction de causes

Tribunal arbitral mixte germano-belge, règlement :

Article 29

Les demandes reconventionnelles ne sont pas admises. Toute demande du défendeur contre le demandeur doit être formée par une requête introductive d'instance.

Le tribunal pourra ordonner que les causes soient jointes ou qu'elles soient plaidées dans la même audience.

Article 44

Voir ci-dessus, p. 180.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 13

Lorsque plusieurs réclamations seront fondées sur un même ensemble de faits, elles pourront, toutes ou quelques-unes d'entre elles, faire l'objet d'un seul mémoire.

[Cf. tribunal arbitral Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement, art. 14.]

²⁰ Voir ci-dessus, p. 175.

m. Clôture de l'instruction

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 65

A moins de circonstances spéciales, le tribunal ne se réunit qu'après la clôture de l'instruction.

Article 67

Voir ci-dessus, p. 159.

Arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord :

Article 6, par. 2

If no reply is filed the written proceedings shall be deemed to be closed at the expiry of the period of four months aforesaid ²¹.

Article 7, par. 2

If a reply is filed the written proceedings shall be deemed to be closed at the expiry of the period of five months aforesaid ²².

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 45

La procédure écrite une fois terminée, l'affaire se trouve en état.

Article 48

Voir ci-dessous, p. 202.

Section 5. — Audience préliminaire

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 37

Après le dépôt de la réponse ou de la duplique, ou à l'expiration du délai fixé pour ce dépôt, le président peut assigner les parties à son audience pour procéder à l'épuration des faits et à l'indication des moyens de preuve.

Le secrétariat en avise les agents.

Article 38

Les parties ou leurs mandataires comparissant, le président les invite à s'expliquer verbalement sur les faits allégués dans la requête et la réponse (éventuellement dans la réplique et la duplique). Il constate l'accord sur chacun des faits allégués.

Article 39

Le secrétaire inscrit au procès-verbal de l'audience :

1. Les faits articulés en procédure ou à l'audience sur lesquels les parties sont d'accord.

2. Les faits sur lesquels les parties sont en désaccord.

Les faits articulés en procédure peuvent être indiqués simplement par leur numéro d'ordre.

²¹ C'est-à-dire quatre mois à compter de la date de la signature de l'accord.

²² C'est-à-dire cinq mois à compter de la date de la signature de l'accord.

Article 40

Si le défendeur n'a pas déposé de réponse (éventuellement de duplique), il doit se déterminer à l'audience sur les allégués de la requête (éventuellement de la réplique). Il doit, en outre, déposer ses conclusions qui, dans ce cas, ne peuvent pas être reconventionnelles.

Article 41

Si à l'audience du président, une partie, en alléguant un fait nouveau ou en produisant un document, rend nécessaires des recherches, le président peut accorder un délai. Les frais de ce renvoi sont mis à la charge de la partie qui l'a occasionné par une négligence.

Article 48

L'épuration des faits terminés, le demandeur, puis le défendeur, indiquent leurs moyens de preuve pour chacun des allégués sur lesquels ils sont en désaccord.

Il en est fait inscription par le secrétaire au procès-verbal qui est lu avant la clôture de l'audience préliminaire.

Article 43

Autant que possible, les parties produisent immédiatement les actes ou documents annoncés, en les accompagnant d'un bordereau transcrit au procès-verbal.

Tribunal arbitral mixte anglo-autrichien, règlement :

Article 59

After the delivery of a Replication to the Answer or a notice that the Claimant does not intend to deliver one, or the expiration of the period allowed for its delivery, the Tribunal will give notice to the parties and the Government Agents of the time and place of the Preliminary Hearing of the cause.

Article 60

At this hearing the Tribunal will as far as practicable give all directions which may appear to be necessary for the further progress and final determination of all the questions which are in dispute between the parties and may make any order which the Tribunal thinks calculated to promote a speedy and just decision of the cause.

Article 61

In particular, the Tribunal will, if and so far as may appear necessary, give directions as to :

The addition, substitution, or striking out, of parties.

The division of the cause.

The consolidation of the cause with any other cause.

The discontinuance of the Claim in whole or in part against all or any of the Defendants.

The staying of the proceedings in, or dismissal of the Claim on the ground that it is frivolous or vexatious.

Amendment of any pleading or further particulars of any allegations therein.

Additions to the Annexes.

Admissions by any party of documents or facts.

The delivery by either party of written questions to the other for his examination upon any matter in question in the cause and the answer thereof on oath or otherwise.

The discovery on oath or otherwise of the documents which are or have been in the possession or power of a party relating to any matter or question in the cause.

The production and inspection by the parties of documents or other things before, or at, the Trial, and the making of copies of, or extracts from, any documents.

The taking of any account, the mode in which it is to be taken or vouched, and the place where vouchers are to be produced.

The making of reports by experts or others agreed upon by the parties or selected by the Tribunal.

The taking of evidence before the Trial and the conditions upon which the same may be read at the Trial.

The inspection by the Tribunal itself, where it is deemed fitting and necessary, of any premises, locality or object.

The method of proof of any matter in dispute and whether oral evidence is to be heard at the Trial.

The summoning of witnesses and provision for their expenses.

The presentation of arguments in writing, if any.

Any matters preliminary or incidental to the Trial.

The place and time of Trial.

The preservation or interim custody of the subject-matter of the litigation upon such terms and subject to such conditions as the Tribunal thinks just.

Article 62

It will be the duty of each party to ask at the Preliminary Hearing for any directions or order which may (be) necessary or expedient before the Trial so far as the necessity or expediency of the same is then apparent or may reasonably be foreseen.

Article 63

By the consent of the parties, and subject to the approval of the Tribunal, the Preliminary Hearing may be treated for all purposes as the Trial of the cause and judgment may be given accordingly.

Article 64

If before the Preliminary Hearing the parties concur in a written request to the Tribunal for certain specified directions as to the Trial and that the Preliminary Hearing may be dispensed with, the Tribunal will give such directions or make such other order as it deems necessary and dispense with the Preliminary Hearing accordingly.

The Tribunal may also in any case in which it appears to be expedient give any necessary directions as to the Trial without any Preliminary Hearing and dispense with such Hearing accordingly.

[Cf. tribunal arbitral mixte anglo-bulgare, règlement, art. 59 à 64.]

Tribunal, Etats-Unis-Grande-Bretagne (Affaire de la fonderie de Trail), convention :

Article VII

After the delivery of the record to the members of the Tribunal in accordance with Article VI ²³, the Tribunal shall convene at a time and place to be agreed upon by the two Governments for the purpose of deciding upon such further procedure as it may be deemed necessary to take. In determining upon such further procedure and arranging subsequent meetings, the Tribunal will consider the individual or joint requests of the Agents of the two Governments.

Section 6. — Enquête

Tribunal spécial, Guatemala-Honduras (Affaire des frontières du Honduras), traité :

Article XIII

The High Contracting Parties authorize the Tribunal to appoint commissions of enquiry, to employ the services of experts and to use any other means of information it may deem necessary to elucidate the facts...

Tribunal, Etats-Unis-Grande-Bretagne (Affaire de la fonderie de Trail), convention :

Article VIII

...The Tribunal shall have authority to make such investigations as it may deem necessary and expedient, consistent with other provisions of this convention.

Article X, par. 2

Investigators, whether appointed by or on behalf of the Governments, either jointly or severally, or the Tribunal, shall be permitted at all reasonable times to enter and view and carry on investigations upon any of the properties upon which damage is claimed to have occurred or to be occurring, and their reports may, either jointly or severally, be submitted to and received by the Tribunal for the purpose of enabling the Tribunal to decide upon any of the Questions.

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 50

A tout moment, la Cour peut confier une requête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

²³ Voir ci-dessus, p. 163.

Idem, règlement :

Article 57, par. 1 et 2

1. Toute décision de la Cour portant qu'il y a lieu de faire procéder à une enquête ou à une expertise est prise, les parties dûment entendues, par une ordonnance, laquelle précise l'objet de l'enquête ou de l'expertise, et se prononce sur le nombre et la désignation des enquêteurs et des experts, ainsi que sur les formalités à observer.

2. Tout rapport ou tout procès-verbal concernant l'enquête ainsi que le rapport d'expert est communiqué aux parties.

...

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 34

Après le dépôt de la duplique prévue à l'article 32, paragraphe 1²⁴, du présent règlement ou après l'expiration du délai prévu à l'article 32, paragraphe 2²⁵, pour le dépôt de cette duplique, la procédure écrite est terminée et le dossier est transmis par le greffier au président qui désigne le juge rapporteur et fixe la date à laquelle celui-ci établira le rapport préalable visé à l'alinéa suivant.

Le juge rapporteur, sans faire rapport sur le fond, établit un rapport préalable sur la question de savoir si l'affaire a ou n'a pas besoin d'être instruite.

Dans le premier cas, le juge rapporteur transmet le dossier au président de la Chambre²⁶ qui fixe la date à laquelle commence l'instruction.

Dans le second cas, le juge rapporteur transmet le dossier, avec son rapport préalable, au président de la Cour qui fixe la date à laquelle la Cour, l'avocat général entendu, décidera soit d'ouvrir, sans instruction de l'affaire, la procédure orale, soit de la renvoyer, aux fins d'instruction, à la Chambre dont fait partie le juge rapporteur.

Article 35

1. Sur le rapport du juge rapporteur, l'avocat général entendu, la Chambre décide des mesures d'instruction qu'elle juge nécessaires.

2. Sans préjudice des dispositions de l'article 24 du statut²⁷, la Chambre peut d'office et à tout moment ordonner que les parties fournissent des renseignements; elle peut même ordonner la comparution personnelle des parties.

En cas de refus, la Chambre en prend acte et y donne la suite qu'elle estime justifiée.

3. La preuve contraire et l'amplication des offres de preuve restent réservées.

²⁴ Voir ci-dessus, p. 165.

²⁵ Voir ci-dessus, p. 165.

²⁶ Cf. art. 21, par. 1 : « La Cour, par application de l'article 18 du statut, constitue en son sein deux Chambres de trois juges, chargées de procéder à l'instruction des affaires qui leur sont dévolues. »

²⁷ Voir ci-dessous, p. 225.

Article 36

La Chambre peut, soit à la demande des parties, soit d'office, délivrer des commissions rogatoires pour l'audition de témoins ou d'experts, conformément aux dispositions prévues au règlement additionnel de la Cour.

Article 37

1. La Chambre ordonne les mesures qu'elle juge convenir par voie d'ordonnance qui n'est pas motivée mais qui articule les faits à prouver.

2. Les ordonnances des Chambres sont prononcées en audience publique, les parties convoquées.

3. Ces ordonnances sont signifiées aux parties par le Greffier.

Article 38

La Chambre procède aux mesures d'instruction qu'elle ordonne ou, sauf opposition d'une des parties, en charge le juge rapporteur.

Article 39

Voir ci-dessus, p. 144.

Article 40

La Chambre peut subordonner la citation des témoins et experts produits par les parties, au dépôt à la caisse de la Cour d'une provision garantissant la couverture des frais et honoraires taxés; elle en fixe le montant.

Quant aux témoins ou experts cités d'office, la caisse de la Cour avance les fonds nécessaires.

Article 41

1. Après vérification de l'identité des témoins et experts, le président de la Chambre ou le juge rapporteur les informe qu'ils auront à certifier sous serment leurs déclarations.

2. Après sa déposition devant la Chambre ou le juge rapporteur, chaque témoin prête serment selon la formule suivante :

« Je jure d'avoir dit la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. »

Le serment peut être prêté suivant les modalités prévues par la législation nationale du témoin.

3. Le greffier dresse procès-verbal de chaque déposition des témoins; après lecture, ce procès-verbal est signé par le déposant, le président de la Chambre et le greffier. Il constitue un acte authentique.

4. Chaque expert prête, avant ou après sa déposition, le serment suivant :

« Je jure que mon exposé correspond à ma conviction sincère. »

Le serment peut être prêté suivant les modalités prévues par la législation nationale de l'expert.

Les experts peuvent être dispensés du serment, avec le consentement des parties.

5. Si l'une des parties récusé un témoin ou un expert pour incapacité, indignité ou toute autre cause, ou si un témoin ou un expert refuse de déposer, la Chambre statue.

6. Une partie peut renoncer à l'audition d'un témoin ou expert cité à sa requête.

Toutefois, la Chambre peut ordonner son audition, soit d'office, soit à la demande de l'avocat général ou de la partie adverse.

7. La Chambre ou le juge rapporteur prend, à l'égard des témoins défaillants, les mesures dévolues à sa compétence par le règlement additionnel prévu à l'article 28, cinquième alinéa du statut ²⁸.

Article 42

Les témoins et experts peuvent être interrogés par les agents ou les avocats des parties sur autorisation du président de la Chambre ou du juge rapporteur.

Article 43

1. Il est dressé de chaque audience de la Chambre sous la responsabilité du greffier, un procès-verbal qui est signé par le président de la Chambre et par le greffier. Ce procès-verbal constitue un acte authentique.

2. Les parties et les avocats généraux peuvent prendre connaissance au greffe de tout procès-verbal ou rapport et en obtenir copie.

Article 45

1. Lorsque l'instruction est terminée, la Chambre fixe un nouveau délai aux parties pour la présentation de leurs conclusions écrites définitives.

2. A l'expiration de ce délai, le dossier est transmis à l'avocat général, puis au Président de la Cour qui fixe l'audience où se déroulera la procédure orale devant la Cour.

Article 51, par. 1

La Cour peut, à tout moment, soit ordonner le renouvellement et l'ampliation devant elle-même de tout acte d'instruction accompli par la Chambre, soit charger celle-ci d'y procéder.

Section 7. — Procédure orale

a. Mise en état, conclusions, ordre d'examen des affaires

Tribunal arbitral franco-chilien, règlement :

Article 12

Dès que la dernière notification prévue par l'article 10 ²⁹ aura été faite ou que les enquêtes seront terminées, soit qu'on y ait procédé ou que les parties intéressées aient négligé de le faire dans les délais fixés, les secrétaires inscriront la réclamation au rôle destiné à recevoir les affaires qui sont en état d'être portées devant le tribunal arbitral.

Le tribunal fixera l'audience dans laquelle les parties seront entendues...

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 34

The order in which claims shall come on for hearing before the Tribunal shall be arranged between the Agents.

²⁸ Art. 28, par. 5, du statut : « La Cour jouit à l'égard des témoins défaillants des pouvoirs généralement reconnus en la matière aux Cours et tribunaux, dans des conditions qui seront déterminées par un règlement établi par la Cour et soumis à l'approbation du Conseil. »

²⁹ C'est-à-dire la dernière notification concernant les conclusions.

Commission d'arbitrage, Etats-Unis-Pérou (Affaire Landreau), protocole :

Article X, par. 1

Voir ci-dessus, p. 160.

Article X, par. 2

The case shall then be ready for consideration by the Commission which shall hear arguments by the Agents of the respective Governments...

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article X, par. 3

When a Case is Ready for Hearing.

Upon the listing of cases as provided in section 2 hereof, the respondent Government shall have twenty (20) days in which to file a brief, or reply brief, as the case may be. The claimant Government shall have ten (10) days from the filing of such brief or reply brief in which to file a counter-brief with the Joint Secretaries. Upon the filing of the counter-brief or at the expiration of the time for filing that brief or any earlier brief, if such earlier brief is not filed on the due date, the case shall be ready for hearing.

Article X, par. 4

Order of Hearings.

The order in which cases shall come up for hearing shall be determined by their position in numerical sequence on the trial calendar, unless the Agents by stipulation made before or during any hearing and confirmed by the Commission, change the order. The Joint Secretaries shall make the necessary entries, recording any change in the numerical order.

In the event that there are no cases ready for hearing on the trial calendar, cases may be listed on the calendar by order of the Commission. Such action may be taken only after the Commission has consulted the Agents with respect to the cases which may be so listed on the calendar and with respect to the procedure to be followed in trying them. An order by the Commission listing cases may be made not less than twenty (20) days (1) after the expiration of the time within which an Answer may be filed or (2) in cases where an Answer shall be filed then after the filing of a Reply or the expiration of the time within which a Reply may be filed.

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Egypte (Affaire Salem), accord :

Article 5, par. 1

Les deux gouvernements auront le droit de soumettre au tribunal, à la fois oralement et par écrit, tous arguments qu'ils désireraient présenter, mais les notes exposant tous arguments écrits seront remises au tribunal et à l'agent de l'autre gouvernement dix jours au moins avant la date fixée pour la discussion orale.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 29

The order in which cases shall come on for argument before the Commission shall be that in which they are matured by the completion of the pleadings provided for in these rules unless, for good cause shown, the Commission shall order otherwise.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 45

Voir ci-dessus, p. 181.

Article 46

1. Sous réserve de la priorité prévue à l'article 61 du présent règlement ³⁰, la Cour traite les affaires dont elle est saisie suivant l'ordre selon lequel elles sont en état. Entre plusieurs affaires en état, l'ordre est déterminé par le rang qu'elles occupent sur le rôle général.

2. Toutefois, la Cour peut, à raison de circonstances particulières, décider de traiter une affaire par priorité sur les autres affaires en état et qui la précèdent sur le rôle général.

3. Si les parties à une affaire en état demandent d'un commun accord la remise de cette affaire postérieurement à d'autres affaires en état et qui la suivent sur le rôle général, le Président peut accorder cette remise; à défaut d'accord entre les parties, le Président apprécie s'il y a lieu de saisir la Cour.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 36

La Commission fixera l'ordre dans lequel les affaires seront portées devant elle, soit en tenant compte des accords intervenus entre les agents, soit en décidant elle-même de son propre chef.

Article 37

Lorsque l'agent français sera prêt à soumettre une affaire à la Commission, il le notifiera aux secrétaires; il pourra en même temps déposer des conclusions accompagnées des documents qu'il désire produire en plus de ceux qu'il aura déjà remis. Dans les vingt jours qui suivront le dépôt des conclusions, l'agent mexicain pourra, de son côté, déposer ses conclusions accompagnées des documents qu'il désire produire en plus de ceux qu'il aura déjà remis. Dans les dix jours, l'agent français pourra répliquer par de nouvelles conclusions, avec preuves supplémentaires à l'appui. L'agent mexicain pourra, dans les cinq jours, répondre sur tous les faits nouveaux contenus dans les conclusions de réplique.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 46

1. Sous réserve de la priorité des décisions prévue à l'article 66 du présent règlement ³¹, la Cour connaît des affaires dont elle est saisie dans l'ordre selon lequel leur instruction est terminée. Entre plusieurs affaires dont l'instruction est simultanément terminée, l'ordre est déterminé par le rang qu'elles occupent au registre.

2. Toutefois, la Cour peut, en raison de circonstances particulières, décider de traiter une affaire par priorité.

³⁰ Voir ci-dessous, p. 235, art. 61, par. 2.

³¹ C'est-à-dire des décisions en matière de référé.

3. Si les parties à une affaire dont l'instruction est terminée demandent, d'un commun accord, le renvoi de cette affaire à la suite d'autres affaires, le Président peut accorder ce renvoi. A défaut d'accord entre les parties, le Président décide s'il y a lieu de consulter la Cour.

b. Date et lieu

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 44

Dès que la procédure écrite est terminée, le président fixe le jour et le lieu de l'audience du tribunal.

Article 45

Le secrétariat avise les agents et parties de la décision du président. . .

Arbitre, Etats-Unis-Guatemala (Affaire Shufeldt), échange de notes :

Article 7

Voir ci-dessus, p. 162.

Arbitre, France-Grande-Bretagne (Affaire Chevreau), compromis :

Article V

L'arbitre tiendra une session à une époque et à un lieu décidés d'accord entre les deux parties, en vue d'entendre tous témoignages et arguments présentés en faveur de l'une ou l'autre partie et d'examiner les plaidoiries écrites. . .

Arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord :

Article 8

1. If the agent of either Government shall within one month of the close of the written proceedings make an application to the arbitrator to this effect the arbitrator shall appoint a date and place for the hearing of oral arguments or the submission of the oral evidence of witnesses. Copies of any application by either agent for an oral hearing shall be transmitted within the same period to the other agent.

2. Without prejudice to the powers of the arbitrator under Article 13³², unless the agents of both Governments express their consent to the contrary, the hearing shall take place not later than two months from the date of the close of the written proceedings and shall be held in Belgium.

Arbitre, Suède-Etats-Unis (Affaire du *Kronprins Gustaf Adolf*), accord spécial :

Article V

Within thirty days from the delivery of the record to the Arbitrator or Arbitrators in accordance with Article IV³³, the Tribunal shall convene at Washington for the purpose of hearing oral arguments by Agents or Counsel, or both, for each Government.

³² Art. 13, par. 1 : « The arbitrator shall have power, if he deems necessary, to extend any of the time-limits laid down in the preceding articles. »

³³ Voir ci-dessus, p. 164, la note relative au tribunal, Etats-Unis-Grande-Bretagne (Affaire de la fonderie de Trail), convention, art. VI.

Arbitre, Finlande-Grande-Bretagne (Affaire des armateurs finlandais), accord :

Article 5

Within one month from the date of the expiry of the period for the delivery of counter-memorials either Government may notify the Arbitrator of its desire to submit oral arguments. A copy of any such notification shall be sent simultaneously to the other Government. Without prejudice to the provisions of Article 7³⁴, if no demand for an oral hearing is made, the pleadings shall be deemed to be closed at the expiry of the said period of one month.

Article 6

If a demand for oral hearing is made, the date of the hearing shall be fixed by the Arbitrator in consultation with the two Governments. The hearing shall take place in London and the pleadings shall be deemed to be closed at the end of the oral hearing.

Arbitre, Belgique-France (Différend concernant l'Accord Tardieu-Jaspar), arrangement :

Article 4

Lorsque la procédure écrite sera close, M. L. fixera, dans un délai qui ne pourra être inférieur à un mois et supérieur à deux mois, la date à laquelle commenceront les débats oraux et l'endroit où ils auront lieu. Au cours de ces débats les parties pourront déposer des conclusions écrites.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 47, par. 1

Après que l'affaire est en état, la date d'ouverture de la procédure orale est fixée par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 45, par. 2

Voir ci-dessus, p. 187.

c. Renvoi

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 47, par. 2

La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, prononce, s'il y a lieu, le renvoi de l'ouverture ou de la continuation des débats.

d. Consultation du dossier

Tribunal mixte franco-allemand, règlement :

Article 44

Voir ci-dessus, p. 190.

³⁴ Art. 7, voir ci-dessous, p. 225.

Article 45

Le secrétariat avise les agents et parties de la décision du président. Il prévient les parties que le dossier peut être consulté par elles au secrétariat pendant quinze jours. Le dossier est mis ensuite à la disposition des agents des deux gouvernements au siège du tribunal, respectivement pendant quinze jours, en commençant par l'agent du pays du défendeur. Il est visé par ces agents.

e. Langue, traduction

Arbitre, Grande-Bretagne-Espagne (Affaire des biens britanniques au Maroc espagnol), accord :

Article 5, par. 1

Voir ci-dessus, p. 166.

Arbitre, Allemagne-Commissaire aux revenus { 's, compromis :

Article 6

...Les débats oraux pourront, le cas échéant, avoir lieu en français, en anglais ou en allemand, sous réserve du droit, pour chacune des parties et pour l'arbitre, d'en demander une traduction.

Arbitre, France-Grande-Bretagne (Affaire Chevreau), compromis :

Article V

...Les explications orales en faveur de chaque partie seront données dans le langage de cette partie.

Arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord :

Article 2, par. 2

The oral proceedings may be conducted in English, Portuguese or French, interpreters being employed if necessary.

Tribunal arbitral Etats-Unis-Egypte (Affaire Salem), accord :

Article 8

...La discussion orale devant la Commission arbitrale pourra avoir lieu soit en français soit en anglais, mais traduction devra être donnée au tribunal et à l'agent de l'autre gouvernement à la fin de chaque argument.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 58

1. Sauf décision contraire prise par la Cour ou par le Président, si elle ne siège pas au moment où la décision doit être prise, les plaidoiries ou déclarations devant la Cour dans l'une des langues officielles sont traduites dans l'autre langue officielle; il en est de même des questions et réponses. Il incombe au Greffier de prendre toutes dispositions à cet effet.

2. Lorsque, conformément à l'Article 39, paragraphe 3, du Statut³⁵, une langue autre que le français ou l'anglais est employée, il incombe à

³⁵ Voir note 17 ci-dessus, p. 167.

la partie intéressée de prendre toutes dispositions pour en assurer la traduction dans l'une ou l'autre des langues officielles; toutefois, la traduction des dépositions des témoins et des exposés des experts est faite sous le contrôle de la Cour. Dans le cas de témoins ou d'experts qui se présentent sur l'initiative de la Cour, la traduction est assurée par les soins du Greffe.

3. Les personnes chargées des traductions visées au paragraphe précédent prennent, devant la Cour, l'engagement suivant :

« Je déclare solennellement, en tout honneur et en toute conscience, que ma traduction sera complète et fidèle. »

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 28, par. 1

Voir ci-dessus, p. 168.

Article 28, par. 2

La Cour peut autoriser d'office l'emploi d'une autre langue officielle que la langue de procédure pour l'audition des témoins ou experts.

Article 28, par. 3

Cette faculté est attribuée également au Président pour la direction des débats, aux juges et aux avocats généraux lorsqu'ils posent des questions et à ces derniers pour leurs conclusions.

Article 28, par. 4

Lorsque les témoins ou experts déclarent qu'ils ne savent s'exprimer convenablement dans une des langues officielles, la Cour les autorise à formuler leurs déclarations dans une autre langue; dans ce cas, seule la traduction dans la langue de procédure fait foi.

Article 28, par. 5

En cas de doute, le texte rédigé dans la langue de procédure ou, le cas échéant, dans l'une des autres langues officielles autorisées par la Cour en vertu du paragraphe 2 fait foi.

f. Conseil

Tribunal arbitral franco-chilien, convention :

Article 4

Voir ci-dessus, p. 155.

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 62

Voir ci-dessus, p. 155.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Articles 83 et 84

Voir ci-dessus, p. 155.

Arbitre, Grande-Bretagne et Espagne (Affaire des biens britanniques au Maroc espagnol), accord :

Article 4

Voir ci-dessus, p. 155.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, convention :

Article III, par. 2

Voir ci-dessus, p. 156.

Idem, règlement :

Article 30

The argument of the cases before the Commission shall be made by the Agent or such Counsel as the respective Government may designate for that purpose, who shall be allowed to make such oral arguments as are deemed expedient, but only on the issues developed by the written pleadings.

Arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord :

Article 8, par. 3

The agent of either Government may, if he so desires, be represented by counsel at the oral hearing.

Arbitre, Suède-Etats-Unis (Affaire du *Kronprins Gustaf Adolf*), accord spécial :

Article V

Voir ci-dessus, p. 190.

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 42

Voir ci-dessus, p. 156.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 5

Voir ci-dessus, p. 157.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, statut :

Article 20

Voir ci-dessus, p. 157.

g. Débats

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 70

Les agents et les conseils des parties sont autorisés à présenter oralement au tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leur cause.

Article 71

Ils ont le droit de soulever des exceptions et des incidents. Les décisions du tribunal sur ces points sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.

Article 72

Les membres du tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du tribunal en général ou de ses membres en particulier.

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 37

Where, under the terms of submission or by agreement between the Agents, any question is to be dealt with at the hearing and decided as a preliminary question, the arguments of Counsel at the hearing shall be addressed to that question; but they shall be entitled to enter into the facts of the case as far as they may deem necessary.

Article 38

If the decision of the Tribunal upon such preliminary question does not dispose of the claim, a second hearing shall take place for its further argument.

Tribunal mixte franco-allemand, règlement :

Article 47

Au jour fixé, la cause étant introduite, la parole est donnée aux conseils des parties.

Exceptionnellement, le tribunal peut autoriser une partie à présenter elle-même ses observations.

Les agents des gouvernements intéressés présentent leurs observations et déposent leurs conclusions.

Le tribunal peut autoriser les parties à répliquer. Les agents ont toujours la parole les derniers.

Article 48

Le tribunal peut écarter du débat tous actes et documents qui n'auraient pas été produits à l'instruction écrite.

Article 49

Les débats sont dirigés par le président qui assure la police de l'audience et, en cas d'infraction, en dresse procès-verbal.

Les secrétaires tiennent le procès-verbal de l'audience.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 47.]

Article 50

Après les plaidoiries, les débats sont déclarés clos. Il est donné lecture du procès-verbal de l'audience. Celui-ci est signé par le président et les secrétaires.

Avant la mise en délibéré, chaque partie indique le montant de ses frais et débours.

Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement :

Article VI (c)

When a cases comes on for submission in pursuance of orders entered from time by the Commission, it may, in its discretion, hear oral arguments

by the American and German Agents or their respective counsel, limited as to time as the Commission may direct. The American Agent or his counsel shall have the right to open each case and the German Agent or his counsel may reply, in which event further argument may in the discretion of the Commission be heard.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 38

La Commission entendra les agents ou leurs avocats respectifs sur les affaires qui lui seront soumises; mais de nouvelles preuves pourront être produites au cours des audiences, et à dater de leur transmission, la partie adverse aura un délai de 10 jours pour présenter les conclusions qui conviendraient à ses droits. L'agent de la République française ou son avocat ouvrira la discussion et l'agent mexicain ou son avocat pourra répondre; il appartiendra à la Commission d'apprécier s'il y a lieu de poursuivre les débats.

Article 40

Les agents pourront renoncer à assister aux audiences.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article X, par. 5

Conduct of Hearings

When a case comes on for hearing before the Commission, the Agents or counsel shall be heard on either side. The Agent or counsel of the claimant Government shall open the case, and the Agent or counsel of the respondent Government may reply. The right to close the case rests with the claimant Government. The time allowed for oral argument shall be fixed by the Commission.

[Cf. tribunal arbitral Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement, art. 35.]

Arbitre Etats-Unis-Guatemala (Affaire Shufeldt), échange de notes :

Article 7

Voir ci-dessus, p. 162.

Tribunal arbitral Etats-Unis-Egypte (Affaire Salem), accord :

Article 5, par. 1

Voir ci-dessus, p. 188.

Article 5, par. 2

Il sera accordé aux représentants de l'un et l'autre gouvernements un temps amplement suffisant pour la discussion orale de la cause devant le tribunal...

Commission générale des réclamations, Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 30

Voir ci-dessus, p. 194.

Arbitre Belgique-France (Différend concernant l'affaire Tardieu-Jaspar), arrangement :

Article 4

...Au cours de ces débats les parties pourront déposer des conclusions écrites.

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 45

Les débats, sont dirigés par le Président et, à défaut de celui-ci, par le Vice-Président; en cas d'empêchement, par le plus ancien des juges présents.

Idem, règlement :

Article 50

La Cour détermine si les parties doivent plaider avant ou après la production des moyens de preuve, la discussion de ces moyens étant toujours réservée.

Article 51

L'ordre dans lequel les agents, conseils ou avocats sont appelés à prendre la parole est déterminé par la Cour, sauf accord à ce sujet entre les parties.

Article 52

1. La Cour peut, durant les débats, poser des questions aux agents, conseils ou avocats, ou leur demander des éclaircissements.

2. La même faculté appartient à chaque juge qui, pour l'exercer, fait connaître son intention au Président, chargé de la direction des débats par l'Article 45 du Statut.

3. Les agents, conseils ou avocats ont la liberté de répondre immédiatement ou ultérieurement.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 48.]

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 49

Les parties ne peuvent plaider que par l'organe de leur représentant ou de leur avocat.

h. Preuves

[Voir ci-dessous sect. 8, Preuves, c, d et e, p. 209 et suiv.]

i. Procès-verbaux

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Articles 49, par. 2, et 50, par. 1

Voir ci-dessus, p. 195.

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 47

1. Il est tenu de chaque audience un procès-verbal signé par le Greffier et le Président.

2. Ce procès-verbal a seul caractère authentique.

[Cf. Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907, art. 66, par. 3; et Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 53, par. 1.]

Idem, règlement :

Article 59

1. Le procès-verbal visé à l'Article 47 du Statut comprend :
Les noms des juges présents;
Les noms des agents, conseils ou avocats présents;
Les noms, prénoms, qualité et domicile des témoins et experts entendus;
L'indication des preuves produites à l'audience;
Les déclarations faites au nom des parties;
La mention sommaire des questions posées aux parties par le Président ou par les juges;
Toutes décisions de la Cour prononcées ou annoncées à l'audience.
2. Les procès-verbaux des séances publiques sont imprimés et publiés.

Article 60, par. 1

Pour chaque audience de la Cour, il est établi, sous la responsabilité du Greffier, un compte rendu sténographique de la procédure orale, y compris les dépositions, qui est joint au procès-verbal visé à l'article 59 du présent règlement. Ce compte rendu, sauf décision contraire de la Cour, contient, le cas échéant, les traductions orales faites devant la Cour par les interprètes d'une langue officielle dans l'autre langue officielle.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 53, par. 2.]

j. Comptes rendus sténographiques

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 60, par. 3

Les agents, conseils ou avocats reçoivent communication du compte rendu de leurs plaidoiries ou déclarations, afin qu'ils puissent les corriger ou les réviser, sous le contrôle de la Cour.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 53, par. 3

Les parties peuvent prendre connaissance au greffe de tout procès-verbal et en obtenir copie.

k. Publicité des audiences

Tribunal arbitral franco-chilien, règlement :

Article 13

Les agents, ainsi que les secrétaires, rapporteurs et jurisconsultes nommés par les agents en conformité des articles 4 et 5 de la Convention, pourront seuls assister aux audiences du tribunal. Personne ne pourra, en aucun cas, assister aux délibérations du tribunal.

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 66, par. 2

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du tribunal prise avec l'assentiment des parties.

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 43

The sessions of the Tribunal for the purpose of hearing the arguments of Counsel or for the delivery of awards shall be open to the public.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 46

L'audience du tribunal est publique. Toutefois, le tribunal peut, d'office ou sur réquisition, ordonner le huis clos.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 41

Les personnes étrangères à la Commission ne pourront assister aux audiences qu'avec l'assentiment du Président.

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 46

L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit autrement décidé par la Cour ou que les deux parties ne demandent que le public ne soit pas admis.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, statut :

Article 26

L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par la Cour pour des motifs graves.

1. Clôture des débats

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 77

Les agents et les conseils des parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le Président prononce la clôture des débats.

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 54, par. 1

Quand les agents, conseils et avocats ont fait valoir, sous le contrôle de la Cour, tous les moyens qu'ils jugent utiles, le Président prononce la clôture des débats.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, statut :

Article 50, par. 2

Après la lecture des conclusions de l'avocat général, le Président prononce la clôture de la procédure orale.

Section 8. — Preuves

a. Généralités

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 23

The Commission will receive and consider all written statements, documents, affidavits, interrogatories, or other evidence which may be presented to it by either Government within the terms provided in these rules, either in support of or against any claim, and will give such weight thereto as in its judgment such evidence merits. No such statement, documents, or other evidence shall be received or considered by the Commission if presented through any other channel, or in any other manner.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement, art. 8, par. 1; et Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement, art. 5, b.]

Tribunal Etats-Unis-Grande-Bretagne (Affaire de la fonderie de Trail), convention :

Article VIII

The Tribunal shall hear such representations and shall receive and consider such evidence, oral or documentary, as may be presented by the Governments or by interested parties, and for that purpose shall have power to administer oaths...

Article IX

Voir ci-dessus, p. 129.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 14, par. 1

La Commission est, dans tous les cas, libre d'apprécier les preuves présentées par les parties.

b. Documents

aa. Généralités

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 25

La Commission examinera les documents qui seront produits par les agents.

Arbitre, Etats-Unis-Guatemala (Affaire Shufeldt), échange de notes :

Article 8

Each Government shall have the right to exhibit all documents pertaining to the subject-matter of the arbitration, and the original documents or copies certified by a notary or public officials, whatever may be their character, and to request the production of such documents by the other party.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 14, par. 2

Lorsqu'il est produit une preuve écrite préexistante, celle-ci, en principe, prévaut sur les autres moyens de preuve.

bb. Mode de présentation

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Articles 63, par. 2-3, 67 et 68

Voir ci-dessus, p. 158-159.

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 12

The Memorial shall be accompanied by copies of the documents and other proofs upon which the claimant Government relies.

Article 16

The Answer shall be accompanied by the documents and proofs upon which the respondent Government relies.

Article 18

The Reply shall be accompanied by such documents and proofs as may be required for the purposes thereof.

Article 19

If the respondent Government considers it necessary to file further evidence for the purpose of answering the statements contained in the Reply, such further evidence may be filed without a written pleading, but accompanied by a short explanatory summary.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 6, f

Voir ci-dessus, p. 172.

Article 14

Voir ci-dessus, p. 175.

Article 26, par. 2

Voir ci-dessus, p. 176.

Article 28

Voir ci-dessus, p. 177.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 6, b

Voir ci-dessus, p. 149-150.

Article 14, par. 3

Le contre-mémoire sera accompagné des documents que l'agent mexicain jugera utile de produire à l'appui de ses assertions.

Article 15, par. 3

La réplique sera accompagnée des documents que le demandeur jugera utile de produire à l'appel de sa réclamation et qu'il n'aura pas pu remettre en même temps que le mémoire.

Article 16

Voir ci-dessus, p. 160.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article IV, par. 1

Voir ci-dessus, p. 161.

Article IV, par. 8

Each Memorial, Answer and Reply must be accompanied, at the time of filing, by copies of all the proof on which the party presenting it intends to rely. Proof presented at a later date will be rejected by the Commission. The Agents may by stipulation, confirmed by the Commission, agree upon the admission of further evidence at any time after the filing of pleadings.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 43, par. 1

Le mémoire et le contre-mémoire et les autres pièces de procédure contiennent en annexe copie de toute pièce et document à l'appui des thèses qui y sont formulées; un bordereau de ces pièces figurera à la suite des conclusions. Si, une de ces pièces ou un de ces documents étant volumineux, il n'en est annexé que des extraits, la pièce complète ou une copie complète de celle-ci devra, si possible, être communiquée au Greffier à l'usage de la Cour et de l'autre partie, à moins que le document n'ait été publié et ne soit dans le domaine public.

Article 48

1. Après la fin de la procédure écrite et sous réserve du paragraphe suivant, aucun document nouveau ne doit être présenté à la Cour si ce n'est avec l'assentiment de la partie adverse. La partie désirant produire le nouveau document le dépose, en original ou en copie certifiée conforme, au Greffe, qui en assurera la communication à la partie adverse et en informera la Cour. L'assentiment de la partie adverse est réputé acquis si celle-ci ne fait pas opposition à la production de ce document.

2. A défaut d'assentiment, la Cour, après avoir entendu les parties, peut écarter ou autoriser la production du nouveau document. Si la Cour accorde son autorisation, elle fournira à la partie adverse l'occasion de présenter ses observations sur le nouveau document produit et de soumettre tout document à l'appui de ces observations.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 11

La Commission saisie de la requête, comme ci-dessus :

1. Fixe les délais pour la présentation des mémoires en réponse, des mémoires éventuels en réplique et des documents du Gouvernement défendeur.

2. Fixe le délai pour la présentation des documents dont la production a été réservée.

...

cc. Obligation de communiquer ³⁶

Arbitre, Etats-Unis-Suède (Affaire du *Kronprins Gustaf Adolf*), accord spécial :

Article VI

When the Agent for either Government has reason to believe that the other Government possesses or could obtain any document or documents which are relevant to the claim but which have not been incorporated in the record, such document or documents shall be submitted to the Tribunal at the request of the Agent for the other Government and shall be available for inspection by the demanding Agent...

Commission mixte Etats-Unis-Mexique, convention :

Article IV

All documents which now are in, or hereafter, during the continuance of the commission constituted by this convention, may come into the possession of the Department of State of the United States, in relation to the aforesaid claims, shall be delivered to the board. The Mexican Government shall furnish all such documents and explanations as may be in their possession, for the adjustment of the said claims according to the principles of justice, the law of nations, and the stipulations of the treaty of amity and commerce between the United States and Mexico of the 5th of April 1831; the said documents to be specified when demanded at the instance of the said commissioners.

Cour permanente d'arbitrage (Affaire des fonds pieux de Californie), protocole :

Article III

All pleadings, testimony, proofs, arguments of counsel and findings or awards of commissioners or umpire, filed before or arrived at by the Mixed Commission above referred to, are to be place in evidence before the Court herein before provided for, together with all correspondence between the two countries relating to the subject matter involved in this arbitration; originals or copies thereof duly certified by the Departments of State of the High Contracting Parties being presented to said new tribunal...

³⁶ Cf. dans la présente section 8 les points suivants : dd. Original et copies, p. 204 ci-dessous; h. Requête d'une partie tendant à la divulgation d'un fait ou à la production d'un document, p. 224 ci-dessous; i. Demande d'un complément de preuve émanant de l'arbitre, etc., p. 224 ci-dessous.

dd. Original et copies

Arbitres, Grande-Bretagne-Etats-Unis (Affaire de l'*Alabama*), traité :

Article IV, par. 3

If in the case submitted to the Arbitrators either party shall have specified or alluded to any report or document in its own exclusive possession without annexing a copy, such party shall be bound, if the other party thinks proper to apply for it, to furnish that party with a copy thereof; and either party may call upon the other, through the Arbitrators, to produce the originals or certified copies of any papers adduced as evidence, giving in each instance such reasonable notice as the Arbitrators may require.

Cour permanente d'arbitrage (Affaire des fonds pieux de Californie), protocole :

Article III

Voir ci-dessus, p. 203.

Article IV

Either party may demand from the other the discovery of any fact or of any document deemed to be or to contain material evidence for the party asking it; the document desired to be described with sufficient accuracy for identification, and the demanded discovery shall be made by delivering a statement of the fact or by depositing a copy of such document (certified by its lawful custodian, if it be a public document, and verified as such by the possessor, if a private one), and the opposite party shall be given the opportunity to examine the original in the City of Washington at the Department of State, or at the office of the Mexican Ambassador, as the case may be. If notice of the desired discovery be given too late to be answered ten days before the tribunal herein provided for shall sit for hearing, then the answer desired thereto shall be filed with or documents produced before the Court herein provided for as speedily as possible.

[Cf. Commission d'arbitrage, Etats-Unis-Pérou (Affaire Landreau), protocole, art. IX.]

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 64

Toute pièce produite par l'une des parties doit être communiquée, en copie certifiée conforme, à l'autre partie.

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 25

The originals of all documents and other proofs brought forward in support of or in answer to a claim shall, so far as possible, be filed in the Office of the Tribunal, in order that they may be open to the inspection of the members of the Tribunal and of the other party.

Article 26

Where the originals are not in existence, or can not be traced, copies authenticated in the best available manner shall be filed instead of the originals.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 30

Voir ci-dessus, p. 170.

Arbitre, Grande-Bretagne-Costa-Rica (Affaires Aguilar-Amory et Banque royale du Canada), convention :

Article 5

The Costa Rica Government undertake to give without delay or any cost whatever the certifications of documents, laws or acts existing in the Public Offices, which may be requested through the Ministry for Foreign Affairs by the Government of His Britannic Majesty, by the Royal Bank of Canada or by the Central Costa Rica Petroleum Company; and such certifications shall be held as authentic in the arbitration. Those documents which may appear published in "La Gaceta", the Official Journal of the Costa Rica Government, shall be held without question as authentic and admissible.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article V, par. 2

As to documents and other proof filed in support of or in opposition to claims, and in connection with pleadings herein provided for, only such portions thereof as shall be relied upon need be copied, with such explanatory note as may enable the Commission or Agents to understand them : *Provided*, however, that on the request of the opposing Agent the complete document or a certified copy thereof shall be made available in the office of the Commission. Except it is otherwise stipulated by the Agents and confirmed by the Commission, five (5) copies of all documents and other proof presented in support of the pleadings shall be filed with the Joint Secretaries for the use of the Commission and Agents, subject to the provisions of Rule VIII, section 6³⁷.

Article VIII, par. 3

When an original paper on file in the archives of the United States or Mexico can not be conveniently withdrawn, duly certified copies, with the English or Spanish translation thereof, if requested, may be received in evidence in lieu thereof.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. 24; Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement, art. 26; et Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement, art. V, a.]

Article VIII, par. 4

Where the original of any document or other proof is filed at any Government office on either side, and can not be conveniently withdrawn, and no copy of such document is in the possession of the Agent of the Government desiring to present the same to the Commission in support of the allegations set out in his pleadings, he shall notify the other Agent in writing of his desire to inspect such document. Should such inspection

³⁷ Voir ci-dessous, p. 208.

be refused, then the action taken in response to the request to inspect, together with such reasons as may be assigned for the action taken, shall be reported to the Commission, and the Commission will take note thereof.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. 25; Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement, art. 27; et tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement, art. 27 et 29.]

Article VIII, par. 5

The right to inspect the original of such document when granted shall extend to the whole of the document of which part only is brought forward in support of or in answer to a claim, but shall not extend to any enclosures therein, or annexes thereto, or minutes, or endorsements thereon, if such enclosures, annexes, minutes or endorsements are not adduced as evidence or specifically referred to in the pleadings.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. 26; Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement, art. 28; et tribunal arbitral Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement, art. 30.]

Arbitre, Etats-Unis-Guatemala (Affaire Shufeldt), échange de notes :

Article 8

Voir ci-dessus, p. 201.

Arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord :

Article 11, par. 1

The arbitrator may, if he thinks fit, upon the application of either agent or otherwise, order the production before him of the originals of any documents relied upon by either Government in their arguments.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 21

Voir ci-dessus, p. 171.

Cour internationale de Justice, règlement :

Articles 43, par. 1, et 48, par. 1

Voir ci-dessus, p. 202.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 9

Les documents produits à l'appui de la requête, soit en original, soit en copie certifiée conforme par l'agent requérant, sont remis sous dossier.

Le dossier est accompagné d'un bordereau signé dudit agent, établi en 5 exemplaires.

Article 12, par. 3

Les documents annexés³⁸ sont déposés dans les formes fixées à l'article 9.

³⁸ C'est-à-dire annexés au contre-mémoire et à la réplique.

Article 13

Chacun des agents des gouvernements intéressés a la faculté de prendre connaissance au secrétariat de la Commission des documents produits par l'autre partie, et de se faire délivrer, à ses frais, le cas échéant, des extraits et copies certifiés conformes.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement

Article 33, par. 4

La requête et le mémoire en défense, ainsi que les actes de procédure subséquents, doivent contenir en annexe, le cas échéant, copie des pièces ou documents invoqués à l'appui. Un bordereau de ces pièces doit figurer à la suite de chacun de ces actes de procédure.

Article 33, par. 7

Si l'authenticité d'une pièce ou d'un document est contestée, la Cour statue conformément à l'article 70 du présent règlement⁸⁹. La Cour peut, d'office ou à la demande de l'avocat général ou des parties, ordonner telle vérification qu'elle juge utile; elle prescrit les formes et délais régissant ces mesures.

ee. Langue, traduction

Voir ci-dessus, p. 166-168.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article IV, par. 9

Documents or the copies thereof and other proofs submitted in support of or in opposition to any claim may be filed in the language of the party submitting them subject to the further orders of the Commission, but copies of all documents and other proofs so submitted must be filed as hereinafter provided.

ff. Documents volumineux

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 21

... Where either party desires to make use in its pleadings of any voluminous reports or documents, not contained in any of the publications above named, such reports or documents need not be printed as part of the pleadings, but seven copies thereof shall accompany and be delivered with the pleadings. Of these seven copies, two shall be filed in the Office of the Tribunal, one shall be sent by the Secretaries to each member of the Tribunal, and two to the Agent of the other party. This rule shall not be held to preclude the party from printing in or with his written pleading extracts from such report or document.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 9

Voir ci-dessus, p. 170.

⁸⁹ Voir ci-dessous, p. 236.

Article 10

Voir ci-dessus, p. 166.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 33, par. 5

Si, en raison du volume d'une pièce ou d'un document, il n'en est annexé que des extraits, le document entier ou une copie complète doit être déposé au greffe, à moins que le document n'ait été publié.

gg. Documents publiés

Cour permanente d'arbitrage (Affaire des fonds pieux de Californie), protocole :

Article III

...Where printed books are referred to in evidence by either party, the party offering the same shall specify volume, edition and page of the portion desired to be read, and shall furnish the Court in print the extracts relied upon; their accuracy being attested by affidavit. If the original work is not already on file as a portion of the record of the former Mixed Commission, the book itself shall be placed at the disposal of the opposite party in the respective offices of the Secretary of State or of the Mexican Ambassador in Washington, as the case may be, thirty days before the meeting of the tribunal herein provided for.

Tribunal arbitral Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 21

Either party may make use in its pleadings of any of the "American State Papers", "Foreign Relations of the United States", British "State Papers", British "Blue Books" and British Colonial "Parliamentary Papers", and of any treaties, conventions, statutes, and reports of judicial decisions, which have been published officially either in the United States or in the British Empire, without filing copies thereof, provided that the party making use of the same shall, if required to do so by the Agent of the other party, supply one copy of such publication or document for the use of the Tribunal and one copy for each Agent...

Article 28

It shall not be necessary to file copies of any legislative act or judicial decision which has been published officially and of which copies can be obtained by the public.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article VIII, par. 6

Printed or published copies of any public documents, reports, and evidence taken in connection therewith, and printed or published under or by authority of either Government may be filed with the Commission and referred to from time to time by either Agent in support of or defense to claims without being copied into the record, printed, or otherwise proved, where the portion thereof so relied upon is properly identified

in the pleadings or briefs. Matter so filed and referred to will be given such weight as the Commission may deem proper in the circumstances of each case. Copies of all such printed or published documents, when filed with the Commission, shall also be furnished or made available to the opposing Agent for his use. Official publications of law, statutes and judicial decisions and published works of recognized authority on subjects within the cognizance of the Commission may be referred to without being formally proven.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. 27.]

c. Témoins

aa. Généralités

Cour permanente d'arbitrage (Affaire des fonds pieux de Californie), protocole :

Article V

Any oral testimony additional to that in the record of the former arbitration may be taken by either party before any Judge, or Clerk of Court of Record, or any Notary Public, in the manner and with the precautions and conditions prescribed for that purpose in the rules of the Joint Commission of the United States of America, and the Republic of Mexico, as ordered and adopted by that tribunal August 10, 1869, and so far as the same may be applicable. The testimony when reduced to writing, signed by the witness, and authenticated by the officer before whom the same is taken, shall be sealed up, addressed to the court constituted hereby, and deposited so sealed up in the Department of State of the United States, or in the Department of Foreign Relations of Mexico to be delivered to the Court herein provided for when the same shall convene.

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 36

There shall be no oral evidence at the hearing of a claim, except by agreement between the Agents or by order of the Tribunal. If oral evidence be given at the hearing on behalf of one party, Counsel for the other party shall have a right to cross-examine the witness.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 28

No oral evidence will be heard by the Commission save in exceptional cases for good cause shown, and under such rules as the Commission may prescribe, but if oral evidence be introduced on behalf of one Government, the Agent or Counsel for the opposing Government shall have the right of cross-examination.

[Cf. Commission mixte des réclamations germano-américaine, règlement, art. V, c.]

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 29

Chaque agent aura le droit, en exécution d'une décision de la Commission, dûment signifiée à la partie adverse, de produire des témoins à la Commission et de les interroger sous serment devant elle; dans ce cas, chaque témoin produit par une des parties pourra être également interrogé par l'agent de la partie adverse ou par l'avocat de cet agent.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article VIII, par. 2

Either Agent shall have the right, after due notice given within the time and in the manner prescribed in these rules, to produce witnesses and examine them under oath or affirmation before the Commission, and in such event any witness introduced on behalf of either Government shall be subject to cross-examination by the other Government.

bb. Demande d'audition de témoins émanant des parties

Tribunal arbitral franco-chilien, règlement :

Article 1, par. 2

Quand elle [toute partie réclamante] jugera utile d'administrer la preuve testimoniale, elle devra indiquer dans le mémoire ou dans une pièce annexée, les faits qu'elle se propose d'établir ainsi que les nom, prénoms, profession, nationalité et résidence des témoins. Le tribunal aura toujours le droit d'autoriser, dans le cours de la procédure, la preuve de faits nouveaux et l'audition de nouveaux témoins.

Article 11, par. 1

Chaque fois qu'il y aura lieu d'administrer la preuve testimoniale, la partie qui l'offrira devra préciser les faits qu'elle se propose d'établir et indiquer les nom, profession et nationalité des témoins qu'elle veut faire entendre; elle devra toujours renseigner la résidence exacte des témoins.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 51

1. Si le tribunal constate que les parties ne sont pas d'accord sur des faits pertinents, il peut ordonner une enquête.

2. Dans ce cas, le tribunal fixe une date à laquelle cette enquête aura lieu devant lui, ainsi que le délai dans lequel les nom et domicile des témoins devront être indiqués au secrétariat et notifiés à la partie adverse et aux agents.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article IX, par. 1

Should either Agent desire to take oral testimony before the Commission in any case he shall, within fifteen (15) days from the expiration of the time for filing the reply of the claimant in such case, give notice to that effect by filing such notice in writing with the Joint Secretaries, as in these rules provided, stating the number and the names and addresses of the witnesses

whom he desires to examine and the date on which application will be made to the Commission to fix a time and place to hear such oral testimony. No oral testimony will be heard in any case, except in pursuance of notice given within the time and in the manner herein stated, unless it be allowed by the Commission in its discretion for good cause shown.

[Cf. Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement, art. 30.]

Arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord :

Article 9

If no oral hearing is demanded under the preceding article, the arbitrator may intimate his desire to hear oral evidence and extend the time-limit so as to enable the agent concerned to comply with his intimation by making an application to this effect, but he shall have no power to order the attendance of witnesses.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 49

Sans préjudice des règles concernant la production de documents, chaque partie fait connaître au Greffe, en temps utile avant l'ouverture de la procédure orale, les moyens de preuve qu'elle entend invoquer ou dont elle a l'intention de demander que la Cour ordonne l'emploi. Cette communication contient la liste de noms, prénoms, qualité et domicile des témoins et experts que cette partie désire faire entendre, avec l'indication, en termes généraux, du ou des points sur lesquels doit porter la déposition.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 8, par. 2, no 5

Voir ci-dessus, p. 174-175.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 39

Voir ci-dessus, p. 144.

cc. Demande émanant de l'arbitre, etc.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 51

Voir ci-dessus, p. 210.

Arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord :

Article 9

Voir ci-dessus, p. 211.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 54

La Cour peut inviter les parties à présenter des témoins ou experts ou demander la production de tous autres moyens de preuve sur des points

de fait au sujet desquels les parties ne sont pas d'accord. S'il y a lieu, la Cour fait application des dispositions de l'Article 44 du Statut ⁴⁰.

dd. Date et lieu

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 51, par. 2

Voir ci-dessus, p. 210.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 32

Les agents pourront établir un questionnaire conformément auquel les témoins devront être interrogés par la Commission. Dans ce cas, l'audition aura lieu après la remise de la dernière pièce fondamentale, et la Commission fixera un délai raisonnable pour la comparution du témoin, lequel sera assigné par les soins de l'agent qui invoque son témoignage.

Commission générale des réclamations, Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article IX, par. 1

Voir ci-dessus, p. 210.

ee. Citation

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 52

Les témoins sont cités par l'intermédiaire des agents, conformément à la loi du territoire de leur domicile ou résidence, quinze jours au moins avant leur audition.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 32

Voir ci-dessus, p. 212.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 39

Voir ci-dessus, p. 144.

ff. Récusation

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 41, par. 5

Voir ci-dessus, p. 186.

⁴⁰ Article 44 du Statut : « 1. Pour toute notification à faire à d'autres personnes que les agents, conseils et avocats, la Cour s'adresse directement au gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel la notification doit produire effet.

2. Il en est de même s'il s'agit de faire procéder sur place à l'établissement de tous moyens de preuve. »

gg. Serment, déclaration

Tribunal arbitral franco-chilien, règlement :

Article 11, par. 4

Le témoin déposera sous serment ou après avoir fait une déclaration solennelle et il devra préalablement déclarer s'il a quelque intérêt dans la réclamation, s'il est parent ou associé de la partie réclamante ou employé par le Gouvernement chilien, soit actuellement, soit à l'époque où se sont passés les faits donnant lieu à la réclamation...

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 53

Les commissions rogatoires ayant pour objet l'audition des témoins sont adressées par l'intermédiaire des agents à l'autorité judiciaire compétente du lieu du domicile ou de la résidence du témoin. Dans ce cas, le témoin est entendu et assermenté dans les formes prévues par la loi locale.

Article 55

1. Le président invite les témoins avant ou après leur déposition à prêter le serment de dire toute la vérité et rien que la vérité.

2. Les mineurs de quinze ans ainsi que les parents en ligne ascendante ou descendante et le conjoint, même divorcé, d'une partie ne sont pas assermentés. Dans tous les autres cas, le tribunal décidera si un témoin sera assermenté.

3. Le tribunal peut toujours dispenser du serment lorsque les circonstances lui paraissent l'exiger.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 53, par. 2

Avant de faire sa déposition devant la Cour, chaque témoin prend l'engagement suivant :

« Je déclare solennellement, en tout honneur et en toute conscience, que je dirai la vérité, toute la vérité et rien que la vérité. »

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 15

a) Les témoins, avant de déposer, prêtent serment suivant les formes établies par la loi du lieu.

...

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 41, par. 1-2

Voir ci-dessus, p. 186.

hh. Langue, traduction

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article IX, par. 3

A witness may testify either in English or Spanish, or, if necessary, in any other language; but in any case the language used shall be that best adapted to the understanding of the witness. Oral testimony shall be translated under the direction of the Commission into Spanish, English, or both languages.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 58, par. 2

Voir ci-dessus, p. 192.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 28, par. 2

Voir ci-dessus, p. 193.

Article 28, par. 4

Voir ci-dessus, p. 193.

ii. Interrogatoire

Tribunal arbitral franco-chilien, règlement :

Article 11, par. 2

Le tribunal décidera dans chaque cas séparé comment se feront les interrogatoires des témoins et, le cas échéant, quels seront les fonctionnaires propres à recevoir les témoignages. Toutefois, chaque fois que les circonstances le permettront, l'interrogatoire des témoins se fera devant le tribunal même.

Article 11, par. 3

Les agents ou leurs délégués pourront interroger et contre-interroger les témoins.

Tribunal arbitral Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 36

Voir ci-dessus, p. 209.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 29

Voir ci-dessus, p. 210.

Article 31

La Commission fixera la procédure suivant laquelle aura lieu l'audition des témoins...

Article 32

Voir ci-dessus, p. 212.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article VIII, par. 2

Voir ci-dessus, p. 210.

Article IX, par. 2

The examination of witnesses shall be within the control and discretion of the Commission. Any member of the Commission may, in his discretion and in the interest of justice, question any witness at any point in the giving of his testimony...

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 28

Voir ci-dessus, p. 209.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 53, par. 1

Les témoins et experts sont interrogés par les agents, conseils ou avocats des parties, sous l'autorité du Président. Des questions peuvent leur être posées par le Président et par les juges.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 42

Voir ci-dessus, p. 187.

jj. Transcription au procès-verbal

Tribunal arbitral franco-allemand, règlement :

Article 55, par. 4

Le tribunal peut d'office ou sur réquisition ordonner que la déposition d'un témoin soit transcrite au procès-verbal de l'audience et signée par le témoin.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 31

...Les dépositions seront consignées sur le procès-verbal et il en sera remis copie à chacun des agents.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article IX, par. 2

...Where oral testimony is taken before the Commission, it shall be reported verbatim in writing by a stenographer appointed by the Commission, or otherwise as it may direct. Such report or a transcript in both English and Spanish shall be made a part of the record and copies in English and Spanish furnished to the respective Agents.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 60, par. 2

Chaque témoin et expert reçoit communication du compte rendu de sa déposition, afin que, sous le contrôle de la Cour, il puisse corriger toutes erreurs.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 41, par. 3

Voir ci-dessus, p. 186.

kk. Frais

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 51

...

3. En même temps ⁴¹, le tribunal fixe aux parties un délai pour déposer au secrétariat la somme des frais présumée nécessaire pour indemniser les témoins dont elles requièrent l'audition.

4. La partie qui n'effectue pas le dépôt dans le délai assigné est déchue de son droit à la preuve par témoins.

Article 54

Les indemnités dues aux témoins sont arrêtées par le tribunal.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 55

Les sommes à payer aux témoins ou experts qui se présentent sur l'initiative de la Cour le sont sur les fonds de la Cour.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 40

Voir ci-dessus, p. 186.

ll. Faux témoignage

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, statut :

Article 28, par. 4

Lorsqu'il est établi qu'un témoin ou un expert a dissimulé ou contrefait la réalité des faits sur lesquels il a déposé ou a été interrogé par la Cour, celle-ci est habilitée à saisir de ce manquement le ministre de la Justice de l'Etat dont le témoin ou l'expert est ressortissant, en vue de lui voir appliquer les sanctions prévues dans chaque cas par sa loi nationale.

mm. Refus de témoigner

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 41, par. 5

Voir ci-dessus, p. 186.

nn. Non-comparution

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, statut :

Article 28, par. 5

Voir ci-dessus, note 28, p. 187.

⁴¹ Voir ci-dessus, p. 210, les paragraphes 1 et 2 de l'article 51.

Idem, règlement :

Article 41, par. 7

Voir ci-dessus, p. 187.

Idem, règlement additionnel :

Article 8

Les témoins régulièrement cités conformément aux dispositions de l'article 39 du règlement de la Cour ⁴², sont tenus de déférer à la citation et de se présenter à l'audience.

Article 9

1. Lorsqu'un témoin dûment cité ne se présente pas devant la Chambre ou lorsque, tout en se présentant à l'audience, il refuse sans motif légitime de déposer ou de prêter serment, la Chambre peut lui appliquer les dispositions concernant les témoins défaillants, prévues en procédure civile par la loi de l'Etat où le témoin a son domicile ou, à défaut de domicile, sa résidence au moment de la citation. Toutefois, la contrainte par corps est exclue.

2. Les dispositions qui précèdent sont appliquées par la Cour lorsque le témoin a été cité à comparaître devant elle. Les mêmes dispositions sont appliquées par le Juge Rapporteur lorsque le témoin a été cité à comparaître devant lui.

3. L'exécution forcée des sanctions ou mesures prononcées par le Juge Rapporteur, la Chambre ou la Cour en vertu du présent article est poursuivie conformément aux dispositions combinées des articles 44 et 92 du Traité ⁴³.

oo. Renonciation

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 41, par. 6

Voir ci-dessus, p. 186.

pp. Commission rogatoire

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 53

Voir ci-dessus, p. 213.

⁴² Voir ci-dessus, p. 144.

⁴³ Article 44 du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, signé à Paris le 18 avril 1951 : « Les arrêts de la Cour ont force exécutoire sur le territoire des Etats membres, dans les conditions fixées à l'article 92 ci-après. »

Article 92 :

« Les décisions de la Haute Autorité comportant des obligations pécuniaires forment titre exécutoire.

» L'exécution forcée sur le territoire des Etats membres est poursuivie suivant les voies de droit en vigueur dans chacun de ces Etats et après qu'aura été apposée, sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité de ces décisions, la formule exécutoire usitée dans l'Etat sur le territoire duquel la décision doit être exécutée. Il est pourvu à cette formalité à la diligence d'un ministre désigné à cet effet par chacun des gouvernements.

» L'exécution forcée ne peut être suspendue qu'en vertu d'une décision de la Cour. »

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 35

Si un témoin ou le demandeur ne peut pas comparaître devant la Commission, il pourra être entendu par l'autorité judiciaire compétente de sa résidence, sur commission rogatoire adressée à cette autorité par la voie des agents. La déposition sera reçue suivant les formes prescrites par la loi du lieu.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 56

La Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, prend, soit à la demande de l'une des parties, soit sur sa propre initiative, les mesures nécessaires en vue de l'audition de témoins ou d'experts en dehors de la Cour.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 14, par. 6

La Commission si elle l'estime nécessaire peut demander aux agents des gouvernements de saisir les autorités qualifiées pour l'exécution de commissions rogatoires. Les autorités consulaires françaises ou italiennes sont convoquées à ces opérations et leurs observations, s'il y a lieu, inscrites au procès-verbal.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 36

Voir ci-dessus, p. 186.

Idem, règlement additionnel :

Article 10

1. La Cour peut ordonner qu'un témoin ou un expert sera entendu par l'autorité judiciaire de son domicile.

2. Cette ordonnance est adressée, pour exécution, à l'autorité judiciaire compétente, dans les conditions convenues entre la Cour et chaque Etat membre. Les pièces résultant de l'exécution de la Commission rogatoire sont adressées à la Cour dans les mêmes conditions.

d. Experts

aa. Généralités

Arbitre, Grande-Bretagne-Espagne (Affaire des biens britanniques au Maroc espagnol), accord :

Article 4

Voir ci-dessus, p. 155.

bb. Demande d'audition d'experts émanant des parties

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 49

Voir ci-dessus, p. 211.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 8, par. 2, no 5

Voir ci-dessus, p. 174-175.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 39, par. 2

Voir ci-dessus, p. 144.

cc. Experts commis par l'arbitre, etc.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 57, par. 1

Le tribunal peut ordonner des expertises par une ou plusieurs personnes qu'il désignera, sauf accord entre les parties.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 34

Après la remise de la dernière pièce fondamentale, et en tout état de cause avant la sentence définitive, la Commission pourra décider de prendre l'avis d'un ou de plusieurs experts sur les matières qui exigent des connaissances spéciales, et elle pourra ordonner également des descentes sur les lieux.

Tribunal arbitral, Grande-Bretagne-Ethiopie (Affaire du Maharao de Cutch), accord :

Article 6

If it is found necessary to make an estimate of the missing goods, the Court of Arbitrators shall have the right to choose experts for the purpose. The estimate made by the majority of the experts shall be accepted. The number of the experts must necessarily be three. They must give their decision within one month after judgment has been given.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 57, par. 1

Voir ci-dessus, p. 185.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 14

...

3. Les expertises faites à la demande des parties peuvent être contrôlées d'office par des techniciens commis à cet effet.

4. La Commission peut décider de se transporter sur les lieux, et faire procéder devant elle à toutes expertises d'office avec le concours de tous techniciens, interprètes ou traducteurs nécessaires.

5. Les agents des gouvernements ou leurs suppléants sont invités à assister aux transports et aux expertises d'office, lorsque la Commission décidera de se rendre sur les lieux.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, statut :

Article 25

A tout moment, la Cour peut confier une mission d'enquête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix; à cet effet, elle peut dresser une liste de personnes ou d'organismes agréés en qualité d'experts.

dd. Citation

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 39

Voir ci-dessus, p. 144.

ee. Récusation

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 41, par. 5

Voir ci-dessus, p. 186.

ff. Serment, déclaration

Tribunal arbitral franco-allemand, règlement :

Article 57, par. 2

Sur la requête de l'une d'elles ⁴⁴, l'expert est assermenté.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 53, par. 3

Avant de faire son exposé devant la Cour, chaque expert prend l'engagement suivant :

« Je déclare solennellement, en tout honneur et en toute conscience, que mon exposé correspondra à ma conviction sincère. »

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 41, par. 1 et 4

Voir ci-dessus, p. 186.

gg. Langue, traduction

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 59, par. 1

Les rapports d'expertise, rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction française, sont déposés au secrétariat, qui en avise les parties.

⁴⁴ C'est-à-dire de l'une des parties, voir ci-dessus, p. 219, le paragraphe 1 de l'article 57.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 58, par. 2

Voir ci-dessus, p. 192.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 28, par. 2

Voir ci-dessus, p. 193.

Article 28, par. 4 et 5

Voir ci-dessus, p. 193.

hh. Déposition

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 53, par. 1

Voir ci-dessus, p. 215.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 42

Voir ci-dessus, p. 187.

ii. Rapport, transcription au procès-verbal

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 59, par. 1

Voir ci-dessus, p. 220.

Article 59, par. 2

Celles-ci peuvent en prendre connaissance au secrétariat ou s'en faire délivrer une copie à leurs frais.

Article 60

Dans le mois qui suit l'avis donné aux parties du dépôt du rapport d'expertise, celles-ci peuvent requérir un complément d'expertise ou une seconde expertise. Les articles 57 à 58 ⁴⁵ sont applicables.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 57, par. 2

Voir ci-dessus, p. 185.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 28, par. 5

Voir ci-dessus, p. 193.

⁴⁵ Art. 57, par. 1 : voir ci-dessus, p. 219 ; article 57, par. 2 : voir ci-dessus, p. 220 ; art. 58 : voir ci-dessous, p. 222.

jj. Frais

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 58

Le tribunal fixe à la partie instante à la preuve un délai pour déposer au secrétariat la somme des frais présumés de l'expertise.

Si la partie n'effectue pas le dépôt dans le délai fixé, elle est déchue de son droit à l'expertise.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 55

Voir ci-dessus, p. 216.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 40

Voir ci-dessus, p. 186.

kk. Refus de répondre

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 41, par. 5

Voir ci-dessus, p. 186.

ll. Renonciation

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 41, par. 6

Voir ci-dessus, p. 186.

e. Demandeur, partie intéressée

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 56

Le tribunal peut exceptionnellement entendre les parties ou leurs représentants légaux comme témoins et les assermenter.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 33

Le demandeur pourra, à la requête des Agents ou de l'un d'eux, ou bien d'office, être cité à comparaître devant la Commission; il sera entendu suivant la procédure prévue à l'article précédent⁴⁶.

Article 35

Voir ci-dessus, p. 218.

⁴⁶ Art. 32 : voir ci-dessus, p. 212.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 15, b)

Voir ci-dessus, p. 165.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 35, par. 2

Voir ci-dessus, p. 185.

f. Organisations internationales

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 57

...

3. A tout moment de la procédure antérieure à la clôture des débats, la Cour peut soit d'office, soit sur demande d'une partie communiquée comme il est dit à l'article 49⁴⁷ du présent règlement, demander à une organisation internationale publique, conformément à l'Article 34⁴⁸ du Statut, des renseignements relatifs à une affaire portée devant elle. La Cour fixe la forme, écrite ou orale, en laquelle ces renseignements lui seront présentés.

4. Lorsqu'une organisation internationale publique juge à propos de fournir de sa propre initiative des renseignements relatifs à une affaire portée devant la Cour, elle doit le faire par un mémoire déposé au Greffe avant la clôture de la procédure écrite. La Cour conserve la faculté de faire compléter ces renseignements par écrit ou oralement sur la base des demandes qu'elle jugerait à propos d'énoncer, ainsi que d'autoriser les parties à présenter des observations écrites au sujet des renseignements ainsi fournis.

g. Descente sur les lieux

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 76

Pour toutes les notifications que le tribunal aurait à faire sur le territoire d'une tierce puissance contractante, le tribunal s'adressera directement au gouvernement de cette puissance. Il en sera de même s'il s'agit de faire procéder sur place à l'établissement de tous moyens de preuve.

Les requêtes adressées à cet effet seront exécutées suivant les moyens dont la puissance requise dispose d'après sa législation intérieure. Elles ne peuvent être refusées que si cette puissance les juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Le tribunal aura aussi toujours la faculté de recourir à l'intermédiaire de la puissance sur le territoire de laquelle il a son siège.

⁴⁷ Voir ci-dessus, p. 211.

⁴⁸ Art. 34, par. 2 : « La Cour, dans les conditions prescrites par son règlement, pourra demander aux organisations internationales publiques des renseignements relatifs aux affaires portées devant elle, et recevra également lesdits renseignements qui lui seraient présentés par ces organisations de leur propre initiative. »

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 61

Le tribunal pourra prescrire une descente sur les lieux.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 34

Voir ci-dessus, p. 219.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 14, par. 4-5

Voir ci-dessus, p. 219.

h. Requête d'une partie tendant à la divulgation d'un fait
ou à la production d'un document

Cour permanente d'arbitrage (Affaire des fonds pieux de Californie),
protocole :

Article IV

Voir ci-dessus, p. 204.

Arbitre, Etats-Unis-Guatemala (Affaire Shufeldt), échange de notes :

Article 8

Voir ci-dessus, p. 201.

i. Demande d'un complément de preuve émanant de l'arbitre, etc.⁴⁹

Tribunal arbitral franco-chilien, règlement :

Article 12, par. 3

Le tribunal, après avoir entendu le plaidoyer des parties, pourra prononcer la sentence s'il juge qu'il n'a pas besoin d'autres éclaircissements que ceux qui ont été présentés; au cas contraire, il pourra ordonner, d'office ou à la demande d'un des agents des deux gouvernements, qu'il soit procédé à toutes les nouvelles diligences qu'il jugera nécessaires, fixant la forme et le lieu de leur exécution.

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Articles 68 et 69

Voir ci-dessus, p. 159.

Commission d'arbitrage, Etats-Unis-Pérou (Affaire Landreau), protocole :

Article X, par. 2

The case shall then be ready for consideration by the Commission which shall hear arguments by the Agents of the respective Governments, and, in its discretion, may, after convening, call for further documents,

⁴⁹ Cf. également ci-dessous, p. 225 et suiv., sect. 9, Clôture et réouverture des débats.

evidence or correspondence from either Government; and such further documents, evidence or correspondence, shall if possible be furnished within sixty days from the date of the call. If not so furnished within the time specified, a decision in the case may be given without the use of said documents, evidence or correspondence.

Arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord :

Article 11, par. 2

The arbitrator may also, if he thinks fit, address a request for further information to either agent and allow a period of fourteen days for the delivery of such information. Either agent complying with any such request shall send a certified copy of the information supplied to the other agent, who shall be allowed fourteen days to transmit observations in writing thereon if he so desires to the arbitrator. Certified copies of any such observations shall be transmitted concurrently to the other agent.

Arbitre, Finlande-Grande-Bretagne (Affaire des armateurs finlandais), accord :

Article 7

The Arbitrator shall have power at any time after the expiry of the period for the delivery of counter-memorials to indicate by communications addressed to both parties any points, upon which he desires further information and to make such orders as are necessary with regard to the manner and the time-limits in which the parties may present to the Arbitrator their observations upon any points so indicated by him.

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 49

La Cour peut, même avant tout débat, demander aux agents de produire tout document et de fournir toutes explications. En cas de refus, elle en prend acte.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, Code :

Article 24

La Cour peut demander aux parties, à leurs représentants ou agents, ainsi qu'aux gouvernements des Etats membres, de produire tous documents et de fournir toutes informations qu'elle estime désirables. En cas de refus, elle en prend acte.

Section 9. — Clôture et réouverture des débats

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 50, par. 1

Voir ci-dessus, p. 195.

Article 98

Voir ci-dessous, p. 258.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 39

Quand un cas aura été soumis d'accord avec les dispositions précédentes, la procédure sera considérée comme terminée et la Commission déclarera les débats clos. Nonobstant cette décision, la Commission pourra rouvrir les débats et poursuivre l'examen de la cause, en tenant compte de toutes les preuves et documents nouveaux qui auront été produits.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article X, par. 6

When a case has been heard in pursuance of the foregoing provisions, the proceedings before the Commission shall be deemed closed unless otherwise ordered by the Commission.

Arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord :

Article 10

Subject to the provisions of Article 11 ⁵⁰, the proceedings shall be considered as closed as soon as the oral hearing, if any, is concluded, or, if no oral hearing is demanded, at the expiry of the time within which such oral hearing might have been demanded.

Article 11, par. 3

If a request for further information is made, the close of the proceedings shall be deemed to be the expiry of the above-mentioned periods of fourteen or twenty-eight days (as the case may be) from the date of the request.

Arbitre, Finlande-Grande-Bretagne (Affaire des armateurs finlandais), accord :

Articles 5 et 6

Voir ci-dessus, p. 191.

Tribunal, Etats-Unis-Grande-Bretagne (Affaire de la fonderie de Trail), convention :

Article XI, par. 1

The Tribunal shall report to the Governments its final decisions, together with the reasons on which they are based, as soon as it has reached its conclusions in respect to the Questions, and within a period of three months after the conclusion of proceedings. Proceedings shall be deemed to have been concluded when the Agents of the two Governments jointly inform the Tribunal that they have nothing additional to present. Such period may be extended by agreement of the two Governments.

⁵⁰ Art. 11, par. 1 : voir ci-dessus, p. 206 ; art. 11, par. 2 : voir ci-dessus, p. 225.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 52

La Cour peut ordonner la réouverture des débats.

Section 10. — Exceptions et fins de non-recevoir

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 5, par. 2 et 3

Voir ci-dessus, p. 147.

Article 23

L'exception qu'oppose le défendeur pour ne pas entrer en matière sur le fond du procès peut être présentée soit dans une demande exceptionnelle avant toute défense au fond et dans le délai fixé pour le dépôt de la réponse, soit dans la réponse au fond, au choix du défendeur.

S'il y a plusieurs exceptions de cette nature, elles doivent être présentées conjointement.

Article 24

Si l'exception prévue à l'article précédent est présentée dans une demande exceptionnelle, la cause au fond est suspendue et les dispositions de l'article 6⁵¹ sont applicables à cette demande exceptionnelle.

Le tribunal statue, après instruction, sur le mérite de l'exception.

Si celle-ci est écartée, la cause principale est reprise et un délai d'un mois est assigné au défendeur pour déposer sa réponse.

Article 25

Toute autre exception doit être présentée dans la réponse.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 18

Lorsque l'agent mexicain désirera proposer une exception ou une fin de non-recevoir tendant à ce qu'une affaire ne soit pas discutée au fond, il pourra proposer le déclinatoire à cet effet, soit préalablement à toute défense relative au fond et dans le délai fixé pour la remise du contre-mémoire, soit au moment de répondre sur le fond. S'il y a plusieurs exceptions ou fins de non-recevoir de cette nature, elles seront proposées conjointement. Toute autre exception, ou fin de non-recevoir, sera proposée dans le contre-mémoire.

Article 19

Si les exceptions ou fins de non-recevoir, auxquelles se rapporte l'article précédent, sont proposées par voie déclinatoire, la procédure relative au fond sera suspendue. Dans ce cas, il n'y aura pas d'autres pièces fondamentales que le mémoire, le déclinatoire et la réplique à celui-ci. Si le déclinatoire est rejeté, l'agent mexicain sera tenu de remettre le contre-mémoire dans les trente jours de la décision du rejet.

⁵¹ Voir ci-dessus, p. 151.

Article 21

Les conclusions tendant au rejet d'une réclamation pourront être déposées en tout état de cause avant la sentence définitive; elles devront être fondées sur un ou des motifs tirés des actes de procédure relatifs à ladite réclamation.

Article 22

Les conclusions tendant au rejet d'une pièce fondamentale pourront être déposées en tout état de cause avant la sentence définitive; elles devront être fondées sur un ou des motifs tirés de ladite pièce fondamentale.

Article 23

En cas d'approbation d'une partie ou de l'ensemble de ces conclusions, la Commission pourra, à sa discrétion, prescrire les modifications nécessaires, afin qu'elle puisse, dans les limites de sa compétence, statuer dûment sur chaque réclamation.

Article 24

Toutes les conclusions seront écrites et exposeront d'une manière concise les points sur lesquels elles se fondent. Elles seront remises aux secrétaires en la même forme que les pièces fondamentales et seront promptement soumises à l'examen de la Commission.

Commission générale des réclamations, Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article VII, par. 1

Voir ci-dessus, p. 162.

Article VII, par. 2

A motion to reject or strike out any pleading may be made at any time after the filing thereof and before submission of the claim to the Commission for any cause apparent on the face of the pleading.

Article VII, par. 3

Voir ci-dessus, p. 179.

Article VII, par. 4

All motions shall be in writing and shall set forth concisely the grounds of the motion. They shall be filed with the Joint Secretaries as in the case of original pleadings, and shall be promptly brought on for hearing before the Commission at such time as it may prescribe.

Article VII, par. 5

Voir ci-dessus, p. 162.

Article VII, par. 6

On and after October 25, 1926, no motion shall be made by one Government to dismiss a claim or to reject or strike out a pleading submitted by the other.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 62

1. Toute exception préliminaire doit être présentée au plus tard avant l'expiration du délai fixé pour la première pièce de la procédure écrite à déposer par la partie soulevant l'exception.

2. L'acte introductif de l'exception contient l'exposé de fait et de droit sur lequel l'exception est fondée, les conclusions et le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées; il fait mention des moyens de preuve que la partie désire éventuellement employer.

3. Dès réception par le greffier de l'acte introductif de l'exception, la procédure sur le fond est suspendue et la Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, fixe le délai dans lequel la partie contre laquelle l'exception est introduite peut présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions; les documents à l'appui y sont annexés et les moyens éventuels de preuve sont indiqués.

4. Sauf décision contraire de la Cour, la suite de la procédure sur l'exception est orale.

5. La Cour, après avoir entendu les parties, statue sur l'exception ou la joint au fond. Si la Cour rejette l'exception ou la joint au fond, elle fixe de nouveau les délais pour la suite de l'instance.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 69, par. 2 à 6.]

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 69, par. 1

La Cour est compétente pour statuer sur toutes les exceptions soulevées par les parties.

Section 11. — Demandes reconventionnelles

Tribunal arbitral mixte germano-belge, règlement :

Article 29

Voir ci-dessus, p. 180.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 63

Lorsque l'instance a été introduite par requête, une demande reconventionnelle peut être présentée dans les conclusions du contre-mémoire, pourvu que cette demande soit en connexité directe avec l'objet de la requête et qu'elle rentre dans la compétence de la Cour. Si le rapport de connexité entre la demande présentée comme demande reconventionnelle et l'objet de la requête n'est pas apparent, la Cour, après examen, décide s'il y a lieu ou non de joindre cette demande à l'instance primitive.

*Section 12. — Intervention*⁵²

a. Intérêt d'ordre juridique

aa. Délai

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 64, par. 1

Une requête à fin d'intervention aux termes de l'Article 62 du Statut⁵³ est déposée au Greffe au plus tard avant l'ouverture de la procédure orale.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 71, par. 1

Toute requête tendant à une intervention conforme aux dispositions de l'Article 34 du Statut⁵⁴ doit être déposée au greffe au plus tard avant la clôture de la procédure écrite.

bb. Requête

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 20

Toute personne qui prétend faire valoir un intérêt légitime dans une instance peut intervenir au procès au cours de la procédure en présentant une requête contenant :

- a) La désignation des parties et de l'affaire;
- b) Les nom, prénoms, profession et domicile de l'intervenant, ainsi que l'indication d'un domicile élu selon l'article 6, litt. b⁵⁵, et, s'il y a lieu, la désignation et le domicile de son mandataire;
- c) Les faits justifiant l'intérêt de l'intervenant;
- d) La déclaration d'intervention;
- e) Les conclusions;
- f) Le bordereau des pièces produites.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 64, par. 1

Voir ci-dessus, p. 230.

⁵² Sur l'intervention en général, voir *Systematic Survey of Treaties for the Pacific Settlement of International Disputes, 1928-1948*, Lake Success, 1948, p. 296-297 (par. VI) et p. 298 (par. XII).

⁵³ Article 62 du Statut : « 1. Lorsqu'un Etat estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il peut adresser à la Cour une requête, à fin d'intervention. 2. La Cour décide. »

⁵⁴ Article 34 du Statut : « Les personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt à la solution d'un litige soumis à la Cour peuvent intervenir à ce litige. Les conclusions de la requête en intervention ne peuvent avoir d'autre objet que le soutien des conclusions d'une partie ou leur rejet. »

⁵⁵ Voir ci-dessus, p. 172.

Article 64, par. 2

La requête contient :

L'indication de l'affaire;

L'exposé des raisons de droit et de fait justifiant l'intervention;

Le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 71, par. 1

Voir ci-dessus, p. 230.

Article 71, par. 2

La requête doit contenir :

L'indication des parties en litige;

L'indication de l'affaire;

Les nom, prénoms, profession et domicile de la partie intervenante;

Le nom de l'agent qui la représente ou, le cas échéant, de l'avocat qui l'assiste;

L'exposé des raisons justifiant l'intérêt de la partie intervenante dans la solution du litige;

Les conclusions tendant au soutien ou au rejet de celles d'une ou plusieurs des parties en cause;

Le bordereau des pièces annexées venant à l'appui de la requête;

L'élection de domicile de la partie intervenante au siège de la Cour.

cc. Communication aux parties

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 21, par. 1

L'intervention est communiquée aux parties et aux agents.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 64, par. 3

La requête est communiquée aux parties, qui déposent au greffe leurs observations écrites dans le délai fixé par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 71, par. 3.]

dd. Communication à des tiers

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 64, par. 4

Le Greffier transmet également copie de la requête à fin d'intervention :

a) Aux Membres des Nations Unies par l'entremise du Secrétaire général, et

b) Aux autres Etats admis à ester devant la Cour, par la voie prévue dans un arrangement spécial conclu à cet effet par le Greffier.

ee. Observations écrites des parties

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 64, par. 3

Voir ci-dessus, p. 231.

ff. Audience

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 64, par. 5

La demande en intervention est inscrite à l'ordre du jour d'une audience, dont la date et l'heure sont communiquées à tous les intéressés. Toutefois, si les parties, dans leurs observations écrites, n'ont pas contesté l'intervention, la Cour peut décider que la discussion orale n'en aura pas lieu.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 71, par. 5.]

gg. Décision

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 22

En cas d'opposition, le tribunal juge de l'admission de l'intervention, qui ne pourra retarder le jugement de la cause principale quand elle sera en état. Le tribunal statue sur les frais et dépens de l'intervention.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 64, par. 6

La Cour statue sur la requête par un arrêt.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 71, par. 5

La Cour statue sur la requête par voie d'ordonnance.

hh. Remise d'une copie des actes de procédure à la partie intervenante

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 71, par. 6

La partie intervenante reçoit copie de tous les actes de procédure transmis aux parties.

ii. Mémoire de la partie intervenante, contre-mémoires, etc.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 65

1. Lorsque la Cour admet l'intervention et si la partie intervenante demande à déposer un mémoire sur le fond, la Cour fixe les délais dans lesquels ce mémoire doit être déposé et dans lesquels les autres parties

pourront répondre par des contre-mémoires; il en est de même pour la réplique et la duplique. Si la Cour ne siège pas, les délais sont fixés par le Président.

2. Si, la Cour n'ayant pas encore statué sur l'intervention, la requête en intervention n'est pas contestée et si la Cour ne siège pas, le Président peut, sans préjuger, fixer les délais dans lesquels la partie intervenante est autorisée à déposer son mémoire sur le fond et dans lesquels les autres parties pourront répondre par des contre-mémoires.

3. Dans les cas visés aux deux paragraphes précédents, les délais coïncideront, autant que possible, avec les délais déjà fixés dans l'affaire.

Commission arbitrale mixte franco-allemande, règlement :

Article 21, par. 2

Si elle [l'intervention] ne rencontre pas d'opposition, le Président fixe, s'il y a lieu, les délais qui lui paraissent nécessaires pour permettre aux parties de se déterminer sur les faits allégués par l'intervenant et sur ses moyens de droit.

b. Interprétation d'une convention multilatérale

aa. Déclaration

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 66, par. 1

L'Etat qui désire se prévaloir du droit que lui confère l'Article 63 du Statut⁵⁶ dépose au Greffe une déclaration à cet effet. Cette déclaration peut être présentée même en l'absence de la notification prévue audit article.

bb. Communication aux parties

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 66, par. 2

Les déclarations ci-dessus visées sont communiquées aux parties...

cc. Communication à des tiers

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 66, par. 3

Le Greffier transmet également copie de ces déclarations : a) aux Membres des Nations Unies par l'entremise du Secrétaire général, et b) aux autres Etats admis à ester devant la Cour, par la voie prévue dans un arrangement spécial conclu à cet effet par le Greffier.

⁵⁶ Art. 63 du Statut : « 1. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, le Greffier les avertit sans délai. 2. Chacun d'eux a le droit d'intervenir au procès, et s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à son égard. »

dd. Décision

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 66, par. 2

... En cas de contestation ou de doute sur l'admissibilité de l'intervention sur la base de l'Article 63 du Statut ⁵⁷, la Cour décide.

ee. Observations écrites d'une partie intervenante, procédure orale

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 66

...

4. Le Greffier prend les mesures nécessaires pour permettre à la partie intervenante de prendre connaissance des documents de l'affaire, en tant qu'ils concernent l'interprétation de la convention en cause, et de soumettre à la Cour ses observations écrites à ce sujet dans un délai à fixer par la Cour, ou si elle ne siège pas, par le Président.

5. Lesdites observations sont communiquées aux autres parties et peuvent être débattues par elles au cours de la procédure orale, à laquelle prend part la partie intervenante.

Section 13. — Evocation en garantie

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 17

Le défendeur qui estime avoir le droit d'appeler un tiers comme garant, pour soutenir le procès à sa place, doit le faire avant toute réponse au fond, dans le délai fixé pour le dépôt de celle-ci.

L'évocation indique les nom, prénoms, profession et domicile du tiers évoqué et les motifs de l'évocation. Le Président fixe un délai au demandeur pour se déterminer sur l'évocation.

Article 18

Si le demandeur fait opposition à l'évocation en garantie, le tribunal en décide.

Si l'évocation en garantie est admise par le demandeur ou par le tribunal, le défendeur, dans le délai de quinze jours, invite le garant à prendre sa place en procès. Un délai de quinze jours est accordé au garant pour accepter ou refuser l'évocation.

Si le garant accepte l'évocation, avis en est donné aux parties et un délai de deux mois est accordé au garant pour déposer la réponse.

⁵⁷ Art. 63 du Statut : voir ci-dessus, p. 233, note 56.

Section 14. — Appel en cause

Tribunal mixte franco-allemand, règlement :

Article 19

Le défendeur qui estime avoir le droit d'exiger d'un tiers qu'il soutienne le procès conjointement avec lui doit le faire avant toute réponse au fond, dans le délai fixé pour le dépôt de celle-ci.

L'appel en cause est soumis aux mêmes règles que l'évocation en garantie.

Section 15. — Mesures conservatoires

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 31

A la requête d'une partie ou d'un agent, le tribunal peut ordonner, en dehors des mesures conservatoires déjà prévues par le traité, toute mesure conservatoire ou provisoire qui lui paraît équitable et nécessaire pour garantir les droits des parties.

Article 32

Les mesures conservatoires peuvent être demandées et ordonnées en tout état de cause, même avant le dépôt de la requête introductive de l'instance. Dans ce dernier cas, l'instance doit être introduite dans le plus bref délai possible.

Article 33

La partie contre laquelle des mesures conservatoires sont requises doit être entendue, si possible.

La partie qui n'a pas pu être entendue peut demander au tribunal de revenir sur sa décision. Cette demande n'est pas suspensive.

Article 34

Dans tous les cas où les mesures conservatoires seraient de nature à porter préjudice au droit d'un tiers, celui-ci aura la faculté d'y faire opposition au moyen d'une requête présentée au tribunal.

Les dispositions de la procédure ordinaire sont applicables à l'instruction et au jugement de cette requête.

Celle-ci n'est pas suspensive.

Article 35

La partie requérante peut être tenue de fournir une caution ou de faire un dépôt pour garantir les dommages qui peuvent résulter des mesures conservatoires.

Article 36

La décision de mesures conservatoires détermine leur étendue et leurs conditions. Elle est notifiée aux parties et a la même force exécutoire qu'une sentence du tribunal.

Le tribunal peut requérir l'agent compétent de faire exécuter cette décision, avant même toute notification, celle-ci devant être faite dans les huit jours qui suivent l'exécution.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 61

1. Une demande en indication de mesures conservatoires peut être présentée à tout moment au cours de la procédure relative à l'affaire au sujet de laquelle elle est introduite. Elle spécifie quelle est cette affaire, quels sont les droits dont la conservation serait à assurer et quelles sont les mesures conservatoires dont l'indication est proposée.

2. La demande en indication de mesures conservatoires a la priorité sur toutes autres affaires. Il est statué d'urgence à son sujet.

3. Si la Cour ne siège pas, le Président en convoque sans retard les membres. En attendant que la Cour se réunisse et se prononce, le Président prend, s'il y a lieu, les mesures qui lui paraissent nécessaires afin de permettre à la Cour de statuer utilement.

4. La Cour peut indiquer des mesures conservatoires autres que celles qui sont proposées dans la demande.

5. Le rejet d'une demande en indication de mesures conservatoires n'empêche pas la partie qui l'avait introduite de présenter une nouvelle demande fondée sur des faits nouveaux.

6. La Cour peut indiquer d'office des mesures conservatoires. Si la Cour ne siège pas, le Président peut en convoquer les membres pour soumettre à la Cour la question de l'opportunité d'en indiquer.

7. La Cour peut en tout temps, à raison de changement des circonstances, rapporter ou modifier la décision portant indication de mesures conservatoires.

8. La Cour n'indique des mesures conservatoires qu'après avoir donné aux parties la possibilité de faire entendre leurs observations à ce sujet. Il en est de même si la Cour rapporte ou modifie la décision qui les avait indiquées.

Section 16. — Décision provisoire

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 70

1. A tout moment, chacune des parties peut, sans préjudice des dispositions qui précèdent, demander à la Cour par voie de requête de statuer sur un point pertinent de fait ou de droit avant la continuation de la procédure.

2. La Cour donne suite à cette demande si elle le juge opportun.

3. Lorsque la Cour a statué sur la demande, la procédure se poursuit; la Cour fixe à cet effet des délais pour la suite de l'instance.

Section 17. — Suspension

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 66

Sur la demande commune des parties, le Président, après avoir pris l'avis des agents, peut suspendre le cours du procès pour un temps déterminé.

Article 67

Lorsqu'une partie perd la capacité d'agir civilement ou lorsque ses droits passent à autrui par mort, insolvabilité ou toute autre circonstance, un délai est accordé, par le tribunal, au tuteur, aux héritiers, créanciers, etc., pour déclarer s'ils veulent continuer le procès, passer expédient ou se désister.

Section 18. — Transaction

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 62

Les contestations sur des droits dont les parties ont la libre disposition peuvent être abandonnées par elles au moyen d'une transaction.

La transaction n'est valable qu'autant qu'elle est faite par écrit et signée par les parties ou par leurs mandataires munis à cet effet d'une procuration spéciale.

La transaction est déposée au secrétariat, qui en avise les agents des gouvernements.

Elle peut aussi intervenir à l'audience du tribunal.

Si, dans le délai de huit jours dès l'avis, un agent fait opposition à la transaction, le procès suit son cours.

Si aucune opposition n'est faite dans ce délai, la transaction devient définitive. Elle est homologuée par le tribunal et a dès lors force de chose jugée. L'original reste au secrétariat. Chaque partie en reçoit une copie attestée conforme sous le sceau du tribunal.

Les frais judiciaires sont supportés en commun par les deux parties, sauf stipulation contraire dans la transaction.

Article 63

Le passé-expédient est l'acte par lequel une partie adhère aux conclusions de son adversaire.

S'il embrasse la totalité des conclusions, la partie qui passe expédient est tenue à tous les frais et dépens.

S'il n'est relatif qu'à une partie des conclusions, le juge prend en considération ce passé-expédient dans le jugement sur les frais de la cause qui lui reste soumise.

Article 64

Le passé-expédient a lieu sous la forme d'une déclaration écrite, signée

par la partie ou par son mandataire, muni à cet effet d'une procuration spéciale.

Il est déposé au secrétariat, qui en avise la partie adverse et les agents des gouvernements.

Il peut aussi intervenir à l'audience du tribunal.

Si, dans le délai de huit jours dès l'avis, un agent fait opposition au passé-expédient, le procès suit son cours. Si aucune opposition n'est faite dans ce délai, le passé-expédient devient définitif. Il est homologué par le tribunal et a force de chose jugée. L'original reste au secrétariat; une copie attestée conforme sous le sceau du tribunal est délivrée aux parties.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 45

Lorsque les agents seront d'accord, soit sur un point de procédure, soit sur le fond, leur proposition conjointe sera soumise à l'homologation de la Commission qui, toutefois, restera libre de prendre telle décision qui lui paraîtra convenable.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article XI, par. 3

In the event that the Agents enter into a stipulation with respect to any adjustment of a claim, such stipulation shall be presented to the Commission with an application for an award in accordance with the stipulation.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement, art. 33.]

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 68

Avant le prononcé de l'arrêt, si les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige et le font connaître par écrit à la Cour ou si, d'un commun accord, elles lui font connaître par écrit qu'elles renoncent à poursuivre l'instance, la Cour, ou le Président si la Cour ne siège pas, rend une ordonnance leur donnant acte de leur arrangement amiable ou prenant acte de leur désistement et dans chaque cas prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 80

Si avant que la Cour n'ait statué, les parties s'accordent sur la solution à donner au litige et informent la Cour qu'elles renoncent à toute prétention réciproque, la Cour leur donne acte de leur accord et de leur désistement; elle ordonne la radiation de l'affaire du registre.

Section 19. — Désistement

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 65

Jusqu'à production de la réponse du défendeur, le demandeur peut se désister de ses conclusions.

Le désistement a lieu sous la forme d'une déclaration écrite, signée par la partie ou son mandataire, muni à cet effet d'une procuration spéciale.

Il est déposé au secrétariat qui en avise la partie adverse et les agents.

Si un agent fait opposition au désistement, le procès suit son cours.

Si aucune opposition n'est faite, le désistement devient définitif.

L'original reste au secrétariat, qui en délivre aux parties une copie attestée conforme, sous le sceau du tribunal.

Les frais et dépens sont à la charge de la partie qui se désiste. Ils sont fixés par le Président, qui en ordonne le dépôt au secrétariat avant de constater le désistement.

Article 68

L'instance dans laquelle les parties se sont abstenues de tout acte de procédure pendant une année à partir de la dernière opération peut, par décision du tribunal, être annulée comme périmée lorsque l'une ou l'autre des parties fait valoir cette péremption.

La partie qui veut se prévaloir de la péremption doit, sous peine de déchéance, l'opposer en réponse au premier acte tendant à reprendre ou à continuer l'instance.

Article 69

Tous les actes de l'instance périmée sont annulés et considérés comme n'ayant pas existé.

Chaque partie supporte les frais qu'elle a faits.

La péremption de l'instance n'invalide pas le droit litigieux.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 69

1. Si, au cours d'une instance introduite par requête, la partie demanderesse fait connaître par écrit à la Cour qu'elle renonce à poursuivre la procédure, et si, à la date de la réception par le Greffe de ce désistement, la partie défenderesse n'a pas encore fait acte de procédure, la Cour, ou le Président si la Cour ne siège pas, rend une ordonnance prenant acte du désistement et prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle. Copie de ladite ordonnance est adressée par le Greffier à la partie défenderesse.

2. Si, à la date de la réception du désistement, la partie défenderesse a déjà fait acte de procédure, la Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, fixe un délai dans lequel ladite partie doit déclarer si elle s'oppose au désistement. Si, dans le délai fixé, il n'est pas fait opposition au désistement, celui-ci est réputé acquis et la Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, rend une ordonnance en prenant acte et prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle. S'il est fait opposition, l'instance se poursuit.

Section 20. — Défaut

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 73

Le fait qu'une partie dûment convoquée ne présente ni défense écrite ni défense orale n'est pas un obstacle à ce qu'il soit procédé aux débats et à la sentence.

L'agent du gouvernement intéressé peut intervenir soit pour prendre la place de son ressortissant, soit pour demander la remise de l'affaire à une date ultérieure où elle sera définitivement jugée.

[Cf. tribunal arbitral mixte germano-belge, règlement, art. 70.]

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 53

1. Lorsqu'une des parties ne se présente pas, ou s'abstient de faire valoir ses moyens, l'autre partie peut demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions.

2. La Cour, avant d'y faire droit, doit s'assurer non seulement qu'elle a compétence aux termes des Articles 36 et 37, mais que les conclusions sont fondées en fait et en droit.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 72

1. Indépendamment de l'hypothèse prévue à l'Article 35 du Statut⁵⁸ et sauf dérogations prévues au présent règlement, lorsqu'une des parties s'abstient de faire valoir ses moyens dans un délai fixé ou lorsque, dûment prévenue, elle ne se présente pas aux débats oraux, l'autre partie peut demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions.

2. La Cour, avant de rendre l'arrêt par défaut, vérifie non seulement sa compétence au regard du traité, mais encore examine si ces conclusions paraissent fondées.

3. La Cour peut ordonner l'exécution provisoire de son arrêt nonobstant opposition.

4. L'opposition doit être faite dans les délais prévus à l'Article 35 du Statut⁵⁸, elle doit être présentée dans les formes prescrites à l'article 29 du présent règlement⁵⁹.

5. Nul arrêt déboutant d'une opposition n'est susceptible d'opposition.

⁵⁸ Art. 35 du Statut : « Lorsque, dans un recours de pleine juridiction, la partie défenderesse, régulièrement mise en cause, s'abstient de déposer des conclusions écrites, l'arrêt est rendu par défaut à son égard. L'arrêt est susceptible d'opposition dans le délai d'un mois à compter de sa notification. Sauf décision contraire de la Cour, l'opposition ne suspend pas l'exécution de l'arrêt rendu par défaut. »

⁵⁹ Art. 29, par. 1 : voir ci-dessus, p. 151. Art. 29, par. 2 : voir ci-dessus, p. 152. Art. 29, par. 3 : voir ci-dessus, p. 175.

CHAPITRE IV

SENTENCE

Section 1. — Délai

Commission d'arbitrage, Etats-Unis-Pérou (Affaire Landreau), protocole :

Article XI

The decision of the Commission shall be rendered within four months from the date of its first meeting, unless the Commission, for reasons which shall be communicated to both Governments, shall find it imperatively necessary to extend the time.

Arbitre, Grande-Bretagne-Costa-Rica (Affaires Aguilar-Amory et Banque royale du Canada), convention :

Article 4, par. 4

On the expiry of this second period¹, a further period of ninety days shall commence, within which the Arbitrator shall pronounce his Award.

[Cf. arbitre, Colombie-Venezuela (Affaire des frontières colombo-vénézuéliennes), convention, art. 5.]

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Egypte (Affaire Salem), accord :

Article 7

Le Tribunal rendra sa décision dans les deux mois qui suivront la date de la clôture de la discussion orale...

[Cf. tribunal arbitral, Grande-Bretagne-Ethiopie (Affaire du Maharao de Cutch), accord, art. 4; et arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), accord, art. 12, par. 2.]

Tribunal spécial, Guatemala-Honduras (Affaire des frontières du Honduras), traité :

Article XIV

The Tribunal shall render its award as soon as possible...

[Cf. tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement, art. 39; et arbitre, France-Grande-Bretagne (Affaire Chevreau), compromis, art. VII.]

¹ C'est-à-dire la période durant laquelle les parties peuvent présenter des réponses ou des rectifications.

Arbitre, Suède-Etats-Unis (Affaire du *Kronprins Gustaf Adolf*), accord spécial :

Article VII, par. 1

The decision of the Tribunal shall be made within two months from the date on which the arguments close, unless on the request of the Tribunal the Parties shall agree to extend the period.

Section 2. — Siège

Cour permanente d'arbitrage (Affaire de l'île de Timor), compromis :

Article 5

L'arbitre siégera à un endroit à désigner par lui.

Section 3. — Délibérations, vote

Tribunal arbitral franco-chilien, règlement :

Article 13

Voir ci-dessus, p. 198.

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 78

Les délibérations du tribunal ont lieu à huis clos et restent secrètes. Toute décision est prise à la majorité de ses membres.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 44

La Commission se réserve toute liberté pour la procédure à suivre pour la préparation et rédaction de ses sentences.

Tribunal, Etats-Unis-Grande-Bretagne (Affaire de la fonderie de Trail), convention :

Article IX

...In reaching a final determination of each or any of the Questions, the Chairman and the two members shall each have one vote, and, in the event of difference, the opinion of the majority shall prevail, and the dissent of the Chairman or member, as the case may be, shall be recorded. In the event that no two members of the Tribunal agree on a question, the Chairman shall make the decision.

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 17

...

2. Ils ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agents, conseils ou avocats de l'une des parties, membres d'un tribunal national ou international, d'une commission d'enquête, ou à tout autre titre.

3. En cas de doute, la Cour décide.

Article 24

Voir ci-dessus, p. 131.

Article 54, par. 3

Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes.

Article 55

1. Les décisions de la Cour sont prises à la majorité des juges présents.
2. En cas de partage des voix, la voix du Président ou de celui qui le remplace est prépondérante.

Idem, règlement :

Article 30

1. La Cour délibère en Chambre du Conseil sur les différends qui lui sont soumis et sur les avis consultatifs qui lui sont demandés.

2. Seuls les juges et éventuellement les assesseurs prennent part aux délibérations. Le Greffier ou son remplaçant sont présents dans la Chambre du Conseil. Aucune autre personne ne peut y être admise qu'en vertu d'une décision spéciale de la Cour.

3. Chacun des juges présents à la délibération exprime son opinion motivée.

4. Tout juge peut demander qu'une question devant être mise aux voix soit formulée en termes précis dans les deux langues officielles et distribuée à la Cour. Il sera fait droit à cette demande.

5. Les conclusions adoptées, après discussion finale, par la majorité des juges déterminent la décision de la Cour. Les votes sont émis dans l'ordre inverse de l'ordre établi par l'article 2 du présent règlement².

6. Il ne sera pas établi de procès-verbal détaillé des séances en Chambre du Conseil consacrées au délibéré sur les arrêts ou avis; les procès-verbaux de ces séances, qui doivent être tenus pour confidentiels, se bornent à mentionner l'objet des débats, les votes et le nom de ceux qui ont voté pour ou contre une motion, ainsi que les déclarations expressément faites en vue d'y être insérées.

7. Sauf décision contraire de la Cour, les paragraphes 2, 4 et 5 du présent article s'appliqueront aux délibérations de la Cour en Chambre du Conseil sur toutes questions administratives.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 25.]

² Art. 2, par. 1, du règlement de la Cour internationale de Justice : « Les membres de la Cour élus au cours de la même session de l'Assemblée générale des Nations Unies prennent rang d'après leur ancienneté d'âge. Les membres élus au cours d'une session antérieure prennent rang avant les membres élus au cours des sessions ultérieures. En cas de réélection immédiate, le membre de la Cour conserve son rang antérieur. Les juges désignés en vertu des dispositions de l'Article 31 du Statut prennent rang après les autres juges, dans l'ordre d'ancienneté d'âge. »

Section 4. — Forme et contenu

a. Sentence écrite

Arbitre, Suède-Etats-Unis (Affaire du *Kronprins Gustaf Adolf*), accord spécial :

Article VII, par. 1

...The decision shall be in writing.

[Cf. arbitre, Grande-Bretagne-Portugal (Affaire Campbell), compromis, art. 12, par. 1; et arbitre, Finlande-Grande-Bretagne (Affaire des armateurs finlandais), accord, art. 9.]

b. Langue

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 49

Les décisions et sentences de la Commission seront rédigées en français et en espagnol. La Commission indiquera dans chaque sentence celui des deux textes qui fera foi. Elle se réserve la liberté de ne publier d'abord qu'un seul des textes.

Arbitre, Finlande-Grande-Bretagne (Affaire des armateurs finlandais), accord :

Article 10

...the decision of the Arbitrator shall be in English.

[Cf. arbitre, Belgique-France (Différend concernant l'Accord Tardieu-Jaspar), arrangement, art. 5.]

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 39

1. Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en français, le jugement sera prononcé en cette langue. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en anglais, le jugement sera prononcé en cette langue.

2. A défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, les parties pourront employer pour les plaidoiries celle des deux langues qu'elles préféreront, et l'arrêt de la Cour sera rendu en français et en anglais. En ce cas, la Cour désignera en même temps celui des deux textes qui fera foi.

c. Motifs, mentions, date et signature

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 79

La sentence arbitrale est motivée. Elle mentionne les noms des arbitres; elle est signée par le Président et par le greffier ou le secrétaire faisant fonction de greffier.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 72

La rédaction de la sentence est approuvée par le tribunal. Elle est immédiatement datée. Dans la règle, la sentence est signée par le président, les arbitres et les secrétaires. Exceptionnellement, elle peut être signée par le président au nom d'un arbitre ou par les deux arbitres au nom du président.

Commission mixte de réclamation germano-américaine, règlement :

Article VIII, par. 2

If the two Commissioners agree the decision need not state the grounds upon which it is based.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article XI, par. 2

The award or other decision shall set out fully the grounds on which it is based, and shall be signed by at least two members of the Commission.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 32

The award shall set out fully all the grounds on which it is based, and it must be signed by the members of the Commission who agree upon it. . .

[Cf. tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement, art. 40; et Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement, art. 43.]

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 58

L'arrêt est signé par le Président et par le Greffier.

Idem, règlement :

Article 30, par. 5

Les conclusions adoptées, après discussion finale, par la majorité des juges déterminent la décision de la Cour. Les votes sont émis dans l'ordre inverse de l'ordre établi par l'article 2 du présent règlement.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 25, par. 5.]

Article 74, par. 1

L'arrêt comprend :

L'indication qu'il est rendu par la Cour ou par une Chambre;

La date à laquelle il est rendu;

Les noms des juges qui y ont pris part;

L'indication des parties;

Les noms des agents des parties;

L'exposé de la procédure;

Les conclusions des parties;

Les circonstances de fait;

Les motifs de droit;

Le dispositif;

La décision relative aux dépens, s'il y a lieu;

L'indication du nombre des juges ayant constitué la majorité.

[Cf. tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement, art. 71; Commission de conciliation franco-italienne, règlement, art. 18, par. 1 (voir également ci-dessous); et Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 54.]

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 18, par. 1

La décision de la Commission contient :

1) - 7) ...

8) L'empreinte du sceau de la Commission.

Article 22

Voir ci-dessous, p. 248.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 55, par. 2

L'original de l'arrêt signé par le président, les juges ayant pris part au délibéré et le greffier, est scellé et déposé au greffe de la Cour et copie certifiée conforme est signifiée à chacune des parties.

Section 5. — Frais³

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 75

Les frais et débours alloués par le tribunal sont payés dans la monnaie de la partie gagnante, calculée au taux moyen coté à la bourse de Genève durant le mois qui a précédé le jour de la sentence.

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 64

S'il n'en est autrement décidé par la Cour, chaque partie supporte ses frais de procédure.

Idem, règlement :

Article 77

La partie au profit de laquelle une condamnation aux dépens est intervenue présentera la note de ses frais dans les dix jours qui suivent le prononcé de l'arrêt. En cas de contestation, la Cour décide.

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, accord spécial :

Article 9

Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the tribunal shall be defrayed by a ratable deduction on the amount of the sums awarded by it, at a rate of 5 per cent, on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

³ Cf. ci-dessus, p. 153.

Section 6. — Décision d'un surarbitre, commission plénière

Commission mixte de réclamations germano-américaine, règlement :

Article VIII, par. 1

Should the two Commissioners be unable to agree on the disposition of any case or upon any point that may arise in the course of the Commission's proceedings, they shall certify to the Umpire (1) the exact point or points of disagreement, and (2) the point or points, if any, upon which they are in agreement, together with a complete but concise statement of the facts of the case or the proceedings in connection with which the difference shall arise. Each Commissioner shall prepare and submit to the Umpire his opinion in writing with respect to each point of disagreement certified to the Umpire. Such statements and opinions shall be deemed a case stated, upon which the Umpire may make his decision. He shall have the right to the complete record in the case, including the briefs of counsel, and in his discretion to hear additional oral argument upon any difference certified to him for decision. The decisions in writing (1) of the two Commissioners, where they are in agreement, otherwise (2) of the Umpire, shall be final.

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 19

Dans le cas où les membres de la Commission ne sont pas parvenus à s'entendre, un procès-verbal est dressé, qui constate le désaccord.

Il doit contenir les indications visées à l'article précédent ⁴ sous les numéros 1, 2, 3, 4, 7 ainsi que l'indication précise sous forme de questions, des points sur lesquels l'accord a été réalisé et de ceux sur lesquels il y a eu désaccord.

Les points sur lesquels l'accord a été réalisé sont considérés comme jugés définitivement.

Le procès-verbal est déposé au secrétariat et communiqué comme il est dit à l'article précédent ⁵.

Article 20

Les agents transmettent le procès-verbal de désaccord à leurs gouvernements. La procédure prévue à l'article 83 du Traité ⁶ pour la nomination du tiers membre est ensuite engagée à l'initiative de l'un des gouvernements.

Le tiers membre assume les fonctions de Président de la Commission de conciliation.

Article 21

Les règles de procédure fixées par le présent règlement demeurent applicables. Les actes de procédure restent acquis.

L'administration de nouvelles preuves ne peut être admise qu'en vertu d'une ordonnance motivée rendue par la Commission.

⁴ Art. 18, par. 1 : voir ci-dessus, p. 245, la note relative à la Cour internationale de Justice, règlement, art. 74, par. 1.

⁵ Art. 18, par. 2 : voir ci-dessous, p. 250.

⁶ Art. 83, par. 1 du Traité de paix de Paris : voir ci-dessus, p. 129, note 3.

Article 22

La Commission délibère à la majorité des voix sur chacun des points restant en litige. L'ordre des questions est proposé par le Président. Le membre le plus jeune vote le premier, le Président le dernier.

La décision est rédigée conformément aux règles fixées à l'article 18⁷.

La décision précise les points sur lesquels un accord avait été précédemment acquis et ceux sur lesquels la décision est rendue sous la présidence du tiers membre.

Les opinions soutenues par les membres de la Commission peuvent, le cas échéant, être consignées dans un procès-verbal.

Section 7. — Opinions individuelles

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 43

... Tout membre de la Commission qui n'approuvera pas une sentence, établira et signera une déclaration de non-conformité où il pourra exposer et motiver la solution qui, à son avis, aurait dû être adoptée.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article XI, par. 4

Any member of the Commission may render a dissenting opinion.

Commission générale des réclamations, Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 32

... Any member of the Commission who is not agreed upon an award shall make and sign a dissenting opinion, giving his reasons and the decision which in his opinion should have been rendered.

[Cf. tribunal arbitral Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement, art. 41.]

Tribunal, Etats-Unis-Grande-Bretagne (Affaire de la fonderie de Trail), convention :

Article IX

Voir ci-dessus, p. 242.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 74, par. 2

Tout juge peut, s'il le désire, joindre à l'arrêt soit l'exposé de son opinion individuelle ou dissidente, soit la simple constatation de son dissentiment.

Section 8. — Prononcé, communication, original, copies, enregistrement

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, règlement :

Article 42

Two signed copies of the award and of a dissenting report, if any, shall be filed in the Office of the Tribunal, and twenty printed copies shall be given to each of the Agents.

⁷ Voir ci-dessus, p. 246.

Article 43

Voir ci-dessus, p. 199.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 70

Pour rendre sa sentence le tribunal doit être au complet...

Article 73, par. 1

Voir ci-dessus, p. 239.

Article 74

Le dispositif de la sentence est notifié aux parties. Des expéditions des sentences sont délivrées aux parties par le secrétariat moyennant paiement des frais.

Article 76

Le tribunal requiert les agents des gouvernements d'assurer l'exécution de ses sentences conformément à la lettre g de l'article 304 du Traité de Versailles⁸.

Dans ce but, le secrétariat délivre aux agents une expédition, déclarée conforme par le président et les secrétaires, de la sentence du tribunal.

Article 77

Voir ci-dessus, p. 141.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article XI, par. 1

The award or any other judicial decision of the Commission in respect of each claim shall be rendered at a public sitting of the Commission.

Article XI, par. 5

The Joint Secretaries shall furnish to each of the Agents four (4) type-written copies, (two (2) in English and two (2) in Spanish), or in cases where the Commission orders them printed, ten (10) copies (five (5) in English and five (5) in Spanish), of each award or other decision and of each dissenting opinion.

Article XI, par. 7

Two (2) copies, one (1) in English and one (1) in Spanish, of each award or other decision rendered by the Commission and of each dissenting opinion shall be entered in a book entitled "Register of Awards and Decisions".

Article XI, par. 8

The Joint Secretaries shall forward two (2) printed copies of both texts of all printed awards and other decisions and dissenting opinions to the International Bureau of the Permanent Court of Arbitration at The Hague.

⁸ Alinéa g de l'article 304 du Traité de Versailles : « Les Hautes Parties Contractantes conviennent de considérer les décisions du Tribunal arbitral mixte comme définitives, et de les rendre obligatoires pour leurs ressortissants. »

Arbitre, Etats-Unis-Guatemala (Affaire Shufeldt), échange de notes :

Article 11

...The decision, when made, shall be forthwith communicated to the Governments at Guatemala and Washington...

[Cf. Commission d'arbitrage Etats-Unis-Pérou (Affaire Landreau), protocole, art. XI.]

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 58

...Il est [l'arrêt] lu en séance publique, les agents dûment prévenus.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 55, par. 1.]

Idem, règlement :

Article 75

1. Après lecture en séance publique, un exemplaire original de l'arrêt dûment signé et scellé est déposé aux archives de la Cour et un autre est remis à chacune des parties.

2. Le Greffier adresse une copie de l'arrêt aux Membres des Nations Unies ainsi qu'aux Etats admis à ester en justice devant la Cour.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 55, par. 2 (voir ci-dessus, p. 246).]

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 18, par. 2

La décision est déposée en original au secrétariat où elle est immédiatement enregistrée sur un registre *ad hoc*. Elle est notifiée sans aucun délai aux agents des gouvernements intéressés, par copie certifiée conforme.

Article 24, par. 2

Le sceau de la Commission apposé sur les décisions est également utilisé pour affirmer l'authenticité des copies desdites décisions ou des documents annexes.

Section 9. — Chose jugée

Projet de 1875 :

Article 25

La sentence dûment prononcée décide, dans les limites de sa portée, la contestation entre les parties.

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 81

La sentence, dûment prononcée et notifiée aux agents des parties, décide définitivement et sans appel la contestation.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, convention :

Article VII, par. 1

The High Contracting Parties agree to consider the decision of the Commission as final and conclusive upon each claim decided, and to give full effect to such decisions. They further agree to consider the result of the proceedings of the Commission as a full, perfect and final settlement of every such claim upon either Government, for loss or damage sustained prior to the exchange of the ratifications of the present Convention. And they further agree that every such claim, whether or not filed and presented to the notice of, made, preferred or submitted to such Commission, shall from and after the conclusion of the proceedings of the Commission, be considered and treated as fully settled, barred, and thenceforth inadmissible, provided in the case of the claims filed with the Commission that such claims have been heard and decided.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, Convention, art. VIII; et Commission franco-mexicaine des réclamations, convention, art. VIII.]

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 59

La décision de la Cour n'est obligatoire que pour les parties en litige et dans le cas qui a été décidé.

Article 60

L'arrêt est définitif et sans recours.

Idem, règlement :

Article 76

L'arrêt est considéré comme ayant force obligatoire du jour où il a été lu en séance publique.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 56.]

Commission de conciliation franco-italienne, règlement :

Article 18, par. 3

La décision est définitive et obligatoire pour les parties conformément à l'article 83, paragraphe 6 du Traité⁹.

Section 10. — Exécution

Cour permanente d'arbitrage, Convention de La Haye de 1907 :

Article 43, par. 4

Voir ci-dessus, p. 133.

Article 82

Tout différend qui pourrait surgir entre les parties, concernant l'interprétation et l'exécution de la sentence, sera, sauf stipulation contraire, soumis au jugement du tribunal qui l'a rendue.

⁹ Art. 83, par. 6, du Traité de paix de Paris du 10 janvier 1947 : « La décision de la majorité des membres de la Commission sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire. »

Tribunal arbitral, Etats-Unis-Grande-Bretagne, accord spécial :

Article 8

All sums of money which may be awarded by the tribunal on account of any claim shall be paid by the one Government to the other, as the case may be, within eighteen months after the date of the final award, without interest and without deduction, save as specified in the next article ¹⁰.

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 76

Voir ci-dessus, p. 249.

Article 82

La demande en revision ne suspend pas l'exécution de la sentence, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement en admettant la revision.

Arbitre, Grande-Bretagne-Costa-Rica (Affaires Aguilar-Amory et Banque royale du Canada), convention :

Article 2

Both Governments solemnly undertake to conform to the decision of the Arbitrator, whatever it may be; and to comply with it without delay, as final and beyond appeal, pledging to this effect, the national honour; and they shall take such measures as may be requisite to carry out the arbitral award. The Government of Costa Rica undertake to obtain the adhesion of the International Bank of Costa Rica in so far as it may be necessary for the execution of the award, and undertake to faithfully comply with the resolutions of the Arbitrator in so far as they may affect the official Credit Institution in question.

Arbitre, France-Espagne (Affaire de l'impôt sur les bénéfices de guerre), compromis :

...

Attendu que les parties ont convenu que la sentence revêtira sa pleine force exécutoire de par la seule signature de l'arbitre, au bas d'un exemplaire envoyé à chacun des gouvernements, sans qu'elle ait besoin d'être homologuée par le tribunal.

Commission spéciale des réclamations Etats-Unis-Mexique, convention :

Article IX

The total amount awarded to claimants shall be paid in gold coin or its equivalent by the Mexican Government to the Government of the United States at Washington.

[Cf. Commission franco-mexicaine des réclamations, convention, art. IX.]

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, convention :

Article VIII

The total amount awarded in all the cases decided in favor of the citizens of one country shall be deducted from the total amount awarded to the citizens of the other country, and the balance shall be paid at the

¹⁰ Voir ci-dessus, p. 246.

city of Panama or at Washington, in gold coin or its equivalent within one year from the date of the final meeting of the Commission, to the Government of the country in favor of whose citizens the greater amount may have been awarded.

Arbitre, Etats-Unis-Canada (Affaire Shufeldt), échange de notes :

Article 13

The amount granted by the award, if any, shall be payable in gold coin of the United States at the Department of State, Washington, within one year after the rendition of the decision by the Tribunal, with interest at six per centum per annum, beginning to run one month after the rendition of the decision.

Tribunal spécial, Guatemala-Honduras (Affaire des frontières du Honduras), traité :

Article XII

The High Contracting Parties shall invest the tribunal with the necessary power to settle by itself any dispute that may arise as to the interpretation or execution of the present Treaty or of the decisions of the said tribunal.

Article XV

The High Contracting Parties are agreed that the actual work of frontier demarcation shall be carried out by a Technical Commission in conformity with the Additional Convention to the present Treaty signed on the same date ¹¹.

Arbitre, Belgique-France (Différend concernant l'Accord Tardieu-Jaspard), arrangement :

Article 6

Les gouvernements signataires déclarent accepter, pour ce qui les concerne, l'interprétation qui sera donnée par M. _____ à la disposition litigieuse. Dans le cas où l'avis de M. _____ comporterait des mesures d'exécution exigeant, d'après les lois constitutionnelles de la France, l'approbation du Parlement français, le Gouvernement de la République proposera à celui-ci de donner effet à ladite interprétation, ce Gouvernement se réservant toutefois les droits constitutionnels du Parlement. Le Gouvernement belge donne acte au Gouvernement français de cette réserve sans toutefois renoncer, en ce faisant, à la faculté pour lui de faire valoir intégralement tous les droits qu'il estime tenir de l'Accord du 12 janvier 1930 par telle voie qui lui serait régulièrement ouverte, dans le cas où le Parlement français ne donnerait pas l'approbation prévue ci-dessus.

Arbitres, Bolivie-Paraguay (Affaire du Chaco), Traité de paix :

Article 5

Une fois la décision formulée et notifiée aux parties, celles-ci nommeront immédiatement une Commission mixte composée de cinq membres dési-

¹¹ Convention additionnelle, voir *Rec. des sentences arbitrales*, vol. II, p. 1313 et suiv.

gnés à raison de deux par parties, le cinquième étant désigné d'un commun accord par les six gouvernements médiateurs. Cette Commission sera chargée de reporter sur le terrain la ligne frontière indiquée par la décision arbitrale et de procéder à son abornement.

Article 6

Dans les trente jours qui suivront la date à laquelle la décision aura été formulée, les Gouvernements du Paraguay et de la Bolivie accrédiiteront leurs représentants diplomatiques respectifs à La Paz et à Asuncion et, dans les quatre-vingt-dix jours, ils exécuteront les principales dispositions de la décision sous le contrôle de la Conférence de la paix à laquelle les parties reconnaissent la faculté de résoudre définitivement les questions d'ordre pratique qui pourront se poser à ce sujet.

Section 11. — Complètement, rectification, clarification, interprétation, revision

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 78

Le tribunal peut interpréter ou rectifier une sentence dont le dispositif paraîtrait obscur, incomplet ou contradictoire, ou qui contiendrait une erreur d'écriture ou de calcul.

La demande d'interprétation doit être adressée au tribunal par l'intermédiaire d'un agent, dans le délai d'un mois à partir de la notification de la sentence.

Le tribunal statue en chambre de conseil après avoir provoqué les explications de la partie adverse.

Article 79

La demande de revision doit être adressée au tribunal. Elle doit être motivée exclusivement par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du tribunal lui-même et de la partie qui demande la revision.

Article 80

La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision du tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau et lui reconnaissant les caractères prévus par l'article précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Aucune demande de revision ne peut être présentée plus d'un an après le jour où la sentence a été rendue.

Article 81

Si la demande de revision est admise, la procédure de revision est réglée par le tribunal.

Article 82

Voir ci-dessus, p. 252.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 46

La Commission pourra, d'office ou bien à la requête des agents ou de l'un d'eux, éclaircir ou rectifier une sentence, dont le texte serait obscur, incomplet ou contradictoire, ou bien contiendrait une erreur matérielle. Si l'éclaircissement ou la rectification est requis par l'un des agents, la requête à cet effet, laquelle devra être soumise à la Commission dans les quinze jours de la signification de la sentence, sera communiquée à l'autre agent, qui aura quinze jours pour y répondre.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article XI, par. 6

Upon the application of either Agent made within sixty (60) days after the Joint Secretaries have furnished the Agents copies of the awards or other decisions, and after giving the other Agent an opportunity to be heard, the Commission may interpret or rectify a decision which is obscure or incomplete or contradictory or which contains any error in expression or calculation or in which the two texts do not correspond.

Cour internationale de Justice, Statut :

Article 60

En cas de contestation sur le sens et la portée de l'arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, à la demande de toute partie.

Article 61

1. La revision de l'arrêt ne peut être éventuellement demandée à la Cour qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la revision, sans qu'il y ait, de sa part, faute à l'ignorer.

2. La procédure de revision s'ouvre par un arrêt de la Cour constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la revision, et déclarant de ce chef la demande recevable.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, statut, art. 38, par. 1 et 2.]

3. La Cour peut subordonner l'ouverture de la procédure en revision à l'exécution préalable de l'arrêt.

4. La demande en revision devra être formée au plus tard dans le délai de six mois après la découverte du fait nouveau.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement, art. 74 (dans un délai de trois mois après la découverte du fait nouveau).]

5. Aucune demande de revision ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt.

[Cf. Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, statut, art. 38, par. 3.]

Idem, règlement :

Article 78

1. La demande en revision d'un arrêt est introduite par une requête.

La requête comprend :

La mention de l'arrêt dont la revision est demandée;

Les indications nécessaires pour établir que les conditions prévues par l'Article 61 du Statut sont remplies;

Le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées.

[Cf. Cour de la Communauté du charbon et de l'acier, règlement, art. 75.]

2. La demande en revision est communiquée par le Greffier aux autres parties. Celles-ci peuvent présenter leurs observations dans le délai fixé par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président.

3. Si la Cour reconnaît que la demande en revision est recevable, elle règle la procédure écrite pour l'examen au fond de la demande.

4. Si la Cour fait dépendre la recevabilité de la requête d'une exécution préalable de l'arrêt à reviser, cette condition est immédiatement portée à la connaissance du demandeur par le Greffier et la procédure en revision est suspendue jusqu'à ce que la Cour ait eu la preuve que l'arrêt a été exécuté.

Article 79

1. La demande en interprétation d'un arrêt est introduite soit par la notification d'un compromis entre les parties, soit par requête émanant d'une ou de plusieurs des parties.

2. Le compromis ou la requête comprend la mention de l'arrêt dont l'interprétation est demandée et l'indication précise du ou des points contestés.

3. Si la demande d'interprétation est introduite par requête, le Greffier communique cette requête aux autres parties, qui peuvent présenter leurs observations dans le délai fixé par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président.

4. La Cour peut inviter les parties à lui fournir par écrit ou oralement un supplément d'information, que l'instance ait été introduite par compromis ou par requête.

Article 80

Si l'arrêt à reviser ou à interpréter a été rendu par la Cour, la Cour connaît de la demande en revision ou en interprétation. Si l'arrêt a été rendu par une des Chambres visées aux Articles 26 ou 29 du Statut, la même Chambre connaît de la demande en revision ou en interprétation.

Article 81

Le Cour statue par un arrêt sur les demandes en revision ou en interprétation.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, statut :

Article 37

En cas de difficulté sur le sens et la portée d'un arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, sur la demande d'une partie ou d'une institution de la Communauté justifiant d'un intérêt à cette fin.

Idem, règlement :

Article 57

1. Sans préjudice des dispositions régissant l'interprétation des arrêts, les erreurs de plume ou de calcul, ou les inexactitudes similaires évidentes peuvent être redressées par la Cour, soit d'office, soit sur requête d'une partie, dans un délai de quinze jours.

2. La Cour décide en chambre du conseil.

3. L'avocat général et les parties dûment avertis par le greffier peuvent présenter des observations écrites dans un délai qui sera fixé dans la signification.

4. En cas de rectification du texte, l'original de l'ordonnance qui l'a prescrite est annexé à l'original de l'arrêt rectifié; mention en est faite en marge de l'original.

Article 58

1. Si la Cour a omis de statuer, soit sur un point isolé des conclusions, soit sur les dépens, la partie qui entend se plaindre de cette omission doit saisir la Cour dans le mois à compter du jour de la signification de l'arrêt, par une requête déposée au greffe. Le greffier la signifie aux parties en cause.

2. La Cour statue sur la recevabilité en même temps que sur le bien-fondé de la demande après un seul échange de mémoires.

Article 76

1. Sans préjuger le fond, la Cour statue, l'avocat général entendu, au vu des conclusions écrites des parties, par voie d'ordonnance rendue en chambre du conseil, sur la recevabilité de la requête¹².

2. Cette ordonnance n'est susceptible d'aucun recours.

3. Toutes autres règles de procédure prévues au présent règlement sont applicables à la revision.

Article 77

La demande en interprétation d'un arrêt prévue à l'article 37 du statut est présentée à la Cour par une requête. Celle-ci doit être conforme aux règles prescrites pour les requêtes et préciser les points sur lesquels l'interprétation est demandée. L'arrêt visé doit figurer en annexe.

Article 78

La Cour statue sur la demande d'interprétation par voie d'arrêt et ordonne que l'original de cet arrêt soit annexé dans les archives à l'original de l'arrêt interprété. Mention de l'arrêt interprétatif est faite en marge de l'arrêt interprété.

¹² La requête, c'est-à-dire la demande de revision. Pour les articles 74 et 75 du règlement, voir ci-dessus, p. 255-256, les notes à l'Article 61, par. 4, du Statut et à l'article 78, par. 1, du règlement de la Cour internationale de Justice.

CHAPITRE V

QUESTIONS DIVERSES

Section 1. — Calcul des délais

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 4

Pour le calcul des délais ci-dessus, les mois sont comptés conformément au calendrier de quantième à quantième.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 52

Pour le calcul des délais fixés par le présent règlement, le jour à partir duquel le délai court, sera compté, mais non celui où il expire. Les dimanches et jours fériés officiels seront déduits.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement :

Article XIII

Wherever in these rules a period of days is mentioned for the doing of any act, the date from which the period begins to run shall not be counted and the last day of the period shall be counted, and Sundays shall be excluded.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 84

Tous les délais prévus dans le présent règlement sont calculés en excluant le jour de l'acte qui en constitue le point de départ.

Article 85

Voir ci-dessus, p. 165.

Section 2. — Amendement, interprétation et silence du règlement

Tribunal arbitral mixte franco-allemand, règlement :

Article 98

Le tribunal peut déroger aux règles fixées par le présent règlement, lorsqu'il estime que, dans les circonstances spéciales de la cause, cela est équitable ou nécessaire pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits. Il peut même admettre des productions nouvelles et une procédure nouvelle.

Article 99

Pour tous les cas qui ne sont prévus ni dans le traité, ni dans le présent règlement, le tribunal s'inspirera des principes de justice et d'équité. Il prendra toutes mesures et dispositions qu'il jugera utiles à la découverte de la vérité et à une saine application des principes du droit.

Commission générale des réclamations Etats-Unis-Panama, règlement :

Article 37

The respective Agents shall be heard on any proposed amendment to these rules before action is taken thereon by the Commission.

[Cf. Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement, art. 53, et Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement, art. XIV.]

Article 38

With regard to any matter as to which express provision is not made in these rules, the Commission shall proceed as international law, justice and equity require.

[Cf. Commission générale des réclamations Etats-Unis-Mexique, règlement, art. XV.]

Section 3. — Renvoi aux Conventions de La Haye

Arbitre, Allemagne-Commissaire aux revenus gagés, compromis :

Article 7

La procédure du présent arbitrage sera conforme aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, sauf dans la mesure où ces dispositions se trouvent modifiées par le présent arrangement...

Arbitre, France-Grande-Bretagne (Affaire Chevreau), compromis :

Article VI

En toute matière non visée par les termes du présent compromis, l'arbitre appliquera la procédure déterminée par le chapitre III de la Convention pour le règlement pacifique des différends internationaux, signée à La Haye, le 29 juillet 1899.

Section 4. — Publication des décisions, des documents et des procès-verbaux

Tribunal arbitral franco-chilien, règlement :

Article 15, par. 2

Le tribunal se réserve le droit d'ordonner ou d'autoriser la publication des documents déposés au secrétariat.

Commission franco-mexicaine des réclamations, règlement :

Article 49

Voir ci-dessus, p. 244.

Cour internationale de Justice, règlement :

Article 22

Voir ci-dessus, p. 146.

Article 59, par. 2

Voir ci-dessus, p. 198.

Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, règlement :

Article 17, par. 2

Voir ci-dessus, p. 146.

Article 27, par. 3

Les publications prévues à l'article 17 du présent règlement se font dans les quatre langues officielles¹.

Article 59

Voir ci-dessus, p. 146.

¹ Cf. ci-dessus, p. 167, même Cour, art. 27, par. 1.

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ALLEMAGNE : Buchhandlung Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, BERLIN-SCHÖNEBERG. — W. E. Saarbach, G.m.b.H., Auslands-Zeitungsvertrieb, Gersonstrasse 25-29, COLOGNE 1 (22c). Alexander Horn, Spiegelgasse 9, WIESBADEN.

ARGENTINE : Editorial Sudamericana, S.A., Calle Alsina 500, BUENOS-AIRES.

AUSTRALIE : H. A. Goddard Pty., Ltd., 255a George Street, SYDNEY, N.S.W. — Melbourne University Press, CARLTON N. 3, Victoria.

AUTRICHE : Gerold & Co., Graben 31, VIENNE 1. — B. Wüllerstorff, Book Import and Subscription Agency, Markus Sittikusstrasse 10, SALZBURG.

BELGIQUE : Agence et Messageries de la Presse, S.A., 14-22, rue du Pèril, BRUXELLES.

BOLIVIE : Librería Selecciones, Empresa Editora «La Razón», Casilla 972, LA PAZ.

BRESIL : Livraria Agir, Rua Mexico 98-B, Caixa Postal 3291, RIO-DE-JANEIRO.

CAMBODGE : Papeterie-Librairie nouvelle, Albert Portail, 14 av. Bouilloche, PHNOM-PENH.

CANADA : The Hyerson Press, 299 Queen Street West, TORONTO, Ontario. — Periodica, 5112 av. Papineau, MONTRÉAL 34.

CEYLAN : The Associated Newspapers of Ceylon, Ltd., Lake House, COLOMBO.

CHILI : Librería Ivens, Calle Moneda 822, SANTIAGO. — Editorial del Pacífico, Ahumada 57, SANTIAGO.

CHINE : The World Book Co., Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, TAIPEI, Taiwan. — The Commercial Press, Ltd., 170 Liu Li Chang, PEKIN.

COLOMBIE : Librería Nacional, Ltda., 20 de Julio, San Juan Jesús, BARRANQUILLA. — Librería Buchholz Galería, Av. Jiménez de Quesada 8-40, BOGOTÁ. — Librería América, Sr. Jaime Navarro R., 49-58 Calle 51, MEDELLÍN.

COSTA-RICA : Trejos Hermanos, Apartado 1313, SAN-JOSÉ.

CUBA : La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly 455, LA HAVANE.

DANEMARK : Messrs. Einar Munksgaard, Ltd., Nørregade 6, COPENHAGUE.

ÉGYPTÉ : Librairie «La Renaissance d'Égypte», 9 Sharia Adly Pasha, LE CAIRE.

ÉQUATEUR : Librería Científica Bruno Moritz, Casilla 362, GUAYAQUIL.

ESPAGNE : Librería Mundi-Prensa, Lagasca 38, MADRID. — Librería José Bosch, Ronda Universidad 11, BARCELONE.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE : International Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, NEW-YORK 27, N.Y.

FINLANDE : Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, HELSINKI.

FRANCE : Editions A. Pedone, 13 rue Soufflot, PARIS 5^e.

GRÈCE : Kauffmann Bookshop, 22 Stadion Street, ATHÈNES.

HAÏTI : Max Bouchereau, Librairie «A la Caravelle», Boite postale 111-B, PORT-AU-PRINCE.

HONDURAS : Librería Panamericana, Calle de la Fuente, TEGUCIGALPA.

HONG-KONG : Swindon Book Co., 25 Nathan Road, KOWLOON.

INDE : Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, NEW-DELHI. — P. Varadachary & Co., 8 Linghi Chetty Street, MADRAS 1.

INDONÉSIE : Jajasan Pembangunan, Gunung Sahari 84, DJAKARTA.

IRAK : Mackenzie's Bookshop, Booksellers and Stationers, BAGDAD.

IRAN : Ketab Khaneh Danesh, 293 Saadi Avenue, TEHRAN.

ISLANDE : Bókaverzlun Sigfúsar Eymundssonar, Austurstreti 18, REYKJAVIK.

ISRAËL : Blumstein's Bookstores, Ltd., 35 Allenby Road, P.O.B. 4154, TEL-AVIV.

ITALIE : Librería Commissionaria Sansoni, Via Gino Capponi 25, FLORENCE.

JAPON : Maruzen Co., Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, P.O.B. 605, TOKYO Central.

LIBAN : Librairie Universelle, BEYROUTH.

LIBÉRIA : Jacob Momolu Kamara, Gurly and Front Streets, MONROVIA.

LUXEMBOURG : Librairie J. Schummer, Place Guillaume, LUXEMBOURG.

MEXIQUE : Editorial Hermes, S.A., Ignacio Mariscal 41, MEXICO, D.F.

NICARAGUA : Dr. Ramiro Ramirez V., Agencia de Publicaciones, MANAGUA, D.N.

NORVÈGE : Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, OSLO.

NOUVELLE-ZÉLANDE : The United Nations Association of New Zealand, G.P.O. 1011, WELLINGTON.

PAKISTAN : Thomas & Thomas, Fort Mansion, Frere Road, KARACHI. — Publishers United, Ltd., 176 Anarkali, LAHORE. — The Pakistan Co-operative Book Society, 150 Govt. New Market, Azimpura, DACCÁ, East Pakistan (et à CUTTACONG).

PANAMA : José Menéndez, Agencia Internacional de Publicaciones, Plaza de Arango, PANAMA.

PAYS-BAS : N. V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

PÉROU : Librería Internacional del Perú, S.A., Casilla 1417, LIMA.

PHILIPPINES : Alemar's Book Store, 749 Rizal Avenue, MANILLE.

PORTUGAL : Livraria Rodrigues, Rua Auréa 186-188, LISBONNE.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : Librería Dominicana, Calle Mercedes 49, Apartado 656, CIUDAD-TRAJILLO.

ROYAUME-UNI : H. M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDRES, S.E.1, et H.M.S.O. Shops à LONDRES, BELFAST, BIRMINGHAM, BRISTOL, CARDIFF, EDIMBOURG et MANCHESTER.

SALVADOR : Manuel Navas y Cia, «La Casa del Libro Barato», 1^a Avenida Sur 37, SAN SALVADOR.

SINGAPOUR : The City Bookstore, Ltd., Winchester House, Collyer Quay, SINGAPOUR.

SUÈDE : Librairie C. E. Fritzes, Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SUISSE : Librairie Payot, S.A., 1 rue de Bourg, LAUSANNE, et à BALE, BERNE, GENÈVE, MONTRÉUX, NEUCHÂTEL, VEVEY et ZÜRICH. — Librairie Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, ZÜRICH 1.

SYRIE : Librairie Universelle, DAMAS.

TCHÉCOSLOVAQUIE : Československý Spisovatel, Národní Trida 9, PRAGUE 1.

THAÏLANDE : Pramuan Mit, Ltd., 55, 57, 59 Chakrawat Road, Wat Tuk, BANGKOK.

TURQUIE : Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, BEYOGLUSTANUL.

UNION SUD-AFRICAINE : Van Schaik's Bookstore (Pty.), P.O. Box 724, PRÉTORIA.

URUGUAY : Oficina de Representación de Editoriales, Prof. Héctor d'Elia, 18 de Julio 1333, Palacio Díaz, MONTEVIDEO.

VENEZUELA : Librería del Este, Av. Miranda 52, Edif. Galipán, CARACAS.

VIET-NAM : Librairie Albert Portail, 185-193 rue Catinat, SAIGON.

YUGOSLAVIE : Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/II, BELGRADE. — Cankars Endowment (Cankarjéva Zalozba), LJUBLJANA (Slovenia).

XL 55

Les commandes émanant de pays où des agents allitrés n'ont pas encore été nommés peuvent être adressées à la Section des Ventes, Office européen des Nations Unies, ou Section des Ventes et de la Distribution, Palais des Nations, GENÈVE (Suisse) Nations Unies, NEW-YORK (Etats-Unis)

Printed in Belgium
22947—November 1955—725

Price : \$U.S. 2.00; 15/- stg.; Sw. fr. 8.00
(or equivalent in other currencies)

United Nations publication
Sales No. : 1955. V. 1